2,2 % en 1995

Le GIA

revendique

des moines

français

l'enlèvement

UN MOIS, presque jour pour

jour, après l'enlèvement de sept

moines français en Algérie, le

Groupe islamique armé (GIA) a publié, vendredi 26 avril, dans le

quotidien arabe El Hayat, un

communiqué qui revendique l'en-

lèvement des religieux du monas-

tère de Tibéhirine et menace de

les «égorger » s'ils n'obtiennent

pas la libération de « militants du

GIA détenus en Prance ». Cet ap-

pel, adressé « à la France et à son

président », étonne par son carac-

tère tardif, et par le fait qu'aucun

« militant du GIA » n'est détenu en

Ce texte du GIA a été publié

dans un contexte marqué en Algé-

rie par la persistance des violences

extrémistes et l'ouverture d'une

nouvelle phase de « dialogue »

entre la présidence et les partis

politiques favorables à l'organisa-

Un accord est en vue

M. Pérès n'exclut pas un Etat palestinien

LE SECRÉTAIRE D'ETAT américain s'employait encore assidtiment, vendredi 26 avril, à aplanir les dernières difficultés sur lesquelles butait un accord de cessezle-feu au Liban. Au tenne d'un petit déjenner de travail entre Warren Christopher et le premier ministre israélien, Shimon Pérès, le porteparole du département d'Etat, Nicholas Burns, a déclaré qu'en dépit « des progrès manifestement faits », « des divergences subsistent». « Nous devons travailler plus dur, at-Il ajouté. Nous ne sommes pas encore au bout du chemin ». M. Christopher devait se rendre une nouvelle fois, dans la journée de vendredi, à Damas, pour « discuter

■ Cure d'austérité en Allemagne

- 10 Atta

1 1/137/202

1.722

1200

22.5

T- 2012

121

ಳ ಪ್ರಕಟ್ಟಡ

1 Tr. 1 Tab · 23:

101425

1.472

: 22 5

- 00000

J = 7 <u>700</u>

e zones francés

Associez-100

Les chômeurs, les malades, les personnes agées et les familles sont les principales catégories visées par le plan d'austérité adopté jeudi 25 avril par le gouvernement allemand.

■ Feu vert pour le nouveau missile nucléaire

Le gouvernement a pris la décision, jeudi 25 avril, de lancer le programme de missile nudéaire M. 51 destiné à remplacer le missile M. 45 en cours d'embarquement à bord des sous-marins stratégiques.

Les concentrations bancaires

Prélude à d'autres restructurations dans le secteur, le Crédit agricole souhaite acquérir 51 % d'Indosuez.

Le président d'Allianz s'explique

Dans un entretien au Monde, Henning Schulte-Noelle, président du directoire d'Allianz, le géant affernand de l'assurance, explique notamment que « La coopération avec le Crédit lyonnais est d'une grande importance» pour son

■ Le séjour des étrangers en France

Malgré la promesse de cent régularisations, les parents étrangers d'enfants français en grève de la faim à Versailles ont décidé de poursuivre leur mouve-

Lire notre éditorial p. 14

Un entretien avec Luis Fernandez

L'entraîneur du dub de football Paris Saint-Germain s'explique sur les raisons personnelles qui l'ont décidé à quitter prochainement ses fonctions. p. 25





de certaines idées que nous venons d'entendre du gouvernement israélien ». « Je pense qu'ensuite nous reviendrons à Jérusalem », a ajouté M. Burns. Pius optimiste, M. Pérès a indiqué qu'« apparemment, nous sommes en train d'arriver à une conclusion ».

Réunie, jeudi 25 avril, à Tel Aviv, la Convention du Parti travailliste israélien a supprimé de sa plateforme electorale son opposition à la création d'un Etat palestinien. Selon M. Pérès hii-même, cette décision n'équivant pas nécessaire-ment à un blanc-seing pour un État palestinien mais laisse le champ ouvert à différentes possibilités, Intervenue an lendemain de l'ammiation par le Conseil national palestinien des articles de sa Charte déniant le droit d'Israël à l'exis-tence, elle devrait faciliter les négociations entre Israël et l'Autorité elestinienne sur le statut définitif de la Cisjordanie et de Gaza. Le CNP a élu, jeudi, un nouveau Comité exécutif de l'OLP dont la composition renforce l'autorité de Yasser Arafat.

Lire pages 2 et 33

Les retraites complémentaires entre Israël et le Liban vont diminuer à partir de l'an 2000

Seule la CGT s'est opposée à l'accord conclu avec le patronat

LE PATRONAT et les syndicats, à l'exception de la CGT, ont conclu, dans la muit du jeudi 25 au vendredi 26 avril, un accord destiné à assurer l'équilibre des régimes de retraite complémentaire de l'ensemble des salariés du privé (Arroo) et des cadres (Agirc) d'ici à 2005. En dépit des lourds déficits prévisibles - 167 milliards de francs dans les dix ans à venir -, le CNPF a accepté, sous la pression des syndicats, une bausse de 1,5 % des pensions complémentaires au 1º janvier 1996 (avec effet rétroactif) pour les buit millions de retraités des deux régimes. Par ailleurs, afin d'accélérer les rentrées de recettes, les partenaires sociaux out décidé que le taux de cotisation obligatoire à l'Agirc passerait de 13 % à 16 % (parts patronale et salariale) dès 1999, et non en 2003, comme le prévoyait l'accord de fé-

Hormis ces quelques concessions, le patronat s'en est tenu à la ligne qu'il s'était fixée le 30 novembre 1995, à l'ouverture des négociations : pas de nouvelle hausse des cotisations, en dehors de celle déjà programmée, l'essentiel de



du niveau des pensions. De fait, l'accord se caractérise par une forte augmentation du prix d'achat des points de retraites. D'ici à 2005, les pensions des retraités devront augmenter d'un point de moins que le

aucun cas (...) dépasser l'évolution annuelle des prix ». Pour la première fois, les syndicats ont ainsi implicitement reconnu que l'âge d'or des retraites était terminé.

Lire page 6

Lire page 3 Les trois coups

du numérique

tion d'élections législatives.



A LA VEILLE du lancement de CanalSatellite, Pierre Lescure, PDG de Canal Pius, estime, dans un entretien accordé au Monde, que la télévision numérique constitue à la fois une révolution culturelle pour la chaîne cryptée et une réponse en termes de qualité de programmes et de services aux nouvelles aspira-

tions des abonnés. Jugeant les récentes alliances et contre-alliances entre grands opérateurs de télévision européens, il qualifie la création de Télévision par satellite, bouquet numérique concurrent de celui de Canal Plus dans lequel figurent notamment TF 1, France-Télévision et la Compagnie luxembourgeoise de té-lédiffusion (CLT) de « coalition d'intérêts francophones dirigés contre un opérateur français ». Toutefois, les oppositions actuelles devraient « ne plus avoir de sens, le jour où les choses se mettront en place ».

Tout en décrivant les circonstances et le contenu des discussions entre Canal Plus et TF 1, la CLT puis France-Télévision, ainsi que les raisons de leurs échecs, Pierre Lescure estime que la solu-tion à la double alliance nouée par Bertelsmann - avec Canal Plus d'une part et avec la CLT d'antre part -, doit être trouvée par le groupe allemand. Enfin, il juge que le décodeur de Canal Plus est « plus ouvert que ceux de ses concurrents dans leurs versions actuelles ».

sternational 2	Jenz
rance6	Agenda
odété10	Abonnements
orizons12	Météorologie
arnet19	Coltane
Atreprises20	Cuide celturei
nances/marchés 22	Médias
ojourd'hui	Radio-Télévision

A Tchernobyl, rien de nouveau depuis dix ans

SI L'ON EN CROIT les dernières nouvelles de Tchernobyl, il semblerait que rien n'a changé, depuis le temps des soviets, dans la centrale nucléaire la plus célèbre du monde. On se souvient des circonstances de la catastrophe, il y a tout juste dix ans, le 26 avril du réacteur qui ont rendu l'explosion possible. Mais les experts occidentaux s'accordent pour affirmer qu'elle a été décienchée par un manque de coordination des différents responsables dans la conduite d'un essai « insuffisamment pensé et testé au plan de la sûre-

Depuis, affirment les dirigeants de la centrale ukrainienne, « le facteur humain retient toute notre attention » et le plus grand soin a été apporté pour inculquer au personnel une « culture de sûreté » comparable, voire supérieure, à celle des exploitants occidentaux. Les faits viennent de leur apporter un démenti cinglant: Les circonstances d'un incident - heureusement sans conséquence grave survenu cette semaine montrent que la leçon n'est pas forcément bien assimilée. Le « bloc B > abrite des installations de ventilation communes au réacteur numéro 3 - toulours. en fonctionnement - et au sarcophage qui recouvre les ruines radioactives du réacteur numéro 4 accidenté.

Des employes avaient entrepris d'y remp cer des filtres, au cours de la nuit de mercredi 24 à jeudi 25 avril. Selon les explications données par Valeri Koupny, directeur adjoint de la centrale, ils s'apprétaient, leur travail terminé, à laisser sur place, conformément au règlement, les filtres contaminés par les poussières radioactives. C'est alors que le responsable du bâtiment B leur a demandé de les

transférer ailleurs. Sans se poser de question, les employés ont repris leurs déchets et sont allés les déposer dans un conteneur sur le site. Ils ont ainsi traversé les locaux du réacteur numéro 3 toulours en fonctionnement, répandant au passage de la poussière radioactive sur le plancher foulé par leurs camarades des équipes de conduite. En effet, précise Valeri Koupny, « les éléments contaminés étaient emballés de manière adéquate pour rester sur les lieux, mais pas pour être transportés », « Le règlement » n'avait sans doute pas pris en compte le soudain désir d'ordre du responsable du bloc B.

Le personnel a recu une dose de radiation largement inférieure à la limite annuelle autorisée et le plancher a été décontaminé immédiatement, précise le service d'information de la centrale. L'incident a été classé provisoirement par les responsables ukrainiens au niveau 1 - le plus bas - de l'échelle Internationaie de sûreté. Rien de très grave, donc, comparé à l'accident survenu il y a dix ans, qui n'en finit pas d'être la plus terrible catastrophe nucléaire civile. Mais l'on tremble en pensant aux conséquences qu'aurait pu avoir un tel comportement dans la conduite d'une

opération de nature plus délicate.

Jean-Paul Dufour Lire l'analyse de Roger Cans page 14 et la chronique de Luc Rosenzweig page 33

POINT DE VUE

Et si, enfin, on baissait les impôts?

par René Monory

E gouvernement a eu le courage d'affronter l'impopularité en posant des problèmes fondamentaux pour la société française : les dépenses sociales toujours croissantes, la situation préoccupante du secteur public, la fin nécessaire des monopoles dépassés. Il y avait urgence et il fallait agir vite.

Aujourd'hui, il faut aller plus loin et faire preuve d'une imagination constructive, indispensable à une véritable reprise de l'économie. Nous devons relancer la dynamique de la création de richesses. Il s'en faudrait de peu en effet pour que l'économie française puisse valoriser des atouts insoupçonnés et apparaître, finalement, en meilleure forme que celle de nos principaux partenaires et voisins. Mais t sur elle des habitudes héritées de l'époque dirigiste pendant laquelle on a pu croire que la relance se décrétait, que les bureaux des ministères décidaient du taux de croissance et que l'Etat était la fin et les moyens de toute poli-

Aujourd'hui, l'économie est mondiale. C'est une chance pour notre pays à condition qu'il accepte de se mettre en règle avec la nouvelle donne internationale. Si nous faisons ces efforts, nous pourrons démontrer que la France a des ressources non négligeables - sa technologie, son savoir-faire, sa formation - qui lui permettront d'aborder le nouveau siècle dans

les meilleures conditions. La première évidence est que notre taux de prélèvement obligatoire est excessivement élevé. En effet, 44,7% du produit intérieur brut, c'est trop. C'est plus que tous nos partenaires occidentaux, dont la moyenne est de 38,7 %. C'est le véritable facteur de démobilisation de l'économie. C'est ce qui pèse le plus, psychologiquement et mécaniquement, sur la reprise que cha-

Lire la suite page 13

René Monory est président

Cas nº 4 Ce genre de situation arrive tous les jours à nos clients, et tous les jours nos équipes s'entraînent à avoir réponse à tout. mercure Mercure Hotels. Toutes les clés de la ville.

Réservations: (1) 60 77 22 33

qui contestaient le droit d'Israël à l'existence, a été saluée par le chef de l'OLP, Yasser Arafat.

LE CNP a élu, jeudi, un nouveau Comité exé-

M. Arafat, dont le pouvoir apparaît sans partage, bien qu'un opposant notoire, Farouk Kaddoumi, chef du département politique de la centrale, ait été reconduit dans ses fonctions.

AU LIBAN, le bruit du canon continuait d'accompagner les efforts diplomatiques du secrétaire d'Etat américain, Warren Christopher, à la recherche d'un arrêt des hostilités.

Le Parti travailliste israélien n'exclut plus la création d'un Etat palestinien

Réunie en convention, jeudi 25 avril à Tel-Aviv, la formation du premier ministre Shimon Pérès a cherché à aplanir les difficultés sur lesquelles butent les pourparlers de paix qui doivent reprendre le 4 mai

JÉRUSALEM

de notre correspondant A geste symbolique, décision symbolique. En réponse à l'annulation formelle par l'OLP, la veille, de la Charte nationale palestinienne, expurgée de ses articles qui préconisaient la destruction d'Israël, le Parti travailliste de Shimon Pérès a renoncé, jeudi 25 avril, à Tel Aviv, au principe écrit de son opposition à la création d'un Etat palestinien indépendant. La plate-forme électorale travailliste adoptée pour les élections de 1992 mentionnait expressément ce refus.

Le texte qui vient d'être voté à main levée, à la quasi-unanimité des trois mille membres de la convention du parti, omet purement et simplement cette délicate question, et ne fait plus aucune référence à la naissance éventuelle d'une entité palestinienne souveraine aux côtés d'Israël. Ce geste, qui, comme l'a souligné M. Pérès, « n'engage à rien d'explicite », tant

il est vrai que « les plates-formes électorales sont rarement mises en œuvre » en Israël, peut cependant ouvrir la vole à des négociations sur le statut définitif des territoires occupés un peu moins crispées que prévu. Ces pourparlers doivent théoriquement s'ouvrir le 4 mai et se conclure avant le 4 mai

« UN MANDAT POUR NÉGOCIER »

Interrogé sur le point de savoir si la décision de son parti signifiait qu'il n'était plus personnellement opposé à la création d'un Etat sous autorité de l'OLP sur tout ou partie du dernier quart de la Palestine historique occupé par Israèl depuis 1967, le premier ministre s'est interrogé : « Et pourquoi donc m'engagerais-je dans un sens ou l'autre? Je veux laisser les choses grandes ouvertes. Ce sera peut-être une solution iordano-palestinienne [confédération]. Il v aura peut-être d'autres idées encore. Notre parti est clair, il demande aux électeurs



un mandat pour négocier une solution permanente avec les Palestiniens. C'est tout. *

En tout état de cause, conformément à la promesse de M. Pérès, également entérinée par le Parti travailliste, tout accord définitif, aussi bien avec les Syriens pour ce qui concerne le devenir du

plateau du Golan occupé qu'avec l'Organisation de libération de la Palestine s'agissant des territoires de Gaza et de Cisjordanie conquis il y a vingt-neuf ans, sera soumis à référendum. Pour l'heure, selon les sondages, les deux tiers des lsraéliens demeurent opposés à la naissance d'un quelconque Etat

n'ignore rien de ces réserves et des difficultés à venir, mais qui a fort à faire pour « vendre » l'abolition de la Charte nationale palestinienne à sa propre opinion publique, « intérieure » et plus encore « extérieure » (la diaspora), s'est immédiatement félicité du geste travailliste. « C'est un point politique important, en réaction directe à notre décision d'hier et qui

> sur le statut définitif » (des territoires). En réalité, mis à part le retrait militaire israélien d'une partie de la ville arabe de Hébron - retrait qui aurait dû avoir lieu en mars et qui pourrait maintenant s'accélérer au vu de la récente décision de l'OLP -, rien n'est joué. D'abord parce qu'à un mois des élections générales israéliennes les sondages demeurent très serrés entre les divers partis, et un peu moins

entre les deux candidats au poste

de premier ministre. La dernière

facilitera beaucoup les négociations

palestinien. Yasser Arafat, qui

blique, donne 47 % d'intentions de vote pour M. Pérès, 44 % pour le chef des droites Benyamin Netanyahou et 11 % d'indécis. Ensuite, parce que, sachant que

la double consultation du 29 mai se jouera beaucoup plus à droite qu'à gauche de l'échiquier politique, les délégués travaillistes - qui ont rejeté la proposition de l'aile progressiste du parti préconisant, à l'instar du Meretz, l'alhé de la coalition au pouvoir, d'inclure la naissance d'un Etat palestinien indépendant dans la plate-forme du parti - ont placé dans leur programme toute me série de bémois importants.

LA FRONTIÈRE DU JOURDAIN Précisant que, nonobstant le traité de paix avec la Jordanie, le Jourdain restera, quoi qu'il arrive, « la frontière orientale d'Israel », les travaillistes promettent que, dans le cadre d'un accord définitif avec les Palestiniens, « la plupart » des cent quarante mille colons juifs de Cisjordanie resteront en

A cet effet, les délégués demandent d'étendre l'annexion, en 1967, de la partie arabe de Jérusalem à toutes les colonies qui ont été construites ces trente dermères années à l'est de la « capitale éternelle d'Israel », et aux rives nord-ouest de la mer Morte. La ville sainte, qui devra rester la « capitale unifiée et indivisible » de l'Etat juif sous « la souveraineté unique d'Israel », serait ainsi de nouveau étendue pour représenter près d'un quart de ce qui demeure, au regard du droit interna-tional, la Cisjordanie occupée.

Patrice Claude

Yasser Arafat maintient son emprise sur l'OLP

GAZA

de notre envoyé spécial Le Conseil national palestinien (CNP) convoqué par Yasser Arafat pour expurger la charte de l'OLP des références à « l'elimination du sionisme de la Palestine » s'est achevé, jeudi 25 avril, après la désignation d'un nouveau comité

Avant que les délégués, réunis pour la première fois depuis trente-deux ans sur le soi palestinien, ne se séparent, M. Arafat a tenu à annoncer lui-même le vote, le jour même, des travaillistes israéliens qui levait leur opposition à l'existence d'un Etat palestinien. Saluée par des applaudissements, cette décision a parachevé le succès du président de l'Autorité palestinienne qui a pu vérifier, tout au long de cette session « historique », l'étendue de ses pouvoirs.

Certes, le nouveau comité exécutif respecte, comme de coutume,

la représentativité des différentes factions de l'OLP, même si le Fatah de M. Arafat se taille la part du lion avec cinq membres sur dix-huit. Certes, les opposants gardent une voix au chapitre, puisque Farouk Raddoumi reste en place en tant que « ministre » des affaires étrangères de l'OLP. Mais le pouvoir réel de ce qui a été jusqu'à maintenant la plus haute instance de l'OLP devra être comparé à celui du Conseil de l'autonomie palestinien, désigné en janvier, et surtout à celui de M. Arafat, élu magistralement au même moment président de l'Autorité palestinienne, en charge de Gaza et de la Cisiordanie, dans la

président du comité exécutif. Hanane Achraoui, ancienne porte-parole de la délégation palestinienne aux négociations de paix de Washington, faisait remar-

limite des pouvoirs chichement ac-

cordés par les Israéliens. M. Arafat

conserve, bien sûr, ses fonctions de

quer, jeudi, que de nombreux députés élus en janvier s'étaient opposés, la veille, à la modification de la charte palestinienne. « Ils sont plus indépendants parce qu'ils disposent, contrairement aux délégués nommés, de la légitimité donnée par l'élection, expliquait-elle. Ils sont aussi plus proches du peuple palestinien qui était majoritairement hostile à cette modification. » Il n'en demeure pas moins que le chef de l'OLP dispose aussi au sein de ce Conseil d'une majorité confortable

Sans rival au sein de l'OLP, le Mouvement de la résistance islamique Hamas ayant été réduit au silence depuis deux mois, M. Arafat exerce un pouvoir sans partage. Pouvoir que les hommes de sa garde se sont chargés d'illustrer en arrachant sans ménagement des mains des journalistes, jeudi, aux abords du CNP, des tracts dénonçant les méfaits du bouclage des territoires autonomes et occupés

Gilles Paris enquête, pour la télévision pu-

M. Pérès est impatient d'obtenir un cessez-le-feu au Liban

LE SECRÉTAIRE D'ETAT américain a rencontré, vendredi 26 avril. dans la matinée, le premier ministre israélien. Shimon Pérès, pour discuter d'un cessez-le-feu au Liban. Warren Chistopher avait regagné Jérusalem, dans la nuit, après un entretien à Damas avec le président syrien Hafez El Assad, pour la deuxième fois au cours de la journée. Au terme de ses entretiens en Israēl, M. Christopher devait retourner en Syrie.

Selon la radio publique israélienne, les entretiens pourraient incessamment déboucher sur un cessez-le-feu. Toutefois, a-t-elle précisé, les négociations achoppent sur l'exigence d'Israël

d'avoir les mains libres pour riposter à des attaques du Hezbollah contre ses militaires dans la « zone de sécurité » que l'Etat juif occupe au Liban sud. Jeudi, devant 3 000 délégués du Parti travailliste réunis en Congrès, M. Pérès avait affirmé qu'il voulait « obtenir, avant la fin de la semaine, un cessez-le-

Sur le terrain les bombardements israéliens avaient perdu de leur intensité, vendredi dans la matinée. Depuis le début de l'opération « Raisins de la colère », lancée, le 11 avril, par Israël au Liban dans le but de neutraliser les intégristes chiites du Hezbollah, 349 blessées, presque tous des civils, selon un bilan établi par l'Agence France-Presse. D'après la Force intérimaire de l'ONU au Liban (Finul), Tsahal a lancé 523 raids aériens et tiré 23 000 obus.

L'Assemblée générale des Nations unies a « condamné », jeudi 25 avril, les attaques militaires israéliennes contre « la population civile du Liban » et a demandé à l'Etat juif de « retirer sans délai ses forces du territoire libanais ». Dans une résolution non contraignante, elle a invité Israël à « cesser immédiatement » son opération et a estimé que le Liban avait « droit à une réparation appropriée pour les

pays ont voté en faveur de ce texte, 2 ont voté contre (États-Unis, Israel) et 65 autres, dont les Quinze de l'Union européenne, le Canada, des pays latino-américains et d'Europe orientale, se sont abstenus. Les pays arabes, notamment la Syrie et le Liban, tenaient à voir l'opération « Raisins de le colère » condamnée, après l'échec d'un projet de résolution dans le même sens, la semaine dernière, au Conseil de sécurité. Mais, ce sont les pays non alignés qui ont présenté à l'Assemblée générale le texte de la résolution que les Etats-Unis out qualifié de « partial » et contraire à « la cause de la paix ». -

Non content de maintenir ses soldats et son administration sur 92% de la Cisjordanie et près de 40% de la bande de Gaza, le gouvernement israélien enferme une fois encore les deux millions et demi d'hommes, femmes et enfants de ces territoires dans des centaines de ghettos hermétiquement clos.

PALESTINE: NON AUX GHETTOS!

Publicité

de ces territoires dans des centaines de ghettos hermétiquement clos.

Là, les forces d'occupation et leurs auxiliaires poursuivent leurs exactions, fouillent, interrogent, emprisonnent, déportent et, appliquant des sanctions d'un aure âge, mettent les familles à la rue et détruisent leurs maisons. De plus, les condammés du bouclage y subissent les manx de l'enfermement collectif : l'humiliarion, source de rancoeur et d'exaspération, la claustration qui condamme les travailleurs à ne pas travailler, les pêcheurs à ne pas pêcher, les étudiants à ne pas étudier ; le blocus enfin qui, empêchant les demées et les médicaments de circuler, entraîne disette et dégadation des conditions sanitaires.

Cette situation à la fois dramatique et interminable, est de la reproposabilité.

Cette situation à la fois dramatique et interminable, est de la responsabilité iminente de la puissance occupante israélienne. Elle est à dénoncer. lignant notre condamnation des tueries et meurtres d'innoc

- nous dénonçons l'exploitation émotionnelle qui est faite des morts d'Israèl,
 nous dénonçons la discrimination de fait qu'Israèl exerce entre les morts
- nous dénonçons les punitions aveugles et collectives qu'Israël inflige à tout un peuple,
 nous dénonçons un discours de paix qui, tant que le contenu de celle-ci
- n'est pas défini, n'est qu'un mirage et un chantage, nous dénonçons la sacralisation du "processus" dont tant d'indices montrent qu'Israël, avec le soutien inconditionnel des États-Unis, l'oriente vers la marginalisation politique des Palestiniens, la perpétuation de la colonisation. la négation de toute autodétermination et l'éclatement de l'État palestinien souhaité, en mini-bantoustans.

Convaincus que seul le respect des droits des peuples peut constituer une base solide pour abolir la haine, nous en appelons à toutes les consciences, institutions publiques ou privées, en France et ailleurs, pour oeuvrer afin d'imposer à Israël:

· dans l'immédiat, la levée du blocus et le respect de la IVème convention

de Genève garantissant les droits des peuples sous occupation.

• sans tarder, des négociations dans le respect de toutes les résolutions des Nations Unies garantissant le droit des Palestiniens à l'autodétermination

Paris, le 9 avril 1996 NB ce texte a été posté pour signatures le 10 avril, reille de l'agression et des

Massacres an Liban.

Premiers signataires: J. Adelle, R. Allap, I. Bachten, F. Balibar, D. Ballereau, D. Barbier, G. Benouville, B. Bloch Pic Cicup, B. Blondet, R. Borrelly, B. Bouddersoues, M. Breneol, F. Brocard, A. Bseren, L. Brutt, M. Buttin, P. Fp. M. Cambon, Y. Capedevule, R. Chambert, R. Charvin, C. Cepysson assist Ministe, J. Cromat, G. Clancy, G. Couvreur, M. Da Silva, M.Th. Debarnot, J. Deprez, C. de Domingo, L. Duclos, P. Pp. Parisson, P. Dulleu, L. Ersland P. Viri, N. Elaggar, C. Fairzang-Beaugeois, J. Favre, G. Fa?, M. Fayard P. Viri, S. Ferradou, J. de le Ferrede Diplomate, R. Fosse, V. Gallay, A.M. le Gall, F. Genty, M. Genty, B. Gralloun, M.M. Gombert, Y. Gonon, A. Grin-Jeanneret, B. Hallag, M.C. Hamchell, J. Henry, M. Henry, P. Hunt, M. Jacques, R. Jacquisot, G. Jasser, M. Jouini, M. Ratouzian-Safau, R. Kergolat, F. Kepfer, R. Kræbber, G. Labica, M. Lambert, P. Amp, R. Lambert, B. Land, D. Langlois, M. Lassant, M. Lavergne, A. Leduc, R. Lepokt, J. P. Leroy, G., M., et R. Lombard, J. Mailleppet, J. P. Mallet, S. Mansour, Meren, I. Martin, R. Meyer, G. Meynier, J. Mailleppet, J. P. Mallet, S. Mansour, Meren, L. Martin, R. Meyer, G. Meynier, J. Mailleppet, J. P. Mallet, S. Mansour, Member, P. Land, M. Rollinde, E. Sallalet, L. Sanchelz, J. Sapin, H. et J. M. Salvey, S. Sengussi, J. et G. Souesme, Pt. Tancelin, D. Taupin, F. Teillet, P. Vidal-Naquet Echosia, J. Vignet-Zinz, D. et P. Vincent.

Reynover signature circu chèque pour fruis de publication à C. C.L.C. U.P. B.P. n. 292292 Chatenay-Mallabry Cedex. massacres an Liban.

destructions qu'il a subies ». 64 163 personnes ont été tuées et

JIBCHIT (Liban sud) de notre envoyée spéciale

« Les Israéliens ont les avions et les hélicoptères, et nous, voilà ce que nous avons », affirme avec désinvolture Ali, un combattant du parti intégriste chiite du Hezbollah, en pointant du doigt deux jeunes gens en Mobylette qui traversent en trombe Jibchit désert. Dans ce fief du « parti de Dieu ». à 5 kilomètres de Nabativé, où les portraits des avatollahs Khomevni et Khamenei (ancien et actuel Guides de la République islamique d'Iran) le disputent à ceux des « martyrs », il ne reste plus que des combattants.

Trois coups secs, suivis d'un siffiement à moins de cent mètres, ébranlent le silence. « C'est nous, n'ayez pas peur », sourit Ali. Trois roquettes Katioucha viennent d'être lancées et les deux jeunes gens retraversent le village sur leur Mobylette à toute vitesse, suivis d'une petite camionnette. « Les avions vont arriver, mieux vaut maintenant se mettre à l'abri ». conseille alors Ali. L'abri, une gargote du centre-ville, dont les tables ont été hâtivement repoussées. Le premier avion israélien pique quatre minutes après le départ des roquettes et largue sa bombe. Un deuxième suit. Puis, les obus de chars sifflent dans l'air, avant de s'écraser dans un bruit d'enfer.

Le bombardement dure une vingtaine de minutes, pendant lesquelles Ali raconte un peu sa vie. A trente et un ans, il a déjà treize ans de résistance derrière lui et a connu,

geôles israéliennes, le camp d'Ansar au Liban, puis celui d'Atlit en Israel. Il a été blessé à deux reprises, mais, dit-il, « si je meurs, j'irai au paradis, alors je n'ai pas peur ». Marié, père de quatre enfants, Ali ne s'intéresse que de loin aux marchandages politiques. « Moi, je peux vous dire dans toute cette histoire qui va gagner, qui va perdre, de la Syrie, du Liban et d'Israël, affirme-t-il. Mais nous, ce n'est pas cela qui nous intéresse. L'essentiel est d'agir sur le terrain pour libérer notre terre, même si le monde nous dépeint comme des terroristes et des sauvages. »

CACHES IMPROVISÉES Ali critique violemment le président libanais, Elias Hraoui, qui, dans son discours à l'ONU, a parlé des « morts » de Cana et non des « martyrs ». « N'était le président syrien, Hafez El Assad, dit-il, tous les hommes politiques libanais se seraient rués pour pactiser avec l'ennemi israélien, comme le roi Hussein de Jordanie. Nous sommes tous avec la Syrie. » Et l'Iran ? A l'en croire, « il n'y a pas de problèmes entre la Syrie et l'Iran ».

L'accalmie revenue, Ali envoie des combattants constater les dégâts. Silencieux tout le temps de la conversation, son sac à dos trop neuf soigneusement posé à ses pieds, un nouveau venu demande timidement « la direction de La Mecque ». C'est l'heure de la prière, et il s'isole dans la pièce voisine.

« Rien de grave », signalent les combattants de retour d'inspection. Les avions ont disparu, « pendant un an et deux mois », précise-t-il, les | un calme précaire règne. La route pour quitter

Ali, le tireur de Katioucha, « ira au paradis » Jibchit, bombardée à plusieurs reprises, est trouée par endroits, mais pas de quoi stopper les opérations du Hezbollah. « Rien ne nous empêchera, affirme Ali, de nous faufiler à tra-

vers champs et de faire passer nos Katioucha. » Pour couper le ravitaillement en armes du Hezbollah et arrêter ainsi les tirs de roquettes sur le nord de l'Etat juif, Tsahal bombarde, depuis trois jours, les carrefours routiers et les ponts dans tout le Liban sud. Plus de trente carrefours et cinq ponts ont ainsi été détruits dans cette région vallonnée, selon la police libanaise. L'armée israélienne a, en outre, averti « l'armée libanaise et les habitants qu'il leur est interdit de réparer les routes endomma-

Ces mesures semblent toutefois bien dérisoires face à la mobilité des combattants, qui connaissent le terrain et n'hésitent pas à se déplacer en Mobylette. Aucun n'est lourdement chargé et tout laisse à penser que les roquettes Katioucha sont disséminées par petites quantités depuis longtemps dans des caches improvisées. La destruction des routes entrave, en revanche, les convois humanitaires de la Force intérimaire des Nations unies au Liban (Finul) et ceux de l'armée libanaise, qui approvisionnent les villages isolés par les tirs. Elle risque aussi de compliquer sérieusement le retour, le moment venu, des quelque trois cent mille déplacés qui ont fui vers le Nord.



le GIA a revi

A. 75.15 - 147 . F. 188 3 3, V 👂 the same 14 1.29 16 1

-4 4 B The State of the Local Division in the Local 3000 mg - -----· test

THE STATE OF THE PARTY OF i wering * #4 4. -A ----Very taken of - 1. E. Fu

* 12 1 de 10 and anyone the same Section (

-101

8

Ch. Name

Le GIA a revendiqué l'enlèvement en Algérie des sept moines français

Les extrémistes veulent échanger les religieux contre certains de leurs « militants détenus en France »

Alors que l'on reste sans nouvelle des sept moines français enlevés, le 27 mars, dans leur monastère de Tibéhirine, près de Médéa, le par un quotidien arabe, l'enlèvement des sept de militants du GIA détenus en France.

DANS UN COMMUNIQUÉ, publié, vendredi 26 avril, au Caire, par le quotidien saoudien El Hayat, le Groupe islamique armé (GIA) a revendiqué l'enlèvement, le 27 mars, des sept trappistes du monastère Notre-Dame de l'Atlas de Tibéhirine, situé près de Mé-déa, au sud d'Alger. Les signataires proposent d'échanger les sept moines coutre des « militants du GIA détenus en France ». S'adressant à « la France et à son président Jacques Chirac », ils menacent « d'égorger » leurs victimes si leurs militants, parmi lesquels un certain Abdel Khaleq El Ayay-

da, « ne sont pas libérés ». Jusqu'alors, la plupart des étrangers victimes des commandos se réclamant du GIA ont été assassinés quelques heures après leur enlèvement. Les seuls à avoir échappé à cette règle sont les trois agents du consulat de France à Alger, enlevés à l'automne 1994, dans la capitale, tout comme les ambassadeurs d'Oman et du Yémen, pris en otage quelques mois plus tard par un groupe armé, et

relâchés sains et saufs, sous condi-

La revendication publiée par El Hayat est donc inédite et difficile à satisfaire. Sur les quelque deux cents personnes qui restent, de source judiciaire, écrouées en France pour « participation à des réseaux terroristes armés, à connotation islamiste », aucune n'a été accusée d'être « militant du GIA » Et n'a bien évidemment revendiqué une telle appartenance.

La publication de ce texte survient au moment où est relancée. à Alger, une nouvelle phase de « dialogue » politique entre la présidence et les partis légaux, en vue de préparer les élections législatives. Les principales formations de l'opposition, dont le Front des forces socialistes (FFS) et le FLN, dont le congrès est prévu pour la mi-mai, out déjà précisé qu'elles n'étaient pas par principe hostiles à participer à ce scrutin.

A Paris, les autorités religieuses ont décidé de participer à une cérémonie interconfessionnelle, di-

manche 28 avril, à Notre-Dame de tion de remettre un message aux Paris. Cette initiative réunira le cardinal Jean-Marie Lustiger, archevêque de Paris, Jacques Stewart, président de la Fédération protestante de France, Mgr Jérémie, président du Comîté interépiscopal orthodoxe, Dom Etienne Baudry, Père abbé de l'abbaye de Bellefontaine, en Maineet-Loire (dont sont originaires trois des moines enlevés), ainsi que Dielloul Bouzidi, mufti de la Mosquée de Paris, et des représentants du Consistoire central des juifs de France. Des bougies seront allumés dans le chœur de la cathédrale, et ne seront éteintes

CENSURE DU « WATAN »

A Alger, le quotidien privé El Watan a vu son édition de jeudi interdite d'impression, sans que les autorités gouvernementales donnent d'explication. Selon de bonnes sources, dans le journal ainsi censurée, figuraient un article sur la corruption, un autre

qu'après la libération espérée des

sur le « diologue » ouvert entre la présidence et les partis politiques, et une information qui faisait état d'un massacre, récemment perpétré dans un village de l'Algérois, au cours duquel une vingtaine de personnes auraient été égorgées.

El Watan avait déjà été suspendu deux fois, en 1993 et en 1994. Son directeur, Omar Belhouchet, a été récemment placé sous contrôle judiciaire, après la publication d'une information, démentle par les autorités, sur l'arrestation du frère de l'ancien premier ministre Mokdad Siff. En mars. l'hebdomadaire privé La Nation, dirigé par la féministe Selima Ghezali, avait été saisi à plusieurs reprises. L'hebdomadaire a notamment publié, en jumelage avec Le Monde diplomatique, un dossier inédit sur les violations des droits de l'homme en Algérie, dont l'éditorial, « Citoyenneté contre barbaries », et les papiers d'enquête avaient suscité le courroux des au-

H. T. et C. S.

Des commandos bosniaques entraînés en Iran

tion sans équivaque » du cessez-le-feu de l'IRA. - (AFP.)

WASHINGTON. La Maison Blanche a annoncé jeudi 25 avril qu'elle allait demander des éclaircissements au gouvernement de la Bosnie-Herzégovine à propos d'informations selon lesquelles des commandos entrainés en Iran ont recu pour mission de pourchasser des adversaires considérés par les autorités de Sarajevo comme criminels de guerre. Citant des responsables croates et des diplomates occidentaux, le New York Times a rapporté que l'existence de ces commandos avait été mise au jour après l'arrestation, le 8 avril, en Croatie, d'une équipe de cinq personnes fortement armées chargée d'assassiner l'ancien chef de la région musulmane de Bihac, Fikret Abdic, qui avait fait dissidence.

Le nouvel attentat de Londres

LONDRES. L'armée républicaine irlandaise (IRA) est soupçonnée d'avoir fait exploser une nouvelle bombe à Londres, mercredi soir

24 avril, quelques heures à peine après que le Sinn Fein, son aile politique, eut annoncé sa participation aux élections du 30 mai en Ir-

lande du Nord. Scotland Yard a indiqué avoir reçu un « avertissement préalable », une méthode caractéristique de l'IRA, peu avant cette

explosion, sous le pont de Hammersmith (ouest de Londres), qui n'a causé ni dégâts ni victimes. L'IRA a signé cinq attentats à Londres depuis la rupture de son cessez-le-feu, le 9 février.

Quelques heures avant la déflagration, le Sinn Fein avait annoncé sa

participation aux élections du 30 mai, qui doivent désigner un forum

d'où seront issus les négociateurs des pourparlers multipartites du

10 juin. Dublin et Londres ne veulent pas entendre parler de la participation du Sinn Fein aux pourparlers du 10 juin avant la « restaura-

est attribué à l'IRA

Selon le quotidien, plusieurs dizaines d'hommes, recrutés au sein des services de renseignements bosniaques, ont été envoyés en Iran pour y être formés. Téhéran a eu depuis le début du conflit une politique active de soutien à la Bosnie. Une vive polémique a éclaté cette semaine à Washington, où l'administration est accusée d'avoir fermé les yeux sur des livraisons d'armes, notamment de l'Iran, à la Bosnie.

■ BURUNDI : le président Sylvestre Ntibantunganya a annnoncé, jeudi 25 avril, dans un discours à la radio, un renforcement des forces de sécurité afin de ramener la paix dans le pays. Il a précisé que la police, appuyée par la gendarmerie, allait être déployée dans toutes les communes du pays tandis que l'armée sera postée aux frontières. Il s'est, toutefois, dit hostile à l'enrôlement des jeunes gens dans des milices d'auto-défense. Le même jour, le Conseil de sécurité des Nations unies avait publié une déclaration exprimant sa préoccupation face aux appels à armer les civils, qui pourraient « avoir de lourdes conséquences ». - (AFP.)

■ NIGER: les trois anciens dirigeants civils, destitués lors du putsch du 27 janvier, « sont libres de leurs mouvements » a déclaré, jeudi 25 avril, à l'Agence France-Presse, une source proche de la junte au pouvoir. La décision avait été prise, la veille, à l'occasion du premier anniversaire, placé sous le signe « de la concorde et l'unité nationale », du traité de paix entre le gouvernement et la rébellion touarègue. A cette occasion, l'ancien président de la République, Mahamane Ousmane, le président de l'assemblée nationale dissoute, Mahamadou Issoufou et l'ex-premier ministre Hama Amadou se sont rendus en avion à Agadès avec le chef de la junte, le colonel Ibrahim Baré Mainassara. - (AFR)

■ UKRAINE : des milliers de personnes se sont rassemblées vendredi 26 avril à Slavoutitch, la nouvelle ville des employés de la centrale de Tchernobyl, pour célébrer la mémoire des victimes de la catastrophe survenue exactement dix ans plus tôt. La veille, une fuite radioactive lors d'une opération d'entretien sur des filtres, avait rappelé que le danger subsiste autour des réacteurs qui restent en activité. Les autorités ukrainiennes ont indiqué que la catastrophe avait directement provoqué la mort de 4 300 personnes. – (AFP, Reuter.)

MAROC: le plus grand procès de trafiquants de drogue jamais instruit dans l'histoire du royaume s'est achevé, jeudi 25 avril, après que le tribunal de Salé (Rabat) ait condamné à des peines, allant de trois mois à dix ans de prison, les trente accusés, parmi lesquels Abdelaziz El Yakhloufi. Les quelque cent cinquante requêtes pour vices de forme ont été rejetées. Quatre autres procès concernant le trafic de drogue et impliquant près de deux cents personnes sont en cours d'instruction à Casablanca, Tétouan, Tanger et Al Hocelma. - (AFP)

■ ALLEMAGNE: les prix à la consommation ont, dans la partie ouest du pays, augmenté de 0,2 % en avril par rapport à mars et de 1,3 % sur un an (avril 1996 comparé à avril 1995), selon des données provisoires. La hausse annuelle entre mars 1995 et mars 1996 avait atteint 1,4 %. Les chiffres définitifs pour l'ensemble du pays seront publiés à la mi-mai. - (AFP.)

ASEAN: les pays membres de l'Association des nations du Sud-Est astatique se sont opposés, jeudi 25 avril, à la demande des Etats-Unis visant à inclure le thème de la corruption dans l'ordre du jour de la réunion ministérielle de l'OMC (Organisation mondiale du commerce) prévue en décembre à Singapour. Les ministres du commerce des pays de l'ASEAN ont estimé que des thèmes comme la corruption ou les législations sur le travail pourraient les éloigner du principal sujet de la réunion de Singapour : la poursuite de la libéralisation du commerce mondial. - (AFR)

M. Tietmeyer favorable à des liens entre les monnaies « in » et les « out »

FRANCFORT. Hans Tietmeyer, le président de la Bundesbank, a déclaré jeudi 25 avril que les pays exclus de la première vague de l'union monétaire en 1999 devraient pouvoir lier unilatéralement le cours de leur monnaie à l'Euro, à l'image du lien mark-schilling qui existe depuis près de vingt ans. Selon M. Tietmeyer, ce système permettrait de résoudre en partie le dilemme auquel sera confronté le système de changes entre pays de l'Euro (« in ») et ceux qui restent en-dehors (« cut »): lier de plus en plus fortement les monnaies de ces derniers à la monnaie unique et dans le même temps être assez souple pour protéger l'Euro d'une déstabilisation extérieure. « La BCE devrait alors au moins avoir un droit de suspension de ses interventions en faveur d'une monnaie "out" » lorsqu'elle estime que la garantie de la stabilité de l'Euro, sa tache première, est en danger, a déclare M. Tietmeyer.

M. Tietmeyer a proposé de distinguer les pays « out » de « premier rang », c'est-à-dire ceux qui ont déjà un degré élevé de convergence économique avec les pays « in », des autres, auxquels il faudrait réserver des marges de fluctuation plus larges.

Pékin et Moscou esquissent un rapprochement pour contrer l'influence américaine

PÉKIN

de notre correspondant Il est douteux que l'histoire re-

tienne le deuxième sommet sinorusse de Pékin de l'ère postsoviétique comme un événement à la hauteur du bruit qu'en auront fait les deux gouvernements. Sous couvert de forger à coup d'accords et de communiques conjoints en cascade un à partenariat straté-gique pour le XXI siècle », ostensiblement destiné à faire pièce au renforcement de l'alliance nippoaméricaine, la Chine et la Russie semblent avoir surtout mis en pool leurs capacités d'action diplomatique sans raviver une alliance défunte dont ni l'une ni l'autre ne veulent plus. En outre, le caractère électoraliste de l'opération pour le président russe contribue à calmer les inquiétudes qui auraient pu se faire jour aux Etats-unis ou en Extrême-Orient.

1.14

Boris Eltsine et son entourage n'ont pas signé moins de quatorze textes avec leurs homologues chinois, jeudi 25 avril, à Pékin, en vue de créer pour le prochain siècle ce « partenariat stratégique d'égalité, de confiance mutuelle et de coordination réciproque ». Le lendemain, ils se sont rendus à Shanghai pour y procéder, en compagnie des chefs d'Etat du Kazakhstan, de Kirehizistan et du Tadiikistan, à un accord qui scelle le règlement de la plupart des contentieux territoriaux le long de l'ancienne frontière sino-soviétique.

Parmi les mesures adoptées à Pékin figure symboliquement la mise en place d'un « téléphone rouge » entre les deux exécutifs, dispositif que la Chine avait, un temps, envisagé de créer avec Washington et qu'elle confirme aujourd'hui avoir. pour le moment, abandonné. En ouvrant cette ligne téléphonique, les deux ex-géants communistes cherchent à afficher face à Washington leur nouvelle complicité. Les experts américains ont effectivement relevé que, désormais, la

Chine et la Russie paraissaient construits en Chine. L'ironie veut avoir de meilleures relations entre elles que chacune, individuellement, avec les Etats-Unis, pour la première fois depuis le rapprochement sino-américain de 1972 contre l'URSS puis, après l'effondrement de cette dernière, l'éphémère lune de miel de M. Eltsine avec l'Occident. En realité, Moscou enfonce en

Chine un coin stratégique et Pékin trouve en Russie un tremplin nou-

Un accord de sécurité régionale

Jiang Zemin, Boris Eltsine et les présidents de trols Républiques ex-soviétiques d'Asie centrale (Kazakhstan, Tadjikistan et Kirghizstan) devaient signer, vendredi 26 avril, à Shanghaï, un important traité de sécurité régionale. Cet accord établit des « mesures de sécurité militaire » de part et d'autre de la frontière com aux cinq pays qui court sur près de 8 000 kilomètres. Le document prévoit une démilitarisation progressive d'une « zone tampon ». Il stipule aussi que les manœuvres dans les zones proches seront notifiées aux Etats signataires et que les contacts militaires au plus haut niveau seront réguliers. - (AFP.)

veau, notamment technologique. Parmi les accords signés figurent des projets concrets comme le transfert de technologie nucléaire civile russe pour la construction d'une centrale au Liaoning, en Mandchourie et des accordscadres qui prévoient un accroissement de la coopération militaire notoirement axée sur la technologie. Pékin, confirme-t-on du côté russe, sera bientôt en possession de 72 chasseurs-bombardiers Sukhoi-27, qui seront désormais que les Etats-Unis s'aperçoivent aujourd'hui que de tels transferts ont été rendus possibles grâce à l'achat par la Chine d'éléments technologiques américains qui n'auraient peut-être pas dû être autorisés à l'exportation. La Chine et la Russie ont pris soin de souligner que les questions de politique intérieure, ou jugées tels, n'entraient pas en ligne de compte dans leurs rapports: l'une et l'autre écartent explicitement la Tchétchénie, Taïwan et le Tibet des sujets de discussion. En revanche, le règlement des contentieux territoriaux est un souci majeur des deux gouvernements et des trois Etats qui y sont associés pour tenter de consolider l'ordre existant tant en Asie centrale qu'en Extrême-Orient russe, face à des suspicions et des incertitudes : poussées islamistes à la porte méridionale de la Russie et inquiétante pression démographique chinoise qui menace une Sibérie orientale sous-peuplée.

« L'OPTION ZÉRO » Ne demeurent plus que des problèmes de démarcation des frontières, qui pourront prendre du temps, mais semblent provisoirement écartés du champ politique, au moins en Asie centrale. Ainsi, par exemple, les autorités du Kazakhstan avaient-elles mis en garde, avant le sommet sino-russe, les mouvements indépendantistes clandestins, notamment ceux du Turkestan chinois, contre la tentation de la sécession en affirmant haut et fort, dans un langage d'un goût douteux, que « le séparatisme est le sida politique de la fin du XX siècle ». Pékin et Moscou, pour leur part, se promettent de ne pas attiser les conflits nationaux, ethniques ou religieux ».

Parmi les autres actes de coopération scellés par M. Eltsine à Pékin figurent des documents qui intéressent l'exploitation conjointe de

ressources énergétiques, les échanges commerciaux et la lutte contre un florissant trafic de La complicité anti-américaine est évidente dans les positions des

deux pays sur les grandes questions internationales. Ainsi, M. Eltsine a terru sa promesse faite à Bill Clinton, la semaine précédente, à Moscou, d'exhorter la Chine à accepter « l'option zéro » dans la négociation du traité d'interdiction des tests nucléaires, et feint d'obtenir un début d'assentiment. Les Chinois, pour leur part, sont restés en public, sur leur position, réclamant la continuation des conversations à ce sujet. La Chine a, en outre, soutenu le refus russe d'étendre l'OTAN à l'Europe de l'Est. L'idée ne manque pas de piquant si on la rapproche du souci constamment exprimé par Pékin de voir les Occidentaux cesser de se mêlet des affaires asiatiques. La nouvelle coopération sino-

russe « n'est dirigée contre personne », souligne le communiqué conjoint publié à l'issue de la visite de M. Eltsine. Précision bienvenue, mais de peu de poids face au langage implicitement marqué d'antioccidentalisme par lequel les deux pays expriment notamment le souhait d'une réforme des Nations unies: l'ONU doit « apporter une attention particulière aux effets de sanctions » éventuellement adoptées contre un pays ; « représenter de meilleure manière les besoins de la communauté internationale, en particulier ceux du grand nombre de nations en voie de développement » ; et. dans les opérations de maintien de la paix, garantir « la non-ingérence dans les affaires intérieures et le non-usage de la force à l'exception des cas d'autodéfense ». Revendications qui reflètent spécialement les vues chinoises en matière de « nouvel ordre international ».

Francis Deron

commerciaux et l'hostilité de l'opi-Une demi-décennie après l'Eu-COMMENTAIRE rope, l'Extrême-Orient tire enfin IDYLLE toutes les conséquences de la chute du mur de Berlin. La région DE CIRCONSTANCE est aujourd'hui le théâtre d'une recomposition stratégique accélérée La symétrie des deux événesous l'effet d'un double glissement

ments est troublante. La semaine dernière, le Japon et les Etats-Unis decidaient de renforcer, à Tokyo, leur alliance militaire contre un perturbateur qui, bien que non désigné, ressemble à s'y méprendre au « pays du Milieu ». Jeudi 25 avril, Chinois et Russes ont esquissé, à Pékin, un rapprochement dirigé contre un gêneur qui, bien que non identifié, présente un étonnant air de famille avec l'Oncle Sam.

de terrain : la montée en puissance d'une Chine néo-impériale qu'il s'agit d'endiguer et la contestation d'un monde unipolaire dominé par le gendarme américain.

Disait-on la relation entre Tokyo et Washington assombrie ? La voilà réaffirmée avec éclat. Pour mieux faire pièce aux prétentions chinoises, Américains et Japonais se sont résolus à surmonter la défiance qu'avaient nourrie l'exacerbation de leurs différends

frir le luxe d'un choc frontal avec nion nippone aux bases américaines d'Okinawa. Croyait-on le divorce entre Moscou et Pékin irrémédiable ? Le voilà presque oublié en ces heures d'œillades diplomatiques appuyées. Pour mieux contrebalancer l'« hégémonisme » américain, les deux capitales s'engagent à multiplier les mesures de confiance mutuelle, dont la plus symbolique est le branchement d'un « téléphone rouge » et la plus spectaculaire le règlement de leur

Sans doute ne faut-il pas exagérer l'importance de ce flirt sinorusse. Les deux pays dépendent encore trop étroitement de la technologie américaine pour s'of-

Washington. Surtout, rien ne dit qu'à l'avenir ces deux géants de l'Est ne verront pas leurs nationalismes entrer de nouveau en collision. Leur idylle actuelle prend sa source dans un anti-américanisme de circonstance. Elle n'en résonne pas moins comme une sérieuse alarme pour Washington, qui saisira peut-mieux l'exigence montante sur la scène internationale d'une « multipolarité » aujourd'huj contrariée. Le message devrait être accueilli sans déplaisir par les Européens. A condition, bien sûr, que la morale de l'histoire s'arrête là.

Frédéric Bobin

September 1994 - The Control of the Control

The principal of the second of

ion d'un Etat palestinie

mir un conex-le-fra a m

The winds of the second

AND THE PARTY OF T

High many in comment 100 mm

1849 Carlo

Type Francisco

the second secon

But the state of t

The state of the s

1994 B. St. 18 18 1855

The State of the second section is the second

TOTAL CONTRACTOR

A STATE OF THE STA Superior Services

10 miles

THE PARTY OF THE P

THE PARTY OF THE P

Le chancelier Kohl prévoit seulement 0,75 % de croissance en 1996 en Allemagne

Le plan d'austérité présenté par le pouvoir frappera d'abord les chômeurs et les retraités

Le chancelier Kohl présente vendredi 26 avril du travail et à permettre à l'Allemagne de remaux députés du Bundestag son plan de rigueur plir les critères prévus par le traité de Maastricht le secteur social, en particulier les indemnités en destiné à favoriser l'emploi en abaissant le coût pour le passage à la monnaie unique euro-cas de maladie et les allocations-chômage.

BONN de notre correspondant

Les chômeurs, les malades, les personnes àgées et les familles sont les principales catégories concernées par le plan d'austérité adopté eudi 25 avril par les partis de la coalition au pouvoir à Bonn. En présentant un texte intitulé « Programme pour la croissance et l'emploi », vendredi 26 avril devant les députés du Bundestag, le chancelier Kohl a justifié le recours à la rigueur par « les changements dramatiques intervenus au plan de la concurrence économique mondiale » et la nécessité de retrouver le chemin de la croissance. Il a alors indiqué pour la première fois que la croissance allemande n'atteindrait que 0,75 % en 1996 (au lieu des 1,5 % prévus), tout en annonçant une reprise au deuxième semestre.

Les coupes dans le domaine social doivent permettre à l'Etat fédéral d'économiser 25 milliards de marks en 1997, soit 85 milliards de francs environ (sur 50 milliards d'écono-

de cette facon satisfaire aux critères de Maastricht et ahaisser le coût du travail afin d'encourager à long terme la création d'emplois nouveaux. « Les économies ne sont pas un but en soi », a dit le chancelier. dont le discours a été accueilli par un chahut inhabituel de l'opposition sociale-démocrate. Celle-ci a dénoncé le caractère « antisocial » des mesures annoncées et devait aussi présenter vendredi 26 avril. relance comportant notamment une taxe exceptionnelle sur les grandes fortunes.

INDEMINITÉS-MALADIE RÉDUITES Le plan de rigueur du chancelier Kohl touchera beaucoup d'Allemands. La mesure la plus spectaculaire ne concerne pas le budget de PEtat, mais un aspect fondamental de la législation sociale : il s'agit de la réduction des indemnités salatiales payées par l'employeur en cas de maladie. Celles-ci passeront de 100 % à 80 % du salaire net pendant mies au total). L'Allemagne compte six semaines, à moins que les

conventions collectives prévoient d'autres dispositions plus favorables au salarié (en vertu du principe de l'autonomie des partenaires sociaux). Les entreprises de moins de dix salariés disposeront par ailleurs d'une plus grande liberté de licenciement - une mesure concue. en principe pour favoriser de nou-

Pour réduire les subventions de l'Etat à l'assurance-chômage et aux caisses de retraite et limiter la hausse des cotisations, l'âge légal de départ à la retraite sera porté à 65 ans pour les femmes comme pour les hommes, les périodes de formation seront moins bien prises en compte pour le calcul des points de retraite (trois ans au lieu de sept jusqu'ici) et Les cures médicales, aussi à la charge des caisses de retraite, seront moins bien remboursées. Les chômeurs verront leurs allocations gelées en 1997 car l'Etat fédéral a décidé de supprimer les subventions à l'agence fédérale pour l'emploi de Nuremberg, ce qui devrait économiser 8 milliards de marks. Mais

pens des chômeurs n'ont pu être adoptées en raison d'une forte opposition de l'aile sociale de la CDU.

Pour l'assurance-maladie, la mesure la plus spectaculaire est la réduction de 10 % de l'indemnité journalière versées après six semaines de maladie. Les familles, enfin, ne seront pas épargnées : le gouvernement allemand a décidé de renoncer à l'augmentation des allocations familiales en 1997.

« Il en va de l'Etat comme de la vie privée : on ne peut pas vivre au-dessus de ses moyens », soulignait le chancelier Kohl dans une lettre ouverte à ses concitoyens publiée jeudi 25 avril par le quotidien à grand tirage Bild Zeitung. La population allemande paraît prête à accepter cette philosophie, mais pourrait s'étonner de la suppression de l'impôt sur le patrimoine et les grandes fortunes annoncée dans le cadre d'une vaste réforme fiscale prévue

Zelimkhan Iandarbiev, le nouveau président tchétchène, un « idéologue » plus radical que Djokhar Doudaev

MOSCOU

notre correspondant Avant même de mourir, Djokhar Doudaev était un symbole. Son successeur, Zelimkhan landarbiev est presque un inconnu. Si le premier, flam-

boyant, portait une fine

moustache, le chapeau ou le calot d'aviateur, le second, discret, arbore une barbe fournie et la papakha, le bonnet en fournire caucasien. Militaire prestigieux, Doudaev bătissait sa légende, tandis que landarbiev, un « politique », remplissait discrètement la caisse.

Derrière ces différences de style, rien pourtant ne semblait opposer les deux hommes sur la question de fond : l'indépendance de la Tchétchénie et la volonté de lutter fusqu'à la victoire, les armes à la main. Au lendemain de sa nomination, le nouré à l'agence Tass : « « La mort tragique du premier président de la Tchétchénie n'a pas brisé le peuple tchétchène. Nous sommes prêts à continuer la lutte pour l'indépendance ». M. landarbiev a aussi laissé entendre que toutes les négociations étalent suspendues jusqu'à ce que les responsables de la mort de Doudaev soient punis.

Certains pensent que M. Iandarbiev, quarantequatre ans, sera plus radical que Doudaev. Sergueï Kovalev, qui a longtemps tenté d'amener Russes et Tchétchènes à la table de négociations, pense que M. landarblev est un «fanatique convaincu », qu'il est « la pire solution pour la Tchétchénie ». M. Kovalev, qui a rencontré le nouveau président tchétchène pour la demière fois en janvier 1995, s'est dit « frappé par son intransigeance sur le plan militaire et ses prises de position catégoriques pour l'indépendance de la Tchétchénie ». Selon l'ex-dissident russe, Diokhar Doudaev, - bien que très impulsif, était plus souple ... « Nous exterminerons les Russes », disait ainsi M. landarbiev. en décembre 1994, alors que les bombes russes commencaient à pieuvoir sur Grozny. En mars, nous recevant, en treillis de mélait pas des questions militaires. Ne s'étant pas

pertes, la guerre nous convient : elle ne fait aue renforcer le sentiment national ». Pour lui, « c'est à la Russie et non à nous d'arrêter cette guerre ».

Pourtant, certains à Moscou, obsédés par les défis de Djokhar Doudaev, pensent que M. Iandarbiev sera plus facile à manier. Un ex-représentant russe en Tchétchénie, Viktor Zorine, pense ainsi que le nouveau président est « plus réaliste »

Comme beaucoup d'auteurs soviétiques, M. landarbiev, ex-membre de l'Union des écrivains de l'URSS, est un idéologue « converti » à la démocratie. En mai 1990, il fonde à Grozny le mouvement démocrate Vainakh, du nom du peuple tchétchène et ingouche, dont il devient le leader. Le but principal de son parti est l'établissement d'un Etat démocratique et indépendant en Tchétchénie. En août 1991, il est arrêté par les services de sécurité soviétiques pour avoir tenter Grozny une m coup d'Etat conservateur pro-soviétique de Moscou. Après l'élection, en octobre 1991, du général Doudaev à la présidence îl devient son éminence

PERSONNAGE TRANSITOIRE ?

Idéologue de l'indépendance, M. landarbiev devient celui de la guerre. Il semble être l'auteur d'un nouveau concept très en vogue en Tchétchénie: le « Rossizm », formule mélangeant l'impérialisme russe et le racisme, qui est, selon lui, la clef de voûte de l'idéologie postcommuniste, en cours en ce moment à Moscou. Chargé, dit-on, des finances du mouvement indépendantiste, il aurait souvent voyagé à ce titre en Turquie et en lordanie, où vit une nombreuse et riche diaspora tchétchène. C'est cette proximité du trésor de

guerre qui expliquerait son influence. Car entre le « premier président » et son successeur, il existait une importante différence. Diokhar Doudaev avait l'autorité d'un prestigieux général sur son peuple de guerriers. M. Iandarbiev, lui, n'a pas le charisme du général, il ne se

combat. il déclarait : « Malgré les douleurs et les couvert de gloire sur les champs de bataille, il n'a pas de titre pour s'opposer à l'extrémisme de certains chefs de guerre tchétchènes. Ni de prestige pour contrer le chef d'état-major de l'armée indépendantiste, le modéré Aslan Maskhadov, qui s'est récemment prononcé contre la revendication « à cor et à cris de l'indépendance absolue ».

C'est pourquoi beaucoup pensent que Zelimkhan landarbiev est un personnage transitoire, qui n'artivera pas à s'imposer, qui n'aura le pouvoir qu'en apparence. Dans un commentaire, l'agence de presse indépendantiste tchétchène estime même que la situation peut dégénérer « si les commandants locaux et [le chef.d'état-major] Aslan Maskhadov n'acceptent pas l'autorité de landarbiev ». Lors du Conseil politico-militaire tchétchène, qui, réuni lundi 22 avril, au lendemain de la mort de Doudaev, a nommé président M. Iandarbiev, comme « prévu par la Constitution » de la République indépendante, sa personnalité aurait finalement tombés d'accord pour suivre « la voie constitutionnelle », le plus prestigieux des combattants tchétchènes, Chamil Bassaev, lui aussi proche de Doudaev, a « émis de réserves » sur M. Iandarbiev, selon un bref compte rendu de l'agence tchétchène, repris par Itar-Tass. Pour des raisons plausibles liée à la guerre, le chef d'étatmajor Aslan Maskhadov était absent, mais aurait lui aussi approuvé la nomination de M. iandar-

En tuant Diokhar Doudaev, Moscou a peut être misé sur un affrontement dans le mouvement indépendantiste, suivi d'une victoire des « modérés ». Cependant, à moins de deux mois d'une élection présidentielle difficile, la Russie a pris le risque que ce mouvement devienne, au moins en partie, incontrôlable. Même les modérés, s'ils devaient s'imposer, ne pourront sans doute pas, en position de faiblesse, ouvrir des pourpariers avec la Russie. Avant toute discussion, les chefs tchétchènes voudront, d'abord, venger Djokhar Dou-

Jean-Baptiste Naudet

Les deux partis s'étaient unis pour

Les Serbes de Banja Luka se réveillent de la mioria

Après la fureur nationaliste certains commencent à dénoncer le gâchis du conflit

BANJA LUKA de notre envoyé spécial

La « République serbe » de Bosnie commencerait-elle, après des années de fureur nationaliste, à reprendre ses esprits? A Banja Luka, la plus grande ville serbe de Bosnie, la paix a déjà produit des effets spectaculaires. Peu à peu, les langues se délient et les jeunes n'hésitent parfois plus à critiquer la politique de leurs aînés. Les Serbes bosniaques commencent à réfiéchir au conflit qui a embrasé la Yougoslavie. Tous n'affirment plus que la guerre fut déclenchée par les « Oustachis » (nationalistes croates) et les

Times » (Musulmans). Ainsi les habitants de Banja Luka ent de plus en plus régulièrement le premier journal indépendant de la publique serbe, le bimensuel Prelom (« Fracture »), qui paraît à nouveau depuis le mois de décembre. Prelom a publié récemment la lettre du vieux soldat Petar. « Je suis un Serbe et je n'en ai pas honte. J'ai appris à aimer les gens, quelle que soit leur confession, écrit-il. Aujourd'hui, je suis blessé par tout ce qui s'est passé. Je suis blessé que personne n'enseigne à mon fils l'amour des autres. » Puis Petar s'enflamme, sur un ton inimaginable, il y a encore six mois: « Qui a détruit la mosquée Fehadija à Banja Luka? Ces gens, qui ont ordonné la destruction de seize mosquées dans une seule ville, se sont rangés du

côté de la barbarie ! » Banja Luka fut un royaume de la « purification ethnique ». Il y ent la disparition de ces seize mosquées datant de la période ottomane. Il y eut surtout ces dizaines de milliers de Musulmans et de Croates abattus, martyrisés ou expulsés. Ces nuits où les villages de la région voyaient arriver les croisés de la « Grande Serbie », ces muits de cris et d'horreur. Ces hommes disparus, ces femmes éplorées, ces enfants

« Ce sera la jeune génération qui aura un désir de vie commune. J'espère qu'elle sera plus intelligente que la mienne »

L'an demier, l'arrivée des réfugiés serbes venus de la Krajina conquise par l'armée croate, a infligé un choc psychologique à la ville. Certains y ont vu la preuve définitive que les Serbes n'avaient rien commis de pire que les autres. D'autres en revanche, devant les bordes de paysans affluant vers la ville, ont commencé à réaliser que Sarajevo on Tuzla connaissaient depuis plusieurs années, du fait de l'armée serbe, de semblables déferiements. « Nous avons compris l'ammense gâchis de cette guerre, explique une jeune fille, qui estime qu'il est encore trop tot pour que son nom soit publié. Surtout, nous avons compris que Milosevic [le président de Ser-bie] était prêt à lâcher les Serbes de Croatie et de Bosnie pour conserver le pouvoir. Il a offert la Krajina aux Croates au mépris des idées grandserbes. Nous pensions que notre tour arriverait. J'ai alors réalisé que les Bosniaques musulmans ou croates étaient certainement plus proches de moi que ces Serbes qui nous aban-

Le retour dans la région des milices paramilitaires de Serbie, dont celle des célèbres « Tigres » du commandant Arkan, n'a rien arrangé aux affaires serbo-serbes. En 1992, ces tueurs avaient trouvé en Bosnie un soutien des paysans serbes locaux et avaient entamé la « purification ethnique ». Mais à l'automne 1995 le sentiment à l'égard de Beigrade avait changé. Arkan a été très mal accuelli par les soldats de Banja Luka, qui estimaient, après quatre années de vie dans les tranchées, n'avoir aucun ordre à recevoir de leurs « cousins » de Serbie. Ils leur reprochent d'avoir Nicole Pope beaucoup fréquenté les cafés et les

stades de football, pendant qu'eux vivaient la guerre au quotidien et ont finalement été contraints de se replier face aux offensives croatobosniaques. « Je préférerais cent fois retrouver mes anciens voisins musulmans, dit un soldat, que de devoir subir le diktat de la Serbie. »

Spasoje Perovic, le directeur de Prelom, veut y voir une ébauche de réunification de la Bosnie-Herzégovine. « Malheureusement, je ne crois pas que je vivrai dans ce pays de mes rêves. Ce sera la jeune génération qui aura un désir de vie commune. J'espère qu'elle sera plus intelligente que la mienne. » Récemment, de jeunes Bosniaques se sont retrouvés, discrètement, grâce à une association humanitaire française. D'origine serbe, musulmane ou croate, ils sont venus de Sarajevo, Pale, Gorazde et Banja Luka, dans le seul but de passer une soirée ensemble. « Nous nous sommes embrassés. Nous étions si heureux de nous retrouver, bien que nous ne nous connaissions pas avant la guerre », raconte un jeune Serbe.

Les jeunes de Banja Luka ressemblent exactement à ceux des autres villes de Bosnie. Ils sont fiers de leur appartenance à la Bosnie, à ce carrefour entre Occident et Orient. Dans les cafés, les biagues qu'ils se racontent visent Radovan Karadzic ou Słobodan Miliosevic et les histoires de leurs aînés sur les «Turcs » les font rarement sourire. Ils n'ont qu'une envie, c'est de « monter » dans les discothèques de Zagreb, ou de « descendre » se balader à Sarajevo, dans les ruelles de la Basarcija, le quartier ottoman, traditionnellement touristique. Ils pensent cependant que la vie commune n'est pas pour demain et que la direction politique du pays ne va pas se renouveler de sitôt.

Le maire de Banja Luka, Predrag Radic, est une parfaite illustration du nouveau ton employé en «République serbe ». C'est un nationaliste « modéré », dans la ligne du premier ministre, Rajko Kasagic, devenu un farouche opposant au pouvoir de Pale. « Pour envisager une vie commune, il faut du temps. En Bosnie, nous devons apprendre à vivre chacun de notre côté, en bons voisins. déclare-t-il. Finalement, ce pays formera une sorte de grand ensemble, divisé en mini-Etats. La « république » croate est déjà quasi annexée par la Croație et les Serbes useront de ce même droit. Les Musulmans auront leur petit pays, avec lequel nous devrons coopérer économiquement. » « Le problème majeur est la question des réjugiés, poursuit M. Radic. le n'accueillerai aucun Musulman ici tant aue l'aurai tous ces réfugiés serbes de Krajina. l'ai prévenu les diplomates. Tant que je n'ai pas un dollar pour entamer la reconstruction des maisons détroites,

i ai les mains liées. » Sous l'administration de Predrag Radic, Banja Luka a été « nettoyée » de sa population non serbe. Pourtant, lui-même n'a pes été directement melé aux crimes commis par les miliciens. Communiste durant les vingt années précédentes, Predrag Radic sera peut-être un artisan de la recomposition de la société bosniaque, une fois passée la vague ultranationaliste.

« Il est encore difficile de rompre la loi du silence, juge la responsable d'une organisation humanitaire. Personne n'osera véritablement s'exprimer bant que Karadzic et Mladic seront au pouvoir. » De jeunes soldats commencent à murmurer qu'ils ont été mobilisés dans les rangs serbes contre leur gré et qu'ils ont essayé de ne pas participer aux campagnes de « purification ethnique ». qui n'ont pourtant pas été menées par les seuls ultranationalistes de Setbie. Des civils affirment qu'ils out aidé, en cachette, des non-serbes. Des gens commencent à évoquer les voisins disparus et suggèrent qu'il serait agréable de les retrouver. Ils n'osent pas encore parler publiquement. Certains se taisent, persuadés que si les Musulmans reviennent, leur vengeance sera terrible. Ceuxlà, sans doute encore majoritaires, ne voient leur avenir que dans un Etat serbe. Les autres, ceux qui songent qu'ils sont avant tout Bosniaques, se réveillent doucement.

L'ouverture d'une enquête contre M^{me} Ciller fragilise la coalition turque

de notre correspondante

Le mariage forcé conclu en mars par les deux partis conservateurs turcs - le Parti de la mère patrie (ANAP) et le Parti de la juste voie (DYP) - semble déjà en train de se défaire. Des failles importantes sont ainsi apparues dans la fragile coalition après l'approbation par le Parlement, mercredi 24 avril, de l'ouverture d'une enquête contre Mª Tansu Ciller, dirigeante du DYP et ex-premier ministre, accusée d'avoir fait « perdre des revenus à l'Etat » en « abusant de son pouvoir » dans l'attribution de contrats ijés à la compagnie publique d'électricité, Tedas. Cette crise a entraîné l'annulation de la réunion, jeudi, du conseil ides ministres.

Le rôle joué par PANAP - dont soixante-quinze députés ont, en votant pour ou en s'abstenant, soutenu la motion déposée par les islamistes du Parti de la prospérité (RP. Refah) - a causé une véritable crise de confiance entre les deux partenaires, le DYP se sentant trahi par le condamnation bloquerait le retour aux élections.

parti qu'il avait contribué à amener au pouvoir. Le DYP, à l'issue d'un débat animé, a décidé de ne pas quitter le gouvernement * pour l'instant *. « La coalition va se poursuivre, pour la stabilité du pays », a annoncé M= Ciller, qui a rejeté les charges présentées contre elle, affirmant qu'il s'agissait d'un complot pour l'empêcher de reprendre sa place à la tête du gouvernement le 1ª janvier 1997, selon les dispositions de l'accord qui lie les deux partis.

D'AUTRES DOSSIERS EN ATTENTE Entraînée de crise en crise depuis le début de sa carrière politique, enterrée - prématurément - à plusieurs reprises par ses nombreux ennemis, Tansu Ciller se retrouve une fois de plus au pled du mur. Dans un délai de deux mois, l'Assemblée devra décider, sur la base du rapport que la commission d'enquête va préparer, si les preuves rassemblées justifient l'envoi du dossier à la Cour suprême. A cette occasion, la majorité absolue sera requise, et une

au pouvoir de Mª Ciller. Les islamistes du RP, frustrés d'avoir été écartés du pouvoir malgré leur victoire électorale, ont préparé d'autres dossiers. Le 9 mai, le Parlement devra se prononcer sur l'ouverture d'une autre enquête contre M= Ciller, concernant la vente de parts d'Etat de la compagnie automobile Tofas, un cas apparemment mieux

étayé que celui de Tedas. En dirigeant son tir sur M= Ciller, le Refah est parvenu à ouvrir une brèche au sein de la coalition, que les deux partenaires semblent avoir perdu la volonté de colmater. Le premier ministre Mesut Yilmaz se trouvait d'emblée dans une position délicate : il ne pouvait pas ignorer ces accusations de corruption puisque son parti avait utilisé ce électorale. Mais il avait apparemment fait taire sa conscience pour participer à une coalition avec M™ Ciller, qui lui donnait la chance de revenir au pouvoir, malgré la troisième place obtenue par son parti

empêcher les islamistes d'arriver au pouvoir, mais la rivalité entre leurs dirigeants n'avait pas pour autant disparu. Il avait fallu plus d'un mois pour qu'ils se mettent d'accord sur les nominations des hauts fonctionnaires. D'autres querelles entre divers ministres des deux partis continuent d'handicaper le gouvernement. L'ANAP et le DYP - ces frères ennemis dont les sorts sont liés - sout engagés dans un jeu dangereux: la chute de Mª Cliler risquerait d'entraîner celle de M. Yilmaz. Comme l'expliquait un diplomate, « en Turquie, il y a toujours la tentation de faire le vide, mois il n'y a personne pour le combler ». L'effondrement de la coalition actuelle verrait probablement les deux thème au cours de sa campagne partis rivaux se lancer dans une course pour tenter de former un gouvernement avec les islamistes. qui attendent, en coulisse. Bref, si le gouvernement reste en place, il est de plus en plus bancal.

de notre envoyé spécial « Je n'ai pas été, je ne suis pas, et je ne seral jamais un Insurgé, et je n'ai à aucun moment cessé d'obéir aut ordres du président de la Répu-blique. » Le général Lino Oviedo a une façon bien à lui d'interpréter les événements de ces derniers jours au Paraguay lorsqu'il s'adresse, jeudi 25 avril, à plusieurs milliers de ses partisans rassemblés sur un champ de parade, à une dizaines de kilomètres de la capitale. L'endroit a été surnouuné le « Linodrome » parce qu'il a été tout récemment conçu par le gé-néral lui-même pour permetire an public d'assister à des défilés militaires, notamment des exercices à

tièrement construité. Le général Oviedo s'est habillé en civil pour démontrer la pureté de ses intentions. Il confirme son abandon de la carrière militaire et annonce son intention de se lancer dans l'action politique sous la bannière du parti Colorado, tandis que la foule en liesse scande « Lino président ! ». Le prochain scrutin présidentiel doit avoir lieu en 1998, et la loi interdit à un militaire qui a quitté le service actif depuis moins

cheval, dont ce champion d'équi-

tation raffole particulièrement. La

tribune n'est même pas encore en-

L'homme qui a fait trembler la fragile démocratie paraguayenne lorsqu'il s'est retranché hindi avec ses troupes et ses blindés dans son quartier général, refusant de quitter ses fonctions de commandant en chef de l'armée de terre dont il venait d'être démis par le pré-sident Wasmosy, se présente donc désormais en citoyen respectueux des institutions. S'Il persiste dans cette, attitude, l'est certamenent mie bomne nombelle pour le Para-guay, un pays de 4 d'inflions d'ha-bitants, encore à demi trual, enclavé au cœur de l'Amérique du Sud, qui n'a guère commu que des coups d'Etat militaires et des régimes autoritaires au cours de son histoire, en particulier, de 1954 à 1989, l'interminable dictature du général Alfredo Stroessner, grand admirateur d'Adolf Hitler.

L'élection en 1993 d'un civil, l'ingénieur Juan Carlos Wasmosy, à la présidence de la République constituait le véritable établissement de la démocratie au Paraguay. La mutinerie du général

Lino Oviedo renonce à toute action militaire contre le pouvoir paraguayen

Le général rebelle se lance dans la politique

Oviedo, même si l'intéressé afmais en lieu, faisait donc craindre lundi soir un retour à des pratiques encore toutes proches. La démocratie elle-même bégaye. Menacé de mort, hi et sa famille, le président Wasmosy, qui n'a qu'une autorité relative sur l'armée, propose d'abord un étrange compromis au général Oviedo. Si ce dernier accepte de mettre fin à sa rébellion et de quitter le

commandement en chef de l'ar-

mée, il sera nommé ministre de la

En annoncant manti soir à la télévision cette solution, le président Wasmosy perd une grande partie de son prestige, et soulève un tollé dans l'opinion démocratique. La journée de mercredi est remplie de rumeurs et de confusion. Le général Oviedo renonce à sa charge de commandant en chef lors d'une cérémonie publique au cours de laquelle il donne l'accolade au président, mais, sans aucune explication, sa nomination au portefeuille de la défense est ajournée. Celle-ci est repoussée à jeudi main lorsqu'intervient un nouveau coup de théâtre. Le président Wasmosy, ragaillardi par le soutien de nombreux chefs d'Etat, annonce qu'il ne veut plus du général Oviedo comme ministre de la défense.

Le général se doute probable ment de ce revirement lorsqu'il se présente jeudi matin, en chemisette mais avec ses gardes du domine le fleuve Paraguay. A l'extérieur, un demi-millier de ses partisans échangent des injures et quelques horions avec un groupe Wasmosy déclare au micro d'une radio locale qu'il rompt la promesse qu'il avait faite au général fense en raison de la « ciameur populaire » suscitée par ce geste. Le général reste silencieux et, escorté par ses hommes en tenue de combat, monte dans un hélicoptère militaire venu le chercher derrière le palais. Quelques beures plus tani, Lino Oviedo entame officiellement, à cinquante trois ans, une carrière d'homme politique.

Dominique Dhombres

Felipe Gonzalez en passe d'être lavé de toute accusation dans l'affaire des GAL

Le juge du Tribunal suprême Eduardo Moner doit rendre, dans les prochains jours, son ordonnance excluant de toute poursuite le président du gouvernement Felipe Gonzalez dans l'affaire des GAL (groupes antiterroristes de libération). Cette décision sera susceptible d'appel mais, à moins de nonvelles révélations, M. Gonzalez, à la veille de quitter le pouvoir, apparaît comme définitivement blanchi des accusations dans ce dossier délicat où l'Etat était soupconné d'avoir été à l'origine des « escadrons de la mort » contre les indépendantistes basques. Sont également exonérés d'accusations, l'ancien vice-président du gouvernement Narcis Serra ainsi que Txiki Benegas, secrétaire des relations politiques du Parti socialiste. Seul, l'ancien ministre de l'intérieur, José Barrionnevo devra répondre de son rôle supposé de commanditaire de la première action des GAL, l'enlèvement en décembre 1983 de

Ainsi se refermera un dossier qui tout au long de l'année dernière a fait vaciller le pouvoir socialiste à la suite des révélations de deux policiers repentis José Amedo et Miguel Dominguez. Au mois de juillet 1995, un ancien responsable socialiste du Pays basque, Ricardo Garcia Damborenea, avait directement mis en cause Felipe Gonzalez affirmant

qu'il était au courant des actions antiterroristes des GAL. Le juge Baltasar Garzon avait transmis le dossier au Tribunal suprême en s'appuyant sur ce seul témoignage non corroboré par des preuves. M. Gonzalez avait toujours démenti avec véhémence ces accusations, répétant qu'il « n'avait jamais toléré, ni consenti, ni encore moins organisé les GAL ». En septembre, le parquet estimait que les accusations ne réunissaient pas « les conditions de vraisemblance et des bases au minimum précises » pour pouvoir affirmer que Felipe Gonzalez était « le fondateur et le dirigeant des GAL ».

Paute d'élément nouveau, le ministère public vient de rendre son avis estimant qu'il « n'existe aucune preuve, ni aucun fait qui permettent de changer de critère ». Le procureur Emilio Vez fait remaruer que les déclarations de Ricardo Garcia Damborenza selon lesquelles Pelipe Gonzalez avait pris, au printemps de 1983, la décision de donner «une réponse active» an terrorisme de PETA ne sont pas étayées. En conséquence, le parquet estime que ces mises en cause ne réunissent pas les conditions nécessaires pour qu'une décision de poursuite puisse être adoptée. Felipe Gonzalez ne sera pas même interrogé par le juge Eduardo Moner qui s'apprête donc à suivre les réquisitions du parquet en la matière.

Le président Clinton et le Congrès républicain parviennent à un accord sur le budget 1996

Les deux parties font de l'équilibre sur sept ans une priorité

Le Congrès américain a approuvé, jeudi 25 avril, les derniers éléments du budget fédéral 1996, mettant un terme à l'interminable bataille bud-

de notre correspondant Chaque camp a bien sûr crié victoire, à l'issue de la longue bataille politique à propos du budget pour 1996, qui a trouvé son épilogue jendi 25 avril. La Chambre des représentants et le Sénat ont successivement approuvé la loi de finances: pour l'exercice fiscal s'achevant fin septembre, et Bill Clinton devait signer celle-ci ven-dredi. La veille, le Congrès avait adopté une nouvelle loi de finances provisoire: sur les treize lois d'attribution de crédits, huît seulement avaient été adoptées par le Congrès, ce qui signifie que les départements ministériels non pourvus devaient fonctionner grâce à un financement tempo-

Les négociations entre la majorité républicaine et la Maison Blanche, ponctuées à deux reprises par une fermeture partielle des services publics, auront duré six mois, au cours desquels une guérilla polirique souvent apre s'est déroulée a tenu bon, bravant l'impopularité d'une paralysie partielle de l'Etat fédéral, et cette obstination s'est révélée payante : des sondages successifs ont montré que les Américains rendaient les républicains largement responsables de ce blo-

23 MILLIANDS DE DOLLARS EN MOINS Le texte prévoit un montant de crédits de 159 milliards de dollars (environ 795 milliards de francs), destinés à financer cinq départements ministériels au cours des cinq demiers mois de l'amée fiscale. Il comporte 23 milliards d'économies par rapport à l'exercice 1995, comme le réclamaient les républicains, mais le président Clinton a obtenu de rétablir 5 milliards de dollars de dépenses supplémentaires en faveur de secteurs tels que la santé, l'éducation, l'environnement et la formation.

L'un des différends les plus vifs entre l'exécutif et le Grand Old Party concernait la volonté des républicains d'assouplir la réglementa-

tion relative à la défense de l'environnement, un thème important pour la campagne électorale de M. Clinton. Celui-ci a obtenu gain de cause, mais il a dil s'incliner à propos du maintien de l'accréditation accordée aux hôpitaux qui refusent d'enseigner les techiques d'avortement aux étudiants en médecine. De leur côté, les responsables républicains ont accepté d'annuler une disposition qui prévoyait d'exclure des forces armées les soldats atteints du sida. Ce compromis budgétaire peut-il constituer les prémices d'un accord beaucoup plus symbolique s'agis-sant du projet visant à équilibrer les comptes fédéraux en sept ans, qui fait l'objet de tractations depuis de longs mois?

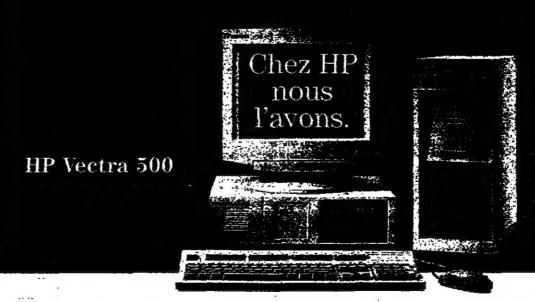
M. Clinton a repris à son compte l'appel en faveur de négociations directes, lancé mercredi par Robert Dole, le chef de la majorité républicaine an Sénat et candidat virtuel à l'élection présidentielle. Le sénateur du Kansas souhaite aboutir à un accord sur la question de l'équilibre budgétaire, afin de

qui excelle dans l'art de «faire aboutir les choses », et qui aura réussi à imposer un assaini des comptes fédéraux. M. Clinton. qui s'est rallié à cet objectif ap prouvé par une majorité d'Américains, souhaite montrer que, contrairement à ce que prétendent les républicains, il ne représente pas un obstacle à des réformes de

La difficulté réside bien sûr sur la méthode: l'équilibre budgétaire passe par des économies draconiennes, comme une diminution de quelque 168 milliards de dollars (environ 840 milliards de francs). sur sept ans, du budget de Medicare, l'assurance-maladie des personnes âgées. Bill Clinton ne pouvant accepter une telle mesure, un accord de principe sur l'équilibre budgétaire pourrait, éventuellement. être conclu avec les républicains, quitte à en renvoyer les modalités les plus contestées au lendemain du scrutin présidentiel.

Laurent Zecchini



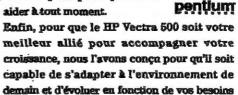


Vous êtes artisan, chef d'entreprise ou vous exercez une profession libérale, vous avez besoin d'un micro-ordinateur simple et immédiatement opérationnel. Pour vous, le PC est un outil îndispensable qui ne doit pas être une source de soucis. Il doit donc répondre à tous les besoins spécifiques d'une petite entreprise.

C'est pourquoi Hewlett-Packard a conçu le HP Vectra 500. Spécialement pour vous-

Facile à installer et à utiliser, le HP Vectra 500 est un outil complet grâce à ses nombreuses fonctions de bureau : logiciels pré-intégrés, possibilités multimédia et possibilités

Vous bénéficiez aussi d'une assistance téléphonique HP pour vous

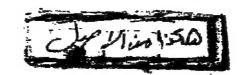


Alors, pour tout renseignement, consultez le 3616 HPMICRO. (1,29 F/mn).

Processor Intel Pentius 95, Claris Work, Lottes Org CD-ROM, carte SoundE

izatie 1 au sur site, ans & A sidiarete Support 90 jams sur les logic





FRANCE

PROTECTION SOCIALE Le patronat et les syndicats sont parvenus, dans la nuit du jeudi 25 au vendredi 26 avril, à un accord destiné à

assurer l'équilibre financier des

Arrco (ensemble des salariés) et Agirc (cadres). Une hausse de 1,5 % des pensions a été décidée pour l'année 1996. • LE DÉFICIT cumulé des

caisses de retraite complémentaire deux régimes est estime à 167 milliards de francs d'ici à 2005. Le poids du redressement sera supporté par les 8 millions de pensionnés actuels et les 14 millions d'actifs adhérents à

l'Arrco et l'Agirc. • LES PARTE-NAIRES SOCIAUX, qui sont à l'origine de la création des deux régimes, se sont félicités d'un accord qui assure, selon eux, la pérennité du système

de retraite complémentaire par répartition. Seule la CGT s'y est farouchement opposée, dénonçant la baisse programmée des pensions qui « prépare des retraites de misère ».

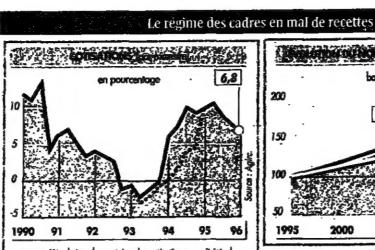
La baisse des retraites complémentaires est programmée

Selon l'accord conclu par les partenaires sociaux dans la nuit de jeudi à vendredi, les pensions versées par l'Arrco et l'Agirc seront revalorisées de 1,5 % en 1996 mais, à l'avenir, les salariés devront cotiser davantage pour avoir le même nombre de points de retraite

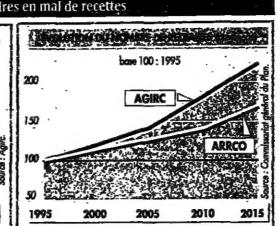
LE PATRONAT et les syndicats sont parvenus, dans la nuit du jeudi 25 au vendredi 26 avril, à un accord destiné à équilibrer, d'ici à 2005, les deux grands régimes de retraite complémentaire des salariés du secteur privé - l'Arroo pour l'ensemble des salariés et l'Agirc pour les cadres -, qui complètent les pensions de la Sécurité sociale. A l'exception de la CGT, le patronat et les quatre autres organisations de salariés (CFDT, FO, CFTC, CFE-CGC) devraient parapher, avant mardi, un texte qui programme une baisse du niveau des pensions dans les années à venir. Une autre solution était-elle possible, alors que les besoins de financement de l'Arrco et de l'Agirc s'élèveront, selon leurs propres estimations, à respectivement 37 et 130 milliards de francs au cours de la période 1996-2005?

Sous la pression des syndicats, le patronat a accepté une hausse de 1,5 % des pensions Arroo et Agirc pour 1996, avec effet rétroactif au I lanvier. Celles des cadres n'avaient pas été revalorisées depuis janvier 1993. Pour apporter des recettes supplémentaires à l'Agirc, qui est le plus lourdement déficitaire, le CNPF s'est également résolu à accélérer le calendrier des augmentations du taux obligatoire de cotisation : il passera de 13 % à 16 % (parts patronale et salariale) dès 1999 et non en 2003, comme le prévoyait l'accord du 9 février 1994. Le taux maximum de l'Arrco passera à 6 % en 1999, comme prévu.

Ces quelques concessions mises à part, le patronat s'en est tenu à la ligne fixée le 30 novembre, lors de l'ouverture des négociations : pas de hausse des cotisations, l'essentiel de l'effort de redressement de



lélavorable si l'Arroa et l'Agiro n'avaient pas intégré les salariés d'Air France et des Banques populaires en 1993, ceux des bonques AFB et de la Sécurité sociale en 1994.



Depuis un an, les cotisations rentrent de plus en plus difficilement dans les caisses de l'Agirc, traduisant bien le net ralentissement de la croissance économique durant cette période.

provenir d'une baisse des retraites. Cet accord, qui comporte en fait trois textes distincts, s'applique jusqu'en 2005, mais il fera l'objet de rencontres en 1999 et 2002 pour « réactualiser les prévisions d'équilibre à dix ans » et, si nécessaire, ajuster les mesures.

Montant des cotisations et

des retraites. Entre 1996 et 2000, la revalorisation des retraites sera inférieure de 1 point à l'évolution du salaire moyen et ne pourra « en aucun cas (...) dépasser l'évolution annuelle des prix ». Les caisses complémentaires s'alignent ainsi sur le mode d'indexation que la Caisse nationale d'assurance-vieillesse a retenu depuis 1987. Pour les futurs retraités, le prix d'achat du point de retraite augmentera de 4% par an à l'Agirc et de 3,5% à

l'Arreo et surtout de l'Agire devant l'Arreo d'ici à 2000. Jusqu'à présent, 100 francs de cotisation donnaient droit à 9,20 francs de pension à l'Agirc et à 8,70 francs à l'Arrco. Ce droit tombera à 7,20 francs dans cinq ans. Pour le même montant de cotisations, les droits à la retraite seront donc moins importants. La mesure ne s'appliquera pas au stock de points accumulés par les adhérents jusqu'à présent, mais seulement à ceux qui auront été acquis à partir de l'entrée en vigueur de la ré-

> Les syndicats sont partagés sur l'impact de ces mesures. Jacqueline Léonard (CGT) a assuré qu'elles allaient entraîner une baisse de l'ordre de 20 % des pensions complémentaires dès le début du siècle prochain. La CGT a estimé que le taux de remplacement riés non cadres dont le salaire dé-

(montant de la retraite par rapport au dernier salaire) d'un cadre gagnant 26 000 francs bruts mensuels en fin de carrière tomberait, pour l'ensemble de ses prestations (retraite de base plus retraite complémentaire), de 55 % à 47 % en 2005, puis à 42 % en 2015. Jean-Marie Spaeth (CFDT) a démenti ces prévisions, concédant néanmoins qu'une telle baisse pourrait éventuellement toucher un salarié qui commencerait à cotiser en 2000 et prendrait sa retraite en 2040.

Quant au patronat, il a calculé que le taux de remplacement (en movenne et toutes générations confondues) pourrait passer de 73 % du salaire net à 71 % en 2005 pour les ouvriers et les employés, et de 66 % à 62 % pour les cadres. L'accord prévoit aussi que les salapasse le plafond de la Sécurité so-ciale (13 330 francs/mois) mais qui ne cotisent qu'à 8 % sur cette partie supérieure, pourront se constituer une meilleure retraite : ce taux passera, en effet, à 16 % d'ici à 2005 pour les salariés des entreprises existantes, et dès 2000 pour ceux des sociétés crées à partir du 1º janvier 1997.

• Frais de gestion et action sociale. C'était le second point difficile des négociations, le CNPF voulant tailler dans ces deux postes de dépenses. A l'Arroo, les frais de gestion, dont la modicité fait la fierté de son président, Antoine Faesch (FO), devront être progressivement ramenés de 5,9 milliards à 5,4 milliards en 2000 (en francs de 1995), soit 3,81 % du montant des cotisations. De leur côté, les dépenses d'action sociale seront plafonnées à 1,4 milliard de francs (contre 1.6 milliard actuellement). Dans le régime des cadres, où les frais de gestion sont en proportion plus élevés, ceux-ci devront être ramenés de 2 milliards à 1,6 milliard par an et la dotation d'action sociale de 800 millions à 550 mil-

Retraite des chômeurs et pension des conjoints. Le systême de validation des points de retraite sera le même pour les chômeurs et les salariés. Pour les demandeurs d'emploi indemnisés par l'Etat, ces points seront définitivement accordés aux bénéficiaires quand le gouvernement en aura assuré le financement. A l'Arrco. les conjoints survivants pourront toucher une pension de reversion représentant 60 % des droits du défunt à 55 ans (contre 50 ans auparavant), l'Agirc ayant maintenu l'âge de 60 ans pour bénéficier de

• Solidarité financière Agirc-Arroo. Dès cette année, une solidarité sera établie entre l'Arrco et l'Agirc. Elle bénéficiera au régime des cadres à hauteur d'une trentaine de milliards de francs dans les années à venir, estiment les syndicats. L'Agirc pâtit, en effet, d'une perte de recettes due à deux phénomènes: l'érosion des rémunérations des cadres depuis plusieurs années; la hausse du plafond de la Sécurité sociale, au-dela duquel sont prélevées les cotisations Agirc, qui réduit chaque année un peu plus l'assiette des cotisations.

La CFDT voit dans ces transferts « les bases de la construction d'un grand régime de retraite complémentaire » regroupant l'Agirc et l'Arrco. Cette perspective a été rejetée par la CFE-CGC, qui entend maintenir la spécificité du régime des cadres. Cette fusion pourrait être facilitée par la décision des partenaires sociaux de créer, à compter du 1e Janvier 1999, un « régime unique » à la place des 45 régimes fédérés par l'Arroo, les retraités s'adressant à une seule

Le texte précise les conditions dans lesquelles les droits acquis seront maintenus dans le cadre de cette fusion. Ainsi, les affiliés ayant elevé au moins trois enfants pendant neuf ans auront droit, sous certaines conditions, à une majoration de leur pension de 5 %, mais seulement sur la partie de leur carrière postérieure au 31 décembre 1998. A partir de janvier 1999, les retraités ayant encore des enfants à charge bénéficieront aussi d'une majoration de 5 %, non cumulable

J.-M. B.

Des besoins de financement de 167 milliards d'ici 2005

Les salariés et les retraités du secteur privé sont couverts, au-delà de la Sécurité sociale, par deux régimes complémentaires. A l'origine facultatifs, ils sont devenus obligatoires par la loi du

29 décembre 1972. L'Association des régimes de retraites complémentaires (Arrco) a été créée par l'accord patronat-syndicats du 8 décembre 1961. Elle est gérée paritairement par le patronat et les syndicats. Elle fédère 45 régimes différents gérés par 95 institutions (cotisations et prestations différentes). L'Arrco a versé, en 1994, 105 milliards de francs de prestations à près de 8 millions d'allocataires. Elle compte 14 millions de cotisants. Ses réserves sont de 113 milliards. L'Arrco est financée par les cotisations des salariés et des employeurs, représentant au maximum 6 % du salaire brut sous le plafond de la Sécurité sociale (13 330 francs par mois). En 1994, son déficit a atteint 2.8 milliards

tavant affectation de 3,1 milliards de produits financiers). Elle a évalué ses besoins de financement à 37 milliards de francs d'ici à 2005. L'Association générale des institutions de retraite des cadres (Agirc) a été créée le 14 mars 1947 par un accord patronat-syndicats. Contrainment à l'Arrco, il s'agit d'un régime unique, qui a versé 57 milliards de francs de pensions à 1,4 million de bénéficiaires en 1994. Il compte 2,8 millions de cotisants. Le montant des réserves atteint 54 milliards. Les caisses de l'Agirc sont financées par les cotisations des salariés et des employeurs qui peuvent aller jusqu'à 16 % de la partie du salaire brut comprise entre une fois et huit fois le plafond de la « Sécu ». En 1994, son déficit a été de 5,3 milliards (avant affectation de 2 milliards de produits financiers) et de 5.1 milliards en 1995. Elle a évalué ses besoins de financement à 130 milliards de francs d'ici à 2005.

Un compromis « raisonnable » pour les signataires, un recul social pour la CGT

NÉGOCIATEUR DÉSIGNÉ par le CNPF pour les discussions sur les régimes de retraite complémentaires, François Bazile avait, en début de semaine, transmis une nouvelle mouture de projet d'accord aux différentes organisations syndicales, après les premières séances de négociation. Il avait résumé les termes du débat actuel et des enjeux de l'avenir, de la manière suivante : « Alors qu'il y a vingt ans, quatre personnes cotisaient pour un retraité qui recevait une pension pendant dix ans en moyenne, vers 2010, deux personnes cotiseront pour un retraité qui bénéficiera de vingt années de retraite en

Pour la CGT, Jacqueline Léonard a justifié son refus de signer l'accord auquel sont parvenus le CNPF et les quatre autres organisations syndicales, parce qu'il « représente un coup dur pour les retraites actuelles et promet des retraites de misère pour les 50-55 ans ».

La représentante de la CGT, qui juge que « ce texte rompt avec une logique de progrès social », a souligné que « tout le monde va payer lourdement la facture, à l'exception du patronat . Dans ses contre-propositions, la CGT préconisait que l'on puisse « mettre à contribution les entreprises qui mettent au chômage des salariés de 50 à 55 ans ».

PLUS DE « POINTS DE BLOCAGE »

Les représentants des quatre autres organisations syndicales apporteront leur signature définitive d'ici mardi, après avoir reçu un mandat de leur centrale.

Pour Jean-Marie Spaeth, qui dirigeait la délégation CFDT, « ne pas agir aurait conduit au démantèlement de nos systèmes de retraite par répartition ». Par ce nouvel accord, qui se situe dans le prolongement de ceux de 1993-1994, * nous avons pris des mesures qui confortent le régime des retraites par répartition, qui permettent de revaloriser les pensions et qui adaptent le système de manière à ce que les générations, nées à partir de 1945, ne soit pas spo-

liées », estime-t-il. Jean-Luc Cazette, de la CFE-CGC, s'est félicité que « les points de blocage aient été levés » et qu'il y ait un texte séparé pour chacun des ré-

gimes, cadre et non cadre. De son côté, Jean-Paul Probst, représentant de la CFTC, a jugé l'accord « laborieux mais nécessaire ». « Une solution médiane a été trouvée », a t-il ajouté. Pour Antoine Faesch, chef de file de la délégation FO et président de l'Arrco, il s'agit d'un « texte raisonnable qui permet de sauver l'essentiel ».

Enfin, François Bazile, au nom du CNPF, s'est félicité qu'« un accord équilibré, raisonnable pour tout le monde, entre les retraités, les saloriés et les institutions » soit intervenu. Cet accord « simplifie les régimes » et « rend la gestion de l'Agirc et de l'Arrco plus performante ».

Pour Arnaud Leenhardt, président de la commission sociale du CNPF, « ces accords traduisent d'une façon exemplaire la volonté des partenaires sociaux qui, dans le cadre d'un vrai paritarisme, ont su adopter une démarche responsable afin de procéder aux adaptations indispensables permettant d'assurer la pérennité des régimes de retraite dont ils ont été les initia-

Alain Beuve-Méry

Des droits de tirage sur les générations futures

TROIS ANS après l'accord sur l'équilibre de l'Arrco, et deux ans après celui qui devait sortir l'Agirc d'une mauvaise passe, les partenaires sociaux ont du remettre



ANALYSE

sensibilité aux soubresauts de l'économie, qui affectent depuis plusieurs années les rentrées de cotisations. Mais l'accord intervenu dans la nuit du jeudi 25 au vendredi 26 avril est d'une autre nature que les précédents: pour la première fois, les syndicats ont implicitement reconnu que l'âge d'or des retraites était révolu et que la firite en avant des hausses de cotisations n'était plus de mise. avait refusé de relever les cotisa- mutations qui vont se traduire par

leur grande

Bref, que le niveau des pensions ne pourrait aller qu'en diminuant. En 1993 et 1994, les partenaires sociaux avaient tenté de redresser l'Arreo et l'Agire au prix d'une forte hausse des cotisations, déchaînant la colère de quelques patrons comme Claude Bébéar, PDG du groupe Axa, qui était allé jusqu'à réclamer la tête de Pierre Guillen, alors président (CNPF) du régime des cadres. Des experts perspicaces avaient alors souligné que l'effort était finalement consenti par les salariés modestes et moyens et que, en outre, il n'assurait même pas le financement du régime des cadres pour les dix ans à venir.

Cette analyse s'est révélée exacte: les accords de 1993 et 1994 se sont révélés insuffisants. Dès le début des négociations qui se sont achevées vendredi, le patronat évolutions démographiques et des

de salariés que l'essentiel de l'effort se traduise par une baisse des droits à la retraite, présents et surtout à venir. Les partenaires sociaux ont ainsi mis leur réforme en cohérence avec celle du régime de base des salariés décidée par Edouard Balladur en 1993, qui prévoit un allongement de la durée de cotisation et un mode de calcul des pensions moins favorable, mais aucune hausse de cotisation.

Salariés et retraités paient aujourd'hui l'imprévoyance des gestionnaires patronaux et syndicaux qui, au cours des années 80, ont sous-estimé la gravité de la crise. notamment pour le régime des cadres. Leur plus grave erreur a été de tabler invariablement sur une embellie de l'économie, sous-estimant les effets à long terme des

tions, obtenant des organisations un accroissement inexorable des charges des caisses. Le retour à une croissance soutenue, en 1994, a montré qu'une telle embellie ne se traduisait pas ipso facto par un redressement des comptes de l'Arreo et de l'Agirc.

13 % DE LA RICHESSE NATIONALE Invoquant le manque de visibilité en matière économique, les syn-

dicats ont toutefois refusé de préparer vraiment l'avenir au-delà de dix ans - un horizon bien court dans ce domaine -, même si les effets de la réforme se feront surtout sentir à partir de 2005. Or tout le monde sait que le cap le plus difficile à passer est précisément celui de 2005. Les salariés nés entre 1945 et 1965 arriveront alors à l'age de la retraite et y resteront en moyenne plus de vingt ans en raison de l'allongement de l'espérance de vie.

chesse nationale leur sont consacrés. Selon l'OCDE, la masse financière des droits à pension accumulés par l'ensemble des actifs représente environ 100 % du PNB aux Etats-Unis, 150 % au Japon en Grande-Bretagne et en Allemagne, 220 % en France. Ces droits, que les actifs acquièrent aujourd'hui, constituent une dette que les générations à venir devront payer dans vingt ou trente ans.

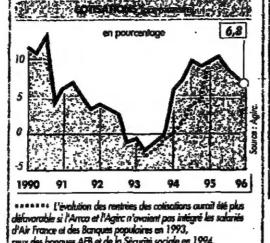
considérable : près de 13 % de la ri-

Au moment où le rapport actifsretraités se dégrade, l'accord sur l'Arreo et l'Agire pose done, une fois de plus, le problème de l'équité entre générations. La note la plus lourde ne sera ni pour les retraités actuels ni pour ceux qui cesseront leur activité dans quelques années, mais pour les générations qui paieront les pensions des enfants du baby boom. Pourront-Le poids des retraites est déjà elles - et voudront-elles - la

prement prétexte de cette dégradation des régimes par répartition pour réclamer la création d'un troisième « pilier » facultatif et géré en capitalisation. Candidat à l'Elysée, Jacques Chirac s'était prononcé pour la création d'un «régime surcomplémentaire, ouvert à tous, géré avec les partenaires sociaux ». Alain Juppé a repris cette proposition dans son plan de réforme de la « Sécu ». Mais la création de fonds de pension ne sera probablement pas soumise au Parlement dans l'immédiat, même si le gouvernement assure qu'il n'a pas enterré ce dossier. En fait, tous les dispositifs nécessaires sont déjà à sa disposition et le premier ministre n'a pas de raison d'engager aujourd'hui une réforme à haut risque politique.

payer? Les milieux financiers

Jean-Michel Bezat

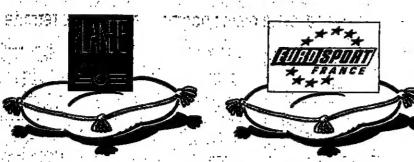


themens species is cold sylvanian series in co pairte blod: summes des b

rammée

points de retra le

CANALSATELLITE EN NUMERIQUE Le 27 avril, c'est parti!











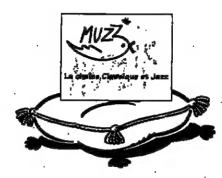










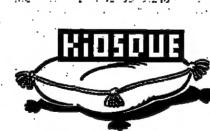








Spiritung is a surell presented





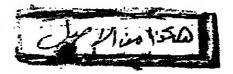
On ne recoit pas n'importe qui sur CANALSATELLITE

Pour composer le premier bouquet numérique français, CANALSATELLITE a sélectionné avec soin des chaînes à thèmes de qualité qui répondent aux attentes de toute la famille.

CANALSATELLITE en numérique, c'est aussi la possibilité d'acheter des programmes à la séance ou de télécharger des logiciels. Enfin, CANALSATELLITE en numérique, c'est une qualité d'image exceptionnelle et un son de qualité laser.

Alors pour découvrir CANALSATELLITE en numérique, rendez-vous chez un revendeur TV agréé CANAL+ CANALSATELLITE. Liste au 36 68 44 55 (2,23F/mn) ou sur 3615 CANALSAT (1,29F/mn).

CANALSATELLITE



Le programme de simulation des essais nucléaires sera davantage étalé dans le temps

En cinq ans, la direction des applications militaires perdra 20 % de ses effectifs

Accompagne de Charles Millon, ministre de la laser de forte puissance permettant à la France totalement opérationnel en 2012, soit avec un

défense, Alain Juppe a visité, jeudi 25 avril, au de passer à la simulation des essais nucléaires. Il retard certain mais programmé volontairement Barp (Gironde), le site où sera installé le futur commencera à fonctionner en 2006 et sera par le gouvernement.

LE BARP (Gironde) de notre envoyé spécial

Le programme français de simulation des essais nucléaires en laboratoire sera plus étalé dans le temps que cela n'avait été prévu à l'origine. Alain Juppé l'a confirmé. indirectement, en se rendant, jeudi 25 avril, en compagnie du ministre de la défense, Charles Millon, au Centre d'études scientifiques et techniques d'Aquitaine (Cesta), à huit kilomètres de la commune du Barp (Gironde). Là, la direction des applications militaires (DAM) du Commissariat à l'énergie atomique (CEA) fait défricher, sur 54 hectares, la parcelle de pins et de fougères où sera installé, dans un bâtiment de 280 mètres de long sur 95 mètres de large et 40 mètres de haut, le laser de forte puissance, nécessaire à la simulation des essais nucléaires depuis la fermeture des sites polynésiens d'expérimentations décidée par le chef

de l'Etat. En avril 1995, Edouard Balladur, Keu. L'ambition affichée était que ce laser mégajoule commence à

fense en Aquitaine.

2.3 milliards de francs d'aide aux restructurations

Lors d'un comité interministériel, jeudi 25 avril, Alain Juppé a dé-

cidé de fixer à 2,27 milliards de francs les crédits de l'Etat qui servi-

rout, entre 1997 et 2002, à alimenter le fonds d'aide à la restructura-

tion de la défense et à soutenir l'action des sociétés chargées, sur le

terrain, de la reconversion avec la fermeture de sites militaires et

Le premier ministre a annoncé cette initiative à Bordeaux, alors

qu'il assistait à la signature d'un protocole entre l'Etat et la région

(représentée par Jacques Valade, président du conseil régional et

sénateur RPR de la Gironde), qui fixe le cadre juridique dans lequel

des actions dites d'accompagnement économique et social vien-

dront compléter le redéploiement éventuel des activités de dé-

industriels. Cette somme s'ajoute aux aides européennes Konver.

fonctionner en 2005-2007. La DAM devait acheter de puissants ordinateurs et implanter à Monronvilliers, en Champagne, un accélérateur de rayons X. Le tout est destiné à apporter, sans essais nucléaires en grandeur véritable, les modifications qui permettront de renouveler les armements nucléaires de la dissuasion.

RETARD VOLONTAIRE

Au premier ministre en exercice. les experts de la DAM ont expliqué que le calendrier de la simulation a pris un retard, en quelque sorte volontaire. Trois raisons le justifient, D'abord, le calendrier est devenu plus réaliste, parce qu'on mesure mieux les difficultés. Ensuite, la DAM s'adapte aux armées, qui sont le client, et aux besoins qu'elles définissent avec davantage de lucidité. Enfin, les restrictions financières impliquent d'être désormais raisonnable.

En consultant le carnet de route de l'opération, décrit sur de grands alors premier ministre, a choisi le panneaux, M. Juppé a donc constaté que la première ligne de faisceaux laser (un tiers de ce qui

est prévu, soit une puissance de 0.6 mégajoule) sera en service en 2006. La puissance totale (qui dégagera 1.8 à 2 mégajoules) des deux cent quarante faisceaux constituant le laser définitif devrait être atteinte en 2010. Un premier tir complet de combustion du deuterium-tritium, marquant le but final de l'opération qui est de simuler des explosions nucléaires, est programmé pour 2012.

Aujourd'hui, 700 à 800 personnes seront mobilisées par le chantier de construction au Barp. Une fois installé, le laser mégajoule emploiera un millier de salariés de la DAM. Pas moins de 65 milliards de francs d'investissements auront été, au total, dépensés sur place. Si le calendrier a « glissé », comme le reconnaissent les techniciens de la DAM, c'est sans doute parce que la France est moins pressée. Les charges nucléaires TN-75, qui équipent les missiles M.45 embarqués à bord des sous-marins dits de nouvelle génération, comme Le Triomphant, en service cet été, peuvent durer

entre vingt et vingt-cinq ans. L'es-

sentiel est surtout de préserver les compétences des physiciens et de parvenir à mettre au point, grâce à la simulation, une tête nucléaire nouvelle (la TNN) pour qu'elle soit prête en série en 2015.

La fabrication et le maintien en condition de l'arme TN-75 représenteront 25 % des activités de la DAM. Les essais, les études et le développement des armes - ils portent sur les deux domaines majeurs que sont le « durcissement » et le « furtivité », assurant l'efficacité opérationnelle de la tête - occuperont 35 % de la charge de travall. Les 40 % restants relèveront de la simulation dans différents la-

boratoires. D'ici là, ainsi que le directeur de la DAM, Jacques Bouchard, l'explique, les centres d'essais de Polynésie auront été abandonnés en 1996. En Ile-de-France, le centre d'études de Vaujours aura été fermé en 1998 et celui de Limeil en l'an 2000. Dans les cinq ans, la DAM aura perdu 20 % de ses effectifs actuels (5 400 agents).

Jacques Isnard

M. Yves Bonnet et l'article 34 de la Constitution

« Le Parlement se trouve dessaisi de ses pouvoirs, notamment de ceux que lui impartit l'article 34 de la Constitution en disposant que la loi détermine les principes fondamentaux de la défense nationale. » C'est le rapporteur de la commission de la défense de l'Assemblée nationale, Yves Bonnet, qui porte ce jugement dans une « contribution » intitulée « De la projection de forces, exigence politique de l'Europe ». Député de la Manche, M. Bonnet appartient au Parti pour la démocratie française (PPDF), composante de l'UDF que dirige Hervé de Charette, ministre des affaires étrangères.

Yves Bonnet déplore le déséquilibre entre les rôles respectifs du président de la République et du Pariement : « Alors que la décision, de plus en plus, se concentre entre les mains d'un seul homme, le Parlement est invité à s'intéresser à l'accessoire, le service national. »

La France lance un projet de nouveau missile pour ses sous-marins

Le M.51 devrait entrer en service en 2010

dé, jeudi 25 avril, de lancer le programme de missile nucléaire M.51, qui a été approuvé par le chef de l'Etat en conseil de défense et qui vise à concevoir, pour une entrée en service en 2010, le système d'arme destiné à remplacer le missile M.45 en cours d'embarquement à bord des sous-marins stratégiques dits de nouvelle génération (SNLE-NG). La France a prévu d'aligner quatre sous-marins de ce type, basés à l'île Longue, en rade de Brest. Le premier, Le Triomphant, commencera ses patrouilles cet été.

Il s'agit d'un contrat de développement qui implique, dès 1996, des crédits de l'Etat à hauteur de 1,3 milliard de francs et de 1,5 milliard en 1997. Le coût global d'études, recherche et développement du programme M.51 est estimé aujourd'hui à un peu moins de 30 milliards de francs, ce qui ne comprend pas les dépenses de production en série ni les crédits nécessaires à la mise au point de la charge nucléaire placée à bord du nouveau missile.

Depuis trois ans, Aerospatiale (avec 700 salariés, pour moitié en région parisienne et pour moitié en Gironde) et la Société européenne de propulsion (SEP), avec 700 autres salariés (pour la majeure partie en Gironde), travaillaient à ce nouveau projet. En ef-fet, les gouvernements précédents, puis, au début, celui d'Alain Juppé, avaient écarté un programme ancien de missile plus ambitieux, le M.5, en mettant en avant des considérations essentiellement budgétaires. En fin de

compte, les ingénieurs du groupe

Aerospatiale ont proposé le mis-

LE PREMIER MINISTRE a déci- sile M.51 dont le coût prévisible est inférieur de 20 % environ.

Pour y parvenir, certaines caractéristiques et performances du missile - jugées maximalistes ont dû être révisées à la baisse. Au nom du secret-défense, les techniciens se refusent à donner trop de précisions. Mais il apparait, par exemple, que le programme des essais prévus a été réduit ; que le M.51 perdra sa capacité de visée stellaire (un système qui lui permet, une fois lancé, de se recaler sur les étoiles pour obtenir une très grande précision à l'impact sur la cible) et que le nouveau missile ne sera pas aussi résistant que le M.5 pouvait l'être aux perturbations créées par le grenadage éventuel contre le sous-marin.

DOUBLEMENT DE LA PORTÉE

Le M.51 a toutefois l'avantage d'avoir conservé le diametre du M.5 et, dans la partie haute du lanceur, d'offrir à ses utilisateurs une masse et un volume suffisants pour, si un gouvernement ultérieur décidait de le modifier, pouvoir emporter un armement supérieur. En l'état présent, le M.51 devrait devenir le premier missile réellement tous azimuts que la France ait jamais possédé. En effet, il devrait avoir une portée quasiment double de celle du M.45 actuel, soit une trajectoire de quelque 8 000 kilomètres. Comme son prédecesseur, cependant, il embarquera jusqu'à six charges nucléaires indépendantes, qui devraient être à terme les TNN (têtes nucléaires nouvelles), mises au point en 2015 par les moyens de la

Jüsqu'au 30 avril DE LA PASSION.









PROFITEZ DES OFFRES PASSION...

elimatisation pour seulement 1F, et ce pour tout achat de l'un des modèles de la gamme pouvant la recevoir en option. 💮 gagner des lots fantastiques comme l'un des 15 000 T-Shirts. Mais ce n'est pas tout : vous avez certainement votre

LE CRÉDIT À 5,97 % SUR 14 MOIS. Vous pouvez également bénéficier d'un crédit au taux très attractif de propre numéro passion, celul qui vous a toujours porté bonheur ? Chez Fiat, il peut vous permettre de gagner l'une

rances facultatives, de 869,11F. Coût total du crédit : 429,32F. Sous réserve d'acceptation par Flat Crédit France,

JUSQU'À 24 000 F DE REPRISE SUR LA GAMMETA. Pour l'achat d'une flat neuve, vous pouvez bénéficier de reprises allant, selon les modèles, jusqu'à 24 000F (aide gouvernementale comprise).

12 000 F DE REPRISE SUR LA PUNTO . Pendant les Journées de la Passion, la Punto est proposée à partir de 46 900F avec l'offre de reprise Fiar de 7 000F ajoutée aux 5 000F de l'aide gouvernementale. Prix au 12,02,96. A.M.96.

de la Punto 55 S 3p. version présentée : Punto 75 ELX DA 3p 59 600F (Offre Fiat et aide gouvernomentale déduites).

ET JOUEZ AU GRAND JEU PASSION*.

LA CLIMATISATION POUR 1F4. A l'approche des beaux jours, votre concessionnaire Fiat vous propose la Allez vite tenter votre chance au grand jeu de la passion chez votre concessionnaire Fiat ! En effet, vous pouvez

5.97%. Exemple de crédit pour 10 000F emprantés : TEG 5.97%, 1^{res} échéance à 90 jours. 12 mensualités, hors assudes 5 Flat Bravo "Voiture de l'Année 96" mises eu jeu ou, encore plus incroyable, de rouler toute votre vie en Plat.

À GAGNER: UNE FIAT POUR LA VIE!

> SUR LA BASE D'UNE FLAT PUNTO 55 S 3p.
> RENOUVELÉE TOUS LES 5 ANS PENDANT 50 ANS MAXIMUM. 5 FIAT BRAVO(3), 15 000 T-SHIRTS.

FIAT

in ini

nce lance un proje nouveau missile' ses sous-maring rait entrer en service en 201

Le SMIC sera relevé de 2 % le 1²⁴ mai

LE SMICALEMENTETA de 2 % à compter du 1-mai. Le taux horaire du salaire manimum s'élevera à 37,72 francs contre 36,98 francs, soit un montant mensuel brut de 6 374,68 francs pour 169 heures et de 4 992,99 francs nets. Cette augmentation résulte de la simple application de la loi, qui prévoit une revalorisation du SMIC identique à l'inflation dès que celle-ci enregistre une hausse égale ou supérieure à

Depuis la dernière hansse, le 1º juillet 1995, les prix (indice hors tabac) ont progresse de 2 %. Le minimum garanti, qui sert de référence pour le calcul et l'indexation de divers avantages sociaux, passera à 18,04 francs au lieu de 17,69 francs. La loi prévoit aussi que le gouvernement peut donner un « coup de pouce » au SMIC le 1º juillet de chaque année. La décision que prendra Alain Juppé aura une valeur

Alain Juppé exclut « un grand soir fiscal »

DANS UN ENTRETIEN AU POINT daté 27 avril, le premier ministr plaide pour une réforme fiscale prudente. « D'abord, dit-il, pas de démagogie ni de logomachie. "Il faut remettre à plat le système fiscal français", dit-on ici ou là. Ça-ne veut rien dire l'Il n'est pas question de faire table rase pour reconstruire une cathédrale. Le grand soir fiscal qui consisterait à inventer un impôt miracle qui se substituerait à tous les autres, c'est de l'illusion. » M. Juppé confirme que la réforme se bornera à quelques ajustements pour readre la «fiscalité plus juste, plus simple et moins lourde ». « La baisse des impôts ne doit pas creuser le déficit », ajoute-t-il. Il se prononce, de plus, pour un « moratoire des dépenses supplémentaires ». Ce n'est pas la première fois que le gouvernement fait cette annonce. A l'automne 1995 (Le Monde du 191 octobre), Jean Arthuis, ministre des finances, avait parlé d'un « mora-

MITTERRAND: François Léotard, président de l'UDF, indique, dans un entretien au Point du 27 avril, avoir fourni à François Mitter-.. rand, lorsqu'il était ministre de la défense, des « informations venant des archives de la défense » concernant la période de la seconde guerre mondiale. Réagissant à la publication des deux livres posthumes de l'ancien président de la République, M. Léotard précise que l'ancien chef de l'Etat lui « avait demandé des informations [...] concernant les dates, les heures et les noms des passagers des vois qu'i avait effectué sur Londres pendant la guerre ».

■ UDF: Alain Madelin réunira en séminaire, le 21 mai, les parlementaires proches de lui qui veulent « se souder plus encore » autour de thèmes comme la réforme fiscale et celles de l'Etat, de l'éducation nationale et des finances publiques. Le candidat malheureux à la présidence de l'UDF réunit chaque mardi, depuis la mi-avril, des parlementaires appartenant à toutes les composantes de l'UDF, dans le cadre de l'organisation de son « pôle réformateur » au sein de la

LIMMIGRATION: Pancien premier ministre Edouard Balladur estime, dans un entretien accordé au Dauphiné Libéré du 26 avril. qu'« il faut commencer par appliquer ce qu'il est convenu d'appeler les iois Pasqua » en matière d'immigration evant de légiffres à nouveau. « C'est une question de moyens administratifs beaucoup plus que de

us and élections (collège locataires) aux conseils d'administration des offices publics HLM, a annoncé, jeudi 25 avril, son délégné ret. Poursuivant la construction de s FN présentera à ces élections du 6 juin, une cinquantaine de listes revandiquant la « priorité aux familles françaises pour les logements vacards », la «tranquilité dans les cités », la « maîtrise des loyers et des Charges » et l' « accession à la propriété des familles françaises ».

«MALGRÉ-NOUS»: Pierre Pasquini, ministre délégué aux anclens combattants, a rejeté la demande de pension d'invalidité êmanant d'un Alsacien enrôlé de force dans la Waffen SS (Le Monde du 26 mars), a indiqué son ministère jeudi 25 avril. Ce « malgré-nous » avait appartenn à la division Das Reich et au régiment Der Fürher. M. Pasquini souligne que « le militaire dont il est question appartenait à une famille notoirement connue pour sa francophille » mais il estime toutefois « qu'une pension octroyée dans un tel contexte, même si elle est légitimée par les lois, pourrait faire naître un trouble plus profond et plus permanent à l'ordre public ».

PARLEMENT

■ POMPIERS : le Parlement a définitivement adopté, jeudi 25 avril, les conclusions de la commission mixte paritaire sur les deux projets de loi relatifs aux sapeurs-pompiers volontaires et aux services d'incendie et de secours. A l'Assemblée nationale, le premier texte a été voté par la majorité RPR-UDF ainsi que par le PS, tandis que le PCF s'est abstenu. Le projet de loi sur la départementalisation des services d'incendie n'a été approuvé que par une partie de la maiorité. Plusieurs députés UDF se sont abstenus, tandis que le PS et le

■ APPRENTISSAGE : le Parlement a définitivement adopté, jeudi 25 auril, la réforme du financement de l'apprentissage, l'Assemblée nationale ayant approuvé, en troisième lecture, le texte voté le 17 avril par les sénateurs. Le RPR et l'UDF ont voté pour, tandis que le

PS et le PCF se sont prononcés contre. ■ FRUITS ET LÉGUMES : le Sénat a adopté à l'unanimité, jeudi 25 avril, une résolution de la commission des affaires économiques sur deux propositions de règlement du conseil de l'Union euronne, consacrées aux réformes de l'organisation du marché des fruits et légumes.

M. Toubon précise la réforme relative à la justice des mineurs

AU COURS D'UNE JOURNÉE D'AUDITIONS PUBLIQUES sur la réforme de la justice des mineurs organisée, jeudi 25 avril, par la commission des lois du Sénat, Jacques Toubon, ministre de la justice, a donné des précisions sur les unités à encadrement renforcé destinées aux jeunes les plus « durs ». Dans ces structures, les mineurs - quatre où cinq au maximum - devront « se confronter qui l'ègles élémentaires de la vie sociale, comme être à l'heure, respecter l'adulte, apprendre à recevoir des critiques sans y répondre automatiquement par la violence ». Sur les cinquante établissements prévus, vingt devraient

ouvrir en septembre. La réforme de la justice des mineurs, qui a été adoptée par l'Assemblée nationale le 27 mars, sera examinée les 14 et 15 mai par le Sénat-Ce projet a pour but d'accélérer les procédures judiciaires en prévoyant notamment des comparutions à délais rapprochés. Elle instaure également une « césure pénale » qui permet de dissocier le prononcé de la culpabilité du choix de la peine. M. Toubon s'est dit favorable à ce que cette mesure, plutôt blen accueillie par les professionnels, soit ouverte, non seulement au juge des enfants, mais aussi au tribunal pour enfants.

L'Assemblée nationale a voté le projet de loi organique sur la Sécurité sociale

Incident entre un député RPR du Val-d'Oise, Jean-Pierre Delalande, et Jacques Barrot

Les députés ent adopté, jeudi 25 avril en pre-nancement de la Sécurité sociale. RPR et UDF l'examen d'amendements, des interrogations promière lecture, le projet de loi organique fixant ont évidenment voté pour, tandis que le P5 et le les conditions du contrôle par le Parlement du fi-PCF se prononçaient contre, mais, à l'occasion de sein de la majorité.

AVEC L'ASSENTIMENT du ministre des affaires sociales, Jacques Barrot - qui a maigré tout passé quelques rudes moments -, les dé-putés ont aménagé sur plusieurs points le projet de loi organique sur le financement de la Sécurité

Comme le souhaitait la commission spéciale, ils ont décidé que le Parlement se prononcerait par un vote sur les grandes catégories de recettes des régimes de base. Ils ont également substitué au vote des objectifs de dépenses par régime un vote par branche (maladie, vicillesse, famille et accidents du travaîl). En matière d'assurance-maladie, cet objectif devra être exprimé par un montant chiffré, plutôt que par un taux

d'évolution, out-ils précisé. Si cet . courir à l'emprunt. André Fanton objectif n'a pu être fixé avant le commencement de l'exercice auquel Il s'applique, celui de l'année précédente sera reconduit. Enfin. Ils out resserré la définition des lois de financement social pour éviter que celles-ci ne se transforment en textes fourre-tout.

La commission spéciale souhaitait soumettre au vote du Parlement un plafond portant non seulement sur les ressources de trésorerie à court terme des régimes de Sécurité sociale, mais aussi sur leurs éventuels emprunts à moyen et long terme. M. Barrot s'y est catégoriquement opposé, considérant qu'une telle disposition « consacrerait » la faculté des régimes de Sécurité sociale de re(RPR, Calvados), rapporteur du texte, estimait que ce recours, bien qu'inavoué, était bien réel.

CUERT LE DE SAISONS

Il a fallu une suspension de séance. l'intervention de hauts fonctionnaires de l'Assemblée nationale, les pressions amicales de Roger Romani, ministre chargé des relations avec le Parlement, pour éviter l'incident. La référence aux emprunts a été gommée, la commission spéciale en appelant aux sénateurs pour soulever à nouveau ce problème.

C'est l'organisation des travaux du Parlement qui a donné lieu aux débats les plus vifs. La commission avait réclamé un grand débat

Les syndicats rappellent pourtant

que la transformation d'emplois

précaires en emplois stables n'in-

duit que des coûts marginaux

pour les finances de l'Etat. Bercy,

en revanche, s'inquiète de l'effet

que produira, sur les marchés fi-

nanciers, l'annonce de la création

de quelque 40.000 emplois sup-

plémentaires. M. Perben a néan-

moins voulu mener à bien la né-

gociation, promise lors de la crise

relative au « gel » des salaires, à

l'automne 1995, et ouverte au len-

demain du conflit sur les retraites

pendant l'hiver.

d'orientation au printemps sur la Sécurité sociale et la politique sanitaire (Le Monde du 26 avril). M. Barrot s'y est engagé, tout en refusant qu'un tel débat soit inscrit dans la loi organique. Il a obtenu gain de cause, Jean-Pierre Delalande (RPR, Val-d'Oise) a alors défendu un amendement visant à fixer au printemps et non à l'automne l'examen des lois de fi-

nancement par le Parlement. « Cette solution éviterait que le Pariement apparaisse comme ratifiant des choix opérés ailleurs et laisserait plusieurs mois aux partenaires sociaux pour négocier l'application de la loi annuelle », a t-il expliqué, soulignant combien il serait difficile, à l'automne, d'examiner en même temps le projet de budget et les lois de financement social. Malgré l'appui de l'opposition, son amendement a été re-

C'est alors que le gouvernement a réclamé une deuxième délibération et obtenu le rejet d'un précédent amendement de M. Dela-Cette disposition supprimait l'approbation d'un rapport d'orientation sur la Sécurité sociale dans la loi de financement, M. Delalande estimant que les parlementaires ne devaient pas se perdre «à amender des orientations générales et littéraires », si l'examen des lois de financement

devait avoir lieu à l'automne. « A quoi sert le vote de l'Assemblée? On attend que nos collègues solent partis, on s'assure de la majorité et l'on fait voter ce que l'on désire. [...] Ce n'est pas sérieux. Je suis désarconné et à vrai dire déçu », a conclu M. Delalande.

Rafaële Rivais

Caroline Monnot

Accord gouvernement-syndicats en vue sur la résorption de la précarité dans la fonction publique

solidarité (CES). Les syndicats ne

s'attendaient pas à ce que la

séance de négociation du 25 avril

soit la dernière. Au lieu de durer

quelques heures seulement,

comme prévu, elle s'est poursui-

vie toute la journée, le ministre

ayant déclaré qu'il voulait en finir

le jour même. Les syndicats sup-

posent que M. Perben a voulu al-

ler vite pour éviter que la négo-

ciation ne soit « poliuée » par les

rumeurs, provenant de Bercy, se-

lon lesquelles 30 000 postes de

fonctionnaires seraient suppri-

més en 1997. Il voulait peut-être

aussi éviter que Bercy ne revienne

sur les concessions accordées an

ALORS QUE la négociation sur les salaires s'annonce difficile, et que celle sur le temps de travail piétine, le gouvernement a fait un pas en direction des fonctionnaires, jeudi 25 avril, en proposant un projet d'accord sur la résorption de l'emploi précaire. dans la fonction publique. Le ministre de la fonction públique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation, Dominique Perben, a jugé dans la soirée que «les conditions semblent réunies pour un accord très général ». Il a demandé que les syndicats lui donnent une réponse le 13 mai.

...Les sept fédérations de fonctionnaiges out admis que des proerès avaient été accomplis, au fil des negociations (*Le Monde* du Dinais): Dominique Perben, a. en effet, allégé les conditions nécessaires à la titularisation. Il prone je pian de resorphon de la précarité concerne les vacataires ayant travaillé pendant l'équivalent de quatre ans à

temps plein, au cours des huit

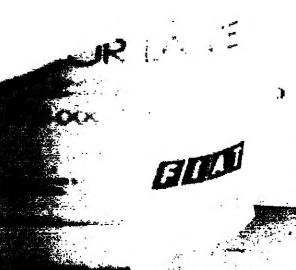
demières années. A la demande générale, M. Per-ben a abandonné une clause selon laquelle il fallait avoir travalllé pendant « au moins neuf mois consécutifs chaque année ». Tous les syndicats s'en sont vivement félicités. En revanche, ils ont regretté que le ministre n'ait pas cédé sur une clause qui veut que les vacataires soient en poste au moment où sera signé le protocole. Ils souhaitaient que les agents en fonction l'année précédant cette date puissent être concernés. La FEN et la FSU, notamment, se sont plaintes de ce que les maîtres-auxiliaires au chômage depris la rentrée ne pourraient pas être titularisés.

ETALEMENT SUR QUATRE ANS

La résorption des emplois précaires se ferait sur quatre ans. Elle devrait concerner les trois fonctions publiques (Etat, hôpitaux, collectivités locales) mais aussi les établissements publics administratifs. La CFTC s'est félicitée que les enseignants du privé soient également pris en compte. Dans la fonction publique d'Etat, qui compte 217 000 non-titulaires, le plan devrait toucher quelque 37 000 personnes (agents de catégorie C, principalement, ainsi que 21 000 maîtres-auxiliaires de l'enseignement). FO a émis la crainte que, si la titularisation s'effectue sur des postes vacants, le nombre de places offertes any concours externes ne soit réduit d'autant. : La CFDT à regretté que la seule

modalité retenue pour la titularisation soit le concours : elle souhaitait que les agents du bas de la hiérarchie, ainsi que les maîtresauxiliaires puissent être titularisés après inscription sur une liste d'aptitude, comme c'est déjà le cas dans la fonction publique territoriale. Elle a été la seule à défendre cette position. Le minis-tère a fait valoir que le concours était la règle d'intégration dans la fonction publique. La CFDT a en outre regretté que rien ne soit





journée de déplacement dans la zone franche, dans le cadre du pacte blique a, jeudi 25 avril, longuement LE CONSEIL municipal, puis les res- gie », a-t-il estimé. Depuis treize visité le quartier Nord d'Amiens, ponsables associatifs, le chef de ans, les nombreuses mesures prises

ville « pragmatique ». « Il faut arrêde relance pour la Ville. • DEVANT ter de fonder une action sur l'idéolo-

ciale sinistrée. • DANIEL BEHAR, spécialiste des politiques urbaines, met en garde contre les risques que

BANLIEUES Pour sa deuxième présélectionné pour devenir une l'Etat a vanté une politique de la dans le quartier Nord d'Amiens comportent les zones franches. La journée de déplacement dans le grante de la ville repose sur une analyse, selon lui dépassée, ignorant « un processus continu de fragmentation de la société ».

En visite dans une ZUP, M. Chirac défend sa politique de la Ville

A Amiens (Somme), le président de la République s'est longuement arrêté dans le quartier Nord, un grand ensemble de 25 000 habitants qui devrait devenir zone franche. Le chef de l'Etat s'est voulu d'abord « pragmatique », éloigné de toute « idéologie »

AMTENS

de notre envoyé spécial Dans la bibliothèque du centre socio-culturel, Jacques Chirac embrasse Souyla, six ans, qui lui raconte comment elle est allée au Salon du livre. Le petit Tarek, dix ans, se débat derrière les gardes du corps: « Chirac, touche pas à ma sœur! », crie-t-il. Au sous-soi, dans les caves transformées en studios d'enregistrement, le président de la République écoute le groupe rock Bestial Over Drive jouer un morceau de « heavy metal » assez approximatif. Le chef de l'Etat applaudit: « C'est formidable, j'ai entendu beaucoup de groupes, et même des formations du conservatoire, mais je dois vous dire que vous avez beaucoup de talent. » Le chanteur est content, le batteur alerte le guitariste: « Vas-y, verse ma bière ! » La chanson s'appelait Poli-tical Compromise. Le président est déjà ailleurs.

Pour sa deuxième journée de visite officielle dans la Somme, consacrée aux problèmes urbains. Jacques Chirac a le profil modeste. souriant, affectueux quand il s'agit d'embrasser la foule et les enfants. prudent dès lors qu'il aborde la politique de la ville. La direction à prendre est celle du « pragmatisme », a-t-il expliqué jeudi matin

au conseil municipal d'Amiens, réuni à la maison de quartier Albatros. Les élus venaient d'adopter la candidature de la ville pour la mise en place d'une zone franche dans ses quartiers nord. Le président de la République en a profité pour défendre le pacte de relance de la ville, présenté le 18 janvier, même si les futures zones franches n'auront pas un « effet magique », averential en place d'une zone franche dans

■ DU TRAVAIL, DU TRAVAIL ■

Jacques Chirac avait surtout . l'intention d'écouter ». Son visage s'est crispé lorsqu'un élu du Front national, Lionel Payet, s'est félicité des résultats des travaux de la commission parlementaire sur l'immigration: « Les membres de votre majorité vont dans le bon sens car ils reprennent les idées du programme du FN », a-t-il déclaré. Quand il sort de la maison de quartier, Jacques Chirac embrasse des adolescentes qui avaient brandi leur banderole de « Jeunes Zairoises ». Des habitants crient « Du travail, du travail »! Le président s'engouffre dans une cave d'immeuble aménagée en local sportif.

François Mitterrand était venu ici au début de son septennat. « Et Chirac, c'est pas lui qui va changer notre vie », pense tout haut Toufik,

été : une population supérieure à

10 000 habitants ; un taux de

chômage supérieur à 14 %; une

proportion de jeunes dépassant

quinze ans, six frères et sœurs, un père chômeur, licencié de chez Va-léo. Il y a queiques jours, les jeunes ont peint « Chirac amaque » sur le mur d'un immeuble mais, jeudi matin, le graffiti n'est plus là. Certains osent reprendre à haute voix le slogan, en l'agrémentant d'un «De Robien Imaire UDF d'Amiens], bon à rien ». D'autres

crient « Non aux expulsions ». Les enfants grimpent aux grilles, se faufilent, s'agglutinent, s'émerveillent: « Ouah, la Citroen Evasion! » « Il a la tête, comment qu'elle est rouge ! . Les plus grands repèrent les tireurs d'élite postés sur les toits. Bien souvent, Jacques Chirac ne dit rien - ou plutôt « Bonjour, bonjour » -, serre des

mains, sourit et se laisse prendre avec le chef de l'Etat : « Vous

en photo. Assis autour d'une table dans la salle du gymnase Jean-Bouin, quartier du Pigeonnier, l'un des plus défavorisés, les habitants de la cité oublient presque la venue im-minente du président. Un vieil harki réclame des « concierges balèzes » tandis qu'on réfléchit sur le nouveau système de distribution de courrier. C'est la neuvième réunion que l'OPAC de la ville d'Amiens réussit à organiser avec les locataires. Ici, on parle du quotidien, du vide-ordures et des feux de caves, « des gens propres et des gens qui ne le sont pas », de la porte qu'on va déplacer dans la cage

Jacques Chirac arrive quand Kader évoque « la police qui n'intervient pas ». « Désormais, les locataires qui sont les clients de l'OPAC participent aux choix des nouveaux matériaux pour améliorer leur habitat, pour qu'ils en soient les gardiens », explique le directeur de l'organisme, Daniel Dubois. Le président garde le silence. Puis tout le monde se lève pour deviser devant les panneaux décrivant les travaux de réhabilitation. Jacques Chirac a un petit mot pour chaque locataire. Deux jeunes femmes veulent poursuivre la conversation

comprenez, monsieur le Président, qu'est-ce qu'ils vont devenir nos enfants s'ils restent dans cette cité. Des délinquants juvéniles? » Jacques Chirac détourne la tête, s'enquiert du choix des couleurs de la façade de l'immeuble. Kader marmonne qu'on ferait bien d'embaucher les gens de la cité au lieu de faire appei à des entreprises extérieures. Le président signe des autographes et Maxime Gremetz, le député (PCF) des quartiers nord, joue volontiers le messager avec ses bouts de papier: « Monsieur le président, ils en veulent encore un. »

« TOUT LE MONDE EST FAUCHÉ »

A midi, le chef de l'Etat a déjeuné avec une trentaine de responsables d'associations sportives et culturelles. Dehors, Mouski Haziès, trente-deux ans, n'a pas été invité. Il a fondé une association d'aide aux toxicomanes, Repères. « On est tous les jours ici, dans la rue, avec nos copains. On n'a pas de subvention de la mairie mais je n'en demande pas non plus. >

Pour Mouski Haziès, la politique des zones franches n'est pas sans écueil : « Ça me fait penser aux socialistes dans les années 80. Ils balançaient de l'argent dans l'animation - c'était le grand thème -, sans l'adapter aux quartiers. Aujourd'hui, c'est l'emploi. Les associations vont se transformer en SARL d'insertion: ça va peut-être tuer la vie associative. Et les entreprises normales, si elles s'implantent, comment pourront-elles embaucher-les-jeunes du quartier? Un toxicomane ou un ieune en rupture scolaire ne peut pas occuper un poste de travail normal du jour au lendemain. » Des étudiants se disent que « de toute façon, aujourd'hui, bac + 4 et basané, t'as aucune chance d'être embauché ». Rachid, lui, pense que les entreprises ne viendront pas, « elles des « chasseurs de primes » qui viendront « pour l'argent et repartiront dans trois ans ». Peut-être des petits commerces vont-ils s'implanter « et puis vite fermer car, ici, zone franche ou pas, tout le monde est fauché ».

Dominique Le Guilledoux

Trente-huit candidatures présélectionnées

 Zones franches. La création de zones franches est l'une des principales mesures du pacte de rejance de la ville, présenté le 18 janvier à Marseille par Alain Juppe. Dans environ trente-cinq quartiers, les entreprises seront exonérées d'impôts et de charges sociales pendant cinq ans. Elles s'engageront à embaucher au moins 20 % de leurs salariés parmi les habitants de ce quartier. Critères. Trente-huit quartiers défavorisés ont d'ores et déjà été sélectionnés (*Le Monde* des 23 et

30 mars). Les critères retenus ont

les 36 % et de non-diplômés supérieure à 29 %; un potentiel fiscal de moins de 3 800 francs par habitant. Délais. Les municipalités ont

iusqu'au 3 mai pour achever leur dossier de candidatures. Un projet de loi sera présenté au conseil des ministres le 15 ou le 22 mai. La commission européenne a donné son accord à la création de telles zones franches.

Quartier nord d'Amiens: treize ans d'efforts, des résultats fragiles

en même temps que la zone industrielle de la ville, le quartier nord d'Amiens (25 000 habitants) n'a pas échappe à la dégradation urbaine et sociale qui frappe la périphérie des villes. Les cadres des usines de pneumatiques automobiles ont délaissé la « zone à urbaniser en priorité » (ZUP) du Pigeonnier au profit des pavillons plus proches du centre-ville. Les six barres d'immeubles alignées de part et d'autre de l'avenue de l'Europe ont retenu les ouvriers au chômage et la main-d'œuvre immigrée du Maghreb et d'Afrique

Au fin fond de la ZUP, de l'autre côté du boulevard de Roubaix, les Français musulmans d'Algérie ont attendu dans l'isolement que la France reconnaisse leurs mérites... Au début des années 80, Amiens-Nord offrait le spectacle de façades délabrées, de morceaux de gazon pelés, de cages d'escaliers abandonnées à des adolescents sans avenir.

DES CALMANTS

Treize ans après les premières mesures de la politique de la ville, la plupart des façades ont été refaites, des terrains de sport ont remplacé les grands espaces vides entre les immeubles, une maison de quartier et une piscine ont été construites, et France 3 Picardie s'est installée avenue de l'Europe... Amiens-Nord fait mellleure figure, mais les élus et les associations ne cachent pas la fragilité des résultats obtenus : tant que le niveau de chômage variera entre 17 % et acte de candidature. 33 % d'une cage d'escalier à l'autre, leurs tentatives d'amélio
Pascare sauvage un quanties.

CONSTRUIT dans les années 60, ration ne seront que « des calmants », selon l'expression du maire, Gilles de Robien (UDF-PR). qui attend de la future zone franche le « décollage d'un développement économique de quar-

Un premier bilan des mesures de

développement social des quartiers (DSO), établi en 1993, soulignait qu'il faudrait une vingtaine d'années pour réhabiliter l'ensemble du patrimoine de la ZUP (6 617 logements, dont 5 294 logements sociaux). En décembre 1992, 1548 appartements avaient fait l'objet de travaux. Mais, malgré ces efforts, la situation économique et sociale n'en continuait pas moins de se détériorer: 32 % d'impayés de loyers et 1 378 allocataires du revenu minimum d'insertion (RMI). « Aucun des bénéficiaires n'est bachelier, la plupart sont de nationalité française, sans qualification », souligne le secrétaire général de la préfecture. Yves Fauqueur.

Les chiffres recèlent des situations très hétérogènes : à Fafet, où vit une grande partie de la communauté harkie, le taux de chômage atteint 51 %. L'économie parallèle du marché de la drogue est un phénomène réel à Amiens-Nord. Seule une dynamique de développement économique local peut, selon M. de Robien, consolider les premiers résultats de la politique de la ville. « La zone franche sera un tournant pour le quartier », prédit le maire, qui a déjà prévu la création de 150 emplois de ville en 1997. Plusieurs entreprises ont fait

« La zone franche, c'est peut-être le chaînon manquant »

Le président de la République, lors de son déplacement à sérieux dans la bonne direction, celle qui intègre l'écono-Amiens, jeudi 25 avril, a longuement défendu le pacte de «Le mot zone franche n'est vraisemblablement pas le



meilleur; je l'ai utifisé pendant ma campagne. Mais le mieux est l'ennemi du bien. Il faut anêter de fonder une action sur l'idéologie, il faut être pragmatique. Dans ces quartiers où le travail a fui, ce plan pourra faire en sorte que les commerçants, les les petits industriels se réinstalleut. Restez! installez-vous! Et

créez un, deux, trois emplois ou davantage. Au nom des grands principes, on peut être pour ou contre. Au nom des réalités, la zone franche est une solution acceptable car elle est humaine. C'est peut-être le chaînon manquant à l'ensemble des movens dont la ville s'était dotée. L'ambition de ce plan n'est naturellement pas de tout régler, il n'y aura pas d'effet magique. Mais c'est un pas

mique et le social. [...] La délimitation des zones franches aura des inconvénients. Que se passera-t-il pour des commercants d'une même rue qui, selon le côté où ils se trouvent, peuvent être soit à l'intérieur, soit en dehors d'une zone franche ? Les effets de seuil seront partout. Il est absurde de les dénoncer, il faut les assu-

Les problèmes sont nés au lendemain de la guerre, en raison d'un urbanisme totalement artificiel, motivé au début par l'urgence. Ensuite, on a continué [...], on a plaisir et on a imaginé que tout le monde allait être égal, oui, mais égal dans la médiocrité. La vie, ce n'est ni l'urbanisme des tours et des barres ni la grande distribution, [avec son lot] d'isolement, de ruptures des familles et des gens. [...] Aujourd'hui, [il faut] tendre la main à ces quartiers défavorisés. [Il faut] avoir un esprit positif, de conquête. Seuls, ceux qui ne font nien ne commettent jamais d'erreur, sauf l'erreur fondamentale de laisser déri-

Daniel Behar, géographe « Le risque est d'officialiser l'existence de ghettos »

DANIEL BEHAR est, avec Philippe Estèbe, l'un des responsables du groupe Acadie, société spécialisée depuis une quinzaine d'années dans la recherche et l'évaluation des politiques urhaines.

« Les zones franches, principale mesure du pacte de relance de la ville, peuvent-clies faire redémarter l'économie des quartiers sinistrés ?

- Il y a une lecture simple : favoriser la création d'emplois de proximité, organiser une vie de voisinage plurielle... N'est-ce pas très positif? Une autre lecture peut être faite, qui souligne les nombreux dangers de ces zones franches. De quoi s'agit-il? Le gouvernement veut isoler certains territoires et y pratiquer une politique de « discrimination positive » : c'est le détour inégalitaire pour revenir à l'égalité. L'objectif est de « remettre à niveau » ces quartiers, par des systèmes déro-

gatoires du droit commun. Premier obstacle: comment définir avec pertinence cette catégorie de territoires et de population handicapée? Où faire passer la frontière? Immédiatement, elle créera du ressentiment « de l'autre côté », chez des gens qui s'estiment tout aussi fragiles. Les zones pavillonnaires en bordure du Val-Fourré, à Mantes-la-Jolie, sont exemplaires sur ce point : des gens ont pu accéder à la propriété dans des conditions ric-rac. N'ont-ils

d'emplois dans ces quartiers. L'objectif de la zone franche est une remise à niveau quantitative. Or, on salt très bien que bon nombre de ces quartiers ont de l'emploi. soit en leur sein, soit dans la périphérie immédiate. Au Val-Fourré, on compte plus de deux mille emplois et, en bordure, une vaste zone d'activités en offre des centaines. La question est moins celle de l'existence même de l'emploi

que celle de son accessibilité. - Faut-il donc remettre en cause ce principe de « discrimination positive » qui fonde depuis quinze ans la politique de la ville?

- Le type de discrimination positive tel qu'il est pensé en France repose sur le thème de la fracture sociale: il y a les exclus et les inclus. On peut faire passer une frontière entre les deux. C'est une vieille problématique: on traite des populations handicapées qui ont du mal à suivre le train de la croissance et qu'il faut remettre à niveau. Or le diagnostic est auiourd'hui différent : nous avons affaire, non à des handicapés, mais, pour reprendre l'expression du sociologue Robert Castel, à des valides « involidés » ou à des « normaux inutiles ». Les exclus ne constituent pas une catégorie de population. C'est un processus continu de fragmentation de la sopas les mêmes difficultés que ceux ciété. On fait comme si on avait un sur les critères d'embauche dans

faut agir sur les mécanismes généraux qui les produisent en continu.

 La preuve a pourtant été faite que les politiques globales, sans mesures spécifiques, ne suffisaient pas dans ces zones urbaines...

- Bien sûr, mais le risque des zones franches est d'officialiser l'existence de ghettos, fonctionnant sur une a-normalité économique. Une autre erreur est d'assimiler exclus et quartiers d'exclusion, de confondre un phénomène spatial et un phénomène social: 75 % des chômeurs de longue durée vivent en dehors des quatre cents quartiers en contrat de ville! Il y a deux fois plus de RMistes dans des logements privés que dans le parc HLM. Or la logique des zones franches tend à renforcer l'identité entre phéno-

mène social et spatial. Quelles pistes suggérer-vous pour enrayer le chômage massif que connaissent la plupart de

ces quartiers? - Travailler d'abord sur l'accès à l'emploi. Pourquoi ces habitants n'accèdent-ils pas à un travail ? Ce sont les phénomènes de surqualification à l'embauche, de discrimination ethnique, etc. Quand la simple mention du nom de la cité dans votre adresse vous exclut, c'est bien là-dessus qu'il faut intervenir. Il faudrait, par exemple, agir

» Deuxième difficulté : l'emploi. voir résorber. Or, il ne s'agit pas de législation du travail ? Comment on fait comme s'il n'y avait pas « stock », mais de « flux », et il créer un minimum de sécurité et de protection? Ces questions ne concernent pas les seuls quartiers.

- La politique de la VIIIe est Pobjet d'un large consensus politique, des maires communistes acceptant même le principe de zones franches. Cela vous étonne-t-il ?

THE WAY

to the state of

- -- - - Fei

TOTAL

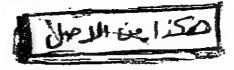
- A

- W M

- 1,4 094

. . . . sed · 1. 1994 4

- Effectivement, la gauche ne dit rien d'autre que « les moyens sont insuffisants ». Pourtant, je crois que trois logiques différentes cohabitent et qu'elles devraient être clarifiées. La logique du retour à la norme, d'abord. Il faut réduire la « fracture » : elle inspire pour une bonne part le pacte de relance de la ville. Une autre logique est de dire « il n'y a plus de norme », donc inventons dans ces quartiers des alternatives. C'est le discours sur l'économie solidaire. L'économie salariale ne peut plus être une économie intégratrice de l'ensemble de la population : du coup, doit être créée - à côté - une économie hybride. Cette idée, au départ développée par la deuxième gauche, est aujourd'hui reprise par bon nombre de responsables politiques. Enfin, une troisième logique consiste à refonder la norme ; à analyser ce qui se passe dans ces quartiers pour redéfinir les bases de politiques globales. Bien peu d'élus avancent anjourd'hui dans cette voie. »



Le préfet des Yvelines annonce la régularisation de cent parents étrangers d'enfants français

Les grévistes de la faim de Versailles poursuivent leur mouvement

Au onzième jour de la grève de la faim observée lines), une délégation a été reçue, jeudi 25 avril, par dix parents étrangers d'enfants français, dans la cathédrale Saint-Louis de Versailles (Yve-

par le préfet des Yvelines, Jean-François Seiller. Malgré la promesse de régularises, dans un délai

d'un mois, cent des cent quarante-quatre dossiers recensés, les grévistes ont décidé de pour-

JEUDI 25 AVRIL, les dix parents présence de trois des grévistes de seize personnes qui ne relèvent confirmant ses engagements, ce étrangers d'enfants français qui réclament la régularisation administrative de leur statut ont entamé leur onzième jour de la grève de la faim. Installés dans la chapelle de la Providence, attenante à la cathédrale Saint-Louis de Versailles, ils espéraient bien passer leur dernière nuit sur les matelas recouverts de draps blancs et de couvertures chamarrées disposés à même le sol par le Secours catholique; mais les propositions du préfet n'ont pas été jugées suffisantes. La

grève de la faim a donc été pour-

suivie.

Accompagnés de représentants d'associations les soutenant, et d'un émissaire de l'évêque de Versailles, ils avaient en effet été recus, jeudi 25 avril, par le préfet des Yvelines, Jean-François Seiller, ancien préfet de l'Eure et proche du ministre de l'intérieur, Jean-Louis Debré. Dans un premier temps, les services du préfet avaient fait savoir qu'ils souhaitaient que les personnes « directement impliquées » dans cette affaire ne se · nir le plus grand compte des diffijoignent pas à la délégation. Fina- cultés humaines et sociales iement, quarante-huit heures avant l'entrevue, ils ont accepté la tées ». Reste, seion la préfecture,

Les associations ont fermement rappelé que cette réunion avait pour but de trouver une solution durable à l'ensemble des cas recensés dans le département des Yvelines. Lors de l'entretien, qui a duré près d'une heure et demie, le préfet des Yvelines a indiqué aux membres de la délégation que l'examen approfondi des cent quarante-quatre dossiers individuels recensés avait déjà permis la déli-

la faim.

vrance de quatorze titres de séjour et que quatre-vingt-six antres seraient établis dans un délai d'un mois « grâce aux circulaires des 5 mai et 13 juin 1995 ». Jusque-là, ces circulaires étaient, semble-t-îl. appliquées de façon très restrictive par la préfecture des Yvelines. LES RESSORTISSANTS ALGÉRIEMS Vingt-deux autres dossiers sont à compléter. Ils seront étudiés dans les mêmes conditions que

ceux qui ont fait l'objet d'une déci-

sion favorable « avec le souci de te-

auxquelles les familles sont confron-

pas de la procédure prévue pour les parents étrangers d'enfants français, et six qui sont exclues du dispositif parce qu'elles ont fait Pobjet de condamnations pénales.

Les cent régularisations annoncées par le préfet ont à la fois satisfait et déçu les parents. Ils n'ont pas jugé cette avancée suffisante car, lors de la rencontre, le préfet, s'appuyant sur une convention franco-algérienne, a précisé que les ressortissants algériens n'auraient droit qu'à « une carte d'un an renouvelable accolée au passeport et non spécifique ». Cette discrimination a été mal ressentie par les grévistes de la faim de nationalité algérienne : ils estiment que cette mesure ne leur permettra pas de trouver un emploi et souhaitent obtenir « une vraie carte de séjour », même si elle est de validité réduite, à condition qu'elle soit renouvelable

Maigré les signes de plus en plus visibles de leur extrême fatigue, les grévistes de la faim out donc décidé, jeudi soir, de poursuivre leur mouvement jusqu'à ce que le préfet remette au représentant de l'évêque de Versailles un texte

qu'il doit faire lundi 29 avril au plus tard.

En attendant, les dix parents s'apprétent à passer leur deuxième week-end dans la cathédrale Saint-Louis de Versailles, avec la bénédiction de l'évêque, Mgr Jean-Charles Thomas, qui, dès la sortie de la préfecture, leur a réaffirmé son soutien. Ce soutien, comme ceux du maire de la ville, Etienne Pinte (RPR), de son prédécesseur André Damien (UDF-FD), député apparenté RPR des Yvelines et conseiller pour les cultes au ministère de l'intérieur, ainsi que la forte mobilisation de nombreuses associations humanitaires, politiques ou syndicales, aura permis de trouver un début de solution à ces dossiers. Depuis plus d'un an, ces familles se battaient, multipliant les lettres et les délégations chez le préfet et au service des étrangers de la préfecture des Yvelines, pour obtenir un véritable statut et ne plus être « des clandestins offi-

Jean-Claude Pierrette

Lire aussi notre éditorial page 14

Roger Garaudy mis en examen pour « contestation de crimes contre l'humanité »

AUTEUR du livre Les Mythes fondateurs de la politique israélienne re-prenant certaines thèses négationnistes, Roger Garaudy a été mis en examen, jeudi 26 avril, pour « contestation de crimes contre l'humanité » par le juge d'instruction parisien Hervé Stéphan (Le Monde du 23 avril). Cette mise en examen de M. Garaudy, défendu par M' Jacques Vergès, est la conséquence logique de l'ouverture d'une information judiciaire, le 13 mars, à la suite des plaintes avec constitution de partie civile déposées par deux associations d'anciens déportés, l'Unadif et la FNDIRP. Pierre Guillaume, responsable de la maison d'édition La Vieille Taupe, qui a publié le livre de M. Garaudy, a déjà été mis en examen dans ce dossier.

DÉPÊCHES

■ POLICE: six brigades anticriminalité (BAC) de jour ont été créées à la préfecture de police (PP) de Paris, où elles seront opérationnelles dès lundi 29 avril. Il s'agit de « renforcer la lutte contre les delits de voie publique dans les zones les plus sensibles », selon la PP. Spécialisées dans les interpellations en flagrant délit, ces unités sont composées de 150 gardiens de la paix, vêtus d'un uniforme spécial avec le mot « Police » inscrit dans le dos et armés notamment de fusils flash ball tirant des projectiles en caoutchouc.

MANIFESTATION: une centaine d'étudiants de médecine de Toniouse, en grève depuis dix jours, ont manifesté, jeudi après-midi 25 avril, dans le centre-ville, pour demander une réforme de leur statut et une extension de leur couverture sociale. Les étudiants protestent contre la réforme du cursus médical, qui leur impose d'accomplir douze mois de stage hospitalier, pendant lesquels ils perdent leur statut d'étudiant universitaire sans bénéficier du statut d'étu-

■ JUSTICE : une trentaine de magistrats niçois ont demandé au garde des sceaux d'engager des poursuites pénales à la suite de la publication d'informations relatives aux déclarations de Lauriane Kamal - une fillette âgée de cinq ans dont les parents se disputent la garde dans une procédure de divorce -, qui avait évoqué devant un expert américain des « fêtes » à caractère pédophile mettant en cause des « juges » (Le Monde du 9 avril). Réunis jeudi 25 avril en assemblée générale, les magistrats niçois ont affirmé que « depuis environ deux ans, ils font l'objet d'allégations gravement attentoires à leur honneur (...). Face à cette campagne de calomnies sans précédent, les magistrats sont restés sereins, continuant à assumer leur mission avec dignité ».

euch manquant

proper was afterior to the same of the sam

politique de la Ville

ex, élorgne de toute

and the figure of the second

STATES AND STATES OF THE PARTY OF THE PARTY

CONTRACTOR OF THE PARTY OF THE

Marie Service on the service

printer of the property of the state of

the statement and a second of the

ALCOHOLD TO WARRENCE TO

PARTY INSTITUTE AND ADDRESS OF THE PARTY OF

the transfer day and process to the

Printer - April 12 Carlot St. Car

THE REAL PROPERTY OF THE PARTY OF THE

Taring Marie at the control of the c

White Complete to the second of the

professional and the second contract of the

Barton alex to the content of the

But the same of the same

PROPERTY AND ADDRESS OF THE PARTY OF THE PAR

AND MARKET PROPERTY OF THE PARTY OF THE PART

Dange on a section of the second

The party of the second

Freeze Briefe Barrer .

transfer to the residence of the contract of 共**治療 第7年 20年 2017 中一一一** ・ マップ・デー

有可能機能、発音のもことがした。All form a

national figure for the state of the state of the state of

BECKER SPACE AND A DOCUMENT

選手を連続を手がたりませます。

a complete

連続をまず機関するからからからない。

All Sections of the

the market makes the second of the Emily The state of the state of the ्रम्मू क्रिक्**रकार प्रिक्र**ण कर्नुहरू है। ये अक्रमा स्थाप राज्य राज्य Bei Barrane Congres Borr to ester con-STATE OF THE STATE OF THE STATE OF Between the managers are many to be the form to regulately and the first and the second Carried Street, and the second 「翻訳」が記述があた。 Track to the line in the lin The state of the s

manufacture a more a government

The state of the property of the proof we are A CONTRACTOR OF THE SECTION OF THE S West of the second of the seco THE RESERVE OF THE PROPERTY OF

THE WATER THE STATE OF

இன் ஆற்றவிக்கு வக்காட்டிய an Appendix and a new tall t AND THE WAY 🏩 🛊 😘 Artis **营业金属**(1) 100

The state of the s SE WINDOWS .

Cinq ans d'emprisonnement ferme requis contre Philippe Garing STRASBOURG de notre correspondant régional Le procureur-adjoint de Strasbourg, Alain Jomier, a requis, jeudi 25 avril, une peine de cinq ans d'emprisonne-



ment, ferme contre l'ancien directeur général des services de la région Alsace, Philippe Garing, prévenu

pour escroquerie, trafic d'influence et corruption. En raison de «ia gravité du trouble à l'ordre public » créé par cette affaire, le ministère public a demandé au tribunal de prononcer un mandat de dépôt à l'audience. Dix mois de prison ferme ont été demandés contre le complice de M. Garing, l'homme d'affaires britannique George Mac Gee, et un an contre un dirigeant d'entreprise. Pour les quinze autres prévenus, les réquisitions s'échelonnent entre douze et dix-huit mois de prison avec sursis.

Le parquet souhaite notamment Michel Meyer, consultant auprès de la direction de l'information de Radio-Prance, et Jean-Olivier Tédesco, PDG de sociétés. Ces deux hommes sont au centre de l'affaire Rhénania 2000, un projet de pôle de production de télévision haute définition qui n'a jamais vu le jour. « Quatre lignes, trois millions deux cent mille francs », a résumé le procureur-adjoint, en exhibant devant le tribunal le devis qui a déclenché

En 1989, M. Meyer rencontre des responsables de l'administration régionale dans un colloque sur l'implantation d'activités audiovisuelles en Alsace. Le 2 avril 1990, en compagnie de M. Tédesco, alors président d'une société spécialisée dans le conseil en communication, Réflexion, Médiation, Riposte (RMR), il présente un projet de contrat entre RMR et la région, ainsi qu'un devis. Trois mois plus tard, l'assemblée régionale inscrit la dépense au budget, mais son président, Marcel Rudloff, décédé le 23 mars 1996, prend la précaution de signer le contrat avec une société d'économie mixte créée

par la région, Telal. Ce dossier, dont M. Garing est chargé d'assurer le suivi, commence alors à déraper sérieusement : le contrat est en fait soustraité à RMR à concurrence de 90 %. L'accusation estime cette décision illégale puisque l'attribution du marché à Telal avait fait l'objet d'une procédure dérogatoire aux règles des marchés publics « en raison de la spécificité et des compétences » de la société d'économie

mixte. Telal ne pouvait donc pas transférer à une autre société une partie du marché qu'elle avait obtenu par dérogation au droit commun. A l'audience. M. Garing affirme que cette pratique est « reiativement courante dans toutes les collectivités ». Pour sa part, le président de Telai au moment des faits, ancien vice-président du conseil régional, Guy Sautter, se dit « manipulé ». « Vous êtes en train de nous dire oue vous avez été rid cule », lui rétorque le président du tribunal. Dans son réquisitoire, Alain Jomier évoquera « le désordre administratif régnant à la région », qui, couplé à la « loi du siience», a multiplié les zones d'ombre.

PSEUDO-ETUDES »

A la fin de l'année 1990, M. Têdesco, qui a rompu son alliance avec M. Meyer, envoie quatre factures d'un montant global de 950 000 francs émanant de quatre sociétés différentes. Ces factures correspondent à quatre l'apports qui n'ont en fait jamais été déposés une telle sanction à l'encontre de et qui sortent du champ du contrat avec Telal. En février 1991, M. Garing, par délégation du président Rudloff, débloque pourtant les fonds. Cet épisode entraînera le renvoi en correctionnelle de M. Tédesco pour complicité de favoritisme et recel de fonds extorqués.

Pour sa part, M. Meyer revient dans la course en entraînant dans son sillage Jean-Marie Cavada, qui devient l'actionnaire majoritaire d'une SARL, CCV Consultant. Et le scénario se répète, toujours sous la houlette de M. Garing et avec la complaisance de M. Sautter : la région conclut un contrat de 1,5 million de francs dont 80 % sont soustraités à CCV Consultant, dont le gérant non salarié est M. Meyer. Le juge d'instruction a considéré, là aussi, qu'il y avait complicité de favoritisme et recel de fonds extor-

Le ministère public reproche en outre à M. Meyer d'avoir fourni des « pseudo-études ». Ce dernier a expliqué qu'il était dans une logique industrielle et que son but n'était pas de produire des documents administratifs et juridiques mais d'amener des opérateurs en Alsace. Son conseil a fait citer à la barre des représentants de filiales de Thomson, qui sont venus expliquer que M. Meyer s'était beaucoup « impliqué » dans Rhénania 2000. Reste qu'en quatre jours de débats la raison d'être de ce projet, qui a coûté plus de 4 millions de francs aux contribuables alsacieus, n'est pas clairement ap-

Marcel Scotto

Résultats 1995

La CNP a connu une nouvelle progression de son activité et de ses résultats

Le chiffre d'affaires réalisé par la CNP pour 1995 s'élève à 84,3 milliards de francs, en progression de 10,9% par rapport à 1994. La croissance du marché de l'assurance de personnes est d'environ 7% pour le même période.

Avec 17 % de part de marché, la CNP confirme sa place de premier assureur de personnes en France.

Les assurances individuelles représentent une activité de 69,2 milliards de francs, en progression de 12% par rapport à 1994. Les assurances collectives réalisent un chiffre d'affaires de 15,1 milliards de francs, en hausse de 6,3%, dans un contexte conjoncturel peu favorable.

Les encours gérés s'élèvent à 350 milliards de francs et progressent de 70 milliards de francs par repport à fin décembre

En progression constante depuis de nombreuses années, le résultat net (part du Groupe) s'établit à 1 484 millions de francs au 31 décembre 1995, soit une hausse de 4,9%, maigré un accroissement sensible de la charge fiscale.

1994	1995	Évolution
76	84,3	+10,9 %
1,415	1,484	+4,9 %
307	383	+24 %
11,049	11,669	+5,6%
279	350	+ 25 %
	76 1,415 307 11,049	76 84,3 1,415 1,484 307 383 11,049 11,669

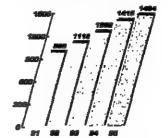
li sera proposé à l'assemblée générale du 29 mai 1996 le versement d'un dividende de 2,90 francs net per action soit 4,35 francs avoir fiscal compris, contre 2,80 francs net au titre de 1994.

Le développement de la CNP repose sur des orientations claires : o spécialisation sur le marché de l'assurance de personnes, grâce à son savoir-faire; elle gère aujourd'hui 8,5 millions de contrats individuels,

o parteneriats fondés sur la complémentarité des métiers. La CNP fournit des produits d'assurance et des prestations liées à son expérience d'assureur. Les partenaires assurent la commercialisation des produits au travers de leurs réseaux et auprès de leurs clientèles,

• innovation dans le domaine de la prévoyance et de l'épargne en assurances individuelles comme en assurances collectives.

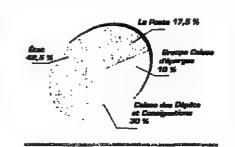
EVOLLITION DU RÉSULTAT NET PART DU GROUPE (MF)



EVOLUTION DES ENCOURS GÉRÉS (EN MOF)



RÉPARTITION DU CAPITAL (9/0)



CNP, VIVEZ BIEN ASSURÉ



HORIZONS

Les Belges parlent aux Français

Malgré leur apport à la littérature de langue française, les Belges se plaignent d'être quelque peu méprisés par Paris. La Foire internationale du livre

de Bruxelles est désertée par de grands éditeurs

A vingt-huitième Foire internationale du livre de Bruxelles se tient jusqu'au 28 avril en l'absence de Gallimard, de Flammarion et de quelques autres grandes maisons françaises. Celles-ci se sont désistées à cause de l'affaiblissement de l'image culturelle de la manifestation et de la modestie des ventes enregistrées précédemment. « Trahison », ont aussitöt crié certains responsables wallons et bruxellois, qui ont remué ciel et terre pour que Philippe Douste-Blazy, ministre de la culture, intervienne auprès des boudeurs, « au nom de la francophonie ». Français, directeur général de Marabout, mais également président de l'Association des éditeurs belges, Jean-Paul Michaud fustige les « esthètes à courte vue du 6 arrondissement. La Belgique est le premier marché solvable de l'édition franelle représente 10 % de son chiffre

d'affaires. Ce n'est pas négligeable en ces temps de crise. La Foire attire chaque année quelque 80 000 visiteurs, pour une population de 1,5 million de personnes dans le grand Bruxelles. Proportionnellement, par habitant, c'est beaucoup mieux que le Salon du livre parislen. A qui fera-t-on croire qu'un certain élitisme germanopratin sert la lecture ? » Les éditeurs parisiens seraient-

ils des snobs frileux, peu désireux d'envoyer leurs auteurs comparer leur modeste notoriété aux queues qui se forment devant certains stands spécialisés dans la « littérature » telle que l'entendent les Belges : cuisine, jardinage, bande dessinée, et, au mieux, dictionnaires et encyclopédies? C'est le genre de procès qu'on a vite fait d'instruire dans une capitale toujours prompte à s'affliger de la « suffisance des Français ».

Pas si simple, répond l'Association des libraires francophones de Belgique: 74 maisons, qui écoulent à elles seules la majeure partie de la production littéraire importée de France et entendent ne pas être confondues avec les 1500 simples points de vente de la partie francophone du royaume. Extrait du bulletin de l'une de ces librairies : « La Foire est trop peu culturelle et trop commerciale. Elle accueille de simples surfaces de vente qui bradent les prix des livres d'éditeurs qui sont pour le prix unique. Sa couverture se fait par RTL, qui a une approche trop peu littéraire et, giobalement, elle manque totale-

ment de tenue. » La controverse n'est qu'un épisode, parmi d'autres, du psychodrame littéraire tranco-belge. « Un peuple halluciné » ayant « une vocation de boat people », a dit l'ancien ministre belge Lucien Outers à propos de ses compatriotes, tiraillés entre l'attachement à leur terre natale et une France « puissante » et « vaste » qui parle leur langue maternelle. Etrangement, ce malaise spécifique n'a inspiré aucun chef-

d'œuvre à la pléiade d'écrivains d'origine belge devenus célèbres en France. En 1992, une publicité sur « la littérature belge chez Gallimard » alignait quarante-quatre noms, de Béatrix Beck à François Wevergans. « En France, qulourd'hui, un écrivain sur deux est belge », lancait Jean-Jacques Brochier dans Le Magazine littéraire, à propos d'une récente « saison des prix ». Les Bruxellois répètent la formule, partagés entre la satisfaction et l'agacement. Certes, Paris est accueillant, mais cela se fait au prix d'une «annexion» pure et simple des plus illustres. Au point que Simenon, « l'auteur francophone le plus lu dans le monde », né à Liège, passe parfois pour un enfant du pays dans l'Hexagone. Il faut la verve de l'essayiste (belge) Pol Vandromme pour rappeler que même un académicien français peut avoir été à l'origine un Belge pur jus. Il le fait en ce mois d'avril aux éditions de La Table ronde, avec son Félicien Marceau [né Louis Carette], le défi d'un irrégulier.

T OULOIR se mesurer à ceux de Paris répond « au louable désir de dépasser l'amateurisme et la complaisance dans les eloges faciles ou les renvois d'ascenseur qui sont monnaie courante dans un pays où, vu sa taille, tout le monde se connaît », écrit le critique Jacques Cels. C'est cruel pour ses compatriotes et un peu angélique en ce qui concerne les cercles parisiens. Une cause plus périorité. Il y eut même, à la de jardins harmonieux, d'im-

simple de l'exil est l'étroitesse du Chambre belge, une interpella-marché : 3,2 millions de Wallons tion d'un député « choqué par et 850 000 Bruxellois francophones, auxquels s'ajoutent, il est vrai, plusieurs centaines de milliers de Flamands bilingues attirés par la littérature française. Dans ces conditions, la fiction ne représente que 3 % du chiffre d'affaires de l'édition belge francophone, le plus souvent grâce à des subven-

Depuis soixante-quinze ans, l'Académie royale de langue et de littérature françaises trouve néanmoins assez de bonnes plumes dans le royaume pour constituer prit français. »

mois plus tard, les Immortels se rachetèrent en offrant à leurs homologues belges un diner au château de Chantilly. « Nos prédéces-seurs, raconte l'actuel seurs, raconte l'actuel académicien Raymond Trousson. y furent reçus, entre autres, par René Bazin, Joseph Bédier, Henry Bordeaux, René Boylesve, Henri de Régnier, Marcel Prévost et les glorieux maréchaux Foch et Joffre. Il y eut des toasts et des congrutulations, des hommages à la langue et à l'es-

cette désinvolture ». Quelques

Certes, Paris est accueillant, mais cela se fait au prix d'une « annexion » pure et simple des plus illustres

une assemblée d'excellente compagnie. Pour sa séance inaugurale, en présence du roi Albert le, le 15 février 1921, la jeune Académie avait invité son illustre aînée du Quai Conti, mais celle-ci se défila au prétexte que l'envoi d'un délégué n'eût pas été « conforme aux usages » et que « la France avait suffisamment témoigné de ses sympathies pour la Belgique en déléguant M. de Régnier lors de la manifestation organisée à la mémoire de Verhaeren ». Déjà, la presse maugréa contre les Parisiens et leur complexe de su-rique de la Belgique officielle, fait

La langue française, au sens grammatical du terme, est un peu la spécialité de l'Académie belge, qui, statutairement, réunit non seulement des poètes, dramaturges et romanciers, mais encore dix philologues (et aussi dix membres étrangers, dont Julien

Depuis janvier, son secrétaire perpétuel est André Goosse, gendre de Grevisse, l'auteur - belge - du fameux Bon Usage. A deux pas du Palais royal, l'Académie est située dans l'îlot histo-

compte de l'évolution de la linguistique. Mon devoir était de fonder la norme selon l'usage réel et non sur les règles édictées par les gardiens du temple. » Alors, le nouveau Bon Usage ne craint pas d'invoquer Sébastien Japrisot sur un pied d'égalité avec Mauriac. Il cite les journalistes du Monde ou du Figuro, puisque - correcteurs aidant - ils contribuent, estime M. Goosse, à façonner la norme de l'an 2000 autant que les auteurs de Gallimard. Une oriflamme ou un oriflamme? Très attentif à la cohérence syntaxique de la langue, M. Goosse n'est pas du genre à se passionner pour un tel débat. « Tend à passer au masculin, peut-être par l'influence analogique de drapeau, étendard, etc. », note-t-il placidement. Et de citer, parmi les utilisateurs « fautifs » du masculin, Malraux, Robbe-Grillet, Régine Pernoud. « Si l'Académie française était consequente, elle mettrait à la porte la moitié de ses membres! »

choix des sources, mais en tenant

En juin 1993, le gouvernement de la communauté francophone de Belgique adopta un décret visant à téminiser les noms de métier, fonction ou grade dans les ra de réformer les institutions acdocuments émanant du secteur public. L'Académie française importantes. n'approuva pas cette initiative et le fit savoir. Cette « ingérence » fut mal prise par les divers spécia-

listes qui avaient travaillé à la réforme. Un pays qui a donné à la langue de Rivarol Maurice Grevisse, Joseph Hanse, l'auteur du Nouveau Dictionnaire des difficultés du français moderne (1983), d'huissier pour vous précéder Marc Wilmet, partisan d'une plus grande cohérence de l'orthographe, internationalement reconnu dans le monde francophone, estime ne pas avoir de leçons à recevoir de la part des « Parisiens ».

amis belges » au journal télévisisé

L'exergue annonce la couleur: « Mais la grammaire, quel regal ! » (Cavanna, Les Ritals). Se défendant de toute provocation, M. Goosse s'explique: « f'ai repris le flambeau, fidèle à l'esprit dans le

meubles à façade prestigieuse et

de rues propices à la marche, loin

du « quartier européen » ravagé

par le gigantisme de l'« architec-

ture» communautaire. Pas

dans les galeries chargées d'his-

toire, pas de chichis pour accéder

à l'immense bureau où M. Goosse

officie avec la simplicité du vrai

savant. Des années de lecturés

éclectiques, des milliers de notes,

hui ont permis de refondre et de

moderniser la treizième édition

(1993, chez De Boeck-Duculot) de

l'œuvre de son beau-père, un ou-

vrage que Gide saluait en 1947

comme la meilleure grammaire

de TF1 ou de France 2, dont ils sont par ailleurs de fidèles habitués. En revanche, ils veulent bien être considérés comme des « consins » au sein de la grande famille francophone, invoquée pour exiger une plus grande participation française à leur Foire du livre. L'avenir de la francophonie, disent-ils, se joue en partie au sein des institutions européennes et la progression de l'anglais y sera encore plus forte si la ville qui leur sert de siège perd son identité. Extrait d'un discours récent de Didier Gosuin, personnalité politique du royaume : « Certains s'appliquent à donner de Bruxelles l'image floue d'une ville multiculturelle. Une émulsion fantasque, sorte de melting-pot, dont la seule vertu pour les promoteurs de ce concept est d'effacer la réalité culturelle de Bruxelles, pourtant peuplée de 85 % de franco-ANS la Belgique fédérale,

néeriandophones et francophones ont chacun leur gouvernement et leur Parlement. Beaucoup de responsables francophones se plaignent de la « pustilanimité de la France, qui semble toujours craindre d'irriter le pouvoir fédéral en s'affichant avec nous ». Parmi les doléances habituelles : l'absence de Prançais de marque aux manifestations officielles organisées par les francophones ; la lenteur persistante de Paris pour signer un traité d'union linguistique analogue:à celui conclu depuis belle hirette entre les Flamands et les Pays-Bas.

Alors, avec ou sans les Prançais. Wallons et Bruxellois se sont mobilisés au sein de la « francophonie multilatérale ». Avec les Canadiens, ils sont parmi les membres les plus entreprenants de l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT), future Agence de la francophonie. Tous les deux ans, ils se démènent aux sommets des qurante-neuf « Etats et gouvernements ayant le français en partage ». Maigré leur relatif manque de moyens financiers, ils contribuent autant que les Canadiens au budget de TV 5, la chaîne mondiale de télévision

francophone. Responsable du Commissariat général aux relations internationales – une sorte de ministère des affaires étrangères de la communauté francophone de Belgique -, Roger Dehaybe est toujours sur la brèche. Un jour (le 9 février), aux côtés de Jean-Pierre Grafé, ministre en titre dans le gouvernement francophone, il célèbre le vingtième anniversaire d'une association qui assure la présence de trois cents coopérants belges dans les pays francophones du Sud. du Bénin au Vietnam. Un autre (le 18 avril à Liège), il s'active pour le succès de la Conférence des ministres de l'échication des pays ayant le français en par-

Dans les pays en voie de déveioppement, la francophonie souffre parfois de la rivalité entre les deux « grands » : Prance et Canada. « Nous sommes les conciliateurs, assure M. Dehaybe. Quand nous arrivons dans une enceinte francophone, chacun sait bien qu'il n'y a pas derrière nous cinquante hommes d'affaires. Nous sommes les plus pauvres des riches, ce qui nous permet de parter à la fois aux

pauvres et aux riches. »
Pour sauver la paix civile entre Flamands et Wallons, la Belgique a mis au point ce qu'elle appelle une « ingénierie institutionnelle », apparemment au point. Forts de ce savoir-faire, Wallons et Bruxellois comptent blen être entendus au prochain sommet francophone – fin 1997 à Hanoi – quand il s'agituelles et de se partager les places

Jean de la Guérivière

Rien n'agace autant les Wallons et les Bruxellois que de s'entendre donner du condescendant « nos

e dest (mage)

- 44

. Parking

par Louis Raillon

L n'y a pas d'école sans disciplines »: le propos de Danièle Sallenave a le mérite d'être clair et franc. Il traduit, noir sur blanc, ce que suggère le comportement de la très grande majorité des enseignants. De plus, l'éloge et le rôle des « disciplines » – si l'on excepte la passion et les injures – sont parfaitement justifiés quand il s'agit de l'enseignement universitaire. Mais, si l'Université peut être considérée comme l'école par excellence; elle n'est en fait qu'un stade supérieur, ultime, de « l'école », qui recouvre par ailleurs des réalités bien diffé-

Dans son close inconditionnel des disciplines, Danièle Sallenave en oublie manifestement trois : la psychologie, la sociologie, l'histoire. Ce sont, il est vrai, des «sciences humaines» ayant pour objet d'étudier sous des angles différents, « cet abîme qui est l'homme ». Même si leurs concinsions peuvent être discutées, on ne saurait se passer de leur éclairage pour interpréter les faits.

1. - L'histoire des institutions pédagogiques nons apprend que l'Université est l'élément le plus ancien de l'édifice. Et, dans son principe, ce modèle est demeuré stable depuis le Moyen Age : des savants, dont la compétence fonde l'autorité, se regroupent par disciplines et transmettent leur savoir à des étudiants volontaires qui, au terme de leur cursus, reçoivent un diplôme s'ils réussissent à l'examen. Par son prestige, le modèle universitaire a marqué les autres enseignements, et d'abord le secondaire. Mais le même modèle pédagogique a servi pour l'enseignement populaire, qui s'est développé aux XVIIIº et XIX siècles et qui a été généralisé, et codifié, par les lois Jules Ferry. Il a fallu attendre 1960 pour que les petits progrès de la démocratie inspirent au législateur de faire entrer tous les enfants en sixième et de prolonger l'obligation scolaire jusqu'à

- 1870 C

Contract of Harry Francis

THE PARTY OF THE PARTY.

 $^{1/2}\mathcal{L}_{2}^{2}\mathcal{L}_{2}^{2}.$

10 miles

a care

11 2 200

10 No. 10 Page 1

2000年

A TOTAL TOTAL

10,200

all the same of

 0.139 ± 32

1, 75.5

- Jay 2 555.

2012年 2017年

772<u>5</u>5

174 Lat.

100

L'école ignore le groupe, elle le nie... La négation du groupe par les enseignants, depuis deux siècles au moins, a fait des Français le peuple le plus indiscipliné qui soit

Mais cette prolongation de la scolarité mit en évidence le phénomène de l'échec scolaire qui frappait un grand nombre d'enfants. Aussi étonnant que cela puisse paraître, on n'avait jamais pris garde au très manvais rendement de l'enseignement : jamais, depuis 1880, la moitié d'une classe d'âge n'a obtenu le certificat d'études; et nombreux (plus difficiles à chiffrer) étaient les éliminés entre la sixième et la première. On regrettait qu'ils ne fussent pas « doués » pour les études. Et, quand l'obligation scolaire maintint à l'école les « pas doués », on découvrit, avec horreur, l'échec scolaire. On désigna, bien sûr, des boucs émissaires : la méthode glo-bale de lecture (jamais applique en France I), les partisans de l'éducation nouvelle : moins d'un enseignant sur mille I, et moins encore depuis 1984. Pas une seconde, mis à part les hurluberlus de l'éducation nouvelle, dès les années 20, on ne pensa que c'était l'enseignement qui était inadapté aux enfants. Dire cela, c'était se rendre compable de « pédagogisme ».

2 - La psychologie de l'enfant, pourtant, s'était constituée dès la fin du XIX siècle. Pour apprendre à parler, le petit enfant n'a pas besoin d'un enseignement : plougé dans un milieu favorable, il édifie hi-même son langage, il affine sa motricité... il se construit. «Apprends-moi à agir seul »: c'est ce que son comportement semble dire à l'adulte, selon Maria Montessori. Et, à l'adolescence, il ressent l'exigence de son jugement personnel; ce qui provoque une série de « *crises* » autour de lui. On me pardonnera de ne pas résumer la psychologie de l'enfant en quelques lignes.

Mais il n'est pas nécessaire d'être un grand psychologue pour voir que le modèle pédagogique universitaire, valable avec de jeunes adultes volontaires, ne convient pas avec des enfants obligés d'être là. Cette pédagogie si rationnelle (le maître, qui sait, parle ; l'élève, qui ne sait pas, écoute) est ici madaptée. Le maître d'école passe d'ailleurs la moitié de son temps à maintenir l'ordre, le silence, à demander l'attention, à menacer les plus turbulents. L'enseignement (prématuré) devient ici une véritable contre-éducation : car l'éducation suppose que l'on crée pour et avec les enfants un milieu favorable à leur développement social, personnel, intellectuel. Dans les trois premiers quarts du XX siècle, une autre pédagogie a été inventée, expérimentée, vérifiée. Elle a été ignorée, combattue, vilipendée. A part celui de Freinet, qui avait regroupé, en France, des centaines d'instituteurs novateurs, le nom de ces inventeurs a même été oublié.

3. - La sociologie. C'est ici, peutêtre, que l'ignorance est la plus grave. On peut contraindre un enfant; on ne peut guère contraindre un groupe. Or l'école ignore le groupe, elle le nie. Le maître s'adresse à chaque enfant comme s'il était seul... Illusion funeste, car l'école, dès le départ, qu'on le veuille ou non, constitue une société. Les sociétés d'enfants ont des lois que Roger Coustnet a énoncées, dès 1909. La première tâche de celui qui réunit des enfants est de les alder a apprendre à vivre avec les antres, à respecter leur existence, à écouter leur avis, à instaurer avec eux des règles, des « institutions communes ».

C'est de que réalise le courant de la « pédagogie institutionnelle », qui, malgre l'ignorance et le mépris des notables de l'enseignement, poursuit son chemin en deste mouvement coopératif d'en-

Or la négation du groupe par les enseignants, depuis deux siècles au moins, a fait des Français le peuple le plus indiscipliné qui soit, capable de s'unir uniquement « contre » quelqu'un ou quelque chose. Car le groupe des enfants se révèle conscient de son existence contre le maître, représentant d'une autorité qui lui est extérieure. C'est là une curieuse préparation à la vie sociale.

Mais tous ces savoirs, issus de l'histoire, de la psychologie, de la sociologie, ne servent à rien. Les professeurs, gens de tradition, ne veulent nien changer. Les parents non plus. Fortunés, leur souci est de diriger leurs enfants vers les diplômes les plus cotés ; les parents moins fortunés prennent souvent modèle sur les premiers. Et ce sont ces professeurs et ces parents que l'on retrouve dans les commissions de « réforme » que réunissent, en moyenne tous les trois ans, les ministres de l'éducation nationale. S'il arrive que l'on y efflerre les vraies questions, on retombe inévitablement sur le serpent de mer des « rythmes sco-laires », qui concernent, en réalité, davantage les adultes que les en-

La violence, ces temps-ci, dépasse les bornes. Mais se passe-t-il quelque chose de vraiment nouveau à l'école ? Si l'école est une microsociété, ses membres'n'en participent pas moins à notre société, malade de violence. Les élèves s'expriment avec le langage, les gestes de la violence, distillée par l'actualité quotidienne. Mais ce qu'ils expriment, ce sont leurs problèmes d'écoliers, de collégiens, de lycéens.

Je n'écris pas cela sans tristesse. Mais une société, quelque intelli-gente et généreuse qu'elle soit, qui se refuse, à la fin du XX siècle, d'interroger l'histoire, la psychologie,la sociologie, pour essayer de comprendre les faits et d'agir, n'a finalement que ce qu'elle mérite.

Louis Raillon est ancien directeur d'Education et Développe

Suite de la première page

Il faut maintenant amorcer une baisse des prélèvements, rendue possible par des économies. Quatre pistes peuvent être explorées pour cela

La première d'entre elles consiste à réduire les dépenses de

Pendant la période faste de la croissance industrielle des années 70, nous avons distribué allègrement, multipliant les mesures sociales généreuses qu'appelait une politique de solidarité consensuelle : les personnes âgées, les chômeurs, les plus démunis, toutes les catégories sociales dans le besoin ont fait l'objet d'efforts importants qui se sont traduits par des dépenses budgétaires très coûteuses. Aussi, l'Etat a-t-il été conduit à accroître sans cesse la dépense publique, les subventions aux régimes sociaux, les prestations sociales de toute nature. C'était incontestablement nécessaire pour permettre à notre société de traverser des mutations considérables dont il faut payer le prix social. Aujourd'hui, l'ensemble des dépenses publiques représente 56 % de notre produit national.

Mais lorsque la croissance s'est ralentie, nous avons continué à dépenser autant, sans compter, à tel point que notre système de protection sociale, Pavenir de nos régimes de retraîte et notre solidarité financière avec les plus défavorisés risquent, eux-mêmes, d'être remis en cause. Seule la réduction drastique des dépenses de fonctionnement de l'État peut nous permettre de faire les économies indispensables pour garantir la solidarité.

Tous les pays occidentaux ont éprouvé la nécessité de réduire fortement leurs dépenses de fonctionnement. Notre apparell d'Etat doit désormais faire l'objet de fortes réductions de dépenses, car nos administrations publiques out

accumulé depuis 1990 un déficit de plus de 2 000 milliards de francs, portant l'endettement de l'Etat à 3 200 milliards de francs. Il n'est plus possible de continuer ainsi. Nombre de services n'ont plus l'utilité d'antan. La décentralisation et l'Europe n'ont pas été prises en compte par notre organisation administrative. Il faut aujourd'hui avoir le courage de s'attaquer à des organismes qui n'ont plus de raison d'être. Nous ne pouvons pas non plus nous permettre de gaspiller comme par le passé. Chaque ministère devrait faire l'objet d'un plan de rationalisation pour fermer ce qui n'est ment plus utile et supprimer les doubles emplois. Au lieu d'élaborer autant de lois pluriannuelles de programmation des dépenses, ne pourrait-on pas plutôt proposer désormais des lois quinquennales planifiant les économies ? Plusieurs milliards de francs peuvent ainsi être gagnés.

En diminuant la TVA d'au moins un point, le gouvernement marquerait sa confiance dans l'avenir

La deuxième piste à explorer, pour être sûrs que ces économies s'inscrivent dans la durée, revient ii contenir la masse salariale de la fonction publique, qui s'élève à 630 milliards de francs par an. C'est la première dépense de l'Etat. Je souhaite que les effectifs du secteur public soient stabilisés puis réduits. En effet, 5,5 millions, c'est plus, en proportion, que tous nos partenaires. Notre pays souffre de suradministration. Le gouvernement doit veiller à ne pas

multiplier les lois, la réglementation et les mesures sectorielles. Je suis lassé de tous ces plans empilés dont l'efficacité est plus que douteuse et oui obèrent le budget de l'Etat. La logique qui conduit à favoriser l'achat d'un produit par une prime financée sur les fonds publics relève d'une attitude d'un autre âge. Elle est inadaptée, ruineuse et démagogique. Elle est souvent le fait d'une administration de qualité qui n'a plus de grand projet économique et qu'on a laissé grossir jusqu'à l'excès. Nous avons besoin d'une administration remobilisée autour des obiectifs de croissance qui nous permettront une vraie solidarité. concentrée our les investissements d'avenir comme la formation et recentrée sur les fonctions régaliennes de l'Etat que sont la justice, la securité et l'action extérieure. La troisième piste concerne des

aides à l'emploi efficaces. J'appelle

de mes vœux une révision sérieuse des dépenses consacrées aux aides de l'Etat. Multiformes, trop nombreuses, elles coûtent cher et méritent qu'on les réexamine. C'est le cas des aides à l'emploi. Quand il y a trois millions de chômeurs, nous n'avons pas le droit de gaspiller l'argent dépensé à les indemniser ou à les aider à retravailler. Chaque année, plus de 200 milliards de francs vont à la création d'emplois. N'y a-t-il pas là des économies conséquentes à faire pour rendre plus efficaces des dispositifs trop nombreux dans lesquels peu de personnes savent se retrouver ? Il semble que les syndicats et le patronat soient désormais d'accord pour réformer ce maquis inextricable. L'argent économisé ici doit être mieux utilisé, au plus près du terrain, pour relancer durablement l'activité productrice de biens ou de services, seule génératrice de vrais emplois

De plus, je souhaite qu'il soit rapidement tenu compte de la baisse des taux d'intérêt. La situation actuelle, qui voit le loyer de l'argent baisser régulièrement jusqu'à atteindre des planchers inégalés depuis des décennies, nous ouvre des perspectives très favorables. Nos entreprises devraient y trouver des capacités nouvelles pour financer

leurs investissements, à condition que les banques jouent le jeu et suivent davantage cette baisse his-torique des taux d'intérêt. Notre endettement pourrait aussi s'en trouver allégé. En refinançant une partie de notre dette à court terme, nous pouvons économiser beaucoup, peut-être 20 milliards de francs.

La quatrième piste touche à la relance des privatisations. Il paraît en effet opportun de relancer et d'accélérer les privatisations. Le marché l'attend, il y est prêt. Notre économie le réclame parce qu'elle doit se préparer à une concurrence nouvelle. Nos finances publiques peuvent en profiter durablement si l'on affecte les recettes de privatisations au désendettement. Ainsi, 10 à 20 milliards de francs peuvent venir abonder ce qui est déjà prévu au budget de l'Etat. Plusieurs grands groupes du secteur public attendent leur privatisation. Il faut l'entreprendre maintenant et y associer les personnels concernés. La réduction de nos dépenses de fonctionnement et l'arrêt des « plans » de toute nature pourrait détà faire économiser 20 à 30 milliards de francs. La révision des aides à l'emploi pourrait rapporter autant. Les recettes des privatisations pouvelles et le refrancement de notre dette porteraient alors l'ensemble des économies ainsi réalisées à environ 100 milliards de

Voilà donc bien de quoi financer immédiatement la réduction des prélèvements. Il faut maintenant commencer à baisser les impôts. le pense que le taux de la TVA, dont l'augmentation a pesé lourdement sur la consommation, devrait être diminué d'au moins un point. Nous pourrons par la suite envisager d'autres baisses au fur et à mesure des économies. En faisant ce geste, le gouvernement marquerait sa confiance dans l'avenir. Il contribuerait efficacement à une vrale relance de l'économie. Il poserait un acte nouveau, symbole d'espérance et de vigueur. Il n'y a pas de fatalité de l'augmentation de l'impôt. Il y a désormais une logique de sa réduction. Il faut l'en-

René Monory



Résultat net part du Groupe FF 923 millions (+ 30 %). Poursuite du désendettement. Dividende FF 20 (+ 11 %).

(en FF williams)	TEN THE TOTAL TOTA	Variation per import à 1994	Variation sur base pro forma*
Volume d'activité (hors franchises) Chiffre d'affaires		+ 2,1 %	-
opérationnel Résultat Global des Opérations	2	- 7,3 %° + 29,8 %	+ 7,3 % + 53,8 %
Résultat Net part du Groupe Résultat Net		+ 29,8 %	-
per Action (FF)		+ 12,9 %	

À périmère et saux de change con

Résultats.

Le résultat net part du Groupe atteint FF 923 millions pour l'exercice 1995, contre FF 711 millions en 1994. Le bénéfice net par action progresse de 12,9 %.

Le résultat global des opérations sur base pro forma, qui donne une meilleure appréciation de l'évolution du Groupe, progresse de FF 420 millions, soit 53,8 %. Le résultat exceptionnel est passé de FF 237 millions à FF 643 millions,

intégrant la plus-value réalisée sur la cession d'Efthor (Restauration Collective) à Compass et un montant significatif de provisions. Parallèlement, les cessions récurrentes ont diminué et, en conséquence, les plus-values correspondantes sont passées de FF 390 millions

à FF 41 millions. La marge brute d'autofinancement d'exploitation s'élève à FF 2 597 millions, soir + 7,7 % à périmètre et changes constants par rapport à 1994 ; la MBA totale s'établit à FF 4 085 millions

contre FF 3 522 millions en 1994. Réduction de l'endettement.

La politique de cessions d'actifs entreprise depuis 1994 s'est poursuivie : l'endettement net a été réduit de FF 21 245 millions à FF 19 382 millions au cours de l'exercice.

Accor confirme son objectif de FF 17 000 millions à fin 1996.

Offre d'échange des actions IBL contre des actions ACCOR.

Le Conseil d'Administration de Accor, réuni le 24 avril 1996, a décidé de proposer aux actionnaires de IBL d'échanger leurs actions contre des actions Accor. La parité proposée est de 11 actions IBL pour 3 actions Accor. Le nombre d'actions Accor pouvant être créées, sur la base d'un apport à 100 %, serait de 4 206 080. Dens cette hypothèse, l'impact de dilution du bénéfice net par action resterait faible : 1,6 % maximum en 1996 et neutre à moyen terme. Cette opération s'inscrit dans la logique stratégique du renforcement du contrôle de Accor sur le groupe IBL et de sa filiale hôtelière Motel 6, tout en satisfaisant aux objectifs de réduction de l'endettement que Accor s'est fixés.

L'activité du premier trimestre 1996 se déroule en conformité avec les objectifs et en progression par rapport au 1er trimestre 1995.

Perspectives.

Les différentes réalisations de 1995 : l'OPE sur la CIWLT, la restructuration de la dette court terme pour plus de FF 8 milliards, les partenariats avec Compass et Carlson, la nouvelle impulsion donnée à Europear par ses deux actionnaires et la poursuite des cessions d'actifs constituent les bases du développement et de la progression des résultats des prochaines années.

Gouvernement des Entreprises.

Sur proposition de MM. Paul Dubrule et Gérard Pélisson, le Conseil d'Administration du 24 avril 1996 a décidé la création d'un Comité des Comptes. Ce Comité s'ajoute au Comité des Rémunérations existant.

Dividende.

Le Conseil d'Administration proposera à l'Assemblée Générale Ordinaire du 4 juin 1996 de porter le dividende de FF 18 à FF 20 (FF 30 avec avoir fiscal), soit une augmentation de 11 %. L'option de paiement du dividende en actions sera exerçable du 14 juin au 4 juillet 1996. Le paiement du dividende en espèces interviendra

Contact : Direction de la Communication Financière - Tél : (1) 45 38 86 26 - 3615 ACCOR - 3615 COB

Citionic est édité par la SA LE MONDE

Le Monde est éché par la SA Le Monde de la société : cent ans à compter da 10 décembre 1994. Es GB F. Actionnaires : Société critie « Les rédacteurs du lié Hubert Beuve-Méry, Société anonyne des lecteurs du liéon Monde Investisseurs, Le Monde Presie, léna Freste, Le Mo RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL: 21 bis, RUR: CLAUDE-BERNARD - 723/2 PARIS CEDEX IIS Tél.: (1) 42-17-26-00. Télécopisur: (1) 42-17-21-21 Téles: 206 506 F ADMINISTRATION: (1, 102-16) Télécopisur: (1) 42-17-26-21 Téles: 206 5006 F Idl.: (1) 42-17-26-00 Télécopisur: (1) 42-17-26-37 Téles: 263 311 F

La leçon de Tchernobyl

L'EXPLOSION du réacteur numéro 4 de la centrale de Tchemobyl, le 26 avril 1986, aura finalement été beaucoup plus qu'un accident nucléaire, et même beaucoup plus qu'une catastrophe nationale. « Tchernobyl a aussi fait exploser le communisme », lance le philosophe André Glucksmann. De fait, l'accident nucléaire a mis en lumière tous les défauts du système soviétique : culte du secret, centralisme absolu, productivisme à tout crin, arrogance technologique et confiance aveugle en la science. Dès l'accident connu, les autorités ont coupé les communications téléphoniques à Pripiat, la ville des empioyés de la centrale. Il ne fallait pas que des particuliers s'avisent de donner l'alerte avant les autorités. L'emballement du réacteur avait été provoqué par des manœuvres demandées en haut lieu, à l'encontre de toute logique, comme si une centrale nucléaire était un jouet technologique au service du pou-

Lorsque les autorités ont pris conscience de l'ampleur du désastre, elles ont mobilisé l'armée comme à Stalingrad et envoyé la troupe combattre le réacteur en folie, au méoris de toute règle de sécurité pour les « liquidateurs ». Ceux-ci paient aujourd'hui dans leur chair leur obeissance et leur dévouement - et aussi leur manque d'information. La gestion de la crise a ensuite été menée de bout en bout avec la manie du secret d'Etat, alors même que les pays voisins étalent directement concernés par le nuage radioactif, involontairement, les Sos administraient la preuve qu'un désastre écologique n'avait pas de frontière. Le rideau de fer était tourné en dérision.

« PRIORITÉ À LA SÛRETÉ »

Mais l'accident de Tchemobyl fut aussi une leçon pour les Occidentaux. Ils savaient déjà, depuis l'affaire des plules acides, que la pollution n'a pas de frontière. Mais ils avaient suffisamment confiance dans leur technologie pour penser que l'industrie nucléaire avait encore un brillant avenir. Or l'accident ukrainien a plongé dans la perpiexité tous les gouvernements, et même instillé un doute chez les ingénieurs. Ils convierment aujourd'hui qu'un accident grave est également possible « chez nous », et qu'il vaut donc mieux s'y préparer.

Tchemobyl montre aussi que, dix ans après l'accident, rien ou presque n'a pu être fait pour réparer les dégâts. On se retrouve avec un réacteur hâtivement mis sous cocon, deux réacteurs qui fonctionnent cahin-caha, une ville fantôme, une région entière évacuée et des zones contaminées encore habitées, où toute activité normale est exclue. Les autorités ukrainiennes viennent d'avancer le chiffre de 4 300 décès directement dus à la catastrophe. Sans parler des enfants atteints de cancer de la thyroïde et des adultes menacés de leucémie ou déjà victimes du stress radiophobiqué...

Cette terrible réalité ternit évidenument beaucoup l'image du nucléaire, qui portait déjà le stigmate d'Hiroshima. Ainsi une activité de pointe, qui a mobilisé la recherche

RECTIFICATIF

COGÉNÉRATION Le gaz naturel a un pouvoir calorifique de 12 kwh par m³ et non 12 000 kwh par m³ comme nous l'avons indiqué par erreur dans la légende du schéma sur la cogénération publié dans Le Monde du 25 avril. Il fallait donc lire que, dans une centrale de cogénération, la combustion d'un mètre cube de gaz peut générer environ 4 kwh d'électricité et de la chaleur pour un équivalent de 5,6 kwh.

pendant plus de cinquante ans, se trouve aujourd'hui fortement contestée, à l'Est comme à l'Ouest. C'est pourquoi les promoteurs de l'énergie atomique font des pieds et des mains pour tenter de rassurer et de convaincre de leur savoir-faire. Pour eux, comme pour les citoyens de l'ex-URSS, il y a un avant et un après Tchernobyl. L'explosion du réacteur ukrainien a ébranlé toute l'Union soviétique, handicapé pour longtemps l'Ukraine et la Biélorussie, et traumatisé l'industrie nucléaire à travers le monde.

On sait maintenant qu'une activité à risque devient franchement dangereuse si elle est menée dans un État totalitaire qui ignore la transparence et le débat démocratique. En Occident, la contestation antinucléaire a constamment obligé les autorités à se préoccuper de sécurité. Sans le savoir, les contestataires ont rendu un fier service aux « nucléocrates » qu'ils combattaient. Malheureusement, la nouvelle Russie n'a pas perdu les mauvaises habitudes de l'ancienne URSS: elle s'est empressée de mettre au secret le capitaine Alexandre Nikitine, qui a eu le front de révéler les dangers présentés par les sous-marins nucléaires désaffectés de Mourmansk. C'est pourquoi l'on peut encore tout craindre des activités nucléaires de l'ex-bloc soviétique.

Cependant, la catastrophe de 1986 a provoqué la montée en puissance d'une idée seulement esquissée en 1968 : la priorité ne doit plus aller à la production mais à la sécurité des hommes, à la qualité de la vie etalas nement. Même les responsables de la centrale ukrainienne en conviennent aujourd'hui: « Priorité à la sûreté », disent-ils, comme à contrecceur. Si cette lecon avait été comprise plus tôt, la France aurait peut-être échappé à l'affaire du sang contaminé et la Grande-Bretagne aux affres de la vache folie.

Roger Cans

'IMMIGRATION est-elle condamnée à une gestion de crise ? Sur ce domaine, sensible entre tous, le gouvernement disposera-t-ii un jour d'une politique cohérente ou le verra-ton éternellement agir au coup par coup, sous la pression des événements et devant les objectifs des caméras ? L'annonce, jendi 25 avril, par le préfet des Yvelines, de la régularisation prochaine d'une centaine de parents étrangers d'enfants français vient, une nouvelle fois, poser cette question.

On ne peut évidenment que se féliciter de cette décision. Pour les personnes concernées, elle devrait en effet mettre un terme à une sturation trentricable : celle de se troover « non expulsables », car protégées par la nationalité française de leurs enfants, mais aussi « non régularisables », au motif qu'elles n'étalent pas en situation régulière au moment de leur demande de carte de séjour. Elle indique également que Matignon semble avoir pris conscience de la gravité du problème posé, au point d'accepter, pour la première fois, un traitement collectif des dossiers des parents d'enfants français des Yvelines, et non un simple examen « au cos par cos ». Elle pourrait même laisser penser que, deux jours après avoir renvoyé aux ca-

Immigration: une politique au coup par coup

lendes grecques le rapport de la comunission parlementaire sur l'immigration clandestine en indiquant qu'« il a'était pas question de légiférer dans l'immédiat, à chaud », le premier ministre est décidé à poursuivre

dans un registre humanitaire. La réalité est toutefois moins réjouissante. Pour en arriver là, il a falla que dix personnes s'installent dans la cathédrale Saint-Louis de Versailles, qu'elles y mènent une grève de la faim de onze jours et qu'elles reçoivent le sontien de l'évêque de Versailles, MF Thomas, et du maire (RPR) de la ville, Etienne Pinte. Amparavant, des dizaines de dossiers avaient été envoyés au préfet, aux députés, aux ministres concer-

nés. Pendant un an, un collectif d'associations avait multiplié les délégations auprès des pouvoirs publics, soulignant le désespoir des familles, rappelant l'absurdité de cette impasse créée par les lois de 1993. Rien n'y avait fait.

Les textes existaient pourtant. Le 5 mai et le 13 juin derniers, deux ministres de l'intérieur, Charles Pasqua et Jean-Louis Debre avalent - déjà sons la pression de grèves de la faim - successivement indiqué aux préfets qu'ils avaient le pouvoir de régulariser des dossiers de parents d'enfants français. Mais ces circulaires étaient restées lettre morte. Dans le calme des préfectures, les responsables des services des étrangers refusaient presque toujours d'attribuer les cartes de séjour tant attendues.

En déclarant, jeudi soir, que sa décision se sîtuait « dons le droit-fil » de l'action menée par son prédécesseur, le nouveau préfet des Yvelines, Jean-François Sellier, a sans doute vu juste. Derrière l'esprit de corps et la langue de bois de circonstance, c'est la réali-té de la situation qu'il a ainsi résumée : rien n'a changé sur le fond, si ce n'est la pression des événements... Comme si, dès lors que l'on parle d'immigration, tout examen ludde, calme, sérieux, était impossible.

Paroles en l'air par Calligaro



DANS LA PRESSE

LE FIGARO Franz-Olivier Giesbert

Il n'y a pas si longtemps, quelques « experts » nous annonçaient qu'il failait, sous peine de catastrophe, changer d'urgence de ligne économique, accepter l'inflation et laisser filer le franc. C'était ce qu'on appelle « l'autre politique ». On a vu les résultats de cette « autre politique » : au Zaire, en Grande-Bretagne, au Brésil et même en Pance, en 1981. Partout, le laxisme appelle le laxisme et conduit au déclin. Depuis une bonne décennie, les gouvernements français ont tenu bon contre ce qu'on pourrait appeler l'idéologie de la facilité (...). Résultat : aujourd'hui, le franc fait bonne figure face au mark (...). Si la détente monétaire actuelle rend possible un début de relance de la machine économique, elle ne peut néanmoins suffice. Il faut aussi la confiance. Elle ne viendra qu'avec la baisse des impôts.

FRANCE-INTER Philippe Bardonnava

■ Des décennies d'expérience et de conflits sociaux ont permis aux syndicats et à leurs interlocuteurs, Etat et patrons, d'acquésir une sorte de « culture commune ». Cette culture leur permet donc de résoudre les problèmes chasiques (...). Bref, les régimes de retaites complémentaires sont sarvés, l'accord technique permet d'en assurer l'équilibre. Dans la fonction publique, l'accord n'est pas encore conciu, il faut bien un peu de suspense de temps en temps, et les syndicats vont consulter leur base. Il s'agit sans mi doute de la mise en scène qui précède une signature (...). L'ennui, c'est que, si ces deux accords démontrent bien qu'entre techniciens de bonne volonté on peut arriver à s'entendre pour le bien commun, ils font peu de cas de l'évolution permanente et du contexte économique; et que les signataires font comme si leur seul objectif était de préserver à tout priz l'architecture des systèmes existants. Or, dans un monde en mutation rapide, peut-être est-il temps d'imaginer d'autres architectures. Pour cela, il est clair qu'on recherche plutôt des visionnaltes que des techniciens.

Permanence et contradictions du « bérégovisme »

TROIS ANS après la disparition dramatique de Pierre Bérégovoy, les choix de celui qui a joué, pendant près de dix ans, un rôle essentiel dans l'économie française conservent toute leur actualité. Les stratégies de « désinflation compétitive » et d'arrimage du franc au deutschemark ont produit des effets positifs sur l'économie mais elles se sont traduites aussi par une perfomance sociale pour le moins médiocre. S'il est apprécié par les grands argentiers du monde entier, le bilan de « PB » laisse en revanche toujours dans l'embarras les amis de Lionel Jospin. Telles sont les conclusions qui se dégageaient du colloque organisé jeudi 25 avril au Conseil économique et social par l'association des anciens

membres de son cabinet.

Ioli plateau tout d'abord que celui réuni par ses anciens collaborateurs, plateau symbole aussi: il y avait là plusieurs anciens premiers ministres (MM. Rocard, Takeshita, Ghozali), de nombreux ex-ministres des finances (MM. Utsumi, Lawson, Berrada, Alphandéry, Sapin), les deux banquiers centraux Hans Tietmeyer et Jean-Claude Trichet et enfin, le prédécesseur de « Béré» à Rivoli, l'ex-président de la commission européenne, Jacques Delors. La « deuxième gauche », la finance internationale et les banquiers centraux sont venus dire tout le bien qu'ils pensaient des politiques économiques suivies par Bérégovoy. Toujours mai à l'aise face à l'héritage, la gauche de demain - celle qui tra-

économique - avait, semble-t-il, préféré s'abstenir. Il n'y avait là ni Moscovici, ni Hollande, ni Strauss-

De tous les choix de Bérégovoy, celui qui continue à alimenter le plus régulièrement les polémiques, c'est naturellement la stratégie du « franc fort ». Il s'agit là d'un débat qui, malgré la détente monétaire actuelle, conserve toute son actualité - à droite comme à gauche. La discussion porte d'abord sur les qualificatifs. « Franc fort, franc stable, franc solide », des synonymes, selon Jean-Claude Trichet. « Peu importe le mot », pour Jacques Delors, Michel Rocard est plus attaché, lui, à la précision des termes : « Jamais ni lui (Pierre Bérégovoy, son ministre des finances). ni moi n'avons pensé en termes de franc fort », explique l'ancien premier ministre, ajoutant : « Ce qui nous intéressait était la stabilité, affaire fort différente, plus à notre portée et plus indispensable à notre lutte contre le chômage qu'on ne sait

quels coûteux rèves de grandeur. » Le débat n'est pas que sémantique. La politique d'un franc stable vis-à-vis du deutschemark était d'abord le signe le plus tangible d'un choix européen très ferme. Nul n'a oublié la position de Pierre Bérégovoy en mars 1983 : alors secrétaire général de l'Elysée, il était favorable, on s'en rappelle, à une sortie du franc du SME. Lorsque Francois Mitterrand tranchera en faveur d'un maintien de la monnaie française au sein du SME, il adhère- sur la vie sociale l'inévitable ouvervaille autour de Lionel Jospin à la 12 totalement au nouveau cours. 1 ture au monde.

Tous les acteurs de la période en témoignerout : comme pour le président, c'est l'Europe qui a conduit Pierre Bérégovoy à ce choix écono-

mique et monétaire décisif. Malgré cela, n'aurait-il pas fallu décrocher le franc du mark en 1991, alors que la réunification de l'Allemagne avait considérablement modifié la donne? Le débat, vif à l'époque, le reste aujourd'hui. Michel Rocard reconnaît que, pour lui comme pour son grand argentier d'alors, « la ligne adoptée - le main-tien de la parité franc-mark - a été coûteuse, électoralement et socialement », mais qu'elle était néanmoins indispensable. « Elle authentifiait le choix européen de la France, même au prix de tensions conjoncturelles fortes ». « L'acquisition d'une culture de stabilité, la crédibilité d'une monnaie, les comportements liés à une monnaie stable, tout cela est affaire de décennies », a-t-il plai-

CONTRACTÉ

La stabilité est effectivement an centre des « choix bérégoviens ». « L'Etat est là pour apporter de la stabilité, ce qui devient de plus en plus important dans un monde de plus en plus instable ». C'est un autre argument, actuel, avancé par un antre avocat de cette politique, Michel Sapin. « PB » était, il est vrai, très inquiet des désordres et des injustices provoqués par l'inflation, «un impôt qui pèse toujours sur les plus défavorisés », mais aussi de toutes perturbations qu'amène

Ce souci de la stabilité est sans doute ce qui explique «la continuité de la politique monétaire depuis une dizaine d'années », une continuité soulignée par Edmond Alphandéry, et plus encore par l'homme qui en est le symbole, Jean-Claude Trichet. Il parle à ce sujet d'un « consensus multipartisun ». Cette obsession de la stabilité animait aussi Pierre Bérégovoy dans les grandes réunions internationales: il militait alors en faveur d'un système monétaire international mieux organisé. « Les marchés n'ont pas toujours raison, il faut parfois les corriger », expliquait Noboru Takeshita en reprenant l'une des idées chères au dirigeant français. Même son ami, le très thatchérien Nigel Lawson, avouait qu'« une certaine stabilité des changes est souhaitable ».

L'un des débats les plus actuels auxqueis Pierre Bérégovoy a participé par anticipation, c'est enfin celui sur la monnaie unique. Lors de l'élaboration du Traité de Maastricht, l'ancien ministre plaida constamment et, jusqu'au bout, en faveur de la création d'un véritable « gouvernement économique européen ». Face à une banque centrale unique, il devalt y avoir, à ses yeur, un contre-pouvoir fort, un exécutif européen pour les questions économiques et financières. Il devait perdre cette bataille. Elle reste totalement d'actualité, a souligné Jacques Delors que les réticences allemandes actuelles à ce sujet inquietent.

Le choix de la monnaie stable a-til en définitive été fait aux dépens

de l'emploi ? « Pierre Bérégovoy refusait ce dilemme », explique, en l'approuvant, l'ex-patron de la commission, pour qui il s'agit là d'un faux problème. « Il n'y a pas dans l'économie que la politique monétaire », ajoute, abondant dans le même sens, Jean Claude Trichet. L'emploi est lié, pour les avocats de Bérégovoy, certes à la croissance et donc aux politiques monétaires et financières, mais tous l'ont souligné, il est fonction aussi de nombreuses autres conditions : les politiques budgétaires et structurelles, ainsi que l'organisation du marché du travail notamment

State Brown

139.24

1

و بيوده د

10 . 5 %

as juag

1 🛬 🚧

· ·

- PA-2

c 4*43

1.00

-* 43

Option centrale des politiques économiques de Pierre Bérégovoy, la stabilité est aussi anjourd'hui at centre des choix auxquels se trouve confronté le nouvel exécutif, de droite. Comme en mars 1983, Jacques Chirac a fait finalement et clairement, en octobre dernier, le choix de la rigueur budgétaire et de la stabilité monétaire - celui de l'Europe « maastrichtlenne ». Comme Pierre Bérérovoy en 1985 à l'hôtel du Plazza à New York, le président français plaidera, à Lyon en juin lors du sommet des sept grands pays industrialisés en faveur d'une plus grande stabilité sur le marché des changes. Comme « PB », « JC » risque cependant d'avoir à s'inquiéter d'une antre dimension du problème : la stabilité politique et sociale. Elle ne dépend pas uniquement de la stabilité monétaire. C'est aussi l'une des leçons du « bérégovisme».

M Carried

13/2 - 27/2 F Section Office

네네 의교구:

などは極度変

The Same of the

The second second

Antick and

SAMO

1.5. 1128.32

1世紀末 1章

11 11 11 11 11 11 11

* * , 18 In I

1,112,000

Jan. 18 75

マル・こけばな A - 1 /251 1 4 4

1. 15 1. 7. 7

of a second second

1.5 1.0 22

 $: \mathcal{A} \to \mathbb{R}^{\frac{1}{2}}$

19 f P

·10 '.

... 5

29 3

The state of

144

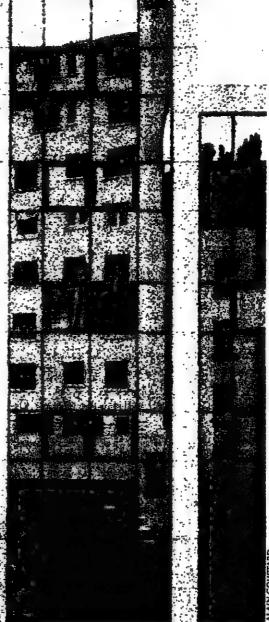
. . . Th

34 3 1

Little Entry

bis, RUE CLAUDE-BERN





Monde » au cœur de Paris

L y a évidenment de la nostalgie dans l'air. Ceux de Falguière - là où depuis six ans se dépensaient les journalistes et leurs acolytes, documentalistes, informaticiens, secrétaires, techniciens, employés, ouvriers, correcteurs, plus de 400 personnes au total - regretteront l'élégance et la civilité du lieu, ses verres bombés et bleutés, ses passerelles de vapeur transatiantique, ses ascenseurs transparents, son patio-cafétéria autour duquel gravitaient l'humeur générale et les rendez-vous particuliers. Rien n'échappait à Falgnière, ni un déplacement, ni un éclat de

voix, pas même un visage guilleret.
Pour leur part, ceux d'Ivry
- commerciaux, administratifs, services généraux, informaticiens, quelque 300 personnes en tout, sans compter les ouvriers des rotatives et du départ qui, eux, restent sur place, avec les machines - regretteront sans doute l'amplitude industrielle des lieux, les hauts murs et les plafonds immenses, la respiration d'un

espace qu'une pertinente modernisation architecturale avait amplifiée. Les motifs aux regrets ne

manquent pas. Mais l'aventure, maintenant, s'appelle Claude-Bernard, et elle recommence dans la rue qui porte le nom de ce physiologiste du XIXº siècle.

Le Monde siège désormals dans le 5º arrondissement, au cœur de Paris, et plus précisément du Paris intellectuel, parmi les facultés et les grandes écoles. Ses bureaux font face à l'Institut national agronomique, mamelle séculatre de plusieurs générations de laboureurs et d'éleveurs, à qui la nation ne saurait manquer d'être reconnaissante pour sa contribution décisive aux meilleures traditions gastronomiques.

Tout distingué qu'il soit, ce quartier de la montagne Sainte-Geneviève n'en est pas moins bonhomme. L'esprit villageois rôde encore sur les pavés, entre bistrots bavards et marchands des cinq continents. Les lieux sont historiques et prestigieux, l'environnement reste familier et décontracté. De ce côté-ci de la ville, quelque chose d'imperceptiblement paresseux et réveur palpite dans l'atmo-

Du haut de ses six étages de verre, Finneuble du Monde n'a rien d'un monstre écrasant l'entrelacs de rues et de petites bâtisses. Il faut, pour Papercevoir, passer sous un grand porche, et là, lever le nez. Quand par chance il y a du soleil, la façade en renvoie des éclats pointus. A l'inthieur, les pièces vibrent différemment; et c'est un grand bonheur d'ouvrir les fenêtres et d'accueillir cette lumière dorée malgré les inextricables problèmes de réglage des climatiseurs. Les terrasses, situées à trois niveaux différents, permettent même d'aller directement au

contact de la chaleur. Au-delà des choix budgétaires, la décision de réunir l'ensemble des personnels du Monde dans un seul immerable a obéi à deux principes: métissage et complémentarité. Le métissage, c'est le mélange pour l'enrichissement de tous. Mélange des métiers, mélange des fonctions. Dans les nouveaux locaux, rédaction, documentation, administration, commercial, informatique, correction et atelier ne devraient pas seniement cohabiter. Leur localisation et leur voisinage voulu a pour objectif qu'ils se côtoient, communiquent, s'interpénètrent et se rassemblent. A défaut d'exercer le même métici, chaque catégorie de personnel du Monde ne partaget-elle pas la même ambition : conce-

La complémentarité, elle, met en ligne des métiers qui ne peuvent pas se passer les uns des autres. C'est le

voir, réaliser et vendre le meilleur Bemard, nous avons pu mettre en journal possible? ceuvre un véritable aménagement du territoire, avec ses lignes de force, ses flux de circulation, ses cohérences internes, en ayant le souci propre d'un quotidien que de faire du confort de travail de chacun ainsi

Du haut de ses six étages de verre, l'immeuble n'a rien d'un monstre. Il faut, pour l'apercevoir, passer sous un grand porche et là, lever le nez

appel à des compétences singulières qui, toutes, dans le même moment court et intense, doivent s'accorder pour produire un objet de papier sophistiqué, le plus proche possible da zéro défaut. La dépendance est totale entre les uns et les autres, entre les correspondants, les rubriques, le secrétariat de rédaction, la rédaction en chef, les dessinateurs, les infographes, les documentalistes, les iconographes, les sténos, les correcteurs, les metteurs en page, les photograveus, les infor-maticiens et les rotativistes. A

que celui de l'environnement, avec la mise en place de poubelles individuelles à tri sélectif (5 à 7 tonnes de papier devraient être ainsi récupérées pour être recyclées).

chaque étape du processus de fabri-

cation, la défaillance ou l'eureur d'ai-

guillage de l'un ou de l'autre guette.

Aussi la proximité et la communica-

bilité, on dirait presque la solidarité,

des différents lieux où s'inscrit

l'œuvre collective sont-eiles déci-

Une autre logique a contribué à l'aménagement de l'espace. Avec

l'aide du cabinet Majorelle, on a

voulu inscrire la nouvelle formule

du quotidien dans des lieux qui

soient adaptés à la nouvelle organi-

sation du travail intervenue depuis

janvier 1995. Dans les locaux de la

rue Palguière, nous avions procédé à

du rafistolage proche parfois d'un

entassement ubuesque. A Claude-

Les quelque 12 000 mètres carrés se répartissent de la manière suivapte (voir aussi notre dessin page suivante): au centre de l'immeuble (deuxième, troisième et quatrième étage), on trouve le cœur de l'entreprise, à savoir la rédaction du quotidien, ses séquences et sa direction, ainsi que ses suppléments hebdomadaires (« initiatives », « Livres »

EFFETS DE MIROIR SUR LA FAÇADE

et « Télévision-Radio-Multimédia »). C'est au sein de cet espace rédactionnel que l'atelier de montage et de traitement d'image ainsi que la correction ont trouvé place.

Les services commerciaux sont juste en dessous, au premier étage, avec les dessinateurs, Le Monde Editions et Le Monde de l'éducation (Le Monde diplomatique est situé à la même adresse dans un espace autonome). Plus bas, au rez-de-chaussée, là où le public est accueilli, se trouvent la documentation, l'iconographie, les services généraux, l'infirmerie, les deux services informatiques, celui qui gère le système rédactionnel et celui dédié à la gestion de l'entreprise, ainsi que Le Monde des philatélistes, la société des lecteurs et le service Multimédia. Au dessus de la rédaction, le cinquième étage est consacré aux directions administratives et techniques: direction générale, financière, juridique, des ressources humaines, de la communication, de

l'informatique et de l'imprimede. Les espaces collectifs et conviviaux se situent, eux, aux deux extrémités: en bas, les activités du comité d'entreprise (bibliothèque, salle de gymnastique, salle polyvalente...) et le futur restaurant ; en haut, au 6 étage, le plus agréable avec sa terrasse dominant les toits du quartier, la cafétéria, les salles de

réunion et l'espace de repos. L'ensemble de ce projet d'installation, qui nous aura accaparés pendant de longs mois, est soudain devenu réalité l'espace d'un week-end. Le samedi 20 avril, un dernier Monde était réalisé à Palguière ; lundi 22, Le Monde provenait de Claude-Bernard. Entre-temps, il y avait en 150 rotations de camions de l'entreprise Corvisier, chargés de 17 000 cartons

Jean-Paul Besset

Bienvenue

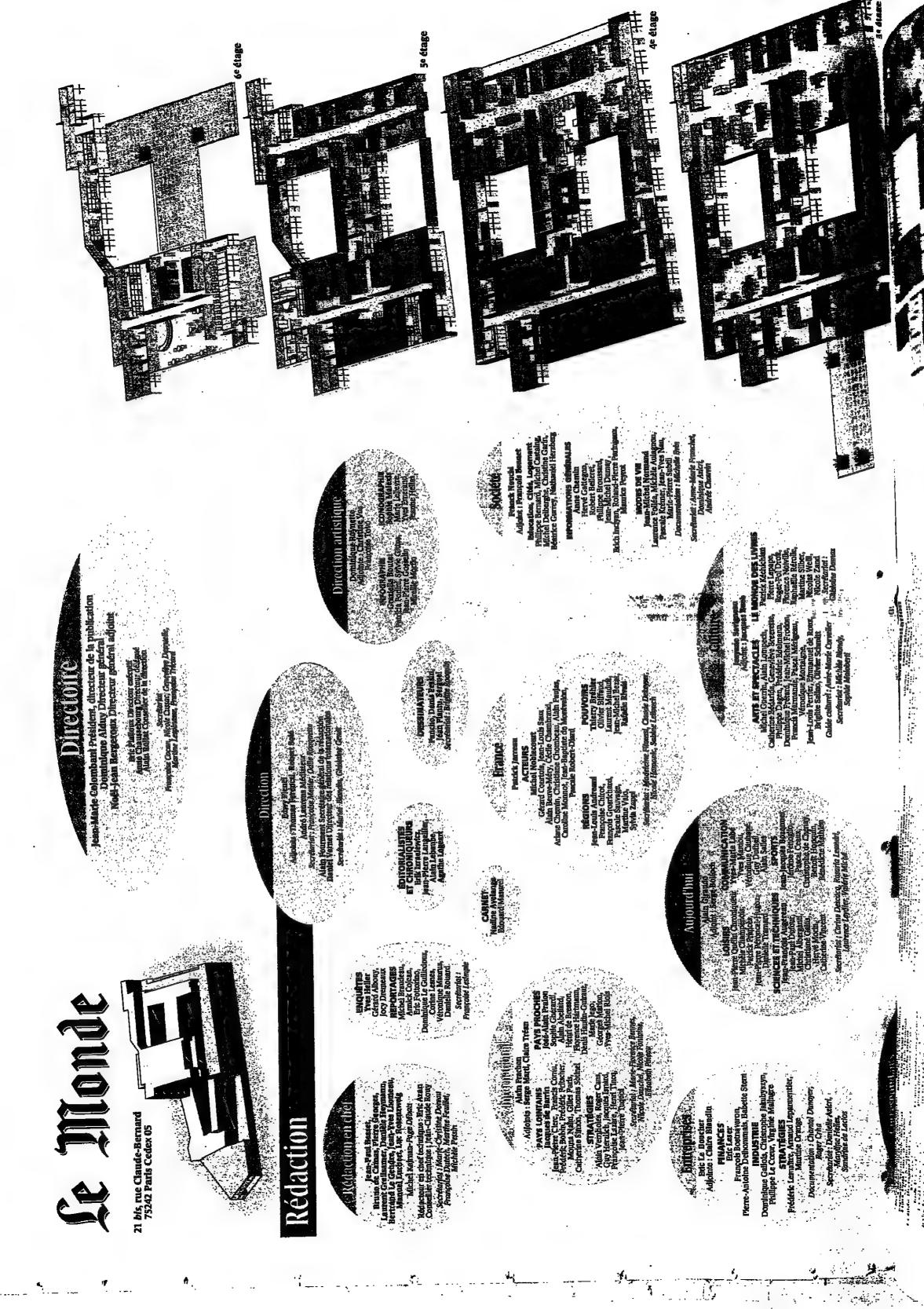
TRE inerte, c'est être battu », cette formule du général de Gaulle est depuis un peu plus de deux ans la devise du Monde. Trois chantiers out été ouverts : le redressement de la diffusion, la recapitalisation de l'entreprise et sa réunification. Grace à sa nouvelle formule, le quotidien a battu un record d'angmentation de ses ventes et d'accroissement de son andience en 1995. Le réarmement financier, qui sera bouclé à 100 % à la fin de cette année, a permis à Pentreprise de conforter son indépendance et de poser les premières pierres de son développement, notamment dans le domaine du multimédia. Enfin, après six années de séparation, tous les services rédactionnels, administratifs et commerciaux du Monde se regroupent rue Claude-Bernard. l'imprimerie comme la régie publicitaire restant chacune sur son propre site. L'une et l'autre ne sont pas pour autant oubliées : nous nous efforcerons de développer leurs activités. La nostalgie des « Italiens », qui était celle de beaucoup d'entre vous et d'entre nous, s'estompe. La « maison » se retrouve dans un immeuble moderne au cœur du vieux Paris intellectuel,

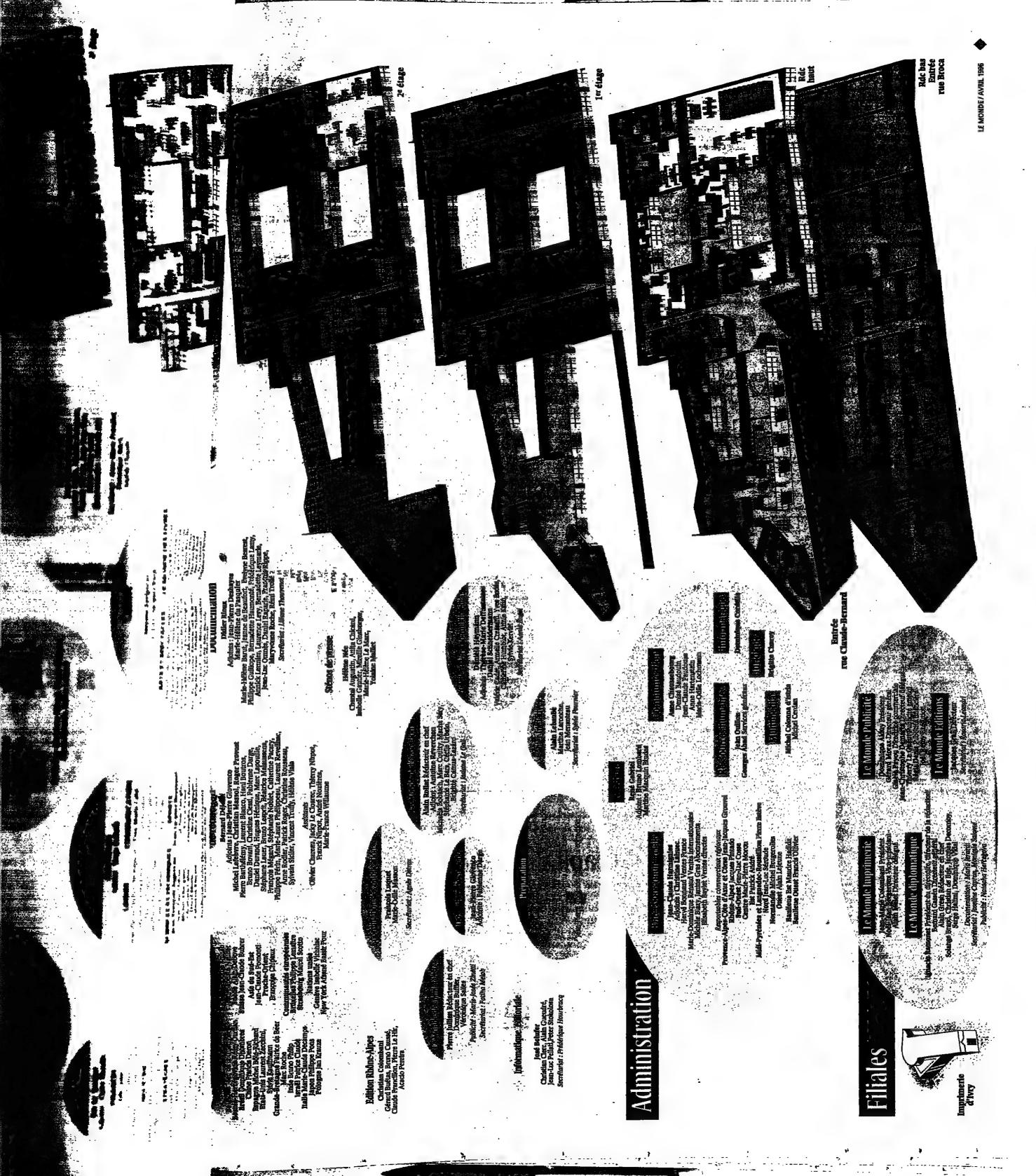
conditions ses lecteurs. Jean-Marie Colombani

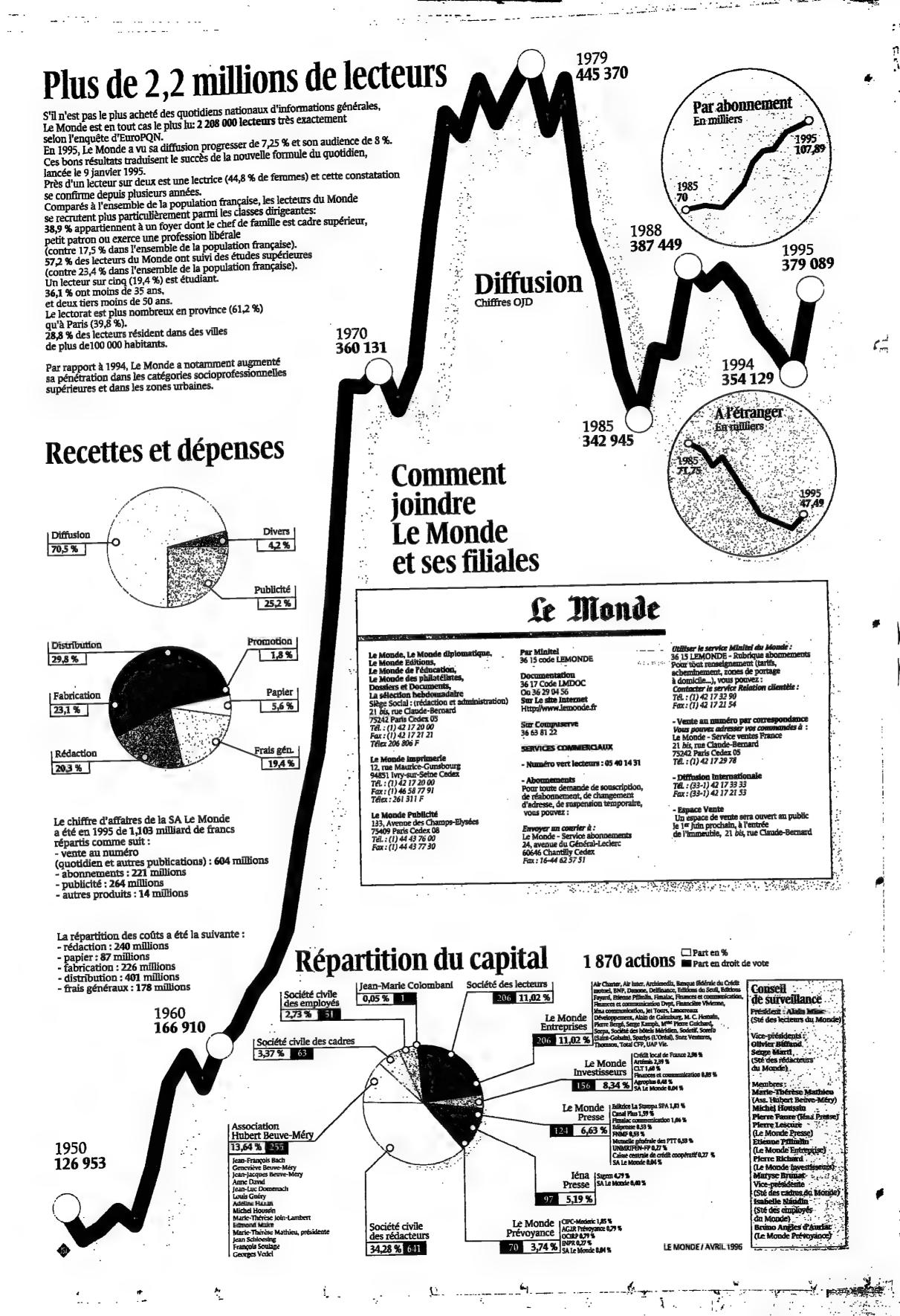
où elle aura plaisir

dans de meilleures

à accueillir







· 1000年第一日本

-5.25

مكذا ين المؤمل

BERNARD EDWARDS, musicien noir américain et cofondateur

du groupe de funk Chic, a été trouvé mort dans sa chambre

d'hôtel à Tokyo le 18 avril. Les 15 et 16. Chic donnait deux concerts dans le stade de Budokan. Grave-

ment grippé, Bernard Edwards avait insisté pour jouer malgré

l'avis d'un médecin consulté sur

place. Né le 31 octobre 1952 à

Greenville (Caroline du Nord).

Remard Edwards, tout à la fois

compositeur, producteur, pianiste,

bassiste et chanteur, avait fondé la

Chic Organization en 1977 à New

York, avec le guitariste Nile Rod-

gers. Ce groupe mixte propose à la

fin des années 70 un funk puissant

et vitaminé, porté par des voca-

listes talentueux et rehaussé par

une section de cordes. Les hymnes

47,49

- A 20 -

Rafael Orozco

Un interprète captivant de Haydn, Mozart, Beethoven et Schubert

LE PIANISTE espagnol Rafael Orozco est mort à Rome, mercredi 24 avril. Il était âgé de cinquante ans. Né à Cordoue (Espagne), le 24 janvier 1946, Rafael Orozco s'était fait connaître du monde musical international en remportant, en 1966, le premier prix du concours de Leeds (Grande-Bretagne), devançant d'une place la pianiste russe Viktoria Postnikova.

Très vite, Orozco avait joué dans le monde entier en compagnie des plus grands chefs et enregistré des disques (EMI, puis Philips) dont certains demeurent exemplaires par leur équilibre suprême entre une profonde intelligence musicale et un tempérament survoité - potamment une intégrale insurpassée des concertos de Rachmaninov, avec Edo de Waart, rééditée il y a

En plus d'être un musicien accompli, Orozco était un homme dénué de vanité et de jalousie envers ses collègues. Il ne craignait jamais non plus de tancer le critique musical qui tenait devant lui des propos négatifs sur tel ou tel de ses collègues qu'il admirait. Parti sous de brillants auspices, sa carrière devait néanmoins subir une éclipse à cause des machinations de l'agent qui s'« occupa » un temps de sa

D'une centaine de récitals et concerts annuels, Orozco tomba bientôt à un nombre d'engagements qui ne hi permettalent qu'à peine de payer son loyer. Jusqu'an jour où il s'aperçut que cet agent, sensé le défendre, prétendait systématiquement qu'il était déjà engagé ailleurs pour placer quelqu'un d'autre, dont la carrière put ainsi se développer. Orozco ent anssi le tort de faire des débuts trop brillants au Festival de Salzbourg, faisant de l'ombre au planiste vedette de l'écurie à laquelle il appartenait (dans le même temps, il se faisait éreinter au même endroit).

Au bord du renoncement, ravagé par le doute, Rafael Orozco trouva en Juanita Argerich, la mère de la

pianiste argentine, une allée qui intima l'ordre à son ancien agent, basé en Grande-Bretagne, de le reprendre dans son écurie, ce on habituellement il ne faissit ismais. Personne ne pouvait résister à cette femme de tête. Les langues se délièrent, des grands chefs le réinvitèrent. Il ne fallut pes longtemps à ce musicien exceptionnel pour retrouver la place qu'il n'annait jamais di quitter. Juanita Argerich obtint également de Daniel Barenbonn qu'il l'engage à l'Orchestre de Paris pour jouer un Premier Concerto de liest oui restera dans les annales. Les huit demières années de la

carrière de « Rafaelito » furent marquées par de grands concerts, d'admirables disques euregistrés

concernée; un rapport an pré-

pour Auvidis, dont une très belle version - peut-être l'une des plus accomplies de l'histoire du disque des Nuits dans les jardins d'Espagne de Manuel de Falla euregistrée avec l'Orchestre des jeunes d'Espagne et la meilleure d'Iberia d'Albeniz, qui lui valut les félicitations d'Alicia de Larrocha, Orozco faillit subir une demière fois les manigances de son ancien agent lorsqu'il fut invité à donner un concert à l'Exposition universelle de Séville.

Cette fois-ci, cet impresario tenta d'imposer son poulain en préten-dant que le chef dont il s'occupait l'enecot. Erreur fatale, le patron de Porchestre et Omzon étaient amis depuis des années, Rafael Omzeo qui disait toulours que la mal-

bilités particulières de direction, de

chance le poursuivait ne croyait pas si bien dire : il est mort du sida, et à un âge capital dans la carrière d'un pianiste. Orozco était parvenu à dominer cette nervosité de chevai fou qui, dans sa jeunesse, l'avait souvent amené à s'emballer en public.

A cinquante ans, il jouait, avec une maîtrise confondante, une hauteur de vue et une absence d'appréhension admirables, un répertoire qui ne se limitalt ni anx grands chevaux de bataille romantiques ni à la musique espagnole, mais en faisait l'un des interprètes les plus captivants de Haydn, Mozart. Beethoven et Schubert.

Alain Lompech

zété fixant la définition du besoin de financement du projet de création ou de reprise d'entreprise faisant l'objet de la demande d'aide prévue par le code du travail.

• Agriculture : ım arrêté modifiant celui du 23 février 1994, fixant les conditions sanitaires de préparation, de commercialisation et

pour boîtes de nuit aux titres programmatiques, Dance, Dance, Dance, Everybody Dance, et sur-tout le tube planétaire disco de 1978, Le Freak, asseoient la popularité du groupe. Après six albums – dont Risqué (1979), le plus ambitieux -, Bernard Edwards en profite pour exposer ses idées personnelles dans un album solo, Glad To Be Here (1982). Dès 1983, Il retrouve Chic pour Believer, mais le public funk, davantage attiré par Prince, désormais incontestable maître du genre, boude l'album. Avec Nile Rodgers, Bernard Edwards a écrit et produit pour Dia-

JOURNAL OFFICIEL

Au Journal officiel du jeudi 25 avril sont publiés: • Sécurité sociale: un rapport au président de la République relatif à l'ordonnance « portant mesures relatives à l'organisation de la Sécurité sociale », ainsi que l'ordonnance concernée; un rapport

maîtrise médicailsée des dépenses

de soins», ainsi que l'ordonnance

M[™] Sesan Blanc et Sophis
 M[™] Josette Durieux,

M. Jean-Charles Blanc,

M. ct.M" Didler Lessaur

out la douleur de faire part du décès de

Norbert BLANC,

ève de l'ENS de S

• Fonctionnaires : un décret au président de la République relatif à l'ordonnance «relative à la

sident de la République relatif à l'ordonnance « portant réforme de coordination ou d'animation dans le domaine scientifique ». • Assurance-maladie : un dé-Phospitalisation publique et privée », ainsi que l'ordonnance cret relatif à la cotisation minimale des assurés pluriactifs du régime d'assurance-maladie et

portant création d'une indemnité spécifique pour fonctions d'intérêt collectif à l'Institut national d'études démographiques. Cette indemnité est attribuée aux personnels « dont les fonctions comportent l'exercice de responsa-

• Emploi : un arrêté fixant la composition du dossier de demande d'aide à la création ou à la reprise d'entreprise, ainsi qu'un ar-

maternité des travailleurs non sa-

lariés des professions non agri-

d'utilisation des viandes séparées mécaniquement. Il concerne les viandes de bovins (têtes, pieds, moelle épinière, colonne vertébrale).

na Ross, Debbie Harry et Sheila. Seul, il a travaillé en 1985 avec Power Station, la formation du chanteur britannique Robert Palmer.

AU CARNET DU « MONDE » Naissances

Imbelle DAUCHEZ Fabien BECRIEL, ont la joie d'annoncer la naissance de leur

Pélix Simon Baltha

≥ 20 avril 1996. 2. svenne Telllade. 75020 Panie.

tne et Alein FELLOUS,

Salguas, Mais.

le 23 avril 1996, à Paris. Berthe at Michel MILGRAM.

Hile ZWL

« Que sa verme au monde soit une

69006 Lyon. Anniversaires de naissance

- Tous les enfents de

M. Michel DEPOSSE

hal conheitent un tale joyeux

Saint-Cyr-an-Mont-d'Ot.

. -- Message d'amour à

dit le Gop.

Merci à toi pour tout le bouheur dont us nous combles dépuis vingt et un ans.

Avec toute notre tendresse, nous te

Perchick, Matchick, le Gnos, Rob et

Mariages

Karine et Etienne se marjent le 27 avril 1996.

Felise Saint-Etienne, à Cély-en-Bière.

<u>Décès</u>

- MM. Parrice, Xavier, Hobert Mabilat Lett manual. Mario-France et Manon. ont la tristesse d'annoncer le décès de

M. Pierre MABILAT, chevalier des ordres du Mérite et de la Légion d'homeur, conseiller honoraire à la cour de cassation.

survens le 24 avril 1996, à l'âge de

La cérémonie religieure anna lieu le samedi 27 avril 1996, en l'église de Châtenoy (Louet), où l'on se réunira à 11 heures, survie de l'inhumation dans la facilité.

Cet avis tient lien de faire-part.

principal adjoint de collège intern de Ferney-Volgaire surveno le 17 avril 1996, dans sa Les obsètress ont en lier, dans

rité, le 20 avril. BP 159,

01216 Ferney-Voltaire. -Lad Forgont, provincer, Les personnels, Et les élèves du lycée-collège

décès subit, à l'âge de quarante-neuf au

M. Norbert BLANC, nncien de l'ENS de Sain principal adjoint du collège int de Ferney-Voltaire.

Lycée-collège international, BP 159,

01216 Ferney-Volume.

- Benoft Drogs. Bénédicte et Thiony Framoni es cofants. Elécnore, Mathilde et Séguiène. es petites-filles, Bernard et Aleth Bauet Odette Rig

an belle-sœut, André Boohor Jamine Salgon, ses fière et steut, Summe Bruce, ont la doubeur de faire part du déchs de

M Simone BRUET-BONHOMME,

survenn le 21 avril 1996, à l'âge de

La ofrémonie religieuse sura lieu la hadi 29 avril, à 11 heures, à la paroisse Saint-Marcel. 82, boulevand de l'Hôpital, Paris-13°, et sera suivie de l'inhumation, à 12 h 30, au cimetière du Montpanasse, 3, hopieusent Edora-Dalmas Balin 14°

3, boulevard Edgar-Quines, Paris-14. Benoît Brust,

70, boulevard de l'Hôpital, 75013 Paris. 18, roe Monte

- L'Islo-enr-la-Sorgue.

et ses enfants, out le douleur de faire part du décès de M. René CARDON.

Les obsèques religiouses out en lieu le jeudi 25 avril 1996, dans l'infanité fami-liale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

noés et nos actio Nos abousés et nos action-naires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir sous communiquer leur munéro de référence.

M^{ass} François Palmere, son éponec, Ses enfants, petits enfants,

Son arrière-petito-fille, Son frère, M. Raymond Feliesse out la grac

M. Prançois « France » PELTYSSS. médrille de la Résissance beige,

czoix de la France libre, at décédé la 22 avril 1996, dans

La cérémonie religiouse a ée célébrée vendrodi 26 avril, à 11 beures, es chier Seines Jeann d'Arr. à Venetilles L'influmation aura lien le samedi 27 avril, à 10 h 45, précédée d'une bénédiction en l'église de La Salle-les-Alpes (Serre-Chevalier).

78000 Verselller (Le Moede du 26 avril.)

M-Renée GÉNEN. de KERVÉRÉGUIN.

s'out étaigne le 25 avril 1996, dans su

es enfants, Elle a retrouvé dans la paix son époux,

René GÉNIN, M. er M= Raymond Meion

M. et M= Paul Michelet. ses beaux-frères et belles ML et M Antiglio

Jean-Beptiste JACQUEY. M. et M- Bernard Merca La messe d'adien sera célébrée le samedi 27 avril, à 14 h 30, en l'église et lears enfants. M. ex M Gérard Meso

De la purt de Michel et Marie-Clotilde Jacquey, National et leasure-automo factione, aus enfants, Jour-Bapriste (†), Bénédicae et Ma Pauline, aus pentes-enfants.

14, rue Chenot, 78000 Versailles

ex son peth-file,

– M. et M™ Dominique Vignor et leurs enfants, M. et M^{ar} Gérard de Pouve er leurs éminés.

M Ame de Pouvouville et ses enfants, M Tania Moran, M. et M Jean Daficux viève Dufie ML ex MT Michel Defic

Ainsi que ses neveux, ses nièces, Et ses autis toujours si présents et si \$ out la douleur de faire part da décès de M⁻⁻ Guy de POUVOURVILLE, ace Nathalie SOKOLSKI,

surveou le 24 avril 1996, dans sa quatre vingüène aunée.

La cérémonde religiouse sera célépée le sumedi 27 avril 1996, à 9 heures, en l'église Notre-Dame-de-l'Assomption,

88, me de l'Assomption, Paris-16^a L'inhumetion aux. lieu le même jour au

78170 La Celle-Saint-Cloud. 11, me des Filles-de-Calvaire, 75003 Paris. 68, rue de Me 75019 Paris.

« Notre cesur n'étais-il pas bri en nous tandis qu'il nous parlait sur la route et qu'il nous faisei comprendre les Ecritares ?

Le Seigneur a rappelé à Lui, le troi-sième dimanche de Piques 1996, dans sa quatre-vingt-troisième aunée,

André MÉHAT, document has bettern,

Jeanne Bern

ion épodes. Yvonne Mchat-Avril,

-M. et M= Yves Meton. M Christiane Meson, M.Jose Cambre M. et Mª Michel Meson. M" Elisabeth Meton,

M. Charles Penguence

Guillsume, Bmilie, Marie, Claire, Lucie, Boris, Nicolas, Jemne, Anna, Perrine, Alice et Simon,

M. et M Donnais et lears enfants. M. et M- Anchi al lear filt. M. Gifbert Michelet,

nes neveux et nièces. Et tous leurs proches, our la très grande tristeage de faire part du décis de Toute sa far

Mª Sonia METON,

torvesti le 20 avril 1996, dens sa solzane

Cet avis tient lien de faire-part.

- Le coursil d'ado société Sopartech,

Sonia METON, surveyane je 20 avril 1996.

Il s'associo à la dentiere de un famille i

ont la tristegge d'a

rendredi '26 avril, en l'église Saint-

67000 Strasbourg

M Sylvie Meton,

Les obsèques out en lieu dans l'intimb de la famille, le 25 avril 1996.

Un office religioux sera célébré à 3 mai 1996, à II h 30, au temple protestan de Sains-Germsio-en-Laye (Yvelines).

M-Meion, M. Pinquenot, La Brande,

36230 Montip a la tristesse d'anno cidentelle de

64511 Bordin Order.

2) le contrel de direction de la société

Sonia MRTON, président de la société,

nne le 20 avril 1996. lle l'associent à la douleur de la famille laquelle ils présentent leurs plus

21. avenne Joseph-Szydlowski. 64511 Bordes Codes.

 Le consoit d'administration. Et le comité de direction de la société ont la tristesse d'armoncer la disperition

Sonia METON,

urvenne je 20 avril 1996. Ils s'associent à la douleur de sa famille

à laquelle lis présentent leurs plus 5. sveme Newton. Montigny-le-Breton 78051 Saint-Quentin-en-Yvelines

- M- Am Peiu in Pescamu

fait part, avec grande douleux, de décès de M-Sonia METON,

- Enrique et Lucy Pescann Mónica et Edwardo Baldini, Liliana et Pedro Mayol, Ainsi que leurs fils, font part avec profonde douleur, de décès

directrice de Labinal

Mª South METON, survenu en Provence, le 21 avril 1996 et appelleut à prier en sa mémoire

Bt le personnel des indi giques Pescamona SA, font part do décès de

-Le directoire

M-South METON. survenn en Provence, la 21 avril 1996 et prient en sa mémbire.

Et le personnel de Puerto Seco SA., font part avec grande tristesse, de décès

M* Souls METON.

survenn en Provence, le 21 avril 1996 et prient en sa mémoire. Cet avis tient lieu de faire-part. (Le Monde du 24 avril.)

> CARNET DU MONDE Télécopieur : 42-17-21-36 Téléphone: 42-17-29-94 42-17-29-96

- Mr Marin-Paulo Perof-Lawrence et M. Georges Ferné.

et Mélina Ferné, M. et M André Tellet, leurs enfants et petits-enfant; M. Jacques Gamier et ses enfants et petit-fils, Ses surur, beaux-frices, Nevenx et petits-nevenx M Christine Grandval, Et sa famille,

ont la douleur de faire part du décès de

mereson & Saint-Cloud, le 24 avril 1996. mon 29 avril, à 15 h 45, en l'églis saint-Cloud, place Charles-de-Gar saint-Cloud, où l'ou se réunire.

- La Pédération nationale des déportés et internés résistants et patriotes (FNDIRP), Et l'Amicale des résistants, petriotes

emprisonnés à Eysses, ont la tristesse de faire part du décès de YVM MOREL membre de la présidence de la FNDIRP, membre de la Commission exécutiva do Mémoriai pationa

L'incinération aura lieu le mardi 30 avril. à 10 h 45, an columbarium du Père-Lachaise.

Rendez-vous à l'entrée de la rue des

FNDIRP 10, rue Laroux, 75116 Paris. (Le Monde du 26 avril I

Anniversaires de décès - Le 25 aveil 1991.

sous quittait. Que coux qui l'out comm et aimé, s'ambses d'invantion à se l'amille et à ses amis qui l'aiment au présent.

Jean-Paul DELAROCHE-VERNET.

- Il v a douse ans.

Commandez vos livres par Minite

The second secon

Il nous a quintés le 28 avril 1995. Jean FALCONNIER

36 15 LEMONDE

Gabriel, Carolo, Ivilette

Micheline LAVAUD.

du camp du Struthof, chevalier de la Légion d'hou médaille militaire, croix de gnerre, le 22 avril 1996, dens sa soixante-

Rondeaux, à 10 h 30.

Patrice BROHAN

Une peasée est demandée à ceux qui 01350 Caloz.

ENTREPRISES

multipliées jeudi 25 avril à la Bourse de Paris, sur la possible cession de la

progressait encore de plus de 3 % vendredi 26 avril dans la matinée. banque Indosuez, filiale du groupe
Suez, au Crédit agricole. L'action par La Tribune Desfossés du vendredi

tionale du Crédit Agricole a fait une offre ferme à Suez pour la reprise de ● L'INFORMATION a été confirmée 51 % d'Indosuez. On se refusait vendredi 26 avril à toute confirmation et

BANQUE Les rumeurs se sont Suez a gagné près de 5 % jeudi et 26 avril, qui révèle que la Caisse na- à tout démenti dans les services de presse du Crédit agricole et de Suez.

L'OPÉRATION présente une logique industrielle en associant la pre-mière banque commerciale française

avec l'une des principales banque d'affaires hexagonale. • LA RES-TRUCTURATION du paysage bancaire français pourrait s'engager derrière cette offensive.

a mon

Le Crédit agricole veut prendre le contrôle d'Indosuez

La « banque verte » a fait une offre ferme de rachat de la majorité du capital de la banque d'affaires à sa maison-mère la Compagnie de Suez. La balle est dans le camp des administrateurs de cette dernière, qui auront à se prononcer dans les prochains jours.

LE CRÉDIT AGRICOLE sera-t-Il le premier à donner le départ des grandes manœuvres du paysage bancaire français? Des rumeurs de marchés, jeudi 25 avril, sur la possible cession de la banque Indosuez, filiale du groupe Suez, à la Banque verte, ont de nouveau miscette perspective à l'ordre du jour. Le titre de la compagnie de Suez. très agité pendant la séance a gagné près de 5 % en clôture.

La volonté du Crédit agricole de réaliser des opérations de croissance externe n'est pas nouvelle. Avec des fonds propres de 124 milliards de francs et des résultats pour 1995 de 6,5 milliards de francs, il en a les moyens. Lucien

Caisse nationale, avait fait une première tentative début 1995 à l'occasion de la cession de la Banque française du commerce extérieur (BFCE), Celle-ci avait fait long feu, face à l'hostilité de la place comme des pouvoirs publics. Ni les uns ni les autres ne voulaient que le Crédit agricole réalise une percée spectaculaire dans les entreprises et à l'international, des activités où il est plutôt faible. Les grandes banques pourront-elles montrer autant de résistance dans un rapprochement où les acteurs sont tous privés ?

D'autant qu'une prise de participation significative du Crédit agricole dans indosnez a pour le

dustrielle. Pour le groupe Suez, qui a perdu près de 4 milliards de francs en 1995, la cession de la banque peut être l'occasion d'une remise à flot. Pour la banque ellemême enfin, l'adossement à un groupe solide et dont la pérennité n'est pas douteuse peut la stabiliser durablement. Le Crédit agricole n'est en outre pas un inconnu de Christian Maurin, le nouveau président d'indosuez. L'ex-patron de Sofinco avait passé des accords avec la banque verte dans le domaine du crédit à la consomma-

Fort de cette analyse, le Crédit agricole a proposé à la compagnie

groupe mutualiste une logique in- de Suez, comme le révèle La Tribune Desfossés du vendredi 26 avril, d'acquérir 51 % du capital d'Indosuez. Un conseil d'administration de la Caisse nationale du Crédit agricole l'a approuvé il y a quelques jours. Cette démarche va dans le droit fil des déclarations antérieures de la banque verte. Lors de la présentation de ses comptes 1995, le président de la Caisse nationale gvait déclaré: « Nous voulons être une banque présente sur les marchés nationaux et internationaux mais également au coin de la rue. » Et sl, selon Lucien Douroux, le Crédit agricole a toujours privilégié des opérations de croissance interne -« ce qui lui a ossez bien réassi » -, il ajoutait: «Il faudro être progmatique, ne pas s'enfermer dans un dogme et regarder les opportunités.»

indosuez semble la cible rêvée, car « il y a des complémentarités ». Officiellement, la banque Indosuez n'est cependant pas à vendre. Ballotée pendant toute l'année 1994 et une partie de l'année 1995 par des rumeurs récurrentes de sa cession, indosuez est désormais arrimée solidement à sa maison mère Sucz. Cette dernière a au cours de l'année 1995 joué pleinement son rôle d'actionnaire, recapitalisant pour 1,2 milliard de francs en mars. allégeant de 5.5 milliards de francs la banque de ses actifs immobiliers.

organisant la vente de la filiale Gartmore qui a dégagé une plusvalue de 1,3 milliard de francs, promettant un nouvel effort en fonds propres d'environ un milliard d'ici la fin de l'année 1996. Cette politique d'assainissement a permis à indosuez de sortir du rouge après des pertes de près d'un milliard en

1994. Elle est désormais quasiment en état de marche.

Arrivé en juillet dernier à la tête de Suez, Gérard Mestrallet a entrepris de redimensionner son groupe « en le développant sur un nombre ümité de métiers ». C'est la ligne qu'il a également tracée pour indosuez. Mais si M. Mestrallet continue d'affirmer haut et fort en public que sa filiale bancaire fait partie intégrante du groupe, il ne cache pas en privé que « les choix que nous avons fait étaient les meilleurs au moment où nous les avons pris ».

Une prise de participation significative a pour le groupe mutualiste une logique industrielle

Le groupe reste d'ailleurs silencieux sur la proposition du Crédit agricole. La décision de céder ou non ne peut être prise que par le conseil d'administration de Suez,

où siègent notamment Philippe Jaffré (Elf), Jean-Louis Beffa (Saint-Gobain), Jérôme Monod (Lyonnaise des Eaux), Pierre Paurre (Sagem), Jacques Friedmann (UAP) et Lucien Douroux. Hors du conseil, mais tout aussi influent, Michel Pébereau, président de la BNP, avait formé le projet au début de 1995 de constituer une « très grande financière » regroupant l'UAP, Suez et la BNP Le patron de la BNP détient aujourd'hui 5 % de Suez. Il ne laissera pas, sans combattre, le Crédit agricole venir renforcer un peu plus sa présence sur le marché bancaire. Pour Jacques Friedmann, qui affirme ne pas être au courant de l'opération projetée, la participation croisée de 15 % qu'il détient dans la BNP, n'influencera pas ses choix. « Je suis administrateur de Suez», nous a-t-il déclaré. « je n'ai pas d'opposition a priori. Il faut étudier si le principe d'une telle cession est intéressante pour la compagnie ».

Aucum conseil de la compagnie de Suez ne semble être pour l'instant programmé sur ce sujet. Indosuez est évaluée à une dizaine de

MANŒUVRES

DES GRANDES

COMMENTAIRE

LE DÉBUT

La recomposition tant attendue du paysage bancaire français est en marche. En dévollant le premier ses intentions et en faisant une offre ferme pour prendre le contrôle d'indosuez, le Crédit agricole, fort de ses 124 milliards de francs de fonds propres en 1995, brise un tebou. Celui qui a figé depuis plus de vingt ans le système bancaire, l'empêchant de s'adapter à une concurrence toujours plus vive dans des métiers de banque d'affaires ou sur des marchés financiers devenus planétaires. « C'est de restructura-

trations que les banques françaises peuvent espèrer une amélioration de leur rentabilité », soulignait au début de l'année l'agence de notation financière Standard and

La fusion entre le Crédit national et la BFCE, la prise de contrôle de la Sovac par l'américain General Electric et la mise en vente offidelle par le GAN du groupe CIC ont été les signes précurseurs de cette redistribution des cartes. Mais un éventuel rapprochement entre le Crédit agricole et la banque indosuez prendrait une tout autre dimension. Car elle associe la première banque commerciale francaise à l'une des principales banques d'affaires de l'Hexagone, mai en point à la suite de ses déboires dans l'immobilier, Indosuez, dont la qualité du réseau interna tional en Asie et au Proche-Orient

est reconnu, n'a pas trouvé dans le groupe Suez en perte des moyens à la hauteur de ses ambitions. Cette opération s'inscrirait direc-

tement dans la logique des grandes OPA menées à Londres au cours des dernières années, des acquisitions de Morgan Grenfell par la Deutsche Bank, de Warburg par la Société de banque suisse et de Kleinworth Benson par la Dresdner

Si le racorochement entre le Crédit agricole et Indosuez se réalise. Il sera forcément suivi d'autres. La Société générale, la BNP et Paribas, qui ont également des ambitions dans les métiers liés à la benque d'affaires et aux marchés financiers, se retrouveront condamnés à grandir vite ou à changer de stratégie. Le mouvement est lancé.

Deux groupes complémentaires

Crédit Agricole

- Résultat net (part du groupe) : 6,5 milliards de francs en 1995, 5,8 milliards en 1994.

~ Produit net bancaire : 66 milliards de francs en 1995, 64 milliards en 1994. - Fonds propres: 124,2 inilliards

- Résultat net (part du groupe) :

107 millions de francs en 1995, perte de 1,08 milliard en 1994. - Produit net bançaire : 10.87 milliards de francs en 1995. 12.03 milliards en-1994. - Fonds propres: 10,8 milliards de

La Cades doit collecter 140 milliards de francs avant la fin juin

La caisse d'amortissement de la dette de la Sécurité sociale est en place

L'OPÉRATION de financement destinée à apurer les comptes de la Sécurité sociale est entrée dans sa phase finale. Le décret relatif à la création de la Caisse d'amortissement de la dette sociale (Cades) a été publié vendredi 26 avril au lournal officiel. Cette structure, mise en place pour une durée de treize ans, aura pour mission de gérer le rem-boursement du capital et des intérêts de la dette accumulée par les organismes sociaux entre 1992 et 1996. Elle sera présidée par Benoît Jolivet, président du comité des

usagers pour les services bancaires. La publication du décret se faisait attendre. La Cades doit impérativement collecter 140 milliards de francs avant le 28 juin, échéance du crédit-relais consenti par la Caisse des dépôts et consignations à l'Acoss (Agence centrale des organismes de Sécurité sociale). Cette somme correspond au déficit des années 1994, 1995 et prévisionnel de 1996. Les investisseurs se demandaient à ce propos si le probable dérapage des comptes sociaux cette année (plus de 40 milliards de francs contre 17 milliards prévus) allait conduire le gouvernement à accroître les besoins de financement de la Cades. Berty a préféré s'en tenir au montant et au schéma initial. Dans ces conditions, le surplus de déficit attendu devrait être financé par un nouveau prêt de la

Caisse des dépôts à l'Acoss. Depuis plusieurs mois, «l'emprunt sécu » mobilise les banquiers qui peuvent espérer à cette occasion percevoir d'importantes commissions (plusieurs centaines de millions de francs). Jusqu'au milieu de la semaine dernière, leurs écuipes spécialisées dans la direction d'emprunts ont continué à faire part de leurs propositions à la direction du Trésot. Toutefois, afin de ne pas endosser directement la responsabilité de cette opération, et afin de démontrer que la dette de la Sécurité sociale n'est qu'indirectement celle de l'Etat, Bercy a préféré attendre la création officielle de la Cades pour la lancer. Les événeLa Cades lancera au cours des prochains jours un appel d'offres auprès des banques.

L'allègement du programme obligataire constituera un soulagement pour les investisseurs

« Il s'agit d'une opération très risquée où l'échec n'est pas permis », explique un banquier. Un mauvais accueil des investisseurs risquerait de se traduire par une dégradation de l'ensemble du marché obligataire français et par une remontée des taux d'intérêt à long terme. Les 140 milliards de francs ne seront pas collectés d'un bloc sur les marchés de capitaux mais répartis entre emprunts obligataires, crédits bancaires classiques et effets à court terme. Au début de l'année, les professionnels prévoyaient qu'environ

ments vont désormais s'accélérer. 70 milliards de francs seraient levés sous forme d'obligations avant la fin du mois de juin. Paute de temps, ce montant, fortement révisé, pe devrait pas dépasser 20 milliards de francs. L'allègement du programme obligataire constituera un soulagement pour les investisseurs qui craignaient un encombrement du marché. Il ne sera pas désavantageux financièrement, au contraire, en raison de la faiblesse exceptionnelle, en ce moment, des taux d'intérêt à court terme (moins de 4 %). Par la suite, des ressources à long terme, via des obligations, viendront se substituer à ce finance-

ment court. Malgré son faible montant, l'opération obligataire qui aura lieu dans les prochaines semaines ne s'annonce pas moins délicate, « Le bon comportement actuel du marché obligataire français est trompeur. La demande provient essentiellement des compagnies d'assurance-vie na-tionales. Les investisseurs étrangers ne sont pos là », souligne un profes-sionnel. Il craint à cet égard que l'emprunt de la Cades ne suscite pas plus d'intérêt auprès des grands fonds anglo-saxons. Les obligations « Sécu » ne devraient en effet offrir qu'une rémunération très légèrement supérieure (environ 0,10 %) à celle des obligations assimilables du Trésor (OAT), en raison de la qualité de la signature. Les obligations émises par la

Cades ne bénéficieront certes pas de la garantie explicite de l'Etat mais elles out obtenu la meilleure notation possible - triple A - de la part des agences chargées d'étudier la solvabilité des emprunteurs : ces dernières ont considéré que l'article 7 de l'ordonnance, qui prévoit qu'en cas de difficultés de palement de la Cades « le gouvernement soumet au Parlement les mesures nécessaires pour assurer le paiement du principal et des intérêts aux dates prévues », équivaut de fait à une ga-

rantie implicite de l'Etat. Afin d'internationaliser le placement de ses titres, la Cades pourrait toutefois choisir d'emprunter en devises autres que le franc, par exemple en écu, mais aussi en dollar, en yen ou en deutschemark. Les réticences initiales de certains responsables politiques à l'idée de faire financer en devise étrangère les déficits de la Sécurité sociale ont été vaincues par les arguments financiers des banquiers.

Pierre-Antoine Delhommais

La Banque de France déçoit les marchés

nétaire (CPM) de la Banque de Prance a choisi, jeudi 25 avril, de ne pas réduire son principal taux directeur. Il a laissé inchangé, à masse monétaire continue à pro-3,70 %, le niveau de ses appels d'offres. Il a en revanche ramené de 5,50 % à 4,90 % (le niveau de ses prises en pension de 5 à 10 jours) le plafond de ses taux, qui ne jone toutefois qu'un rôle très marginal

en période de détente monétaire. Le geste de l'institut d'émission a constitué une surprise et une déception pour les opérateurs des marchés financiers. Malgré la hausse du dollar, le franc, après l'annonce de cette décision, s'est replié, tombant jusqu'à 3,38 francs pour un mark, contredisant le principe selon lequel des rendements devés renforcent une monnaie. Les investisseurs comme les analystes s'attendaient à une baisse, comprise entre 0,10 % et 0,20 %, du taux des appeis d'offres.

Plusieurs éléments allaient dans ce sens. A la suite de la décision de la Bundesbank d'abaisser, jeudi 18 avril, son taux d'escompte et son taux Lombard, les autres banques centrales européennes avaient assoupli leur politique monétaire. On pouvait penser que la Banque de

LE CONSEII de la politique mo- Prance ne se tiendrait pas à l'écart de ce mouvement. Le franc se montrait également très vigoureux face au deutschemark. Parallèlement, la gresser à un rythme modéré (4,1 %) en France. Enfin, les indicateurs publiés au cours des derniers jours ont démontré que la reprise de l'économie reste fragile. La production industrielle a reculé de 1,2 % au mois de février et la consommation des ménages en produits manufacturés s'est contractée de 1,2 % an mois de mars.

Burgers Burgers Mary and Burgers Mary and Burgers

A Company of the Comp

T CHARLES THE

THE PROPERTY.

- A 31 E

2. 25/20

せんり 成数

- Gara 🍇

San Age of

alcohol.

製造

- --- MARCH

· Prings

DÉPENDANCE

La Banque de France n'a pas tenu compte de ces signes d'essoufsement et a estimé que la croissance n'avait pas besoin d'un nouveau coup de pouce monétaire. L'annonce d'un mauvais indice des prix au mois de mars (+0,6 %, soit 2,3 % sur un an) explique pour par-tie la vigilance du CPM. Mais, surtout, la Bundesbank avait laissé inchangé à 3,30 %, la semaine dernière, le taux de son REPO, auquel est lié le niveau des appels d'offres français. Malgré l'étroite coopération monétaire qui unit les deux pays, la Banque de France ne sait pas à quel rythme la Bundesbank choisira de réduire ce REPO au cours des prochaines semaines. Elle a donc préféré ne pas faire de pari hasardeux sur l'avenir. Contrairement aux apparences, ie statu quo de la Banque de France reflète davantage la dépendance monétaire de Paris à l'égard de Francfort que son indépendance.

Enfin, la Banque de France a été probablement irritée par des déclarations qu'elle a pu interpréter comme une forme de pression. Le directeur général du Fonds monétaire international (FMI), Michel Camdessus, lui avait demandé d'imiter la Bundesbank, tandis que le ministre de l'économie et des finances, Jean Arthuis, avait avoué qu'il « croisait les doigts » gvant la réunion du CPM.

Les enquêtes de la COB resteront confidentielles

SOUCIEUSE de mieux respecter la présomption d'innocence, la Commission des opérations de Bourse (COB), présidée par Michel Prada, travaillera dorénavant dans le secret. Elle n'annoncera plus l'ouverture d'enquête administrative, ni la transmission d'un dossier au Parquet. Pour connaître l'existence d'une infraction, il faudra attendre soit que la COB prenne une sanction administrative, publiée au Journal officiel, soit que la justice pénale, qui aura pris le relais de la COB, rende elle-même publiques ses procédures (mise en examen, renvoi en correctionnelle...). Ainsi Michel Prada a-t-il suppri-

liste des personnes dont le dossier a été transmis au Parquet. Les personnes mises en cause étaient clouées au pilori par la presse le jour de la publication du rappport, sans même que le fond du dossier soit connu. La COB limitera sa publicité aux statistiques et aux motifs de transmission.

DERAMAGES

La COB veut ainsi éviter les dérapages. En 1995, par exemple, elle avait informé le public qu'elle ouvrait une procédure à l'égard de banquiers d'Eurotunnel soup-

prononcer des sanctions. A la fin de 1994, la COB transmettait au Parquet le dossier de René Ricol et Jean-Michel Aulas, soupçonnés d'abus de biens sociaux dans l'affaire Cegid ; la presse a eu vent de l'affaire, mais en août 1996, tous deux obtenzient un non-lieu, sans même avoir été mis en examen. D'autres dossiers, moins connus, ont débouché sur des non-lieux. alors que le mal était fait.

Ce principe de confidentialité admettra toutefois des dérogations si Purgence l'impose, comme l'admet connés de délit d'initié, avant d'an- Michel Prada; « Je ne dis pas que la

mé du rapport annuel de la COB la noncer quelques mois plus tard Commission a décidé de ne plus jaqu'elle n'était pas en mesure de mais communiquer (...) Il peut y avoir des cas dans lesquels nous estimons qu'il y a matière à communi-

> La crainte d'être épinglé par la Commission dans son rapport annuel constituait certes un « gardefou », mais il tenait plus de l'effet médiatique que d'une justice seteine. La COB travaille aussi à l'élaboration d'une charte des droits de la défense (Le Monde du 26 avril). L'étape suivante sera la publicité des sanctions individuelles prises

Henning Schulte-Noelle, président du directoire d'Allianz

La monnaie unique rend inéluctable une harmonisation de l'assurance en Europe

M. Schuite-Noelle estime que la position commerciale du géant allemand de l'assurance en France est solide grâce à sa filiale Allianz VIA

Holding, dont la gestion va devenir plus simple après la reprise de la Compagnie de navigation mixte par Paribas. Il se félicite de l'accord

commercial passé avec le Crédit lyonnais et sou-ligne qu'« aujourd'hui, la question d'une prise de participation dans la banque ne se pose pas »,

« Le marché de l'assurance en Prance est appelé à connaître dans les prochaines années des évolutions importantes. Pensezvous avoir one talle suffisante en France et seriez-vous prêt à acheter d'autres compagnies ?

ME MINER ELITERAL PRINTER ...

in Barrer Parter Scharter

Mariner Mires of 11

- Notre position commerciale en Prance grâce à notre filiale Allianz VIA Holding est assez solide et la poursuite de sa restructuration devrait nous assurer un développement par nos propres moyens. Une acquisition n'est pas à l'ordre du

- D'autant plus que vous avez passé un accord commercial avec le Crédit lyonnais qui va vendre vos produits d'assurance-dommages dans son ré-

-La coopération avec le Crédit lyonnais est d'une grande importance pour nous. Nous en attendons une croissance importante de nos activités en France. Les deux partenaires se complètent bien.

 Pourtant, vn de l'extérieur, Palliance entre un Crédit lyonnais à peine convalescent dont l'avenir reste incertain et Allianz, numéro un de l'assurance

La première compagnie européenne

1721

4 12 July 12

7 443

fire lag

19/65

. T. Say

ta::

4 to 1

. C ≥ 5

 $M \in \mathbb{R}$

4,50

· . 125 10.00

5 / ET-

 $\sigma_{i,k} \sigma_{i,k} = 0$

7.7

100

 $r_{\rm con} \in \mathbb{R}$

N# 15

- 02 D

1212

2 5

72

 $\{0,0\}$

Allianz est de loin la première compagnie d'assurances en Europe, l'une des trois premières au monde et Pune des pins internationales, puisqu'elle col-lecte plus de la moitiée de ses primes hors d'Allemagne. Elle a réalisé en 1995 un chiffre d'affaires de 70 milliards de demischemarks (236 milliards de trancs). En comparaison, le chiffre d'affaires de LUAP – numéro deux en Europe -, s'est établi à 157 milliards de francs.

L'année 1995 a d'ailleurs été qui a vu son résultat avant impôts s'accroître de 33 %, à 3 mil-Hards de deutschemarks (plus de 10 militards de francs). La compagnie, qui est de loin le numéro un sur le marché allemand, a aussi fort bien résisté l'un dernier à l'accroissement de la concurrence outre-Rhin. En menant une politique commerciale agressive, elle a même angmenté de 1 % le montant des primes récoltées en Allemagne assurance-dommages (17,2 milliards de deutsche-

en Europe, qui annonce en 1995 une croissance de 33 % de ses bénéfices avant impôts (3 milliards de deutschemarks, soft pius de 10 milliards de francs), temble baroone?

-Le Crédit lyonnais est une des plus grandes banques françaises et le restera dans les prochaines années. Cette conviction est à la base de notre projet de coopération. Aucun indice ne nous indique qu'elle soit appelée à disparaître. Cela dit, dans les affaires, il faut être prêt à prendre certains risques et être conscient que les hypothèses ne se confirment pas toujours. En tout cas, pour le Crédit lyonnais, cette coopération lui apporte des revenus supplémentaires en lui évitant d'avoir à réaliser des investissements importants. Pour nous, cela nous donne un nouveau canal de distribution. Aujourd'hui, la question d'une prise de participation dans la banque ne se pose pas.

- Le marché de l'assurance en Allemagne devient de plus en plus concurrentiel. Vous en êtes le leader. Est-ce que cette évolution vous inquiète et que répondez-vous à ceux qui vous accusent d'avoir changé unilatéralement les règles du

jen sur ce marché? L'idée que nous avons changé les règles du jeu n'est pas tout à fait exacte. Il est vrai cependant que, gràce à notre position de leader sur ce marché, nous avons utilisé la marge de manœuvre supplémentaire que nous apportait la dérégulation pour être plus offensif, notamment en assurance automobile.

- En 1995, vous avez racheté à la Suisse de Re plusieurs sociétés d'assurance directe en Italie, en Suisse et en Allemagne. La Commission européenne vous a cependant donné deux ans pour céder la société allemande de santé et d'assurance-dommages Vereinte, que vous anciez payé assez cher ?

- Nous avons acheté la Vereinte à un prix adapté et nous sommes sûra de pouvoir la céder dans le délai accordé par les autorités. Nous avons encore un an devant nous. De grandes sociétés financières en Allemagne et à l'étranger sont intéressées. Il faut maintenant trouver un juste prix entre la valeur du portefeuille et le prix d'achat.

- Le marché européen de l'assurance va-il être transformé par la création d'une monnaie unique ? Si vous voulez rester le premier en Europe, ne serezvous pas obligé de vous lancer à nouveau dans une succession d'opérations de croissance externe comme à la fin des an-

- La création d'une monnaie unique n'est pas un facteur qui va renforcer directement le processus de concentration. Ce n'est pas automatique. Le changement positif le plus important auquel nous nous attendons est celui de la création d'un grand marché européen des capitanz. Cela pous offrira en tant qu'investisseur des possibilités beaucoup plus grandes, L'instauration de cette monnaie unique est un toumant décisif pour l'aboutissement d'une union politique et économique.

» Pour pousser le processus d'intégration européenne dans l'assurance, nous avons besoin d'une plus grande harmonisation des politiques économique et financière, et de tous les systèmes jundiques, et fiscaux qui sont à la base de notre activité. La fiscalité a une grande les aspects juridiques sont d'une importance considérable en matière d'assurance-dommages. Cette harmonisation, incluctable après l'instauration de la monnaie unique, aura à mon sens des conséquences bien plus lourdes sur le marché de l'assurance en Europe.

- Concernant la monnaie unique, une interrogation existe en France sur la volonté réelle de la Bundesbank d'y parvenir, d'autant que dans cette perspective le mark est en train de s'affaiblir depuis quelques semaines. Pensez-vous que la banque centrale allemande adhère réellement à l'Union monétaire ?

 La Bundesbank a affirmé depuis le début qu'elle était favorable à la création d'une monnaie unique, à une condition : le respect des cdtères de Maastricht. Elle insiste, à juste titre, pour que ces critères soient respectés de façon très stricte. L'euro sera aussi solide que le mark et je ne crains pas une fuite des capitaux d'Allemagne vers la Suisse notamment. Le franc suisse est surévalué et les rendements offerts faibles, je ne vois pas trop l'intérêt pour un client allemand d'aller

- Parmi vos priorités en dehors de l'Europe figure l'Asie. Compte tenu de la croissance et du potentiel de développement de cette région du monde, qu'attendez-vous exactement de ce commisseet?

 Nous avons créé à Hongkong une nouvelle société de gestion d'actifs. C'est par ce vecteur que nous voulons être présent en tant qu'investisseur sur le marché asiatique et y placer des capitaux. Comme les taux de croissance dans cette région sont très élevés, nous croyons que dans une perspective de gestion d'actifs cette zone, déjà très intéressante, va le devenir encore plus. La société a déjà commencé ses activités et dans une première étape 250 millions de dollars américains ont été investis sur différents marchés d'actions. Si cette stratégie fait ses preuves, nous allons augmenter les capitaux. Dans deux ou trois ans, nous visons une enveloppe de 500 millions de dol-



· Vous attendez encore un agrément de Pékin?

Soixante-dix compagnies attendent l'agrément. Deux sociétés ont déjà commencé leurs activités, AIG et Tokyo Marine. Nous pensons avoir de bonnes chances de figurer parmi les premières sociétés européennes.

- Aller à Hongkong est un gage donné au gouvernement

- Il faut le comprendre comme un signe de confiance dans ce marché financier pour les années à venir. Hongkong dispose des marchés de capitanz les plus développés. ~Que pensez-vous des

compagnies françaises? - Il ne fant pas sous-estimer les sociétés d'assurance françaises. Il est exact que le marché français traverse une période difficile à cause d'une concurrence exacerbée et que la nentabilità est faible. Nous avons évidenment senti les conséquences de cette situation. Le programme de privatisation du gouvernement est

une mesure importante, je crois, dans ce contexte. Une société responsable vis-à-vis de ses actionnaires privés et en concurrence avec les autres ne peut fonctionner à long terme que si elle est rentable Cela nous donnera d'ailleurs à nous-mêmes une impulsion pour attemore une meilleure rentabilit dams les années à venir

-La prise de contrôle de la Compagnie de navigation mixte par Paribas devrait améliorer votre position en France. Vous avez en longtemps des relations difficiles avec la Mixte, qui détient 34 % d'Allianz VIA Holding. Votre empressement à apporter vos titres Compagnie de navigation mixte à l'OPA avait-il pour contrepartie la cession de la participation de la Mixte dans Allianz VIA Holding?

- Nous n'avons pas passé d'accord préalable avec Paribas et nous sommes d'ailleurs toujours en conflit sur le plan judiciaire avec la Compagnie de navigation mixte. Après avoir gagné en première instance, nous attendons la décision de la cour d'appel avec confiance. Il est vizi que nous avons toujours eu de bonnes relations d'affaires avec Paribas, qui est devenu dans cette affaire notre seul interlocuteur. Des discussions ont d'ailleurs déià commencé avec la Mixte et nous espérons bien parvenir à un accord pour récupérer ses 34 %. »

Propos recueillis par Eric Leser et Babette Stern

EDF prend le contrôle du numéro six suédois de l'électricité

AU TERME D'ACCORDS conclus avec plusieurs actionnaires. EDF possède désormais 54 % des actions et des droits de vote de Graninge, sizième compagnie de production et de distribution d'électricité suédoise. Après l'acquisition en 1994 de 10 % de la société Sydkraft, deuxième compagnie d'électricité suédoise, la prise de contrôle de Graninge « renforce la présence d'EDF en Europe du Nord, alors que les restructurations du secteur de l'électricité scandinave s'accélèrent » pré-cise la direction, dans un communiqué publié le jeudi 25 avril. Selon EDF, Graninge est « une société très performante », dont le

chiffre d'affaires en 1995 a été de 1,725 milliards de francs pour un résultat net de 472,5 millions de francs. La prise de contrôle de Graninge s'est essentiellement effectuée en échange d'une prise de participation de Skansa qui possédait 25 % de Graninge dans le capital d'une filiale

Les syndicats de la chimie veulent s'opposer à tous les plans sociaux

ALORS QUE LES NÉGOCIATIONS de branche sur le temps de travail piétinent - la prochaine réunion n'aura lieu que le 11 juin - les cinq fédérations syndicales de la chimie (CGT, CFDT, FO, CGC et CFTC) ont décidé d'adopter une position commune face à l'union des industries chimiques (UIC). Au niveau de la branche, elles revendiquent le passage aux 35 heures sans réduction de salaire pour le personnel à la journée et la création d'une cinquième équipe pour les travailleurs postés, ce qui réduirait leur temps de travall à 33 h 36.

Elles souhaitent aussi que cinq années de travail posté permettent d'avancer d'un an le départ en retraite. Au niveau des entreprises, elles annoncent leur intention de s'opposer systématiquement à tout plan social en les portant devant la justice. Une journée d'action commune devrait être organisée courant mai.

Daimler Benz prévoit un retour au bénéfice en 1998

LE GROUPE ALLEMAND DE TRANSPORTS Daimler Benz veut passer de 6 milliards de marks (plus de 20 milliards de francs) de pertes nettes en 1995 à un profit opérationnel de 6 milliards en 1998. Le patron du groupe, Jürgen Schremp, espère toucher ainsi les dividendes des restructurations engagées en 1995 : démantèlement d'AEG, restructuration de Dasa, mise en faillite de Fokker. Le groupe table aussi sur un chiffre d'affaires de 132 milliards de marks en 1998, contre 104 milliards en 1995. Selon la société, ces prévisions sont « prudentes», mais pourraient changer, notamment selon l'évolution du cours du dollar par rapport au mark.

RÉSULTAT NET : 452 MILLIONS DE FRANCS (+ 12 %)

Poursuite de l'amélioration des résultats techniques Non-Vie Progression de l'assurance Vie

Le conseil d'administration d'ATHENA s'est réuni le 23 avril 1996 sous la présidence de M. Jean-Philippe THIERRY, pour arrêter les comptes de l'exercice 1995.

Chiffres consolidée 1995

Chiffre d'affaires : Résultat net :

17,5 milliards de francs 452 millions de francs

+7,7% + 12,2 %

VIE : Croissance satisfalsante de l'activité et maintien des résultats

- Progression de 13 % du chiffre d'affaires de l'activité Vie en Prance qui atteint 8.45 milliards de francs.
- Renforcement des réseaux de distribution du Groupe et acquisition d'UPSA Vie. - Pomsuite de la baisse des chargements.
- Résultat net cumulé de 264 millions de francs (270 millions de francs en 1994).

NON-VIE : Amélioration de la sinistralité

- Dans une politique donnant la priorité au redressement technique, progression de 2,8 % du chiffre d'affaires Non-Vie France, qui atteint 7,76 milliards de francs.
- Amélioration de la sinistralité de plus de 4 points, notamment en Dommages aux Biens et
- en Automobile sur les garanties dommages.
- Résultat net cumulé de 192 millions de francs (132 millions de francs en 1994), en progression malgré la forte baisse des plus-values réalisées (89 millions de francs en 1995 an lieu de 355 millions de francs en 1994).

ÉTRANGER: Résultats satisfaisants / Politique prudente de développement

- Acquisition de la SPS au Portugal, qui complète le dispositif du Groupe dans la
- Progression des bénéfices en Espagne pour la 3ème année consécutive.
- Maintien de résultats bénéficiaires en Afrique.

BILAN: 5,8 milliards de francs de fonds propres

- En application du Nouveau Plan Comptable, imputation sur les fonds propres de provisions pour dépréciation à caractère durable (910 millions de francs dont 652 MF sur les immeubles et 258 MF sur les actions) et de provisions pour charges professionnelles de retraite (521 millions de francs).
- A la suite de ses opérations, les fonds propres du Groupe avant distribution atteignent
- 5,8 milliards de francs et les plus-values latentes 4,3 milliards de francs. Le total des actifs gérés s'élève, au 31 décembre 1995, à 64,3 milliards de francs.



DÉPÊCHES

■ MICROSOFT : le groupe améri-cain, numéro un mondial des logiciels pour micro-ordinateurs, devrait annoncer, mardi 30 avril, l'intégration dans son logiciel Windows 95, de Java, le langage informatique de Sun Microsystems, qui sert de base à de nombreuses applications pour le commerce élec-Internet. Cet accord s'inscrit dans le cadre de la stratégie de Microsoft visant à contrer la société Netscape, dont les logiciels tendent à s'imposer comme un standard sur

■ TÉLÉPHONIE MOBILE: la Prance « se fait distancer par l'ensemble des pays de développement comparable » dans téléphonie mobile, seion un rapport présenté le 25 avril par l'Omsyc. Ce cabinet d'études estime qu'avec un parc de 2 millions de radiotéléphones en 1996, la France perdra trois places au niveau mondial pour se classer au neuvième rang et qu'avec 34,3 radiotéléphones pour mille habitants, elle perdra sept places pour se classer au dix-huitième rang mondial. RHÔNE-POULENC: le groupe

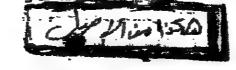
chimique français et le ministère chinois de l'industrie ont signé jeudi une lettre d'intention pour créer une société commune de fabrication et de distribution d'un insecticide notamment utilisé pour les FIAT: le constructeur automo-

bile italien a réalisé en 1995 un bénéfice net consolidé de 2 147 milliards de lires (6,8 milliards de francs), en amélioration significative par rapport aux 1011 milliards de lires de l'exercice précédent. # HABILLEMENT : entre 13 000 et 15 000 personnes ont écrit à La Re-

doute, Kookaï et C&A pour leur demander notamment de ne pas vendre des vetements fabriqués par des enfants. Les trois sociétés ont réagi favorablement à cette initiative, ont déclaré jeudi les vingtsept organisations syndicales, associatives et de consommateurs à l'origine de cette campagne baptisée « Libère tes fringues ! ». CNP: la Caisse Nationale de

Prévoyance a enregistré, en 1995, un bénéfice net consolidé en hausse de 4,9 %, à 1,484 milliard de francs, et un chiffre d'affaires en progression de 10,9 %, à 84,3 mliliards de francs.

SYNDICATS: à l'appel de la CFDT, trois syndicats (CGT, CFTC, Unsa) ont accepté d'organiser le 23 mai une journée d'action en faveur de la réduction du temps de



l'indice Nikkei a engrangé 4,93 points pour terminer à 22 235,03.

Paris

bien orientée

LA BOURSE DE PARIS était orientée à la hausse, vendredi 26 avril, en fin de matinée. A douze heures, l'indice CAC 40 gagnait 0,81 % à 2133.47 points. Il avait ou-vert en hausse de 0,55 %. Les actions françaises étaient

soutenues par la hausse du dollar

et du franc ainsi que par la détente

des taux d'intérêt. Le billet vert

s'échangeait à 1,5320 mark et

5,17 francs. Le franc cotait 3,3750 francs pour un deutsche-

Le contrat notionnel du Matif,

qui mesure la performance des em-

prunts d'État français, était en

hausse de 42 centièmes. La décep-tion provoquée la veille par la déci-sion de la Banque de France de ne

pas réduire le taux de ses appels d'offres était effacée. A cet égard, la baisse d'un sel-

zième de point du taux de l'argent

au jour le jour annoncée vendredi

matin a rassuré les opérateurs sur la poursuite de l'assouplissement

de la politique monétaire française.

La détente des taux profitait aux

■ LA BOURSE DE TOKYO a terminé en légère hausse, vendredi ; après avoir évolué dans une marge étroite, l'indice Nikkei a engrangé 4,93 points

■ LE DOLLAR s'est légèrement tassé vendredi sur le marché des changes de Tokyo, où il s'échangeait dans l'après-midi à 106,62 yens contre 106,87 yens jeudi.

CAC 40

■ WALL STREET a terminé en légère hausse, jeudi, à l'issue Banque de France ont augmenté de d'une séance volatile. L'indice Dow 40 millions à 123,23 milliards de Jones a gagné 13,01 points à 5 566,91 points.

MIDCAC

A

■ LES RÉSERVES DE CHANGES de la francs au 18 avril, selon un calcul effectué par le Lyonnais.

LES RÉSERVES MONÉTAIRES brutes de la Bundesbank ont augmenté de 500 millions, à 124 milliards de marks, au cours de la troisième semaine bancaire d'avril.

MILAN

+

M18 30

FRANCEORT

¥

CAX 30

LES PLACES BOURSIÈRES



CAC 40

valeurs financières. Parmi les titres en hausse sensible, on relevait SEB (+6%), CPR (+4,4%), Péchiney (+3,9%) et Clarins (+3,7%). L'action Suez était en progression de

2,6 % après la publication d'un article du journal la Tribune Desfossés selon lequel le Crédit Agricole serait sur le point de racheter la banque Indosuez, fillale du groupe.

CAC 40

Accor, valeur du jour

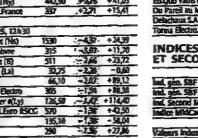
LES ANALYSTES n'ont apparement pas été convaincus par les résultats du groupe Accor annoncés mercredi 24 avril, après la clôture du marché. Tout au long de la séance de jeudi, le titre du groupe d'hôtellerie et de service aux entreprises a suscité un vif intérêt. Ce dernier a perdu 6,21 %, à 725 francs, après avoir atteint 706 francs en cours de séance, dans un volume de 931 000 pièces. Les analystes estiment, en effet, que ie bénéfice affiché pour l'exercice achevé est trop lié à des éléments ex-

ceptionnels (643 millions de francs sur 923 millions de francs). Et ce malgré une hausse de 30 % du résul-



Les valeurs du Dow-Jones

PRINCIPAUX ÉCARTS AU SECOND MARCHÉ PRINCIPAUX ÉCARTS AU RÉGLÉMENT MENSUEL



Valeo	290 -	1.36 +27,16	Valeurs Indes.	1638,19
			1 - Energie	1499,53
VALEURS LE	ES PLUS A	ICTIVES	2 - Produits de base	1573,99
	2604 Titres	Capitalisation	3 - Construction	1552,51
SÉANCE, 12h30	échangés	en KF	4 - Biers d'équip.	1157,23
Paribas	464194	153729275,90	5 - Automobile	1952,58
Schneider SA	530926	129080097,10	6 - Biens consom.	2518,35
Elf Aquitaine	234001	89314590,20	7 - Indus. agro-allin.	1597,63
Suez	364173	82571456.50	Services	1595,28
Accor	109904	79125526	8 - Distribution	2634,92
Pechiney	218385	55746527,40	9 - Autres services	1102,98
Alcate Alsthon	113422	55454047,68	Sociétés flagacières	1055,39
Bancaire (Cie)	74923	43806351	10 - Immobilier	693,34

1440



NEW YORK

¥

DOW JOINES

LONDRES

X

€T 100



Tokyo consolide ses gains

LA BOURSE de Tokyo a terminé sans grand changement vendredl 26 avril, consolidant ses récents gains à la veille d'un long weekend. L'indice Nikkel a fini sur une avance de 4,93 points (0,02 %) à 22 235.03. La tendance fondamentale du marché reste haussière mais la cote ne devrait pas renouer avec une franche hausse avant la fin de la Golden week, la

semaine prochaine. La veille, Wall Street a terminé en légère hausse à l'issue d'une séance volatile, soutenue par la bonne performance des valeurs technologiques. L'indice Dow Jones des valeurs vedettes a gagné 13,01 points, soit 0,23 %, à 5 566,91 points. Les investisseurs se sont livrés à un arbitrage consistant à acheter les valeurs de sociétés plus petites au détriment

des valeurs vedettes. En Europe, la Bourse de Londres a également manqué d'élan, finissant en très légère hausse, l'indice Footsie a progressé de 1,7 point à 3 819,3 points, soit une avance symbolique de 0,04 %. Outre-Rhin, la Bourse de Francfort a reculé sous l'influence de prises de bénéfices. L'indice DAX a perdu 0,23 % à 2 532,41 points.

INDICES MONDIAUX

FARIS

	Cours au	Cours an	AM.
	25/04	2404	es S
Parts CAC 40	2116,35	2122.10	-0,2
New-York/D) Indus	5525,36	\$53.90	-0.5
Takya/Nikkei	22230,10	27282.10	-0.2
Londres/FT100	3819,30	3817,60	+0,0
Franciort/Dax 30	2532,41	1538,26	-0,2
Frankfort/Commer.	\$96,80	837,55	-0,2
Bruxelles/Bel 20	1993,69	1997,09	-0,17
Bruselles/General	1717,74	1720,64	-0,1
Milan/MIB 30	999	999 1	
Amsterdam/Ge. Ob	367,60	364 .	-0,3
Madrid/thex 35	359,95	- 356,13	+0,5
Stockholm/Affarsal	1511,45	" Links	****
Landres FT30	2854,50	2852.	+0,0
Hong Kong/Hang S	10753,40	19834,70	-1,3
Singapour/Strait t	2384,75	2367,16	+0,1

PARIS

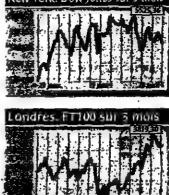
Chevron Corp. 39,12

ion Carb.	47	25_	47,25
d Technol	110	57	111,75
estingh, Electric			18,75
ochworth	18	,87	19,25
NEW YORK A Bonds 10 ans	PRANCFORT jour le jour	RR/	NCPORT ods 10 ans

LONDRES Sélection de valeurs du FT 100



FRANCFORT Les valeurs du Daz 30

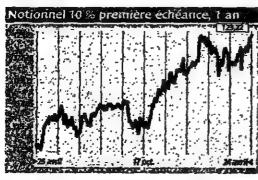




LES TAUX

-OAT 10 and Hausse du Matif

LE CONTRAT NOTIONNEL du Matif, qui mesure la performance des emprants d'Etat français, a ouvert en hausse, vendredi 26 avril. Après quelques minutes de transactions, l'échéance juin gagnait 30 centièmes pour s'établir à 123,58 points. Le taux de l'obligation assimilable du Trésor (OAT) à dix ans s'inscrivait à 6,39 %, soit 0,06 % au-dessus de celul du titre d'Etat allemand de même échéance.



LES TAUX DE RÉFÉRENCE TAUX 25/04

MARCHÉ OBLIGATAIRE

DE PARIS			
TAUX DE RENDEMENT	Taux au 25/04	Taux au 24/04	indice (base 100 fin 95)
Fonds d'État 3 à 5 ans	5,17	5,00	101,25
Fonds d'État 5 a 7 ans	5,89	5,92	101,78
Fonds d'Etat 7 à 10 ans	6,25	6,28	102,01
Fonds d'État 10 à 15 ans	6,54	6,59	101,63
Fonds d'Etat 20 à 30 ans	7,08	7,11	102,66
Obligations françaises	6,71	- 6,74 .	101,23
Fonds d'État à TME	-1,78	1,36	101,24
Fonds d'Etat à TRE	-1,34	-1,34	100,67
Obligat. franç. à TME	-1,32	-1,13	100,01
Obligat, franc. à TRE	+0.21	+017	100.09

La veille, le marché obligataire américain avait terminé en hausse, grâce au repli de l'indice CRB, qui mesure l'évolution globale des prix des matières premières. Le rendement de l'emprunt à trente ans s'était détendu, à 6,80 %. La Banque de France avait, pour sa part, déçu les opérateurs en laissant inchangé, à 3,70 %, le taux de ses appels d'offres. Elle avait, en revanche, ramené à 4,90 % niveau de ses prises en pension de cinq à dix jours.

LE MARCHÉ MONÉTAIRE (taux de base bancaire 6,75 %) PIBOR FRANCS
Pibor Francs 1 moi Pibor Francs 6 mol Pibor Francs 9 mg/s Pibor Francs 12 mg/ PIBOR ECU Pibor Ecu 3 mois Pibor Ecu 6 mois Pibor Ecu 12 mo MATIF Échéances 25/04

123,46 123,12 123,28 121,98 121,74 121,52

CONTRATS À TERME SUR INDICE CAC 40 2110

LES MONNAIES

Faiblesse du mark

1

LE DOLLAR était orienté à la bausse, vendredi matin 26 avril, face aux devises européennes, lors des premières transactions entre banques sur les places financières. Il s'échangeait à 1,5320 mark et 5,17 francs. Le dollar bénéficiait des déclarations de Franz Christoph Zeitler, membre du conseil de la Bundesbank, évoquant la surévaluation du mark vis-à-vis de la monnaie américaine. Le billet vert profitait aussi de la fin de l'impasse budgétaire aux États-Unis.

×

Pace au yen, en revanche, le dollar restait faible. à 106,60 yens. La Banque du Japon avait même été contrainte d'intervenir, durant la nuit, sur la place de Tokyo, pour freiner l'appréciation de sa devise. Sur le marché des devises européennes, le mark se montrait faible, à 3,3750 francs et à 1 022 lires.

MARCHÉ DES CHANGES À PARIS Etats-Unis (1 usd) Belgique (100 F) Pays-Bas (100 f) Italie (1000 fir.) 15,9500 317,0500 Danemark (100 low Irlande (1 iep) Gde-Bretagne (1 L Grèce (100 drach.) Swide (100 krs)
Suisse (100 F)
Norvège (100 k)
Astriche (100 sch) Espagne (100 pes.) Portugal (100 esc. Canada 1 dollar ca Japon (100 yens)

TOKYO: USD/YERS MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

L'OR Or fin (k, barre) 64750 Or fin (en linget) Once d'Or Londres 64750 64900 393,30 390,80 Pièce française(20f) Pièce suisse (201) Plece Union lat(20f) 372 Pièce 20 dollars us 2500 Pièce 10 dollars us Plêce 50 pesos reex.

LE PETROLE En dollars

Brent (Londres) WTI (New York)

minium à 3 mois 1613 Plomb à 3 mois Etain à 3 mois Zinc comptan Zinc à 3 mais

LES MATIÈRES PREMIÈRES GRAINES, DENREES (LONG OLEAGINEUX, AGRUMES

107

State Single

FINANCES ET MARCHÉS

3

Mile. Pr

COMPANY AND EST.

Barrier St.

in 🙀 🎳 in the

Light Street

7

AL PROPERTY OF

Sits RESERVES MONETAIRES

Brefer de la Bundesbank ont au

Brefer de 500 milions, a 124 pt

Brefer de marks, au tours de la pre
stèmme semante bancaire d'avril LE MONDE / SAMEDI 27 AVRIL 1996 / 23 + 0,47 + 1,24 - 0,54 - 0,12 + 1,15 - 0,15 + 0,64 + 3,67 - 1,54 + 3,97 452,70 1777 499 624 82,50 294 249,40 193 267,50 1268 1080 77,55 300,30 88,05 243 309,60 71,65 611 430 51.00 51.00 51.00 53.00 54.00 55 REGLEMENT - 0,50 + 0,23 + 1,67 + 0,83 - 0,93 - 2,61 + 0,72 + 0,17 + 1,37 + 1,69 + 0,20 - 0,63 + 0,60 - 1,36 - 0,20 + 1,08 + 0,93 - 0,94 PARIS MENSUEL VENDREDI 26 AVRIL +1,56 -1,38 +1,84 +4,07 +1,32 +3,63 +0,85 +0,82% Liquidation : 23 mai Worms & Cle...... Zodiaz es.dt divid SF Gabon.... Taux de report : 3,25 CAC 40: 2133,76 Coors relevés à 12 h30 77.96 1850 1465 405.36.00 + 7,55 + 2,67 - 0,42 + 0,14 + 0,35 + 0,64 + 0,97 + 0,97 + 0,95 EV.R.N-P.Calati Cours Demiers précéd. cours AMC (Dollies MD _ **VALEURS** % Nominal Dods France FRANÇAISES Petrotina / Philip Morris /... (1) aux (Gle des - 0.32 - 0.70 + 2.56 + 0.18 + 1.37 EDF-GDF31 B.N.P.(T.P)
C.L.yotinale(T.P.)
Renault (T.P.)
Rhone Poulenc(T.P)
Spirit Gotzlin(T.P.) - 1,49 + 0,59 - 0,49 - 1,36 + 0,40 - 0,19 - 1,08 + 2,10 + eson S.A (T.P) ____ + 1,10 + 1,42 + 0,88 + 1,21 + 0,75 + 0,78 + 0,52 + 1,43 + 0,60 + 0,86 + 2,12 + 0,39 + 1,04 + 1,48 + 1,71 SSIFOT Intl ADP VALEURS ÉTRANGÈRES Cours Demiers précéd. cours (1) + 0,50 + 1,09 - 0,17 + 0,09 + 1,69 + 1,36 + 1,24 - 0,52 - 0,70 - 0,86 + 1,85 - 0,83 + 3,18 - 0,83 + 5,93 ABN Amro Hold...... Adidas AG & American Express Anglo American & 261,60 368 238,50 339,20 529 15 314 250 158 1445 Shefi Transport # Siesners # Sony Corp. # Sunzitomo Bazık # + 1 + 2,26 + 1,70 + 5,38 + 2,56 + 1,56 + 1,96 + 0,46 + 0,46 + 0,46 + 0,43 + 5,50 - 1,63 + 0,50 + 1,99 Azime_____ Azime_____ Ball Investis_____ ives-Life. T_D_K # Telefonica #.. Bancaire (Cle) _ Bazar Hot. Ville Bertrand Faure supiquet (N chneider SA COR SA..... 25,70 10,75 240 296 2868 164,70 248,70 131 12,10 418 380 roupe Andre S.A ir. Zamnier V(Ly) - 0,63 - 0,19 + 1,20 - 0,90 - 0,13 + 1,20 + 1,20 - 0,78 + 1,37 + 1,83 Corpusary PU.
Crown Cork ord.
Crown Cork PF CV.
Dairnier Benz #
De Beers #
Drussche Bank #
Drusscher Bank #
Drusscher Bank # taxes Ad.Euro RSCG_ metal_____ Du Pont Nemours (
Eastman Kodak (
East Rand (
Edic Bay Mines (
Edictrolox (+ 0,57 + 3,55 + 0,17 Castorama DI (LJ) CCF. + 1,96 + 2,66 - 1,51 + 2,79 + 0,95 + 1,06 + 0,86 3,57 67,55 264 103,60 CCMOX(ex-COMC) Ly___ tertechnique 1 -0,02 ABRÉVIATIONS - 1,13 + 0,35 + 0,25 + 0,21 - 0,57 + 0,50 + 4,59 - 0,58 + 2,46 + 0,32 + 2,02 - 1,02 431,50 181 19,35 407 286,60 400 34,05 38 15,50 58,70 B = Bordeaux; II = Lille; Ly = Lyon; M Ny = Nancy; Ns = Nantes. SYMBOLES - 1,08 + 5,62 + 2,06 - 0,27 Chargeurs Christian Dior Ciments Pr.Priv. Claries + 1,95 + 2,60 + 1,40 + 0,90 + 0,35 + 0,97 - 0,74 l au 2 = catégories de countion - sans El coupon détaché; © droit détaché. General Elect. 4... General Motors (+1,58 +2,42 -0,37 -0,45 +0,69 +0,76 +0,19 Legrand Legrand ADP Legris Indust. Localus 1. Oreal LyMH Most Vuil Legrandes Surrolle Surroll DERNIÈRE COLONNE (1): + 0,29 + 1,31 Lundi daté mardi : % variation 31/12 Mardi daté mentredi : montant du coupo Mertredi daté jeudi : palement demier co jeudi daté vendredi : compensation Vendredi datii immodi : comizma UFB Locaball UGC DA (M). Comptoir Entrep.1 ... Comptoir Moder..... 0.31 ACTIONS FRANÇAISES Fondere (Cle) ... Fondere Esris ... Fondera # France LARLD. Cours précéd. Derniers cours 936 215 499 1006 1280 2050 424 150 1721 315 190,10 741 6250 1200 2437 410 Piorai9,75% 90-999 OAT 8,5% 87-97CAs...... 373,44 104,90 -106,39 COMPTANT CRÉDIT LOCAL 216 590 347 110 7,60 895 105 405 20,10 18,90 347,50 2500 13 25 459,50 750 4795 Une sélection Cours relevés à 12 h 30 OAT 85-98 TME CA..... rance S.A... OAT 9/85-98 TRA. OAT 9/85-98 CAM-OAT TIMB 87/99 CA. OAT 8,125% 89-99 II. OAT 8,50/80/00 CAM-**VENDREDI 26 AVRIL** ENP Intercont. rom. Pani R DE FRANCE Bidermann Inti... BTP (ia cie)..... 99,75 109,20 111,52 105,40 117,09 108,50 114,08 116 116 116,34 105,02 OBLIGATIONS du nom. Gardot 115,95 104,50 111,61 114,50 Centeraire Stansy Ceragen Holding. Champer (Ny)...... CIC Un.Euro.CIP... BFCE 99, 91-02. OAT 85/00 TRA CA...... OAT 10/85/85-00 CAI..... OAT 89-01 TIME CA...... CEPME 9% 89-97 CAL CEPME 9% 89-97 CAL CEPME 9% 89-97 CAL CEPME 9% 91-95 CB. Assemblée générale ordinaire - 22 mai 1996 n.Marsell Les actionnaires du Crédit local de France sont invités à se réunir en mest (Ste Cla.) De Bonnieres CLT.R.A.M. (B)

Cpt Lyon Affirm

Concorde Ass Risq mblée générale le mercredi 22 mai 1996 à 14 h 30 à l'hôtel Méridien Étorie, 61 boulevard Gouviou-Saint-Cyr 75017 Paris. OCH ON CF 105.88-98 CM 109,15 30,15 165 456 13,85 67,50 Pour assister à cette assemblée ou obtenir des formulaires de vote par procuration ou par Jetal Deploys correspondance ainsi que le dossier d'information, CREDIT adressez-vous au Crédit local de France, service des 1545 860 46 989 110,80 CRH 8,5% 10/87-88/ EDF 8,6% 88-89 CAM EDF 8,6% 92-04 8 Emp Erat 698-97 4 LOCALA 109,35 111,06 114,12 102,19 117,55 Esa Clairefont() Parlinance Paris Orleans Piper Heldsieck 1901 215 229 1491 450 FRANCE Informations Assemblée générale : NVaries 35 50 00 Le financier du cudre de vie Paivalay 6
Finacor
Finacor
Finació
Finació
Finació
Gautier Fráncia 6
Gel 2000
GFI Industries 6
Girodet 6 (Ly)
GLM S.A.
Caradoptic Photos
Capa Gostiá f Ly
Kindy 9
Guerhet
Harnes Internat.15
Harnes Internat.15
Harnes Internat.15
Harnes Internat.15
LCC
LCC OGF Own Gest.Fig. Onet #_____ Paul Precinsk #____ P.C.W.____ Change Bourse (M)...... Christ Dalice #..... SECOND **NOUVEAU MARCHE** HORS-COTE $\Lambda^{-\frac{1}{2}}$ Cours relevés à 12h30 MARCHE Une sélection. Cours relevés à 12 h 30 VENDREDI 26 AVRIL **VENDREDI 26 AVRIL** Une sélection Cours relevés à 12h30 VENDREDI 26 AVRIL Cours précéd. Derniers cours VALEURS VALEURS Cours précéd. 0,04 151 180 1545 45,75 C.A. Paris IDF Algle #____ Albert S.A (Ns). CALORed LLoired A.Morbiban (Ns)... A.de Nord (Li).... Sogepag # Sogeparc (Fin)... Sopra Steph.Kellan # ... Altran Techno. #. Montaignes P.Gest...... Assystem # Boue Picardie (Li)...... Boue Sofrec (M)...... titianova.
Int. Compstar 4
19'9M
M6-Metropole TV
Manitou 4
Manutan
Marie Brizzod
Mazie Livres Profit
Michael Thierry
Michael Thierry
Michael Thierry
Michael Thierry
Michael Thierry
Michael Thierry
Michael Thierry CA Oise COL ... (Sylea _____ Teispeire-France. Bque Tarmeaud(B)#
Bque Vernes
Benetesu # Telseire-France
TFI-1
Thermador Hold(Ly)
Trosvay Czzwin 6
Uralion
Uralion
Uralion
Uralion Fini-France
Via Credic(Banque)
Viel et Cle 6
Viel et Cle 6
Viel et Cle 6 ABRÉVIATIONS B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marzelle; Ny = Nancy; Ns = Nantes. STMBOLES B I M P..... Boisset (Ly)#.... Boisset (Ly)#.... Ducros Serv.Rapide
Ecco Trav.Tempo.Ly
Emin-Leydiert (Ly)
Europ Estinc.(Ly)
Barop Proposition 1 ou 2 = catégories de colation - seus indication catégorie 3; • cours précédent; El coupon détaché; • droit détaché; o = offert; d = demandé; † offre réduire; ‡ demande But S.A.... Cardif SA... $x^{\alpha_{2}}$ CEE+... Edular, a conora d'animation. ... 1229,66 1651,62 5321,28 164,64 1530,09 1254,83 76188,39 1094,32 11534,99 1040,69 1629,94 299,19 299,19 189,59 2184,22 CAISSE D'EPARGNE 2348,70 913,61 831,59 5359,20 Natio Inter

Natio Monitaire C/D ...

Natio Opportunitis....

Natio Patrimoine 214,81 10348,57 79634,61 2960,88 175,63 191,37 642,46 SICAV Ecur. Actions futur _____ Ecur. Distrimonétaire.___ Ecur. Expansion ____ Ecur. Géovaleurs .____ Ecur. Livestissement ____ Avenir Alines

Orédie Muscuel Capitzal

Orédi Must. Ep. Court. T...

Oréd. Must. Ep. Jund. Cap...

Oréd. Must. Ep. J...

Oréd. Must. Ep. J...

Oréd. Must. Ep. J...

Oréd. Must. Ep. J... 2047,34 1767,83 860,69 103,72 22271,97 Une sélection Cours de clôture le 25 avril 1. CTC Francic..... 1069,08 1070,66 1060,48 8449,57 6396,59 1709,97 1648,99 1282,58 1262,58 1496,64 1381,24 1297,79 1783,02 CIC BANQUES Émission Frais incl. 230,44 1244,24 1105,97 Rachat net **VALEURS** 562,56 118,95 1645,94 Cred Mot Ep.Quatre___ Francic Pierre. Francic Région COR COMMENT AGORDONA Arraplia Atout Armérique. ANA GRE RED INTERÉPARGNÉ 121,10 89967,35 233,62 115422,89
140,51
608,57
380,51
1807,74
1854,77
915311,66
1765,67
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
11542,29
1 CIC PARIS LANGUE POPULATRE 1296,38 355,96 1392 3333,47 1172,35 166,47 S.G. Monde oppor Sogenfrance C.... Sogenfrance D Sogenfrance D Sogenaryne...... Sogenaryne...... Atout Futur D...
Coeds CDC GESTION 2400,17 2148,54 872,34 296,80 2854,12 34363,34 Oblicic Mondial. LEGAL & GENERAL BANK BANQUE TRANSATLANTIQUE 9400,11 8990,79 17217,99 1781,63 CREDIT LYONNAIS CDC TRESOR GROUPE CDC Euron Solidaritá. Lion 20000 BNP 1300,09 16651,18 11119,02 1392,57 2510,10 1800,31 569,03 942,52 477,34 236,88 608,11 5247,85 2273,AB STUBOLES 7273,48 18949,07 462,18 18166,16 5615,06 18194,67 12973,59 10569,76 35261,70 1774,63 Antigone Trisorerie

Matio Court Terme
Natio Court Terme
Natio En Capital C/O
Nazio En Croissace
Natio En Croissace
Natio Engage Retraite
Natio Engage Retraite
Natio Engage Valen
Natio France Index
Natio France Index
Natio France Index o cours du jour; o cours précédent. 796,33 193,99 111,47 612,42 597,17 106,40 144 576,26 159,17 France Obligations
HILM Monéraire
Oblistionrée Sirav
Mutualité dépôts
Première Oblig.
Première Oblig. D
Sessivalor Lion Plus ... Lion Trésor. Obligion Sicav 5000 ... 21540,19 15442,49 2353,51 211,59 140,88 10556,86 552,04 1128,46 TOUTE LA BOURSE EN DIRECT Sévéa Synthésis...... Uni Francie...... Uni Francie...... Uni Girantie C... Uni Gurantia D. 3615 LEMONDE Publicité financière Le Monde : (1) 44 43 76 26

Pierre Lescure, PDG de Canal Plus, indique que cette technologie représente une véritable révolution culturelle pour la chaîne cryptée. Elle

permet aussi de répondre aux nouvelles aspirations des abonnés. • LE BOUQUET concurrent que doit lancer Télévision par satellite (TPS) en octobre est, selon lui, une « coalition

d'intérêts francophones dirigés contre un opérateur français ». Il estime toutefois qu'après le démarrage de CanalSatellite les « oppositions aujourd'hui radicales n'auront

plus de sens ». • LE DÉCODEUR de Canal Plus, objet de polémiques et de dissensions, est plus « ouvert que les autres » et il répond aux normes européennes, affirme Pierre Lescure.

Etat devrait

ins le defi fram

« Le lancement de CanalSatellite va obliger nos concurrents à être créatifs »

Pierre Lescure, le patron de la chaîne cryptée Canal Plus, estime que les difficultés qui surgissent actuellement entre groupes audiovisuels n'auront bientôt plus de sens

« Avec le numérique, c'est une nouvelle aventure qui commence pour Canal Plus, douze ans après son lancement?

- Ouand j'al succédé à André Rousselet, il me fallait définir un projet d'entreprise pour ne pas être le simple successeur du père fondateur. Or ce projet était sur mon bureau : c'était le passage au numérique. Cette technologie change les perspectives de la télévision à péage. Elle démultiplie à moindres frais les possibilités de commercialisation de la télévision. A terme. c'est ainsi une véritable révolution culturelle qui se profile aussi pour l'entreprise.

- Quels sont les atouts du bouquet que votre filiale CanalSatellite commercialise à partir du 27 avril ?

- Le numérique amène la souplesse dans la consommation et la vision de la télévision. Le téléspectateur veut être actif et non plus seulement passif. Les bouquets de chaines thématiques comme celul de CanalSatellite permettent de regarder ce que l'on veut, quand on le veut. C'est notre réponse à cette demande. Le numérique, c'est aussi la liberté: il permet aux abonnés de s'offrir des spectacles événementiels - sport ou cinéma - avec le paiement à la séance.

- N'y-a-til pas un risque quand on dispose déjà de 4 millions d'abonnés hertziens et de 300 000 clients de CanalSatellite anaio-

- Avec la compression numérique et la baisse des coûts de diffusion qui représentent jusqu'à 25 % du budget d'une chaîne diffusée en analogique, Canal Plus peut lancer de nouveaux services à l'exemple de Canal Plus Jaune et Canal Plus Bleu. Cela nous permet de répondre aux remarques de certains abonnés qui y a tron de sport sormals, les solrs de matches, les allergiques au sport pourront regarder au même moment d'autres genres de programmes alors qu'auparavant ils devaient attendre plusieurs jours en fonction des multidiffusions.

» De plus nos abonnés font des choix socio-culturels; 15 % des Français en moyenne disposent d'un PC domestique, c'est le cas de 30 % des abonnés à Canal. Si on tarde à leur proposer ce qu'il y a de plus neuf et de plus avantageux en termes de services et de programmes, ces abonnés, qui sont aussi des clients, front allieurs. Et ils

aurout raison. - Pensez vous qu'il y a place en France pour un bouquet concurrent comme celul élaboré par TF 1, la CLT, M 6 et France Télévision, sous le nom de « Télévi-

sion par satellite » (TPS)? - TPS est une coalition d'intérêts francophones dirigés contre un opérateur français. Ce n'est pas le meilleur service à rendre à l'audiovisuel français. Leo Kirch considère qu'il n'y a pas la place pour deux bouquets en Allemagne, un marché de 80 millions d'habitants. Je fais a fortiori la meme analyse pour la

teractivité, à l'intéressement sur les transactions commerciales et aux abonnements sur le territoire fran-

Aucun client n'acceptera d'empiler les décodeurs. Les oppositions de principe actuelles s'effaceront donc devant la nécessité de répondre à la demande

France. Toutefois ce serait être arrogant et irrespousable, comme on me le reproche souvent, de croire que les opérateurs de TPS n'ont pas la capacité de mener à bien leur projet. Même si leur accord a été signé dans la précipitation, une semaine après la présentation officlelle de CanalSatellite. De toute façon, quand nous aurons démarré, nos concurrents seront obligés d'être plus créatifs que réactifs.

-Avant de l'avoir en face de vous, n'avez-vous pas entamé des négociations avec TF1?

- Nos discussions ont été très courtes. Mon rôle est de défendre les intérets de Canal Plus. Je pouvais donc admettre que l'entrée de TF 1 dans le tour de table de Canal-Satellite justifiait une certaine décote par rapport à l'estimation, 3,8 mililards, faite par la banque d'affaires Warburg.

En revanche, le ne pouvais pas accepter, comme on me l'a demandé, une valorisation « politique », c'est-à-dire en très forte baisse, en commerciale qui arrive sur notre terrain, celui de la télévision à péage. Certes, TF1 a un atout commercial énorme avec ses 36 % d'audience. Mais, en termes de services et de technologies, rien ne fustifialt de casser le prix. On n'est donc pas allé plus join.

- En revanche, vous sembliez sur le point d'aboutir avec la Compagnie iuxembourgeoise de télédiffusion (CLT)?

- Nous avions signé un protocole d'accord de licence technologique avec la CLT, le 11 août 1995. Il ne restalt plus qu'à mettre en forme le contrat définitif. Le protocole tenait en six pages, le contrat était un vrai Bottin. Tout était pratiquement signé sur le premier stade du contrôle d'accès (Mediaguard). Ne restait à négocier que les aspects liés à l'intellite. On aurait alors pu diffuser à la fois sur Astra, pour les pays du Nord, et sur Eutelsat, pour le Sud.

cais. Mais la validité de cet accord français supposait son pendant sur le marché allemand. La négociation a pris du retard à cause notamment du différend entre la CLT et Bertelsmann pour le contrôle de la chaîne RTL en Allemagne. Tout cela a pris six mois... Trop long? Pour mettre

sur pieds le « business » des vingt

- Avez-vous eu des contacts

Prance Télévision m'a demandé

une part de CanalSatellite, je ne

pouvais lui offrir que 8 % à 10 %, à

côté d'autres actionnaires comme

Chargeurs, la Générale d'images, la

CLT et Havas. J'ai expliqué au mi-

nistre de la culture qu'il était in-

concevable que le service public se

contente d'une si faible participa-

tion. J'ai donc offert à France Télé-

vision de transporter ses futures

ans qui viennent?

avec France Tilévision ?

» Il s'agissait d'une proposition rigoureuse, transparente, faite à prix colitant, sans que nous en retirions de marge. C'était l'intérêt de tous : pour nous, c'était un devoir de service public, de service national même. Cela me semblait être un

> Mais il ne l'a pas été. ~Toute négociation avec TPS est-elle pour autant impossible ? - Le jour où les choses se met-

dossier dont on pouvait discuter.

tival - dans le bouquet de CanalSa-

tront en place, les oppositions aufourd'hui radicales n'auront sans doute plus de sens. Après six mois d'exploitation, les deux bouquets britanniques BSB et Sky vivaient mal, surtout BSB parti en second. Ils out fusionné. BSkyB est maintenant un énorme succès. Tout n'est donc pes qu'affaire de tour de table. Il y a une réalité du marché incontournable. Patrick Le Lay peut avoir envie de casser son poste en regardant les «Guignols» un soir et le lendemain entamer des discussions. J'imagine d'ailleurs que, dans les cinq prochaines années, des accords de complémentarité d'investissements et de commercialisation seront passés entre les opérateurs à l'exemple d'Eurosports avec le Sud-Africain NetHold, pour le Nord de l'Europe.

vos rapports avec Bertelsmann après la fusion de ce groupe allemand avec la CLT?

- La venue de la CLT en France est incompatible avec nos accords dans le domaine de la télévision payante avec Bertelsmann. C'est à eux de trouver une solution. En sachant qu'il y a une marge entre un protocole d'accord et la signature du contrat définitif. Bertelsmann est un groupe plus que centenaire comme Havas. Ils ont une culture des affaires qui leur est propre, une notion du temps différente, si l'ose

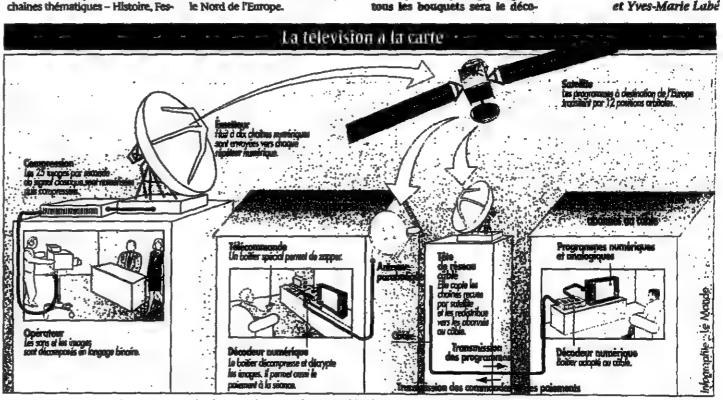
-Le producteur Claude Berda, qui vient de lancer son propre houquet. AB Sat, vous a-t-il ap-

proché? Nous nous somme rencontrés il a deux mois environ. Il m'a demandé une place d'opérateur, avec son formidable talent commercial. Comme Albert Frère, il défend son argent et l'affaire qu'il a créée et qu'il ne veut donc pas brader. Claude Berda avait besoin d'exister très vite. Mais je me demande si, sur cette question de la télévision numérique, il ne s'est pas laissé entraîner plus loin qu'il ne le voulait. Je n'ai pas donné suite mais je pense que TPS aura besoin de lui et

- Le point de passage obligé de tous les bouquets sera le décodeur. Apparemment cette « boite » est aussi un point de divergence avec vos éventuels concurrents?

- Aucun client n'acceptera d'empiler les décodeurs. Les oppositions de principe actuelles s'effaceront donc devant la nécessité de répondre à la demande. On se rendra alors compte que notre décodeur n'est pas fermé. Il a simplement la fonction d'un péage sur une autoroute. D'ailleurs il repond exactement aux normes européennes mises au point par le Groupe pour la diffusion d'images numériques (DVB). C'est un système à deux étages: d'abord la dénumerisation pour la réception des images, ensuite le cryptage pour les opérations commerciales. De plus, la directive DVB stipule qu'un opérateur qui possède un décodeur ne peut pas refuser l'accès à un autre opérateur. Cela permet d'avoir dans la même boîte une serie d'opérateurs qui, à leur gre. pourront avoir ou non la maîtrise de leurs abonnés et passer des accords commerciaux entre eux. Notre décodeur est donc bien « ouvert ». Plus que les autres, dans leur

> Propos recuelllis par Guy Duthell Alain Giraudo et Yves-Marie Labé



La compression numérique va démultiplier le nombre de chaînes. Dans deux uns, les téléspectateurs européens pourront recevoir plus de 500 programmes par câble ou satellite

La course aux alliances et aux programmes est ouverte

CANAL PLUS ouvre l'ère de la télévision pumérique en France en lançant, samedi 27 avril, un bouquet de 24 programmes comprenant les 3 versions de Canal Plus, décliné en jaune et bleu, et les chaines de Canalsatellite. Nouveauté : la diffusion en paiement à la séance (« pay per view >), via un accord exclusif avec la Ligue nationale de football (LNF), de neuf des dix matches lors de chaque journée du championnat de France de division 1.

Canal Plus a prévu d'investir 400 millions de francs sur trois ans dans le numérique. Son allié, le cáblo-opérateur américain TeleCommunications Inc. (TCI), apportera 492 millions dans Multithématiques, société de programmes par câble et satellite. Le bouquet numérique de Canal Plus devrait retransmettre près de 40 programmes avant fin 1996.

La compression numérique va mettre la chaîne cryptée en concurrence avec d'autres opérateurs sur le marché de la télévision payante, pour la première fois de son existence. TF 1, France Télévision, la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT), M 6 et la Lyonnaise des eaux sont en effet associés dans Télévision par satellite (TPS) pour lancer aussi des programmes numériques en France (Le Monde du 13 avril). TPS diffusera d'abord les télévisions hertziennes généralistes et RTL 9, puis les chaînes Histoire, Festival (fictions) et Culture du service public ainsi que Série Club et Vivre (femmes) de M 6. Selon Cyrille du Peloux, directeur général de TPS: « L'offre sera présentée dans quinze jours. Toutes Enfin, selon Cyrille du Peloux : « Le choix du dé-

les chaînes thématiques de TPS seront réunies dans un service de base, la plupart seront exclusives. »

La chaîne info (LCI), Eurosport et Paris Première devraient figurer dans TPS. Mais la Lyonnaise des eaux, opérateur de Paris Première, devra négocier avec Canalsatellite, qui diffuse cette chaîne en exclusivité. LCI est distribuée par Canalsatellite contre un minimum garanti de 40 millions de francs par an versé à TF 1. En cas de double diffusion par TPS et par Canalsatellite, la Une devra renoncer à cette garantie.

PAIEMENT À LA SÉANCE : PAS D'EXCLUSIVITÉ Selon M. du Peloux: « En plus d'une chaîne consacrée au cinéma, des films seront offerts en paiement à la séance, sur huit canaux de Multivision » (Lyonnaise des eaux). Mais ces films pourraient êtres diffusés sur Canalsatellite numérique et TPS, « les studios américains ne souhaitant pas accorder d'exclusivité sur le paiement à la séance ».

Paramount discute donc à la fois avec Canalsatellite et TPS. Sa maison mère, le groupe Viacom, negocie aussi avec les deux rivaux de la possibilité d'installer ses chaînes musicales MTV et VHI au sein de leur bouquet, afin d'avoir la plus large diffusion possible. Toutefois, certaines chaînes de Viacom - Sci-Fi Channel, Nickelo-

deon, Nick at Nite - seraient réservées à TPS. Cette dernière discute avec la Ligue des champions et les autres coupes européennes de football nour des séances en palement à la séance,

the same of the sa

codeur de TPS sera connu dans dix jours. La Satellite. Pour « arroser » commercialisation du bouquet aura lieu en octobre. » Pour Ferd Kayser, directeur des activités audiovisuelles à la CLT : « Le marché français possède un potentiel supérieur à tous les autres », et notamment à l'Allemagne « car 85 % des ménages ne regardent que les 5 télévision hertziennes gratuites (TF 1, France 2, France 3, M 6 et la Cin-

quième-Arte) ». Selon lui: « Avec un abonnement à 100 francs Parabole. Antenne de forme par mois, TPS peut être rentable en quatre ou cinq concave et elliptique qui ans, avec un déficit cumulé raisonnable. » En outre, les partenaires de TPS, qui « ont un fort pouvoir de promotion, sont opérateurs de télévision gratuite : tôt ou tard, ils proposeront aux studios de cinéma d'acheter les droits des films pour la télévision gratuite, la payante et le paiement à la

Enfin, à côté de Canalsatellite et TPS, AB Sat, filiale d'AB productions, commercialise déjà huit cette technique, qui transforme chaînes thématiques auprès de 280 000 foyers càblés suisses. Deux de ses chaînes figureront sur le câble de la Lyonnaise des eaux, ce qui préfigurerait un rapprochement AB Sat-TPS. Selon Claude Berda, le décodeur Viaccess, commercialisé en juin, sera vendu « pour moins de 2 500 francs, fin 1996 ». En France, AB Sat devrait l'essentiel le volume proposer 19 chaînes en juin et 28 programmes avant la fin de l'année. L'abonnement mensuel sera de moins de 200 francs pour l'ensemble, de 39 francs pour le basique (six programmes).

Le langage du numérique

toujours les mêmes territoires, les satellites de télévision sont situés en orbite géostationnaire, à 36 000 kilomètres de la Terre. Il existe 12 positions au-dessus de l'Europe. La France est essentiellement concernée par les satellites Astra et Eutelsat.

concentre les émissions diffusées par un satellite. Une parabole de 50 centimètres de diamètre suffit pour recevoir un satellite. Pour capter deux satellites, le diamètre passe à 80 centimètres.

Compression numérique.

Empruntée à l'informatique, les images, les sons et les données en succession de 0 et de 1 (langage binaire), permet de multiplier par 8 ou 10 les capacités de retransmissions des satellites en réduisant à d'informations transmises (n'est diffusé que ce qui change entre deux images successives). Bouquet. Ensemble de chaînes diffusées par un opérateur

depuis un même satellite. Canal Plus diffuse le bouquet numérique Canalsatellite via les satellites Astra.

Double tête. Installé à l'extrémité d'une parabole, ce système, peu onéreux, permet de capter deux satellites sans orienter la parabole. Copositionnement.

Regroupement de plusieurs satellites sur une même orbite pour multiplier l'offre de programmes. Par exemple, Astra va rassembler 8 engins sur la même position orbitale (13 degrés est).

Répéteurs, Fonctionnent comme des réémetteurs. Plus un satellite comporte de répéteurs, plus il peut diffuser de

programmes. Pay per view ». Le « paiement à la séance » permet aux abonnés d'acheter au coup par coup des films, des spectacles ou des rencontres sportives. Après avoir sélectionné un programme avec la commande numérique, le téléspectateur règle en introduisant sa carte

d'abonnement dans le décodeur.

10/4

N. 38.8

** * 4y 🐗

4.5

L'Etat devrait limiter son engagement financier dans le défi français pour la Coupe de l'America 2000

Un rapport remis par Jean-François Deniau fixe les conditions de la réussite

La mission parlementaire conduite par Jean-François Deniau sur « les conditions de la réus-site d'une participation française » à la pro-

A QUINZE JOURS de la ciôture des engagements pour la prochaine édition de la Coupe de l'America, Jean-François Deniau a remis son rapport sur « les conditions de la réussite d'une



which the property of the prop

arrents à être créatife

a difficultés

TORIS CRE TENS

well :

cette épreuve prestigieuse que les Néo-Zélandais, détenteurs du trophée, organiseront, fin 1999-début 2000, dans la baie de Hauraki, près d'Auckland.

L'académicien s'était vu confier cette mission par le premier ministre, Alain Juppé, en octobre 1995. quelques mois après le fiasco du Déti français, conduit par Marc Pajot, sur le plan d'eau de San Diego. Au terme de six mois d'étude, le

rapport présenté, vendredi 26 avril, par MM. Jean-François Denian et Guy Drut, ministre délégué à la jeunesse et anx sports, « n'a pas pour vocation de constituer un guide pratique au montage du défi », mais les éléments techniques, financiers et d'organisation rassemblés par la mission parlementaire seront disponibles « à toutes firs utiles ».

Alors que le Yacht-Club de Sète souhaite lancer son quatrième défi,

reurs des trois précédents (1987, 1992, 1995), qui ont débouché sur des « lendemains douloureux ». « Aux frustrations sportives et aux difficultés financières, rappelle le document de M. Denian, se sont ajoutées les rumeurs sur l'utilisation des ressources. » Dans l'avenir, la transpa-

rence de la gestion ne sera pas la

moindre des exigences de l'Etat pour s'engager aux côtés de ce type d'initiatives. L'ancien ministre, passionné de voile, propose la mise en place d'un « haut comité pour la Coupe de l'America » chargé de veiller, en liaison étroite avec la Fédération française de voile (FFV), à la bonne marche du projet. Cet « organe

d'accompagnement » devrait aussi

garantir l'égalité de traitement entre les défis s'il devait y en avoir plu-

Toutefois, la participation de L'EXEMPLE DE PETER BLAKE PEtat restera « modeste ». Rappelant que l'Etat s'était lourdement engage en faveur des deux demiers défis. notamment en 1995, par l'agrément d'un important dispositif de défiscalisation, M. Denian estime qu'« un tel engagement n'est plus souhaitable ni possible pour l'avenir ». Il estime que le soutien des pouvoirs publics

« ne pourra être que minoritaire et

il s'agit d'éviter de renouveler les erqu'il prendra des formes diverses, notamment par des apports en nature », Le gouvernement, engagé dans une politique de rigueur budgétaire et échaudé par la gabegie des précédents défis, ne pourra que souscrire à cette recommandation.

 Les différents ministères seront conviés à mettre leurs compétences au service d'un projet que l'on soubaite fédérateur. Pour attirer d'éventuels partenaires privés dans une aventure dont l'image, selon M. Deniau, a été dégradée par les précédents échecs, le ou les défis devront répondre à des principes d'excellence. Ces derniers sont passés en revue par le document, puisés aux meilleures sources puisque empruntés aux syndicats victorieux des deux dernières Coupes de l'America: America' et Team-New-

Le défi de Peter Blake, surtout,

sert de modèle-étalon : conjugaison des compétences, préparation sereine, management participatif, partenariat sur le long terme, politique de communication prudente, stratégie financière claire et souple. L'énumération de tant de qualités renvole, comme en écho, la litanie des bounes du défi de Sète

Le budget raisonnable des Néo-Zélandais (80 millions de francs pour Team-New-Zealand, moins de 30 millions pour Tag-Heuer) est cité en référence : « Si l'ordre de grandeur de 100 millions de francs permet la mise en place d'un défi ambitieux (permettant notamment la construction de deux bateaux neufs), il est tout à fait envisageable de réussir avec des budgets significativement inférieurs.» En clair, l'examen des pouvoirs publics portera moins sur les ambitions proclamées que sur le contenu

Les conditions de la compétition devront en particulier faire l'objet d'études fines. L'inadéquation de France 2-3 au clapot de San Diego avait pénalisé l'équipage français. Oue salt-on du plan d'eau, paraît-li capricieux, de Hauraki? « Aucun site en Prance ne semble, en première analyse, reproduire ses caractéristiques », dit le rapport Deniau, qui préconise « qu'un défi français participe, dès la date de clôture des inscriptions normales, le 14 mai (NDLR : il sera possible de s'inscrire sous certaines conditions jusqu'au 14 mai 1997), aux réunions de l'association des challengers dans le but de recueil-Itr toutes les informations utiles. >>

Jean-Jacques Bozonnet

McLaren compte sur le Nürbürgring pour rattraper sa gloire passée

de notre envoyé spécial David, l'Ecossais, et Mika, le Finlandais, ne se quittent plus, coéquipiers coeurs fidèles. Qu'ils le reufilent ou non, la décoration glaciale du stand McLaren les condamne à une familiarité de tous les



DÉPÉCHES

1.0

er d'avoir l'œil sur leurs fabuleuses machines roulantes. Coulthard et Hakkinen, par photos interposées, se prêtent de bonne grâce à l'exercice. A eux deux, ils dévisagent en noir et blanc le reste de l'équipe. Seuls les séparent le nom de Mercedes, le motoriste de McLaren, et celui de la liste des sponsors qui font grassement vivre l'une des riches équipes de la formule 1. Le regard le plus acéré chercherait en vain une trace de laisser-

ce petit périmètre de haute

technologie, les pilotes ne

■ BASKET-BALL : le projet de rapprochement entre Villeurbanne

et le Jet Lyon a échoué, le club lyonnais refusant de « partager le pouvoir » avec l'ASVEL, a annoncé, la mairie de Lyon, jeudi 25 avril.

Las, la stupéfiante perfection du stand s'arrête pour l'instant à l'orée de la piste. Aux essais, et en course, le bel ordonnancement se transforme en inextricable fouillis, comme un vilain pied de nez aux espoirs de regain. Car l'écurie McLaren-Metcedes ne cesse de promettre sa renaissance. Chaque saison qui commence, elle alimente les espoirs de queiques nostalgiques. Ah! le lustre d'antan, les héros de naguère, les années Senna, les années Prost, ce tourbillonnant mélange de

alier, ici, tout est ordre, calme, et tranquillité.

moissonnait les titres de champion du monde.

Il faut se rendre à l'évidence, les giorieux palmarès n'empêchent den. Avant-hier favorite, hier encore outsider de premier rang, McLaren n'est plus qu'un nom parmi d'autres, une légende qui viellit à la vitesse de la formule 1. Elle est malmeinstants. Les portraits affi- née par l'irruption des petites écurles qui apchés sur les murs les en prement à devenir grandes. En trois grands prix, chaînent en un perpétuel. l'équipe n'a récoité que cinq points. Une misère due à la seule rage de vitesse de Mika Hakkinen.

> VIVE AUGUNCE INCOMPREHENSING Cette année, pourtant, la résurrection possible

de l'équipe ne prêtait pas à moquerie. Ron Dennis semblait s'être entouré de toutes les garanties. Il n'avait pas eu Michael Schumacher, malgré Mercedes. Soit. Mais il avait attiré Conithard dans ses filets, gagnant à sa cause l'un des espoirs de la F1. Et puis, il y avait eu la bonne surprise, un écho soudain du passé heureux. Alain Prost avait rejoint son ancienne équipe, pour en être le consultant de luxe, l'homme providentiel chargé de verser son savoir au bénéfice des deux jeunes pilotes. Le « professeur » donnait la leçon, poussant sa bonne volonté de maître jusqu'à reprendre le volant, lors des séances d'essais privés.

A Estorii, aux premiers tours de roue de la saison, McLaren montrait les signes d'une santé recouvrée. Elle s'était offert la joie de devancer la concurrence. Depuis, tien. Une absence incompréhensible, au point d'ignorer les raisons de ce revers de fortune. La MP4/11 est une voiture bien née. L'écurie le dit. La concurrence le re-

handicapée par une erreur de conception. Le châssis fin et racé paraît doté de toutes les armes pour dompter les virages et assurer aux pilotes une condulte confortable. Mercedes, qui entame sa troisième saison pleine en F1, ne ménage pas ses efforts. Le constructeur allemand propose déjà une évolution du moteur destiné aux séances d'essais, et multiplie les tests de flabilité. Au retour d'Amérique latine, l'équipe s'est livrée à une intense session de travail à Jerez, en Espagne. Chasse effrénée aux vices cachés, et aux solutions de rechange. « Il y a cependant encore quelles ingénieurs, un peu interloqués. Le revêtement bosselé des circuits sud-américains avait sans doute amoindri les performances des voitures aux Grands Prix d'Argentine et du Brésil : il gomme les différences entre faibles et puissants. Sur le Núrbürgring récemment remis à neuf, les techniciens de l'écurie savent pouvoir compter

sur un revêtement impeccable. Le Grand Prix d'Europe réclame queique chose de plus de McLaren-Mercedes. Ici, au milieu des montagnes, la formule I est devenue une sorte de tradition, où se mêlent le circuit, Michael Schumacher et Mercedes-Benz. C'est forcément de l'un des trois que le public allemand attend un miracle. « Un podium alderait à maintenir l'enthousiasme », confie Norbert Haug, le directeur de Mercedes Sport. Et à battre en brèche les risques de découragement.

Eric LE BOUCHER (Le Monde)

Le Monde

Luis Fernandez. entraîneur du Paris-SG

« J'ai peur de mourir d'une crise cardiaque pour le football »

AU MÊME RANG que Michel Pla- droite. Je m'en suis éloigné une fois, tini, Alain Giresse et Jean Tigana, trois autres membres du « quatuor magique » qui conduisit l'équipe de France au titre de champion d'Europe des nations (1984), puis en demi-finales de la Coupe du monde (1986), Luis Fernander est l'un des piliers historiques du football français de l'ère moderne. Né à Tarifa (Espagne) mais enfant de la banlieue lyonnaise, soixante fois sélectionné en équipe de France, ce fils d'immigré a connu la gioire et l'argent facile des « années fric » du football français, les années 80. Entraîneur de Paris-SG, actuellement deuxième du chammonnat de France derrière Auxerre et finaliste de la Coupe d'Europe des vainqueurs de coupe, il devra céder sa place la saison prochaine, après deux années de contrat (Le Monde du 26 avril). Entre le choix des dirigeants de Canal Plus, actionnaire du PSG, et celui de l'un des hommes les phis populaires du football, il y a une marge. Celle qui sépare les industriels du sport de haut niveau et les amoureux du Jeu, soumis à une pression de plus en plus forte. Les mots réservés de Luis Fernandez sont-ils les sienes d'un res-le-bol passager ou d'un ma-

« La saison prochaine, vons ne serez plus l'entraîneur de Paris-SG. Est-ce votre décision on celle des dirigeants de Canal Plus ?

laise grandissant?

- Ne plus être l'entraîneur de Paris-SG, c'est ma décision. Elle sert peut-être les dirigeants de Canal Plus. Mais c'est ma décision. Je l'ai poise il y a plusieurs semaines. De toute façon, ce n'est pas une fin en soi d'être entraîneur d'une équipe de football de haut niveau. Moi, ce que j'aime, c'est rencontrer les gens, être avec eux, partager. Dans ma position, ce n'est plus possible.

 Vous serez donc manager général, un poste comme il en existe en Angleterre...

- Oui, pour aider le chib à s'enraciner. Il faut que Canal Plus toire à tout prix? plus être des gens inabordables. A chaque match, au Parc des Princes, il y a 5 000 spectateurs blen installés dans la vie. Des gens aisés. Et puis il y en a 30 000 qui sont issus de la classe moyenne. Beaucoup sont chômeurs, exclus de la société. C'est pour eux que je veux me battre, s'il me reste encore des forces.

 Entre votre réve d'hier qui était d'entraîner Paris et la réalité d'aujourd'hui, où se situe la véri-

 La vérité, c'est que je vacille et que je ne veux pas perdre mon équilibre, parce que l'aime ma famille, mes deux fils. En 1989, lorsque l'étais encore joueur, blesse, et que personne ne croyait en moi, c'est elle qui m'a sauvé. Elle me sauvera encore.

» A Paris, il y a de la pression. beaucoup trop de pression. l'ai toufours su la dominer, la supporter. l'ai toujours relevé la tête, mais l'al aussi laissé trop de forces dans la bagante. Parfois je m'observe dans une glace et je me dis : "Attention, Luis I tu dois préserver ta santé. Tu joues avec le feu." L'autre soir, ma femme m'a regardé sur France 3. Elle a éu peur de moi, de mon visage, de mes yeux cernés. J'ai

trente-six ans et je dois me reposer. - Lorsque vous étiez enfant à Lyon, quel regard portiez-vous sur le football professionnel?

- C'était un jeu, rien qu'un jeu. Et autourd'hui? - J'ai commencé à tout

comprendre après avoir signé un contrat avec Jean-Luc Lagardère et le Matra Racing de l'époque. Là, j'ai commencé à souffrir. Sous prétexte que je gagnais très bien ma vie, on me regardait différemment. Moi, je veux qu'on me reconnaisse comme lorsque j'avais dix-huit ans. Comme un battant, un bagameur. - Paradoxalement, c'est la

période la plus sombre de votre carrière de footballeur? - Oui. On ne me regardait plus

avec les yeux de l'amour, alors que je n'ai jamais renié mes origines. Je connais les vraies valeurs de la vie, je sais parler avec mon cœur. Lorsque les SDF de Boulogne-Billancourt m'appellent, j'y vais sans rien dire. Je les rends heureux. Chacun doit tracer son parcours dans sa vie. Moi, j'avais tracé une ligne

en signant au Matra Racing. Cette fois, ie ne peux pas me tromper. Ni tromper les gens que l'aime. – Certains diront que vous

faites de la sensiblerie à bon

- Je m'en fous. Parce que j'aime le jeu, parce que je suis toujours un joueur, même si c'est une souffrance de rester un joueur dans le monde du football professionnel. Aujourd'hui, regardez quel est l'un des seuls entraîneurs au monde à avoir fait preuve de panache, d'enthousiasme, d'ambition, C'est Johan Cruifff. Je l'aime, Johan Cruiff, mais il a eu une crise cardiaque, il a failli mourir. Moi, f'ai peur de mourir d'une crise cardiague pour le foot-

- Avez-vous le sentiment de n'avoir pas atteint tous les objectifs que vos dirigeants vous nyalent fixés ?

 Quoi qu'il arrive maintenant, ce ne sera pas la vérité. Avant moi, il y avait Artur Jorge, qu'on jugeait trop réservé. Alors on m'a appelé : [il cite à haute voix) *Fernandez populaire, qui parle avec sa nature". Quand le suis arrivé, il y avait 28 000 spectateurs de moyenne au Parc des Princes, Autourd'hui, ils sont 36 000. J'ai redonné une identité au club, ça suffit à mon bonheur. Le résultat est important, mais ça, c'est extraordi-

 Etes-vous tiraillé à ce point entre le discours industriel et le reste, le jeu?

- Canal Plus regarde l'investissement et ce qu'il rapporte. Sur ce plan-là, je crois que les dirigeants sont contents. Ils alment le football, i'en suis sûr. Mais le football rend fou, et je ne veux pas aller trop loin. l'ai pris ma décision avant le match contre La Corogne qui nous a qualifiés pour la finale de la Coupe d'Eu-

~ Ce qui vous gêne, c'est la vicn'accepte pas la défaite. Mais dans la manière de gérer cette défaite, on

peut être différent. – De quelle façon ? - Dans la société actuelle, personne ne supporte plus de perdre. Mais la défaite fait partie du sport. Il faut savoir gagner, il faut savoir

perdre et prendre de la hauteur, respecter l'adversaire. - Les dirigeants de PSG ne savent plus perdre?

- Ils devraient savoir perdre. Ils

connaissent la concurrence en termes de télévision et de cinéma. Mais en sport... C'est ce que vous avez appris

des dirigeants du football? - Ils ne recherchent que la victotre: "Sois sympathique et drôle, fais-nous donc rire, mais ne perds

- Et les joueurs ? - l'apprécie leur sérieux, leur professionnalisme. Oul, parce qu'ils sont capables de supporter cette pression énorme, je les admire. A mon époque, celle de Michel Piatini aussi, nous étions plus décontractés, et ça nous a plutôt réussi. - Si le PSG n'est pas champion

de France, c'est un échec ? - Moi, je dis le contraire. Je souhaite que nous soyons champions. Et, si on ne l'est pas, j'assumerai mes responsabilités. Mais la vérité, c'est que notre saison est une victoire parce que nous existons et que nous avons donné du bonheur aux gens. Et si nous gagnons la Coupe d'Europe, on oubliera le reste.

~ Admettons qu'Auxerre soit champion de Prance. C'est Guy Roux qui sera dans le vrai. Pas

- Non. Guy Roux est un personnage particulier. Et puis il n'a jamais entraîné Paris-SG. A Paris, il ne réussirait pas.

- Avez-vous le sentiment que le PSG et Canal Plus se sont servis de votre image "populaire" du-rant ces deux ans ?

- Peut-être, mais ça m'est égal. Le principal, c'est que je reste un homme libre. Pour le reste, je crois que Michel Denisot aime profondément mon personnage. Mais il ne l'avouera jamais. »

> Propos recueillis par Prançois de Montvalon



RÉSULTATS HOCKEY SUR GLACE

- journee Poule A Slovaque - Aumche Pars-Unis - Russie 1-3
Cassement: 1. Russie, 6 pts; 2. Etats-Unis, 4;
3. Canada, 3; 4. Allernagne, 2; 5. Autriche, 2;

TENNIS TOURNOI DE MONTE-CARLO TOURNOI DE MONTE-CARLO
Problème tour

1 Muster (Aut., n° 1) b. C. Moya (Esp.) 6-2, 7-6
(7-3); A. Costa (Esp., n° 16) b. A. Agasai (E-U., n° 2) 6-2, 6-1; M. Gustafsson (Suè.) b. F. Santoro
(Fra.) 7-6, (7-3), 6-1; M. Rios (Chi., n° 13) b.
B. Becker (All., n° 4) 6-4, 6-3; C. Costa (Esp.) b.
P. Konda (Rép. tch.) 6-4, 6-1; F. Mantilia (Esp.) b.
J. Sanchez (Esp.) 3-6, 7-6 (10-8), 6-4; S. Schalken
(P-8) b. R. Krejicak (P-8.) 7-5, 6-7 (5-7), 6-4;
C. Pioline (Fra.) b. A. Medwedev (Ukr., n° 12) 4-6,
6-0, 6-2.

JEUX, GRILLES ET PROBLÈMES

MOTS CROISES

Problème nº 913

HORIZONTALEMENT

II. Fournit une certaine espèce de bleu. Au sens propre, annibila toute réaction. - III. Toujours en lisières. Dans le cycle de l'œuf. -IV. Adverbe. Ne connaît pas la gêne. En Russie. - V. Elle cherche à voir qui on doit voir et prouver ses bonnes fréquentations. Grecque. -VI. Pour le bûcher d'Hercule. Sorte d'aub. - VII. Sa situation, dit-on, est plus que convenable. Prends l'air. - VIII. Loi. Respire la gaieté. -IX. Pour la scène. Mis à niveau. Va à l'hippodrome. – X. Donné par la

I. Conservation abusive. -

VERTICALEMENT

1. Un mécénat, mais très intéressé. - 2. Mal fondée. Conjonction. -3. Sa perte est inéluctable. - 4. Emploie. Fourbis. - 5. Une expérience qui peut se révéler concluante.

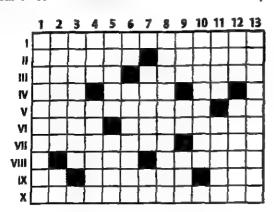
Grands, ils portent à sourire. -6. Pronom. Exhortai. - 7. Prenait des risques. Police très criminelle. -8. Réfléchis. - 9. Recueil d'histoires. Note. Mer. - 10. Se dit pour une mine affreuse. - 11. On l'a à l'œil. Mère romaine. - 12. Elle sert d'ornement. Il parut particulier, sinon extraordinaire. - 13. Se garan-

SOLUTION DU Nº 912 Horizontalement

l. Politisation. - II. Amusant. Anio. - III. Remo. Crepelu. -IV. Agile. Ales. - V. Canalisa. Tir. -VI. Etal. Raidi. - VII. URSS. Légumes. - VIII. Tac. Sévira. -IX. Aménagé. Abbé. - X. Gonflait. Lan. - XI. Entaillèrent.

1. Parachutage. - 2. Omega. Ra-mon. - 3. Luminescent. - 4. Isolats. Nfa - 5. Ta Ela Sall - 6. INC. III 6 gal. - 7. Stras. Eveil. - 8. Elargi. Te. - 9. Tape. Aura. - 10. Inestimable. -11. Oil. Ide. Ban. - 12. Nourrissent.

François Doriet



SCRABBLE (R)

Problème nº 496

C'EST LA FAUTE À VOLTAIRE La biographie n'est pas un genre

qui soulève l'enthouslasme des Français. Le Dictionnaire de biographie française, dont le premier volume a été publié en 1933, n'en est encore a mi-parcours : rentrée finale du dernier tome paru est Lacombe, non pas Lucien mais Paul. Guy, peintre et scuipteur du XIX siècle. D'où l'intérêt du Dictionnaire des personnages historiques que vient de publier Le Livre de poche (1 164 pages, 175 F). Cet ouvrage, qui se veut le Who's Who du passé mais aussi du monde contemporain, est planétaire et non pas franco-français. D'autre part, il se limite aux hommes d'Etat, de guerre, de lettres, de science et d'Eglise qui ont infléchi le cours de l'histoire. Ainsi on y trouve Luther et Voltaire, mais pas Pascal ni Racine. Les notices sont généralement très étoffées. Nous en donnons quelques extraits concernant des personnages jouables au Scrabble.

BALBOA Vasco Ninez, 1475-1517 (ODS: unité monétaire du Panama). Conquistador espagnol qui découvrit l'océan Pacifique en traversant l'isthme de Panama. Selon le dictionnaire en question, il est un des personnages les plus sympathiques de l'époque des grandes découvertes, alors que, selon le Grand Larousse universel, « il extorqua par la plus grande violence tout I'or possible aux popula-

tions indiennes du voisinage ». BAYLE Pierre, 1647-1706 (ODS: dam, auteur du Dictionnaire historique et critique, il fut toujours très mal vu, où qu'il fût, par les autopuisqu'il a écrit : « Croire que la religion dans laquelle on a été élevé est fort bonne et pratiquer tous les vices qu'elle défend sont des choses extrêmement compatibles, aussi bien dans le grand monde que par

le peuple » (Pensées sur la cométe). BOUDDHA Gautama, vers 560-480 av. J.-C. (ODS: ceiui qui s'éveille à la connaissance de la vérité). Après une enfance dorée, ému par la souffrance humaine, il devint un ascète et, à la suite d'une Illumination, parvint au nirvana puls enseigna le DHARMA, c'est-

(A suivre.)

CISP, 6, avenue Maurice-Ravel, 75012 Paris. Tournois les lundis et jeudis à 14 h 15.

Utilisez un Cache afin de ne voir que le premier tirage. En baissant le cache d'un cran, vous découvrirez la solution et le tirage suivant. Sur la grille, les rangées horizontales sont désignées par une lettre de A à O; les colonnes, par un nu-méro de 1 à 15. Lorsque la référence d'un mot commence par une lettre, il est horizontal; par un chiffre, il est vertical. Le tiret qui précède parfois un tirage signifie que le reliquat du tirage précédent a été rejeté, faute de voyelles ou de consonnes. Le dictionnaire de référence est L'Officiel du Scrabble (Larousse).

Μo	TIRAGE	MOT RETENU	RÉF.	PTS
1234567690112314561718920	IEANOIT I+ASEMRI NEAENON YUEAKFM AEM+XGNI G+UDRLEO E!SPE?N SLEHLEU L+TWOZID TW+ARSUT RU+RCATE OALEGVD DGLO+EBU DGL+QOEU - TRISFAT VHEGSIC G!+BDJLA DGIL+?MR DGIL?+P	ATONIE MAISERIE (a) ANONNÉES (b) FUNKY XIMENIA DÉLOGUER (c) PINÉ(N)ES HALEUSE IODLEZ WATTS TRACEUR VAPE BOUE LOQUE FRITTAS CHEVÉS JAB WÜRM PILA LUG(E)	H3 5A D1 2B G7F 104A 3G D10 2K N8 A12 104 15H L8 K2 11A C1	14 80 68 92 51 68 88 30 52 85 39 46 45 93 34 30 28 25 15

(a) Ou EMERISAI ou EMIERAIS en 8 H. (b) NASONNÉE, D 6, 66. (c) Se déconnec-

1. Paulette Robichon, 964; 2. Simone Dubois, 906; 3. Françoise Cosier, 887.

ANACROISÉS (R)

Problème nº 914

HORIZONTALEMENT

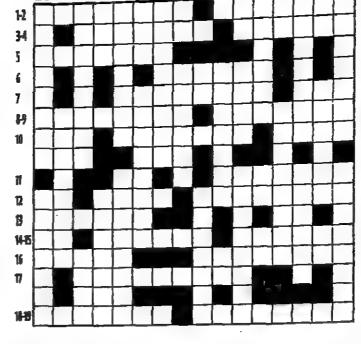
1. EENPSSSU. - 2. EEFLRRU (+1). - 3. ABEETTU (+1). - 4. AEENSS (+ 2). - 5. ACEIORT (+ 2). - 6. CEHIMO. - 7. AACIMMNO. -8. AAEINRTU (+2). - 9. EEIRSSU (+2). - 10. CEIRTTU. - 11. CEERTU. - 12. EELOSTTX. - 13. EOORRT (+ 1). - 14. ADMNOY. -15. AAINTU. – 16. EELLOSTU. – 17. AEIMNQRU + S. – 18. ABEFISS. – 19. AAIILSSV (+1).

VERTICALEMENT

20. CEEIOSST (+1). - 21. AILMSTU (+ 2). - 22. EEGLOORU. – 23. AAGINNST. – 24. ACDERST. - 25. ABENOTU (+1). - 26. EMORSSTY. - 27. EELMNOTU (+1). - 28. AEEMMSTT. - 29. EIORTU (+ 1). - 30. CEIOSST (+ 2). - 31. CCEILRU. - 32. AAEH\$SUX. - 33. CEEEPS (+1). - 34. CEINNORU. - 35. AEEELRS (+1). - 36. AEFILL (+2). - 37. EEILTV (+1). - 38. EEERSUV (+1). - 39. AEEEIRTT.

SOLUTION DU Nº 913

1. PROFILS. - 2. LACUNEUX. - 3. ESCOUPE, pelle (COUPEES). - 4. AVALEUR. - 5. ASSERVIR (SERVIRAS). - 6. DANSOTTE. - 7. PRONEUR. - 8. LANCEUR (CANULER LUCARNE). - 9. MEETING (GISEMENT). - 10. REELIRE. - 11.



SASSEES. - 12. FESSEE. - 13. DIVULGUA. - 14. TURNEPS, variété de chou-rave. - 15. USINIONS (NUISIONS SINUIONS). - 16. EMBASE (BEAMES). - 17. GRISAIS. - 18. THIAMINES (HISTAMINE). - 19. PIASSAVA, palmier. - 20. ENDURENT. - 21. SUSSES. - 22. ETESIEN. - 23. PLAGALES. - 24. DUEGNES (DENGUES). - 25. ATAVISME. - 26. OCARINA (CORANISA). - 27. VIBORDS, parties d'un navire. - 28. SAUNAS. - 29. INESPERE (EREPSINE

PERINEES). - 30. GOETIES, magies

noires (EGOISTE), - 31, SURDORES (SURDOSER). - 32. FASCISTE. - 33. ANEMIEE. - 34. RESSUER. - 35. STIGMATE. - 36. ESSOREE. - 37. TERMINA (MINARET...). - 38. DORTOIR (TORDOIR). - 39. AUVERNAT (AVENTURA). - 40. EVASION (AVOINES). - 41. EGRAPPAI. - 42. HERISSES. - 43. SUSPENS.

Michel Charlemagne et Michel Duguet

ÉCHECS

Etude nº 1686

CHESS IN THE SCHOOLS INTERNATIONAL, CITS (New York, 1996)

Blancs: V. Kortchnol. Noirs: M. Ashley. Début anglais. Système Mikenas

1. pl 2. ccs 3. 64 (a) 4. 65 (c) 5. 66%	CK	12 Date!	Ož.
\$ CG	- 6	13.0-01(0)	Feld
3. 64 (a)	d5 (b)	14.F±65	D45
460	64 (d)	15.451(1)	Fact
5.6df	éq3	16.Ge5	16 (k)
(£ (£) (£)	Did6	17.94	Def
7. CB (f)	Cp5 (q).	18.Ta-é1	044 Ges
8.d4	- 6	19. Tx65	Crés
8. d4 9. FgSi	Dys	20. FES	Fré
10. d 5	CM	21.563(1)	
11.FB	P(5 (h)		

Même tournoi. Même début. Blancs: J. Sunye Neto. Noirs: M. Ashley.

7. Cf3	6	15. TEH (y)	Cat
8. FdB	Fd6 (m)	16, (5) (4)	logs
9. 0-0	8-0	17. d×65	THE (T
70. TO	Cps	18. c4	TIH
11. D ₂ 2	166	19. Gel5	Fade
12 FéR	Fd7	20. F=65	Tield
13, Fb2 (n)	Ta-66		Té
14.68 (0)	K	22. Dd2! (s)	abandos

NOTES

a) Une variante assez populaire dès la fin des années 20, expérimentée par Flohr contre Kashdan à Folkestone en 1933 et jouée couramment par Mikenas.

b) Si 3..., é5 ; 4. f4! et si 3..., Fb4 ; 4. é5, Cg8; 5. Dg4!

c) Les Blancs ont le choix entre deux possibilités: soit 4. cxd5, éxd5; 5. é5; soit 4. é5 immédiatement. En évitant l'échange sur d5, les Blancs restreignent le champ

d) 4..., Cé4 n'a pas bonne réputation mais n'est pas entièrement douteux; par exemple, 5. Cx84, dx64; 6. Dg4, Fd7; 7. Dx64, Fc6; 8. D63, Ca6; 9. d4, Cb4; 10. Rd2, a5; 11. a3, Ca6; 12. Ré1, Fé7; 13. Fd2 et les Blancs ont un pion de plus mais ont perdu le roque.

e) Mieux que 6. fxg7, cxd2+; 7. Fxd2, Fxg7; 8. Dc2, Cc6; 9. CB, Dé7 avec égalité.

f) Certains maîtres préfèrent repousser l'avance 7. d2-d4 en raison de la variante 7..., é5; 8. Cf3, éxd4; 9. Fg5, Dé6+; 10. Fé2, f6 (si 10..., d3?; 11. 0-0!); 11. Cxd4, Df7; 12. Ff4, Fc5; 13. 0-0, 0-0; 14. Cb5, Ca6 et les Noirs ont un jeu satisfaisant. Sur 7. d4, d'autres suites sont également jouables comme 7__, b6 et 7__, ç5.

g) Ou 7..., ç5 ; 8. d4. h) Si 11..., é4; 12. Dé2, f5; 13. 0-0 ou 12. 0-0.

i) Kortchnoï a immédiatement aperçu la faille dans la formation la suite 13.... Fxd3 à cause de la réponse 14. Cxé5.

 La conclusion. k) Si 16..., Dxé5; 17. Ta-é1.

i) L'avantage matériel des Blancs ne laisse aucune chance aux Noirs, qui abandonneront au trente-sixième coup.

m) Si 8..., Fg4 ; 9. F64!

n) Toute la stratégie des Blancs, fondée sur l'efficace disposition de leurs troupes, vise à faire exploser le centre ennemi après

o) Menaçant comme dans la partie ci-dessus (4-c5. p) Menaçant 16. Ta-é1, 17. Fxq6 et 18. Cxé5.

q) Décisif comme dans la partie précédente.

r) Ou 17..., Fxé5; 18. Cxé5, Txé5

Les Noirs perdent la qualité et la s) Gagnant, en outre, la Ca5 ou le Fd7.

DE L'ÉTUDE Nº 1685 L KATSNELSON (1987)

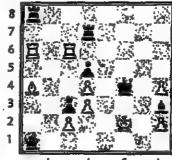
(Blancs: Ré3, Fé8, Ca2, Noirs: Rg4, Tc5, Pg3. Nulle.)

1. Fd7+, Rh4; 2. Cb41, Tc3+; 3. Réži, Tç4; 4. Cd3, Tç2+; 5. Rf1, g2+; 6. Rg1, Rg3; 7. Fb5l, Ta2; 8. Cél, Ta1; 9. Ff1l, T×él; 10. Pat.

Si 2. Rf3?, Tc2 suivi de g2. Si 3. Cd3?, Txd3+. Si 3..., Tb3 ; 4. Cc2, Tb2 ; 5. Ff5, Rg5; 6. Fh7, :Rg4; 7.4544; -Rf4; 8. Fd3, Tb3; 9. Cé1, nulle.

Si 7. Fa47, Tc4! Si 9..., gaft=D+; 10. Raft nulle.

ÉTUDE Nº 1686



Blancs (9): Rf2, Ta6 et c6, Fa4, Pç2, d3, d4, h2 et h4. Noirs (7): Rf4, Da1, Ta8 et d7. Fb3, Pc3 et d5.

Les Blancs jouent et gagnent.

(si 18..., Dxé5?; 19. Fh7+); 19. ç4.

LE MONDE DES LIVRES SUR MINITEL

300 000 livres:

romans, biographies, essais...

Le Monde Editions:

dessins de Plantu, l'Histoire au jour le jour, l'album du Festival d'Avignon.

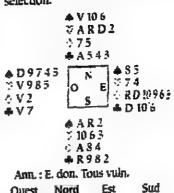
La sélection du Monde des livres.

Recherchez et commandez vos livres par Minitel. Receyez-les à domiciles

36 15 LEMONDE

BRIDGE Problème nº 1682

emps rescable sud-1 CROCODILE D'UNE SÈLECTION Le coup du crocodile est rare ; quand il est utilisé, les journalistes s'empressent de le signaler, comme ce fut le cas pour cette donne jouée dans une épreuve de selection.



Ouest Nord Toffier X... passe 10 2 0 Dasse 3 SA 3 C passe passe

Ouest a entamé le Valet de Carreau couvert par la Dame que Sud a laissé passer. Est ayant continué avec le Roi de Carreau, comment Sud aurait-il dû ensuite jouer pour gagner TROIS SANS ATOUT?

Une ligne de jeu gagnante consiste à tirer les cinq cartes maitresses (à Cœur et à Trètle) et à donner la main à Ouest avec le quatrième Cœur pour l'obliger à jouer Pique et à livrer trois levées dans la couleur... Mais le déclarant a préféré affranchir les Trèfles en espérant que Ouest en aurait trois: après l'As de Carreau, il a tiré As Roi de Cœur, As de Pique, As de Trèfle, et a rejoué le 3 de Trèfie dans l'intention de laisser Ouest faire la levée (s'il avait la Dame de Trèfie ou le Valet), mais Toffier, comme un crocodile, a ouvert toutes grandes ses machoires pour fournir la Dame de Trèfle et engioutir le Valet de Trèfie d'Ouest (afin que cette carte ne preme pas la main). Convaincu que Ouest avait trois Trefies, le déclarant a quand même rejoué Trèfie pour, deux de chute l'Evi-demment, à carres ouverres, le contrat-peut engont séassir en prenant avec le Roi de Trèfle et en donnant à Ouest la main à Cœur...

D'UN EXTRÊME À L'AUTRE

il est rare qu'un champion du monde soit à deux doigts de chuà l'autre table, le déclarant a fait treize levées avec le même atout. mais en s'arrêtant de façon étonnante à 2 Cœurs dans cette donne

o on cuamb	IOMERIC II	umendae.
• •	♣ R76	
	♥R3	
	OAR86	553
	♣ A 5	
♦ ADV4 ♥ 8 ♦ DV10 • D9832	O E	♦ 1083 ♥ D 1074 ♥ 974 ♣ V 64
	4952 ♥AV96	552
	Q 2	

♣ R 10 7 Ann.: N. don. N.-S. vuln. Nord Deutch Nickell passe passe 2 0 Dasse passe passe

Ouest a entamé le 8 de Cœur (pour empêcher un jeu de double coupe). Comment Sud (Hermant Lall) a-t-il fait... cinq de mieux (13 levées) au contrat de DEUX CŒURS, la défense n'ayant pas été parfaite?

A l'autre table, Wolff faillit chu-ter QUATRE CŒURS. Quelle a été l'entame d'Ouest (Rosenberg)?

COURRIER DES LECTEURS .

« Mon partenaire, écrit R. M., m'affirme qu'on n'emploie plus les réponses par un changement de couleur à saut pour faire une enchère forcing de manche. Même avec une main de plus de 16 points d'honneur, il faudrait se contenter de répondre 1 Carreau, 1 Cœur, 1 Pique au lieu de 2 Carreaux, 2 Cœurs ou 2 Piques. *

Je connais un expert qui, à cette question, répondait qu'il prétérait ne pas avoir de... sot au premier tour, car un joueur qui se prive des jumps forcing de manche supprime de son arsenal des enchères qui évitent ensuite de faire des bonds désordonnés, mais surtout il va compliquer sa vie et celle de son partenaire au deuxième tour !

Prévisions pour le 27 avril

vers 12h00

e lance un projet puveau missile es sous-marins

100 Care to 100 Ca start Ge tiek popul

a maga m A STATE OF THE PARTY OF THE PAR The same of the sa AF PRINT 80.5 S. Carrier D. ·· " 清 指型型 where and the property of

> PROFESSION OF US PORTE The Property of $\left(\begin{array}{cc} -1 & \frac{1}{2} & \frac{1}{2} & \frac{1}{2} & \frac{1}{2} & \frac{1}{2} & \frac{1}{2} \\ & \frac{1}{2} \\ & \frac{1}{2} \\ & \frac{1}{2} \\ & \frac{1}{2} \\ & \frac{1}{2} \\ & \frac{1}{2} & \frac{1}{2}$

e meet to := /** * <u>*</u> <u>*</u> <u>*</u> 化 医二种 12 7/2 A Same $1 = \frac{1}{12} \sum_{i=1}^{n} \frac{1}{12} \frac{1$ 1 (1971, 198<u>2</u>) The state of the state of 13.225

were and a second The state of the state of the magnetic 13/22/2

sit entrer en service en 2010

LA CELLULE anticyclonique qui s'est développée sur la Manche va se décaler vers l'Allemagne, maintenant dans un flux de nord-est un temps ensolellé et doux sur l'ouest et le nord du pays. Le Sud-Est est sous l'influence d'un système dépressionnaire centré entre Italie et Tunisie qui dirige des masses d'air humides en provenance de Médi-

Temps agréable

Samedi, des pays de Loire et de la Bretagne à la Normandie, au Nord-Pas-de-Calais, à la région pari-





sauf dans le Sud-Est sienne et aux Ardennes, la journée se déroulera sous un solell radieur. Un peu plus au sud, des Charentes au Centre, au sud de la Champagne, ainsi qu'en Alsace, en Lorraine et en Bourgogne, le soleil

brillera largement. De l'Aquitaine à l'Auvergne, à la région lyonnaise et à la Franche-Comté, les nuages se feront plus présents, ne laissant apparaître le soleil que par intermittences. Dans les Pyrénées centrales, le Languedoc-Roussillon, en Provence, dans les Alpes et en Corse, le temps sera maussade avec un ciel couvert et des ondées assez faibles en général; les précipitations auront un caractère plus soutenu, avec un petit risque orageux dans le Roussilion et en Corse. Dans la région toulousaine, les nuages seront également prédominants, mais ils ne donneront que de rares ondées. Le vent de nord-est, faible en général, se fera plus sensible sur le nord de la Bretagne et le littoral de la Côte

de 25 awii

Les températures minimales seront comprises entre 10 et 14 degrés autour de la Méditérranée, de 6 à 10 degrés dans le Sud-Ouest, de 7 à 9 sur le littoral de la Manche et de la région lyonnaise à l'Alsace, de 3 à 6 ailleurs, avec localement de 0 à 2 de la région Champagne-Ardennes aux pays de Loire. L'aprèsmidi, il ne fera que de 13 à 15 degrés près de la Manche, de 16 à 19 dans le Sud-Est, de 18 à 20 sur les autres régions, parfois 22 dans le Nord-

Dimanche, le ciel sé couvrira près des côtes de la Manche, où il fera plus frais. Un bon ensoleillement se maintiendra des pays de Loire au Bassin parisien et à la Champagne. Un ciel très nuageux concernera encore les régions situées du Sud-Ouest au flanc est et à la Méditerranée : des ondées s'y produiront de facon intermittente avec un caractère orageux en mon-

(Document établi avec le support

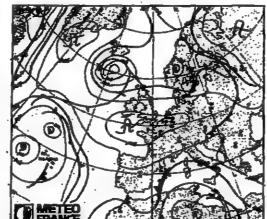
technique spécial de Météo-France.)





ÉTRAHGER





PERPICHAN POONTE-À-PTI RENNES ST-CRIS-RERICH

Situation le 26 avril, à 0 heure, temps universel

sans: n.c.; Autrans: n.c; Cham-rousse: 00-025; Le Collet-d'Alle-

vard: n.c. Les Deux-Alpes:

020-300; Lans-en-Vercors: n.c;

Méaudre: n.c.; Saint-Pierre-de-Chartreuse: n.c.; Les Sept-Laux:

ALPES DU SUID

Auron: n.c.; Beuil-les-Launes:

Orres: n.c.; Pra-Loup: 15-200;

00-220; Valberg: n.c.; Val-d'Allos-

PYRÉNÉES

Ax-les-Thermes: n.c.; Cauterets-

Lys: 00-150; Font-Romeu: 00-

00; Gourette: 00-250;

Luchon-Superbaguères: n.c.;

Autriche: 53-83-95-20, ou par

Minitel': 36-15 code AU-

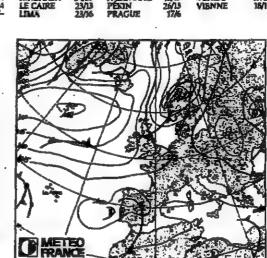
Italie: 23, rue de la Paix, 75002

Suisse: 11 bis, rue Scribe,

75009 Paris, tél.: 44-51-65-51.

Paris, tel.: 42-66-66-68;

n.c : Villard-de-Lans : 0-80.



Prévisions pour le 28 avril, à 0 heure, temps universel

IL y a 50 ans dans Le Monde

Un déjeuner historique

« AUJOURD'HUI, écrivait François de Neufchâteau, délégué français au congrès de Rastatt, j'ai eu à dîner tout le congrès : il a été conclu, à la pluralité des voix, que le vin rosat d'Épernay est un des premiers vins de France. Vollà déjà un grand point! »

Ceci se passait en 1797. En ce 26 avril 1946, M. Félix Gouin a offert un déjeuner en l'honneur des ministres des affaires étrangères de l'URSS, des Frats-Unis et de Grande-Bretagne, et l'on peut espérer qu'un « grand point » sera également acquis, car si l'accord ne s'est pas fait sur le chablis 1943 ou le mouton d'Armailhac 1939, on est en droit d'espérer que le champagne Pommery a rallié tous les suffrages.

Puisque nous avons parlé des vins poussons l'indiscrétion (ou le sadisme) jusqu'à vous énuméter le menu complet qui a circulé autour de cette tablée historique, disposée en fer à cheval. Parmi les tulipes et les bleuets, des homards à la parisienne, des poulardes du Mans, des pommes noisette, des asperges de Lauris (sauce mousseline), des fromages variés et des parfaits au Grand-Marmer, sont venus se poser, se faire admirer, se faire apprécier... et dispa-

Les quarante-cinq convives qui, après avoir été reçus dans la salle des Armures par M. Félix Gouin, out pris place autour de la table dressée dans le grand salon carré, avaient, au préalable, été accueillis au rez-dechaussée par des gardes en grande tenue aux longs sabres en feuilles d'iris. Mélés aux fleurs de toutes sortes, ces soldats offraient un spectacle dont la couleur et la tenue évoquaient les fastes d'autrefois. Çà et là quelques plantes vertes mettalent une note sérieuse et protocolaire : elles faisaient un peu penser à ces cousins de province que l'on retrouve dans les réunions de famille.

EN FILIGRANE

journée de la lettre. La journée

de la lettre donne l'occasion à La

F.D. (27 avril 1946.)

BULLETIN D'ENNEIGEMENT

eurs d'empei ment an 25 avril Elles nous sont communiquées par Ski France. l'Association des maires des stations françaises de sports d'hiver (61, boulevard Haussmann, 75906 Paris. Tel.: (1) 47-42-23-32), qui diffuse aussi ces renseignements sur répondeur téléphonique au (1) 42-66-64-28 ou par Minhel: 36-15 code EN-MONTAGNE. On sur Internet, code: http://www.skifrance.fr Les chiffres indiquent, en cen-

timètres, la hauteur de neige en bas, puls en haut des pistes.

HAUTE-SAVOIE

Avoriaz: 20-135; Les Carrozd'Araches: n.c.; Chamonix: 00-185; Châtel: n.c.; La Chisaz: 00-120; Combloux: n.c.; Les Contamines-Montjoie: 00-040; Flaine: 05-190; Les Gets: n.c.; Le Grand-Bornand: 00-060; Les Houches: 00-00; Megève: n.c.; Morillon: n.c.; Morzine-Avoriaz: n.c.; Prazde-Lys-Sommand: n.c.; Praz-sur-Arly: 00-050; Saint-Gervais: n.c.;

Samoens: 00-215; Tholion-Les Mémises : n.c.

SAVOE

Les Aillons: n.c.; Les Arcs: 010-180; Arêches-Beaufort: 0-00; Aussois: n.c.; Bessans: n.c.; Bonneval-sur-Arc: 015-110; Le Corbier: n.c.; Courchevel: 00-089; La Tania: n.c; Crest-Voland-Cohennoz: n.c.; Flumet: p.c; Les Karellis: n.c.; Les Menuires: 010-100; Saint-Martin-de-Belleville: 00-100; Méribel: n.c.; La Norma: n.c.; Notre-Dame-de-Bellecombe: n.c.; La Plagne: 010-170; Pralognan-la-Vanoise: n.c.; La Rosière 1850: 005-080; Saint-Prançois-Longchamp: n.c.; Les Saisies: 010-050; Tignes: 051-150; La Toussuire: 00-010; Val-Cenis: 00-085; Valfréjus: 00-080; Val-d'Isère: 010-050; Valloire: 015-050; Valmeinier: n.c.; Valmorel: n.c.; Val-Thorens: 025-170.

DAUPHRIÉ ISÈRE Alpe-d'Huez: 00-300; Alpe-du-Grand-Serre: n.c.; Auris-en-Oi-

PHILATÉLIE

L'Institut national de recherche agronomique

POUR LE CINQUANTENAIRE de l'institut national de recherche agronomique (INRA), La Poste mettra en vente générale, lundi 6 mai, un timbre à 3,80 F.

n.c.; Briançon: n.c.; Isola 2000: 095-210; Montgenèvre: 50-110; Orcières-Merlette: 20-170; Les En 1946, l'INRA est créé avec pour mission «l'organisation, l'exécution et la publication de tous Puy-Saint-Vincent: 00-100; Le travaux de recherche sur l'amélioration et le développement des pro-Sauze-Super-Sauze: n.c.; Serre-Chevalier: n.c.; Super-Dévoluy: ductions végétale et animale et la conservation et la transformation Le Seignus: n.c.; Val-d'Allos-La des produits agricoles ». Au-Foux : n.c. ; Risoul : 030-100 ; Vars : jourd'hui, ses compétences s'étendent à l'aménagement de l'espace rural, à la préservation des ressources naturelles ou aux

besoins nutritionnels de l'homme. L'INRA compte près de 8 500 agents, dont 3 800 chercheurs et ingénieurs, et dispose de 260 unités de recherche. expérimentales,

12 000 ha de terrains expérimen-

taux, etc. Le timbre, au format horizontal 36 x 22 mm, dessiné par Roxane Jubert, est împrimé en héliogravure en feuilles de cinquante.

* Vente anticipée à Paris, les 4 et 5 mai, au bureau de poste temporaire « premier jour » ouvert à l'INRA. 147, rue de l'Université, 7°.

PARIS EN VISITE

Dimanche 28 avril DU PONT NEUF au pont des Arts (45 F), 14 h 30, sur le Pont Neuf devant la statue d'Henri IV (Paris capitale historique).

■ BAGATELLE : l'exposition de pivoines (35 F), 15 heures, entrée ouest du parc devant la grille de Sèvres; le château (25 F + prix d'entrée), 15 heures et 16 h 30, devant l'entrée du château (Ville de Paris). L'ÉGLISE SAINT-GERMAIN-L'AUXERROIS et la rue de l'Arbre-Sec (37 F), 15 beures, place du Louvre devant l'entrée de l'église (Monuments historiques).

ILA MONTAGNE SAINTE-GENE-VIÈVE (37 F), 15 beures, devant l'église Saint-Etienne-du-Mont

(Monuments historiques).

ILE PARC DE BERCY (35 F),
15 heures, sur les pelouses face au
Centre américain (Ville de Paris). ■ LE PARC MONTSOURIS (35 F), 15 beures, devant l'entrée côté boulevard Jourdan (Ville de Paris). ■ LA CATHÉDRALE ORTHO-DOKE RUSSE et sa crypte (50 F + prix d'entrée), 15 h 30, 12, rue Daru

(Tourisme culture)).

Poste d'organiser un grand concours, du 6 au 11 mai. Les particioants sont invités à répondre à quatre questions puis à déposer leur bulletin de participation dans les bureaux de poste, un tirage au sort permettant de départager les candidats à des voyages en Chine, à l'île Maurice ou à Venise. Mais surtout, dès le 6 mai, il sera possible d'acheter à La Poste « Duo ». un ensemble composé d'une enveloppe prétimbrée et son carton de correspondance assorti, plus une lettre prétimbrée pour la réponse! • Foire aux collectionneurs. Du 26 avril au 8 mai, la Poire de Paris accueille la Foire aux collectionneurs, à la porte de Versailles. Sur 2 000 mètres carrés, ce Salon rassemble les passionnés de timbres, cartes postales, télécartes, miniatures, etc. La Poste (stand U 38) y

• Ventes. Belle vente à prix nets Roumet (Paris, tél.: (1) 47-70-00-56) de classiques de France comprenant 128 lots. Au catalogue illustré en couleurs, pour toutes les bourses, de 450 F (no 11, 1 c vert-olive oblitéré) à 210 000 F (1 F vermillon terne neuf avec gomme). A noter un Napoléon · Empire franc. » 1 F carmin foncé tête-bêche et un bloc de huit Sage 1 c bleu cobalt avec interpanneau (140 000 F).

est présente avec un bureau tem-

poraire et une carté-souvenir illus-

JEUX

to the way of the same	ودا الأبيد والمساحة الأبرية
LOTOSPO	27 J Nº27
RESULTATS O	DEFICIELS
R- GPS	
	Property 1 years.
A PARTY OF THE PROPERTY OF THE PARTY OF THE	9 N207
1 1 1 1 1 1	a least.
Best ton MAG	COMMISSION AND D
	274 (ORF
Property Table	218 · 25;
	218 · 25F
Basel Rich	BASIN MORE
MATCHS DU JOUR :	7
	-
CACH CHARLESTON	ALL CEE
Jan at Trady Common Services	""
MARGERILA GEOFIAR	234 217
AND THE STATE OF T	12E 13.F
MODELLE SELECTION AND ASSESSED.	رور ایم از ایجسان آر است
The second second is produced in the	

ABONNEMENTS EN SEMENTE CODE ABO

je choisk In danée szávante	Prance	Subse, Belgique, Luxembourg, Pays-Bas	Antres pays de l'Onion européenn
🗇 1 an	1 896 F	2 086 F	2960 F
6 mois	1 038 F	1 123 F	1 560 F
[] 3 mois	536 F	572 F	.790 F
* LE MONDE » (USPS » (PMS2 hvy-par-Schoe, R	population (named and population) is published and insert postar a "Send address charged one citis and USA: EVIER Virginia Beach VA:	y far 5 992 per year < LE MONDE: ge paid at Chauppiahs N.Y. US, on to LAG of N-Y Bur 1518, Chauppiah MATHONAL MEDIA SHEWICE, Bu. SUSS-1988 USA Tel.: \$68.428.38.89	in N.Y. 17991-1521
* LE MONDE » (USPS » (population (named and population) is published and insert postar a "Send address charged one citis and USA: EVIER Virginia Beach VA:	ge paid at Changham A. E. Us. an Ho (MS of N-Y Box 1518, Champin HATHORIAL MEDIA SERVICE, Inc.	in N.Y. 17991-1520
PART IN SHOULD PER PROPERTY OF THE PROPERTY OF	population (named and population) is published and insert postar a "Send address charged one citis and USA: EVIER Virginia Beach VA:	ge paid at Casaghash N.C. U.S. an I to [145] of N.Y Bez Ysil, Champin Rational Media Service, inc. 1545–266 USA Tel.: \$88.428.38.49	in N.Y. 17991-1521
*LE MORDE » (USPS » (PREZ hay-sar-Seine, R POSTMASTE POSTMASTE Rur les shouweneous s	population (named and population) is published and insert postar a "Send address charged one citis and USA: EVIER Virginia Beach VA:	ge pada at Changpienn M.2 US, an In BLS of N.7 Ben Still, Changpie MATICHAL MEDIA SERVICE, Inc. BUS-1969 USA Tel.: FOLICE MAR PTÉRIORID :	in N.Y. 17991-1521

Signature et date obligatoires n d'adresse : par écrit 10 jours avant votre départ par téléphone 4 jours. (Merci d'antiquer votre numéro d'abouné.) ents : Portage à domicile

Suspension vacances. Tanif antres pays étrangers

Palement par prélèveme 33 (1) 42-17-32-90 de 8 h 30 à 17 heures dis

Luz-Ardiden: n.c.; La Mongie: 015-090; Peyragudes: n.c.; Piau-Engaly: 035-110; Saint-Lary-Soulan: 010-060. 80 unités LES SERVICES AUVERGME DU Monde

Desse-anher-Desse v H'r.'	
Super-Lioran: 00-050.	Le Monde 42-17-20-00
JURA	Télématique 3615 code LE MONDE
Métablef-Mont-d'Or : n.c. ; Mi- joux-Lelex-La Faucille : n.c. ;	CompuServe: 36 63 81 22 Adresse Internet: http://www.lemonde.fr
Les Rousses : n.c.	Documentation 3617 code LMDOC ou 36-29-04-56
VOSGES	CD-ROM: (1) 44-08-78-30
Le Bonhomme: n.c; La Bresse- Hohneck: n.c.; Gérardmer:	Index et microfilms: (1) 42-17-29-33
0-0.; Saint-Maurice-sur-Mo- selle: 0-0.; Ventron: n.c.	Films à Paris et en province : 36-68-09-78 ou 3615 LE MONDE (2,23 Heren)

Ce Monde est édé par la SA Le Monde, so-dété ananyme avec directoire et conseil de Suiveillance. La reproduction de tout article est interdite sans l'avenuel de l'informatique est interdite sans LES STATIONS ÉTRANGÈRES Pour ces stations, on peut s'adresser à l'office de tou-ROCCESI de l'ad risme de chaque pays. ISSN: 0395-2037 Allemagne: 9, boulevard de la Madeleine, 75001 Paris, tél.: mprimerie du Monde : 12, rue M. Gunsbourg, 94852 lwy-Cedex. 40-20-01-88; Andorre : 26, avenue de l'Opéra, 75001 Paris, tél. : 42-61-50-PRINTED IN FRANCE.

·· 133, avenue des Champs-Blysées 75409 Paris Cedex 08 78L : (1) 44-43-76-00 ; fax : (1) 44-43-77-30

27 avril le rendez-vous des principaux représentants du mouvement hip hop en France. Née dans les rues des ghettos noirs américains, mêlée

DANSE La Villette est jusqu'au en France d'influences diverses, cette forme d'expression qui allie le rap, les fresques murales et la danse hip hop proprement dite s'est imposée au fil des années comme un authen-

tique mouvement artistique. **● CONSIDÉRÉE LONGTEMPS comme** un moyen de donner aux jeunes des banlieues l'occasion de s'exprimer librement, la danse hip hop a atteint

un niveau qui allie un grand professionnalisme à une joie et une vitalité qui manquent souvent aux formes plus classiques de chorégraphies.

• LA COMPAGNIE BOOGI SAI crée à

La Villette Balle et Poussière, une pièce conçue pour la scène. Elle a su résister au spectaculaire trop facile et répétitif du hip hop au profit d'une construction rythmique maîtrisée.

Les danseurs hip hop veulent être reconnus comme de vrais artistes

Les premières Rencontres nationales de danses urbaines se clôturent à La Villette. Les membres de la compagnie Boogi Saï, comme beaucoup d'autres, refusent d'être considérés plus longtemps comme des « alibis socioculturels »

technique pour la technique, à la

«La balle est celle du policier qui

tue, mais aussi celle de l'enfant qui

joue. Elle évoque également le cercle

de la danse africaine, la ronde en-

fantine. Ce mot léger nous permet de

passer d'un monde à un autre. Le

mot poussière renvoie à l'Afrique que

nous avons rencontrée lors de nos

tournées avec les B3, mais aussi à

notre état quand nous passons du

monde des vivants à celui des

morts », explique Alex Benth, origi-

naire de Cayenne, où ses parents

La construction sythmique est le

point fort de Balle et Poussière: le

rythme ne tient pas seulement,

comme trop souvent, à la vitesse

obsédante de la musique, mais à la

manière dont l'espace est utilisé.

Les deux chorégraphes savent résis-

ter à une figure étourdissante de

sont agriculteurs.

virtuosité montée en boucles qui,

au-delà de dix mimites, comuie par

WILLIAM LEVALANT, mi-Vietnamieu, mi-Kabyle, a du mal avec son saut périlleux arrière. « Attention, tu vas te casser le dos », le prévient René Emptor. Les filles essalent des cyclistes orange et morodorés que vient d'apporter la costumière Patricia Ascensio. La compagnie Boogi Sai, que dirigent Alex Benth et Max-Laure Bourjolly, peaufine Balle et Poussière, une chorégraphie qu'elle va présenter à La Villette, aux premières Rencontres nationales de danses urbaines. Quatre mois de répétitions. Le hip hop est sorti de l'improvisation. Une seule urgence aujourd'hui pour les compagnies : faire reconnaître la valeur artistique de leur danse. Elles réclament d'autant plus fort cette reconnaissance de leur travail qu'elles existent, pour certaines, depuis plus de douze ans, telle les Black, Blanc, Beur.

En France, cette danse, venue des ghettos américains, est en pleine transformation sous l'influence des cultures arabe, africaine et latine. Les danseurs, qui se battent pour ne vivre que de leur art - certains ont passé le diplôme d'Etat, d'autres « cachetonnent » dans le show-biz - en ont « ras le bol » des clichés véhiculés sur les quartiers, la drogue, la tracture sociale, tous les discours où le hip hop est simplement considéré comme l'affirmation d'une identité sociologique.

« APRÈS DOUZE ANS »

« Que vaut notre travail?», demandent-lis. « Est-ce de l'art ou par? ... forçant ainsi l'institution à prendre position. A expliquer pourquoi ils restent en dehors des circuits financiers officiels réservés our artistes.

Ces rencontres de La Villette devraient permettre une approche sérieuse du problème. Quarante-six troupes, sélectionnées dans la France entière, sont présentés. La plupart avec une création. « Aulourd'hui, on intéresse tout le mande ! Après dauze ans de danse, li faudrait qu'on se décide à parler de nous en termes artistiques, l'étais che: Black, Blanc, Beur, dès 1984. pour leur première création : J'en ai tout à foutre. A ce moment-là le me suls dis que je voulais être dans les meilleures des filles ; j'al tout de suite été la meilleure », dit Max-Laure Bourjolly, des Boogl Sal. Cette Haitienne de vingt-huit ans, est arrivée en 1978 à Paris avec toute sa famille. Son père a le statut de réfugié

Aucune trace de forfanterie dans ces propos. Ils expriment simplement la tierré de celle qui a travaillé avec achamement. « Cette danse, ie la révois dans ma tête. Le jour où tu



Elle's appelle Max-Laure Bourfolly. Elle est haïtienne. Lui, c'est Alex Benth. Il est de Guyane. Ensemble, ils dirigent la compagnie Boogi Saï depuis 1991. Elle danse dans les clips de Princesse Erika, de MC Solaar. Lui enseigne aux jeunes danseurs. Ils créent le 27 avril, à 20 h 30, « Balle et Poussière », en final des Rencontres nationales de danses

réussis les figures, c'est le bonheur. J'ai passé des années à déchirer la moquette devant la glace de ma chambre. >

Alex Benth et Max-Laure Bourjoliy se sont connus à La Main laune, une boîte de nuit de la porte. Champerret. Tous deux quittent leur famille, qui refuse qu'ils soient des danseurs. La jeune fetnme est une meneuse. Petite, très fine, très déterminée, elle est en train de s'imposer parmi les plus doués des chorégraphes du mouvement hip hop. Une femme, qui plus est. Dans ım milieu d'hommes. En 1991, elle quitte les Black, Blanc, Beur, dits les B3, en compagnie d'Alex Benth, un

des membres fondateurs, avec Marc Piel et Jean Djemad, de cette troupe historique, la première, en France, à mettre break, smurf et

hype sur une scène. Balle et Poussière, la création que les Boogi Sai danseront samedi 27 avril, est exemplaire d'un hip hop conçu pour la scène. Il ne s'agit plus d'un rap frontal, qui a pour but unique de mettre en valeur les figures spectaculaires qui constituent le vocabulaire basique de cette danse acrobatique: tours sur la tête, sur le dos, sauts périlleux arrière, arrèts bloqués. Bourjolly et Benth font partie de ceux qui ont compris qu'il leur fallait résister à la

brio, mais qui casserait la ligne harmonique, pour privilégier un siience, une émotion. Ils ont appris à diriger l'énergie du hip hop. Ce qui n'est pas facile puisqu'il est à l'origine le besoin forcené d'une expression personnelle. La danseuse Sofy Afoy, un sacré personnage, chante Hip Hop Solo, un rap de son cru sur la liberté d'expression. Les filles jouent une marelle-break pleine d'invention. Alex Benth, en canotier, se lance dans un duo en hommage à tous les danseurs de jazz noirs américains. Acid jazz,

saxophone et soul percutent le rap. « On a appris ce qu'est une bandeson, des lumières, mais aussi ce qu'est un argument, sans toutefois perdre les racines de notre danse. Ce sont elles qui nous protègent. Je suis une sauvage. Ma danse est celle de la panthère. En chorégraphiant, j'ai li-béré les énergies féminines que je porte en moi. Avant je collais toujours à celles des mecs. Je suis sur scène pour montrer qui je suis, ce que je ressens, mais aussi je veux partager notre danse avec les autres », dit Max-Laure Bourjoily.

UM MAISE À NOUVEAU VISITE Le hip hop est-il un art ou pas ? A La Villette, au cours des tables rondes qui ouvraient ces rencontres nationales, les programmateurs, qui se posaient encore cette question, exprimaient probablement une interrogation sincère, mais justifiaient le plus souvent le fait qu'ils ne se sont jamais intéressés à cette danse. On imaginait les habitués de la danse classique dénigrant « les gesticulations » de la danse contemporaine à ses débuts. Un mouvement artistique qui ne vient

Une danseuse classique qui a franchi le pas

pas de la culture dominante est

Elle s'appelle Marion de Casjellane. Quand le groupe Käfig a dansé, le public n'avait d'yeux que pour elle. Bizarre itinéraire d'une fille bien née, élevée au bercesu dans la bienséance de la danse classique, qui succombe an hip hop et à ses envoûtements. «Le classique, c'est àris in-térieur. Mais f'arais bespin d'extérioriser mes sentiments. A un moment, fai tout rejeté de ce que Je connaissais. C'est clair que Je ne viens nos du même milieu, mais j'ai ressenti la même rage face au racisme, la même angoisse face à j'ai fait quinze ans de conservatoire. Je suis allemande par ma mère. Puis je suis venue à Paris me perfectionner. J'ai rencontré Nagib Guerfi, de la compagnie Käfig, à un stage du Théâtre contemporain de la danse. Le monde du hip hop ne m'était pas familier. J'aime cette danse, mais toujours je retourne au classique, à la danse africaine, qui m'ont nourrie depuis l'enfance. Associées l'une à l'autre, ces deux danses me permettent de me plier à toutes les gestuelles. »

Le hip bop et la danse classique se fascinent mutuellement. Tout les sépare, bors la virtuosité. L'amour du corps dompté, triomphant, rapproche, plus qu'on ne l'imagine, le banifeusard et la ballerine.

souvent touche. Quelle place le hip hop peut-il avoir dans le paysage chorégraphique contemporain actuel; voilà ce qu'ils veulent savoir. ils sont conscients d'être une force vive, un courant qui régénère, voire qui influence les tenants de la danse contemporaine. Ils font valoir que ceux qui ont commencé il y a quinze ans frolent aujourd'hui la quarantaine. A travers cette danse, la culture des Arabes et des Noirs se mèle plus que jamais à celles des Blancs. La force du hip hop est de rendre à nouveau visible le plaisir

Quand les programmateurs parient de leurs difficultés à augmenter le public de danse, les rappeurs ont beau jeu de leur répondre que le hip hop remplit les salles. Ce qui est vrai. Ils veulent entrer dans les théâtres. Pas seulement comme alibis socioculturels, pas seulement parce qu'il y a de l'argent débloqué pour les opérations quartiers. Its comprennent qu'il leur faudra renforcer leurs structures. « Nous venons tout juste de nous constituer en association », reconnaît Boogi Sal.

Pour progresser, ils veulent des salles de répétitions. Des lieux de travail qui ne soient plus des caves aménagées ou des halls de centres commerciaux. Christian Tamet, organisateur des Rencontres de La Villette, est à la tête du Théâtre contemporain de la danse depuis sa création en juin 1984.

C'est lui qui, parmi les premiers et le hord de la Grance : le misé sur la danse urbaine. Il prête des studios, organise des stages de jazz, d'acrobatie, de contemporain, de tai chi, de classique, apportant ainsi aux danseurs une nourtiture choré-.graphique à la carte. Il loue l'Opéra-Paris en 1994, pour que les plus audacieux montrent leur travail.

« Quand, en 1994, Tamet est vertu nous voir pour qu'on s'associe avec d'autres danseurs afin de chorégraphier une pièce d'une heure, on ne voyait pas où il voulait en venir. Quelqu'un qui ne croyait pas que le hip hop, c'est naze et ringard, qui ne voyait pas en nous des paumés : on a cherché où était le défaut, se rappelle Max-Laure Bourjoily, « Au Cosino de Paris, on a créé Sobedo, un conte hip hop. Cette reconnaissance nous a fait du bien. Il a pourtant failu la digérer. » Pour Boogi Sal, le temps de la digestion est terminé. «Sai» est un mot wolof, qui veut dire énergie, combustion.

Dominique Frétard

Tremplins, spectacles, cinéma

● Vendredi 26 avril : de 14 à 19 heures: Aca, Choream, Cosmos, Culture street, Dynamic Style, Fradness', HB2, Jf, Jazz-Hip, Minguette City Breakers, Olympic Starz, 1 Touche 2 Styles. 40 F. 20 h 30, salle Charlie-Parker: Accrorap, Un Point c'est tout/Thony Maskot. 75 à 100 F. ● Samedi 27 avril : de 14 à 19 heures: Black, Blanc, Beur, Dans la Rue la danse, Epeul Street Power, GBF Lords Corporation,

les Rappeurs de Liévin-Béthune,

Mission Impossible, Pourquoi pas ?, Progress, Unité. 40 F. 20 h 30, salle Charlie-Parker : HB2, Aktuel Force, Boogi Sal. 75

 Vidéos et films sélectionnés par la Cinémathèque de la danse. Vendredi et samedi, de 14 à 19 heures, salle Boris-Vian. Réservations : Grande Halle de la Villette, 211, avenue Jean-Jaurès, 75019 Paris. Métro: Porte-de-Pantin. Tél.: 40-03-75-75.



Käfig et MBDT sous le regard d'Archie Burnett

DES MASTER CLASSES hip hop. Qui l'efit cru? Ces cours dirigés par des grandes figures ont lieu pendant toute la durée des Rencontres nationales, au Conservatoire supérieur de danse et de musique, sis dans le parc de La Villette. Acrobatie avec Alexandre del Perugia au studio Jacques Garnier, et hip hop avec Thony Maskot et Junior au studio Merce Cunningham, L'Américain Doug Elkins, qui vient depuis cinq ans apprendre la danse urbaine aux jeunes Français, prend le cours. C'est à ce genre de signes qu'on constate l'évolution du rap en France. Thony Maskot est un spécialiste de la gestuelle des bras : ondulations au-dessus de la tête, glissement le long des oreilles. Beau travail ondoyant et mathématique. Le lendemain, jeudi 25 avril, les master classes étaient assurées par Max-Laure Bourjolly, des Boogi Saï, et par Doug Elkins.

Salle Charlie-Parker, l'après-midi du mercredi 24 avril, à 16 heures, une «générale» regroupait Choream (Montreuil), If (Montreuil), Grenade (Marseille), Kafig (Saint-Priest) et MBDT (Paris). Il s'agit du programme de la première soirée.

On promet un bel avenir à Käfig. Ils ont tout compris. Ils fout du rap lent. Un rap oriental qui ne craint pas le silence. Ils mèlent la musique des gnaouas, chanteurs-guérisseurs marocains, à des accords

25 MINUTES D'ANTHOLOGIE -

Leur technique est parfaite. Le spectateur est sous tension. La manière dont ils rendent avec leurs coros le sentiment d'être encagés, prisonniers, donne le frisson. Ils sont tout entiers à leur danse livrée. C'est un rituel, bercé, brutalisé aussi, par le chanteur Ahcen Merzouki. Marion de Castellane est une danseuse classique passée au hip hop. Elle fait merveille. Erreur de jeunesse : le spectacle est trop long.

Le hip hop et la danse classique font bon ménage. A preuve, la pièce que Jean-Claude Pambe-Wayack – il danse, lui aussi, à La Villette - a créé, en décembre 1995, pour les élèves du Conservatoire de Paris dans le cadre du bicentenaire. Parmi les jeunes chorégraphes contemporains qui avaient été conviés à danse : « On doit faire attention,

seul, et de ioin, à tirer son épingle du jeu MBDT, dont on avait déjà vu la pièce à Châteauvallon, en février 1996, out heureusement retravaillé leur Séquence d'une vie. Vingt-cinq minutes d'anthologie.

Le Sénégalais Ibrahim Dembele flambe. Hakim Maiche prend des risques avec l'esthétique hip hop. C'est un dandy. Alors il promène sur le plateau un break très étudié, rempli à exploser de mille petits gestes, de pieds qui font mine de se marcher dessus. Une fausse maladresse raffinée. Il devrait pourtant prendre plus d'assurance. L'âme du groupe est Régis Truchy. Non seulement il sait tout faire à la perfection (smurf, lock, pop, voguing), mais il s'amuse à un jeu d'enfer avec le public. Son sourire plaqué, irrésistible, cache la férocité de son coros. Un Martien.

Archie Burnett, qui a fait du voguing, danse inspirée des poses des mannequins des années 50, un art drôle et personnel, connaît la majorité de ces danseurs. Ils ont suivi le stage qu'il donnait en juillet 1995 dans les studios du Théâtre contemporain de la

allure ces garcons. Ils sont en train de trouver leur propre originalité. Leur rap est plus ethnique, c'est-àdire qu'il porte les couleurs du Maghreb, de l'Espagne. C'est cela qui me frappe. Je sens leur violence, mais ils savent la détourner, la faire exploser sans haine ou obscénité. Il n'ont jamais le côté négatif que peut avoir le rap américain. Ils sont clairs avec ce qu'ils défendent. Ils gardent un regard sur ce qu'ils font. Partout où la danse hip hop se développe, elle prend la spécificité du pays où elle s'enracine. Ainsi les danseurs japonais, après avoir été dans le moule américain à fond, très rapides à capter la gestuelle, très mécaniques aussi, laissent leurs corps devenir plus musicoux, plus-ro-Segue, »

Archie Burnett, danseur-né, a voyagé dans le monde entier. Elégant, il invente sa danse en fonction de son humeur, et apprend le français. Il voudrait bien venir plus souvent travailler à Paris. A New York, il travallle au service de nettoyage du métro. Autant dire que, pour lui, la question des subventions relève du sexe des anges.

Shorth in 12

Pour la première fois, un musée français - Orsay - rend hommage à ce peintre, dessinateur admirable du XIXe allemand

MENZEL, LA NÉVROSE DU VRAI, Musée d'Orsay, 62, rue de Lille, 75007 Paris. Tél. : 40-49-48-14. Thi sauf hundi de 10 heures à 18 heures, le dimanche de 9 heures à 18 heures ; jusqu'au 28 juillet. Catalogue éd. RMN-Dumont, 480 p., 410 ill., 390 P.

Been a series of boursiers of b

-

Service of

A + 125 + 3

A. C. A. G. Comp.

or a light of

100 Sell-2

1. <u>a</u>g

 $t = f(f) \cdot t^{\frac{1}{2} - \epsilon}$

9 - 91 5 **145** 2

The Paris

15322

10 p ==

1.26

** ** *

8 14 No.

many sections.

1. N. 1. 1982

2 1.3 A.g.

21.2

25 19 22

4 22

1733

 $-\frac{1}{2}\log\frac{p\pi}{2}$

- L. L.C.

11285

-, II-

0.00 المنطابونيون

le vrais artistes

Il n'est pas mauvais, de temps en temps, de faire confiance aux poètes. Dans les années 1880, Jules Laforgue vivait à Berlin, lecteur de français à la cour de Prusse, visitait les expositions et adressait aux revues parisiennes des correspondances qu'elles publiaient en les coupant. En 1886, Il en consacra une à Adolph Menzel. Il y décrivait nombre de ses tableaux et finissait per un éloge de son cell, « un cell de myope, parfaitement sain et sobre (...); un œil ironique, retranché dans sa misanthropie derrière ses lunettes, illuminant un masque renfrogné sous un front extraordinaire; (...) un œil d'une pénétration redoutable, d'un artiste irrésistible, d'une clairvoyance aigué ».

Ni ces lignes, ni les œuvres que Menzel envoya à Paris à l'occasion des expositions universelles, ni ses trois séjours dans la capitale francaise en 1855, 1867 et 1868, ni même l'intérêt que lui manifesta Deass, au point de copier son Souper au bai, n'ont suffi. Menzel, illustre en Allemagne, ne l'est guère en France. Or Laforgue et Degas avaient raison.

A L'ÉCART L'exposition que le Musée d'Orsay a est l'excellente idée d'organi-ser en collaboration avec la National Gallery de Washington et la Nationalgalerie de Berlin démeralt définitive qu'ignorer Menzel, c'est ignorer l'un des plus grands dessinateurs du XIXº siècle et l'un des peintres « de la vie mo-

Peut-être est-ce du reste pour cette raison qu'il a longtemps paru commode de le tentr à l'écart de l'analyse de la modernité: le prendre en compte contraint à admettre que la voie qui passe par Courbet, Manet et Degas n'est pas la seule et que, de même qu'il existe une variante anglo-américaine - de Whistier à Sickett -, il existe une variante allemande, de Menzel à Liebermann et Corinth.

Paresse intellectuelle, mauvaises raisons nationalistes et méconnaissance ont entretenu la légende selon laquelle tout doit

aboutir à l'impressionnisme. Il serait temps d'en finir avec cette fable flatteuse. A cet égard aussi, l'initiative d'Henri Loyrette, directeur d'Orsay et commissaire francais de l'exposition, mérite l'approbation.

Menzel, donc. Sa vie se confond avec sa carrière. Elle est dépourvue des épisodes aventureux et sentimentaux qui font le bonheur des biographes. Il est né en 1815 à Breslau. Son père, lithographe, lui apprend cette technique très tôt. Il y révèle un don hors du commun pour le dessin. Dès la fin des années 1830, sa notoriété se répand en Allemagne et Menzel apparaît bientôt comme le peintre de la Prusse, celui auquel le roi demande des œuvres commémoratives. Académicien en 1853, il participe à toutes les expositions officielles et universelles d'Europe. En 1895, une première rétrospective à la Nationalgalerie consacre sa prééminence. D'autres suivent à Vienne et à Londres. En 1905, il meurt à Berlin et ses funérallles sont présidées par l'empereur. La

La mort, telle quelle

Faudrait-il une dernière preuve qu'Adolph Menzel est bien une figure majeure du réalisme, deux dessins y suffisent, deux croquis de reportage. En 1866, Menzel voulut assister à la guerre austroprussienne. Il ne vit pas la ba-taille de Sadowa, mais ses victimes, jetées sur la paille d'une lottemente militaire. Il fit alors deux aquarelles et un dessin des cadavres et des agonisants. Leur intensité est proportionl'artiste. Il ne proteste pas, Il ne se lamente pas, il se contente de montrer la mort telle quelle. On ne peut alors penser qu'à Goya et à Music.

courbe est donc ascendante, elle ne s'est brisée sur aucum scandale. aucume opposition, et Menzel ne peut passer pour un maudit de la peinture. Tout au plus peut-on supposer qu'il s'est voué complètement à son art, d'autant que, de très petite taille, d'une apparence peu plaisante, d'un caractère difficile, les succès de séduction lui étaient interdits.

Il en est de même de ses ceuvres. Elles ne cherchent pas à charmer, elles montrent la vérité



« Homme bàillant dans un compartiment de train », pastel d'Adolph Menzel (1859).

des choses, y compris celles qu'il n'est pas de bon ton de montrer. Peintre officiel, protégé par le souverain qui finit par l'anoblir, Menzel a peu sacrifié à l'art de cour, au sens péjoratif du terme, exception faite des tolles consacrées à la vie de Frédéric II, reconstitutions de style XVIIIº qui ne se distinguent que par la propreté banale de leur exécution. Encore serait-on peut-être moins sévère si la plus fameuse, La Bataille de Hochkirch, n'avait disparu en 1945. La photographie qui en reste suggère une violence tragique incongrue. Mais, se refusant à pratiquer le portrait mondain. Menzel s'est dispensé de la galerie de généraux cuirassés et de duchesses

dignes que sa position l'aurait im-

manquablement contraint à pro-

Ses thèmes favoris sont la scène de genre et le paysage, qui lui servent alternativement ou enl'intéresse véritablement, la métropole contemporaine. Il en connaît les faubourgs, les usines, les boulevards bourgeois, les églises, les parcs et jusqu'au jardin zoologique. Partout, il dessine - et dessine tout, le détail d'architecture baroque, les instruments de la forge, le cygne sur son bassin, les huîtres au restaurant, l'étal de volailles au marché, les maçons sur leur échafaudage, le bicycle dernier modèle de 1890.

Dans les premières décennies, il dessine avec un grand souci de petteté et de minutie. Puis, à partir des années 1860, la promptitude l'emporte, la notation se fait plus tranchante, le contour plus flottant. De cette seconde période datent des feuilles d'études admirables, consacrées à une paire de jumelles, une viole d'amour, un squelette, des livres entassés dans un bahut ou la chaîre de l'église des Augustins de Wützburg, chefd'œuvre du rococo. Rien n'est trop difficile pour son crayon, qui sonde et synthétise d'un même mouvement. Dans ces exercices d'analyse. Menzel se montre à la hauteur de Delacroix et de Degas.

Ayant dessiné, il peint, à la gouache ou à l'hulle. Le plein air, la couleur claire ne le retiennent pas. Il leur préfère un clair-obscur ténébreux, percé de rares lucurs, ou des dominantes ocre et grises qui, quelquefois, évoquent Corot. Dans ce style, il exécute en 1844 Arrière-cour et malson, paysage urbain froidement détaillé, en 1847 Bâtiments sur cour et Le Chemin de fer Berlin-Potsdam, en 1848 l'étrange Polier sous un éclairage nocturne. Les dates importent : élles établissent que le réalisme de Menzel est contemporain de celui de Courbet, s'il ne le précède pas de l'influence de Courbet tient d'autant moins que Menzel ne vit ses tolles qu'en 1855 à Paris. Tel Souvenir de Paris - des zouaves et des prostituées devant un mur où se lit « Défense d'afficher » - préfigure Manet, qui n'en sut probablement rien. Le Théâtre du Gymnase de 1856 annonce Degas. Quant à son Après-midi au jordin des Tulleries, il faut la comparer au Manet sur le même motif, que Menzel a vu en 1867 et auquel il a voulu répliquer. Il arrive que l'on songe encore à Daumier et à Guys. Menzel appartient à cette histoire, de plein droit, et il n'y fait pas figure de suiveur mais de pro-

Philippe Dagen

Le Nouvel Opéra de Moscou est à Paris

Son chef, Evgueni Kolobov, a été désigné « révélation de l'année » par le jury des Triomphes-Logovas

LE NOUVEL OPÉRA DE MOS-COU, Evgaeni Kolobov (direction): « ROSSINI », divertissement musical en deux parties, Théâtre des Champs-Elysées, le 26 avril à 19 h 30. « MARIE STUART » de Donizetti, Théâtre des Champs-Elysées, le 27 avril à 19 h 30. «REQUIEM POUR ANDRE! TARKOVSKI», église Salut-Roch, le 28 avril à 20 h 30. Tel.: 49-52-50-50.

> MOSCOU de notre envoyé spécial

Evgueni Kolobov n'a rien du « maestro furieux », qualificatif qui lui a été décerné par les médias. C'est un homme malingre et amical, au visage percé d'un éternel sourire triste. Pourtant Kolobov est un chef d'un sacré tempérament. Admirateur de Kleiber et Mravinsky, il entraîne son orchestre avec ardeur. Le jury du prix Triomphes-Logovas ne s'y est pas trompé: en 1994, cette assemblée décernait à Kolobov le titre de « révélation musicale » de l'année raison de sa présence ces jours-ci à Paris, dans le cadre d'une série de manifestations consacrées aux laurésts des « Triomphes ».

Le jury russe n'a pas fortuitement décerné l'un de ses prix à Evgueni Kolobov: on peut même dire qu'il l'a reconnu comme l'un des siens. Tout comme Kolobov œuvre en marge des institutions officielles, le prix Triomphes se veut en effet dissident et revendique fièrement son indépendance. Sa création, en 1992, avait pour but de rompre avec le système des récompenses officielles attribuées par l'ancien régime. Un comité de treize membres (parmi lesquels Yuri Bashmet, Vladimir Spivakov et l'écrivain Zoya Bogouslavskala) se réunit chaque année pour élire cinq personnalités qui se partagent un prix de 100 000 dollars, attribués grâce au soutien de la firme Logovatz. Depuis 1992, les Triomphes ont récompensé notamment les musiciens Alfred Schnittke et Sviatosiav Richter, les cinéastes Otar Iosseliani et Kira Muratova (Le Milicien amoureux), et le danseur Boris Eliman.

KAROUCHE CARACTERE Avant d'être ainsi consacré, Ko-

lobov s'était déjà signalé par son caractère farouche et intraitable. Cet ancien assistant de Youri Temirkanov au Kirov avait fait sensation en déclinant l'offre de prendre la direction de ce théâtre et celle du Bolchol - arguant qu'il préférait encore « mourir de sa

propre mort ». En 1991, lorsque le maire de Moscou, Youri Luzhkov, souhaita lancer un nouvel opéra, il songea naturellement à Kolobov pour en prendre la direction. Cinq ans après, le Nouvel Opéra de Moscon (Novaya Opera) a largement fait la preuve de son utilité comme contrepoids à un Bolchol rongé par les querelles intestines. Ses productions sont légères, dévolues à des ouvrages peu connus du public russe - Maria Stuarda de Donizetti et Le Pirate de Bellini ont ainsi fait l'objet de premières auditions en Russie, et le chef envisage de donner l'Hamlet d'Ambroise Thomas. Le Nouvel Opéra s'est aussi fait une spécialité de spectacles hybrides, mi-lyriques miconcertants, où les chanteurs évoluent en costumes au milieu de l'orchestre disposé sur scène. La troupe est jeune, émailée de personnalités fortes comme la soprano Galina Lebedeva (extraordinaire dans le rôle-titre de Maria Stuarda).

Nomade, le Novaya navigue d'une salle à l'autre au gré des spectacles. Le Rossini étalt récemment donné dans la grande salle Tchalkovsky, tandis que Maria Stuarda se jouait à quelques encabhires. D'autres sont programmés dans des églises ou des salles municipales. Les répétitions ont lieu dans un ancien cinéma réaménagé. Cet inconvénient devrait être résolu en 1999, lorsque s'ouvrira le Théâtre du Miroir, bâti spécialement pour les besoins du Novava dans le jardin de l'Ermitage.

Aux yeux - et aux orelles - des spectateurs parisiens, les trois spectacles présentés ces jours-ci n'auront peut-être pas toute la « pureté » requise. Kolobov est un musicien pragmatique, qui n'hêsite pas à réarranger les partitions ou à les reconstituer à sa guise. Ainsi, pour Maria Stuarda, a-t-il tration d'après un simple euregistrement sur cassette et une partition plano-chant, ramenée d'Italie par le danseur Vladimir Vassiliev cela faute de pouvoir se payer la partition complète! Requiem pour Andrei Tarkovski est de son côté un montage d'œuvres de Mozart, Salieri... et du Mozart et Salieri de Rimski-Korsakov, selon un procédé cher au chef d'orchestre. Et si Rossini - autre spectacle-patchwork - n'est peut-être pas, scéniquement, conforme aux aspirations du public occidental, c'est du moins l'occasion d'entendre le talent d'orchestrateur de Kolobov le temps d'un ravissant Duo des

Jacques-Emmanuel Fousnaquer

Chimo, mystérieux écrivain débutant, ou supercherie littéraire?

Y A-T-IL une « affaire Chimo » ? Invité de Bernard Pivot à « Boullion de culture », vendredi 26 avril, le PDG des éditions Plon, Olivier Orban, devait évoquer cet auteur invisible dont le manuscrit, Lila dit ça, lui a été remis, par l'intermédiaire d'un avocat parlsien, sur deux cahiers Clairefontaine à gros carreaux, couverts d'une écriture étrange à l'orthographe incertaine. Dans la maison d'édition, où chacun, à la suite d'Olivier Orban, s'est montré « enthousiasmé » par « le style singulier, beau, émouvant, déchirant » du mystérieux roman, on déclare n'être pas dupe. A coup sûr, il s'agirait d'une mystification littéraire. « La construction et les métaphores filées de façon savante ne sont pas le fait d'un amateur, explique Ólivier Orban, mais révèlent un écrivain chevronné. Je suis de ceux qui pensent que c'est une mystification, D'autres considèrent que le livre fait preuve de trop d'authenticité pour ne pas être vraiment écrit par un beur. Ce qui apparaît à mon sens, c'est un écrivain qui désire cacher derrière un pseudonyme l'érotisme très cru du roman » L'analyse graphologique, demandée par l'éditeur, révélerait « un homme très intelligent », an « niveau cultu-

Le Chimo en question ne serait donc pas le jeune beur de banlieue qui se met en scène, à la première dupe. L'Express parle pour Vincent teur, célèbre « ce qui mérite d'être s'appellerait pas Chimo, mais...? Claude Klotz (alias Patrick Cauvin) ou Daniel Pennac, hasarde-t-on chez Plon. D'autres pensent à Daniel Picouly, pour la banlieue... La presse, qui se souvient encore d'avoir célébré Emile Ajar sans deviner derrière lui Romain Gary, voudrait cette fois-ci ne pas être nandez, dans Le Nouvel Observa-

personne, dans Lila dit ça; il ne Ravalec. Sur le fond, la piupart des critiques sont « emballés ». Grisés par la certitude de découvrir un écrivain, comme ils l'affirment, ou excités par le suspense de la supercherie?

Françoise Girond, dans Le Figaro, est certaine d'avoir affaire à « un écrivain ». Dominique Fer-

traité comme une œuvre d'art ». Au Canard enchaîné, en revanche, André Rollin est sans pitié pour un texte où l'on « semble avoir appris à parler banlieue à Sainte-Marie de Neuilly ». Mieux, il croit tenir la clé de l'énigme : les auteurs seraient... Olivier Orban et sa femme, Christine, Chi-m-o signifiant « Christine aime Olivier » - ce qu'ont démenti

tagoniste de premier plan.

La vie derrière soi

contraire de ce qu'elle pense. Lila a seize ans, elle est belle, blonde (blondeur si exceptionnelle en banlieue?). Elle rêve le sexe comme il est vendu par les adultes. Elle raconte son joli petit corps dévoré des yeux par les mâles. Qu'est-ce qu'elle fait, Lila? L'ila roule à bicyclette. La jupe de Lila vole et la baniieue grise où traînent Chimo et ses copains est éclaboussée d'or. Dans un monde dévasté, elle invente sa liberté et suggère le

Chimo a dix-neuf ans. Il est revenu de la vie sans être jamais parti. Chimo enjambe la bicyclette, Lila s'assoit sur la barre. Il pédale, elle parle. Le temps d'explorer quelques attouchements acrobatiques.

OU'EST-CE qu'elle dit, Lila? Le La Lolita de banlieue détaille par le menu des fantasmes de quinquagénaire en voie de ressourcement. Chimo - miracle des ateliers d'écriture? - transcrit dans son journal ce dialogue chaud mais inauthentique. L'intervention évidente d'un romancier chevronné sauve ce court roman des artifices de la seule mystification. La rencontre Lila-Chimo – Juliette et Roméo d'une légende relookée – est sans avenir parce ou'lls vivent dans une banlieue déshéritée, au temps du sida – le livre, documenté, sait aussi éviter quelques clichés. Trahis depuis leur naissance, ces deux ga-

mins de banlieue ignorent le par-

tage, la passion. Lila soulève ses

Jupes, Chimo est soulagé par sa

main experte, mais la tendresse.

les étreintes, l'espoir... sont des mots morts. L'atmosphère du récit pourrait être inspirée par Vincent Ravalec. Il v a des moments de grâce qui évoquent Pierre Michon. Jean-Marc Roberts pourrait en avoir revisité la structure. L'érotisme aurait-il été comploté par quelque Nabokov rudimentaire? Arraché aux manigances médiatiques qui entourent sa publication. Lila dit ca persiste à émouvoir et témoigne de la violence d'une société qui a perdu l'idée de l'amour. Et si l'auteur était upe

Hugo Marsan

★ Lila dit ca de Chimo, Pion, 174 pages, 89 F.

les intéressés (Le Monde du 26 avrill). Quoi qu'il en solt, le « coup » est bien parti. Tiré à 25 000 exem-

plaires, mis en place dans les librairies françaises depuis jeudi 25 avril, ce petit livre attire déià les producteurs de cinéma Alain Sarde et lean-Louis Livi, et les éditeurs étrangers se le disputent. Depuis près d'un mois, huit éditeurs, et non des moindres (Mondadori pour l'Italie, Meulenhoff pour les Pays-Bas, Gyldendal en Norvège, Scribner aux Etats-Unis, Fourth Estate en Angleterre...), l'ont acheté, pour une somme globale de 1 400 600 F: du jamais vu pour un premier roman français. Ce succès. selon Olivier Orban, est dû « à la qualité littéraire de Lila dit ça et à son potential commercial, aux thèmes porteurs de l'érotisme et de la banlieue, au fait qu'il évoque La Haine, le film de Mathieu Kassovitz. C'est un livre très moderne, et la réaction des éditeurs étrangers, qui sont tous des éditeurs littéraires, m'a d'autant plus fait prendre la mesure

Ceux-ci en effet ne tarissent pas d'éloges. Chez l'éditeur anglais Faber, on est désolé d'avoir perdu aux enchères, contre Fourth Estate, ce roman « d'une force inhobituelle par rapport à la fiction francaise, trop abstraite et peu

appréciée en Angieterre ». Chez Meulenhoff, le « Gallimard néerlandais », on dit avoir été « saisi par cette voix jeune venue de France et cette expérience authentique de la banlieue, qui a une portée universelle ». L'éditeur avoue que, parmi les auteurs contemporains. « les Prançais sont les plus difficiles à vendre en Hollande. Et si nous sommes l'éditeur de Céline, Semprun ou Modiano, c'est la première fois, avec Chimo, que nous publions un jeune auteur français contemporain ». La plupart reconnaissent cependant avoir été confortés dans leur décision de publier le livre par « le fait que l'histoire de ce roman anonyme soit jolie », et par ce qu'il véhicule de « thèmes commerciaux: banlieue, race,

La prétendue « authenticité », les « thèmes commerciaux », c'est sans doute ce qu'il faut aujourd'hui pour faire « un événement littéraire » international, puisque la littérature n'est plus qu'une « pratique socioculturelle ». Peu importe, finalement, qui a écrit Chimo. Si ce n'est pas à coup sûr une victoire littéraire, ce sera sans doute une victoire économique pour l'édition fran-

Marion Van Renterghem

Dans l'Aisne, la musique valorise le patrimoine

Le conseil général coproduit avec Radio France depuis neuf ans des disques enregistrés dans les monuments de la région

de notre correspondant

Avec la parution de l'ouvrage Le Don du silence (Editions Ouest-France), le conseil général de l'Aisne célèbre neuf années d'activité discographique. Depuis 1987, pas moins de trente disques CD de musique classique ont été réalisés par l'assemblée départementale, en collaboration avec Radio France. Un texte de Jacques Drilion et des photos en noir et blanc de Jean-Pierre Gilson balisent un itinéraire qui fait découvrir plusieurs monuments, églises, abbayes ou musées, choisis comme lieux d'enregistrement. Un CD joint au livre établit une synthèse des œuvres interprétées au cours

L'auditeur peut ainsi découvrir un extrait de Clovis et Clotilde, de Bizet, donné en la cathédrale de Soissons en 1988, avec Montserrat Caballé et l'Orchestre national de Lilie, sous la direction de Jean-Claude Casadesus, ou Le Troisième Cantique spirituel de Jean Racine, enregistré en septembre 1991 dans une église de La Ferté-Milon, sa with matale.

Le premier CD réalisé par le conseil général, présidé par Paul Girod (UDF adhérent direct) est paru en 1987 à la faveur de la création du Festival de musique sacrée de l'abbaye de Saint-Michel-en-Thiérache. André isoir avait alors enregistré des œuvres de la dynasde des Couperin.

Au fil des années, cette activité discographique s'est développée pour concerner sept sites et s'étendre ainsi à l'ensemble du département de l'Aisne. « Notre action s'inscrit sous un angle patrimoniai large », souligne Jean-Michel Verneiges, délégué départemental à la musique dans l'Aisne, « elle privilégie des monuments comme la cathédrale de Laon, des œuvres comme les fables de La Fontaine, mises en musique par Lecocq, Offenbach et Saint-Saëns et orchestrées par Bernard Desgraupes, mais aussi des instruments anciens ». L'orgue de Jean Boizard - 1714 de l'abbaye Saint-Michel-en-Thiérache ou le clavecin Benoist-Stehlin de 1750 du Musée Antoine-Lecuyer de Saint-Quentin sont ainsi régulièrement utilisés.

Clovis et Clotilde de la Biblio-

thèque nationale ou révélé l'œuvre d'orgue de Louis Couperin, organiste de Saint-Gervais à Paris au XVIII siècle, cela a eu une résonance nationale. Le CD est un moyen de mettre en valeur le patrimoine, de conserver une trace de productions intéressantes plutôt que de demeurer dominé par le caractère éphémère des concerts », remarque

Jean-Michel Verneiges.

250 000 F PAR AN

Le rituel de ces réalisations est désormais bien rodé. Le département s'acquitte des frais lies aux cachets des artistes. Radio France apporte sa technique d'enregistrement, et les éditeurs prennent en charge la fabrication et la distribution des disques. * Nous consacrons en moyenne la somme de 250 000 francs par un à cette action », précise encore le délégué départemental à la musique.

Après la parution de La Passion selon saint Marc de Reinhard Keiser sous la direction de Michel Laplénie, le conseil général va rééditer progressivement ses disques parus chez Adda, un label aulourd'hui dispara. Les Sonates. Antiennes et Requiem de Cazzati viennent ainsi de reparaître avec l'ensemble La Fenice, sous la direction de Jean Tubery, chez Accord-Musidisc, et viennent d'être publiées Six sonates pour violon et clavier de Jean-Sébastien Bach par Alice Piérot au violon et Martin Gester à l'orgue de Fère-en-Tarde-

D'autres sont prévus : l'intégrale de l'œuvre pour clavier de Nicolas Siret, les Concertos pour orgue et orchestre de Vivaldi, avec le Pariement de Musique et Martin Gester, et un portrait musical de La Fontaine. Le département collabore aussi avec France Musique à la collection « Tempérament ». Elle est consacrée aux orgues historiques et a permis la publication întégrale, pour la première fois. du Livre d'orgue de Louis Couperin (Le Monde du 5 janvier).

Thierry de Lestang-Parade

* Pour tout renseignement sur le catalogue des disques édités, télèphoner à l'Association de dévelopement de l'activité musicale de « Lorsque nous avons exhumé l'Aisne, tél.: 23-24-60-01, au conseil général de l'Aisne.

DISQUES

L'accordéon fait son tour du monde

Un coffret pour suivre les voyages du piano à bretelles

LE LABEL américain Ellypsis aux rives du Nil, en passant par la considérant l'accordéon comme Arts s'est fait une spécialité des coffrets thématiques (le Maroc, la transe, les Pygmées, le flamenco, les cultures indigènes menacées), en général d'excellente tenue. Vouloir dégager un panorama mondial de l'accordéon était un travail de titan, tant l'instrument a voyagé. S'il n'a pas toujours su capter le meilleur (i) y a même de l'insupportable : le punk bavarois d'Attwenger, une danse Chastushki à pieds pointés sur parquet de la Volga), Planet Squeezebox, un coffret de trois disques compacts muni d'un solide livret, a l'avantage de remettre l'instrument vagabond à sa place: populaire et complexe, loin de la ringardise

rue de Lappe.

En 1829, le Viennois Cyril Demian dépose un brevet d'invention pour son « accordion ». Etrange coïncidence, le physicien anglais Charles Wheatstone fait de même à Londres quelques semaines plus tard pour son « symphonion à soufflet », rebaptisé en 1833 « concertina ». Les facteurs italiens de Castelfidardo en simplifient ensuite les claviers et donnent, en vingt aux, aux accordéons diatoniques et chromatiques leurs formes modernes et leur célébrité. Le piano à bretelles suit les flux migratoires de la fin du XIX siècle, essentiellement grâce aux Allemands et aux Italiens. En 1920, l'usine Hohner, înstallée dans le sud de l'Allemagne, produit plus d'un million d'accordéons par an. Le nazisme.

« instrument du jazz nègre », met un terme momentané à cette ex-

La compilation icl proposée commence par Jeannette (1934) de Gus Viseur, un grand du musette parisien, genre issu du mariage des accordéonistes italiens et des joueurs de cabrette auvergnats. Alors que la France produit des musiclens de premier plan, Emile Vacher (le « père » du musette), Gus Viseur, Tony Murena, Jo Privat, Adolphe Deprince - très peu représentés dans ce coffret -, l'accordéon se promène sur les mers. Les marins l'utilisent pour chanter la nostalgie du pays. Planet Squeezebox les a suivis à la trace, d'Amsterdam au Cap-Vert (le funana d'Antonio Sanchez), de Buenos-Aires (Milonga loca, d'Astor Piazzola) à Johanesbourg (Moses Mchunu au concertina zoulou), de la Baltique (un solide échantillon) à l'Irlande, en passant par les bayous de Louisiane et le blues (Lynn August). Ce coffret n'aborde pas la question de la rénovation du genre (le jazz new-musette de Richard Galliano), ni celle de la virtuosité. Mais il est construit avec l'intelligence des militants du « village global », qui permet de dénicher des perles comme Le Varietoscope, critique télévisuelle contemporaine du groupe ivoirien Zagazougou.

Véronique Mortaigne

* Planet Squeezebox, Accordion Music From Around The World: un coffret de 3 CD Ellypsis Arts CD3470. Distribué par Night and

JAZZ

supposée, aussi nécessaire à la

musique des rues que le sel à

l'alimentation, de la Louisiane

CHARLIE HADEN QUARTET WEST

Avec Quartet West, le contrebussiste Charlie Haden - créateur à la fin des années 60 de l'un des plus fantastiques ensembles de solistes, le Liberation Music Orchestra (Le Monde du 20 avril) - réinvente depuis 1984, en disques, plus qu'en concerts, la côte ouest des Etats-Unis, celle de Hollywood, des films noirs des années 40, d'une Amérique passée de l'insousciance à l'entrée en guerre et qui, fêtant sa victoire, se savait transformée. Le jazz de Charije Haden est volontairement nostalgique, sans niaiserie, émouvant parce qu'on y attache aisément des images. Au quartette (Alan Broadbent, piano, Larance Marable, batteur léger à la simplicité musicale. Ernie Watts, sazophone) s'ajoute; sur plusieurs thèmes, un orchestre à cordes dirigé par le violoniste Hervé Cavelier. Les arrangements sont sobres, soulignent les mélodies sans les écraser, fidèles à l'esprit des grandes musiques de films. Les thèmes de Victor Young (pour La Main gauche du Seigneur), Cole Porter ou Lee Konitz (un Palo Aito languide) répondent aux compositions de Charile Haden dont le jeu se réduit à quelques notes, les plus chargées, les plus essentielles. ★1 CD Verve 529 827-2. Distribué

par Polygram Jazz.

ROCK

THE CRANBERRIES To The Paithful Departed

Les Cranberries sont devenus, en deux albums, le groupe iriandais le plus populaire après U2. Sans la voix de Dolores O'Riordan, leurs chansons gentiment mélancoliques n'auraient sans doute pas suffi. Mais, comme peu de chanteuses depuis Sinead O'Connor, elle sait donner à ses émotions un vigoureux impact. O'Riordan parsème son vague à l'âme de petites explosions vocales où résonment l'intensité quasi religieuse de ses passions et l'écho évocateur d'un accent gaélique. De plus en plus consciente de cet atout, elle a mis le groupe au service de sa vois. Certains titres de To The Faithful Departed ne manquent pas d'habileté, et la douceur de Will You Remember? ou l'm Still Remembering est empreinte d'une touchame nostalsie, même si trop souvent ce lyrisme canalisant indignation, révolte et déception amoureuse s'affiche avec trop d'ostentation. Les élans de la vocaliste virent alors au racolage. ★ 1 CD Island 524 246-2, Distribué

THE DIVINE COMEDY

par Polygram.

"GRAND JURY"

RTL-Le Monde

La disproportion entre la figure mythique de l'amant vénitien et ce gringalet irlandais prêtera à sourire.

Mais Neil Hannon, seul membre et démiurge de Divine Comedy, a fait de ce genre de décalage un art de vivre. Isolé dans une petite ville d'Irlande du Nord (Enniskillen), il a imaginé un univers musical à la croisée des grands - Brel, Scott Walker, Burt Bacharach, Rachmaninov - et donné à ses fantasmes un sumom dantesque. Deux premiers albums, Liberation et Promenade, avaient prouvé ses étomnantes aptitudes de songwriter, surpassées encore par Casanova. Parmi onze chansons rivalisant de brillance. Frog Princess, concentre l'art de Nefi Hannon. On y entend des violons hollywoodiens, un crooner épique mais aussi des siffiements espiègles et un texte férocement ironique sur les relations amoureuses. Car le jeune homme n'est jamais dupe de sa vanité. Ses rêves grandioses sont conscients de leur démesure. Sous cet apparat se révèle, en filigrane, un personnage introverti qui joue de ses comradictions avec drôlede. Il vient de rémair un des disques de

* 1 CD Setanta 724394164126. Distribué par Labels/Virgin.



'HOP A PAIRS

Après un album consacré à la jeune chanson sénégalaise, puis un autre commandé à des artistes africains pour la Journée mondiale du sida, Revue Noire a demandé à quinze groupes et artistes de brosser un tableau musical du Paris multhacial d'aujourd'hui. Le disque compact est livré avec la revue grand format, donz l'habitude est de défendre l'art contemporain noir. Des Visions d'ailleurs de B. Love (« La beauté naît dans le regard de l'autre ») aux lecons données par AIR (Capte le pacte avec cette époque), des bruitages de métro et bribes de loséphine Baker aux admonestations de RootsNeg (« Ne m'appelle pas oncle Tom »), cet album bors normes est un rempart à la manyaise foi. Il res-

les partisans d'une France aux Français revienment à la réalité : Paris est une ville piuriethnique, et des jeunes y créent une musique profondément révoltée, forme avancée du rap afro-latin. La plupart des titres sont des inédits. ★ Revue Noire, à 20. En vente dans les librairies



ANONYME La Passion selou saint Matthleu Le Parlement de Musique, Martin Gester

La partition (manuscrit d'Uppsala, 1667) que viennent de restituer Martin Gester et son frère le musicologue Jean-Luc Gester est de tout premier ordre. On ne sait qui l'a écrite, mais celui qui le fit est un grand assurément. Climat sensuel et doloriste, beauté de l'écriture, raffinement de l'expression. Les solistes vocaux groupés autour de Gester sont épatants, chantant comme un madrigal spirituel cette passion de

★ 1 CD Accord-Musidisc 205482.

MARC ANTOINE CHARPENTIER La descente d'Orphée aux enfers Les Arts florissants, William Christie (di-

On avait été ébioul, voici deux ans, à Utrecht, par le concert de cette œuvre clé de Charpentier, un opéra (ou plutôt semble-t-il un fragment d'opéra) de chambre consacré au célébrissime Orphée. Au disque, le drame s'affadit un peu, le détail de certaines voix ou de certaines parties instrumentales, la diction moins claire de certaines dames décoivent un pen. Mais c'est peu de chose, tant l'œuvre est bouleversante. L'Orphée de Paul Agnew est émouvante et Christie retrouve son répertoire de prédilection, celui qui fit ses premiers succès et dans lequel on l'aime plus qu'ailleurs. R. Ma. ★ 1 CD Erato O630-11913-2.

CORRESPONDANCE

Une lettre de Françoise Hardy

A la suite de l'article intitulé consacer du temps et un espace à 16 avril), nous avons reçu de la chanteuse la lettre suivante :

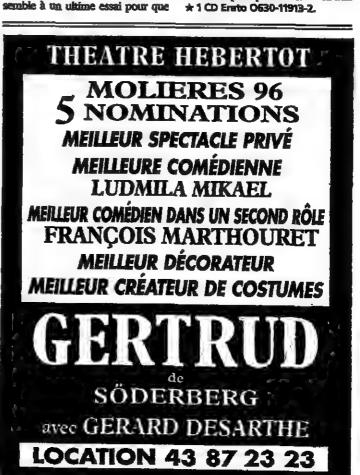
Dans le long article qu'elle a eu l'amabilité de consacrer à la sortie de mon nouvel album (...), Véronique Mortaigne déclare que je suis « pour la peine de mort pour les assassins d'enfants ». Voilà un thème grave, voilà un véritable débat de société qu'elle me fait allégrement liquider en une seule ligne, en une seule phrase. Si Ma Mortaigne avait souhaité me faire aborder ce problème si complexe – ce que l'aurais refusé dans le cadre inadéquat de son article comme dans tout autre cadre -, elle aurait au moins dû m'en prévenir, ensuite y

« Françoise Hardy chante le pessi- la mesure de la gravité du sujet, et misme du temps » (Le Monde du non glisser, entre deux anecdotes sans intérêt, ce qu'elle a hâtivement conciu des questions que tout un chacun se pose sur le poids de la vie des violeurs et assassms d'enfants, comparé à celui de la vie de leurs victimes passées effectives et de leurs victimes futures potentielles - enfin me faire vérifier sa transcription de mes propos.

[Françoise Hardy ne revient pas sur le fond des propos qu'elle nous a tenns sur la peine de mort, et d'ailleurs à plusieurs reprises au cours de l'entretien. Tout an nime peut-elle regretter d'avoir manqué d'espara pour additer na panesée. Units um estretien de ce genre doit pouvoir aborder toutes les questions, et ne pas se limiter à servir la promotion d'un disque. - V. Mo.]









TOULOUSE

n tour du monde

LA STATE & OTERE WE STATE

Samuel The Charles and the second second THE REPORT OF THE PARTY OF THE STATE OF THE STATE OF Carenes Missission

THE STATE OF THE PARTY OF THE P er Len appearen de las las las grace with the service freely fragilia - strange is a - in . districted the factor of the state of the s Service and property 1

The Transport of the same Carlo Carrella de Carrella de la companya della companya de la companya della com TO STATE OF THE PARTY OF THE PA

Ships The Sherring - Day -Charles & Charles to a con-**斯尼斯斯斯斯斯 新河州** THE WAY TO SEE THE STATE OF THE STATE OF Chicago de la est Transila con The same of the same of the same of THE BEST OF THE PARTY OF Configuration than the first of the where the state of the भारतम्बद्धेत्रं स्टिप्टिन्स्यः । व १७७० वटा १८० Service American

おおける サイヤン・コール Butter to the second of the second SWELL SWELL SAME MANUEL TO SAME TO SAME Time April - Control of the Control Afterior de la constante de Spring Margan and the second Marie Marie Herri Walt Street Co. Spire of the second Language to the state of the state of the state of

groups probagge in a first fix the The state of the state of the state. ا ماليات دريال الماري العداد **برياد دوي** المارية المارية المارية المارية المارية المارية المارية المارية المارية A BOOK OF THE REST. NO THE PROPERTY OF STATE OF We have seen the first the seen in Participation of the terms of the control of and of the commence of the street tenths in many and applicable of a great

CHANSON · 新加州 大 中央教育 and the second second Special Super water and a service deci-連載的 かかいちゅうじゅう かんしょう

The page of the second of the second of the THE RESERVE THE PROPERTY. Jacques de la com Selection of the second The second second second William Street Service Control of the Control A State of the second AND THE PERSON NAMED IN A THE TRAINER OF THE The state of the state of

The same of the same of The Park of the Pa The state of the s A STATE OF THE PARTY OF THE PAR Marian Silver 190 190 190 Charles and State of the State THEATRE BESET

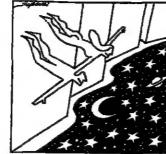
MOUNTREST 5 NOME THON MILLEUR STREET, STREET MERLEURE COME PAR and the same of th FRANCIES MINING CELL BEATION

irlandaises

Willie Doherty et Nigel Rolfe abordent la violence dans leur pays par la photo et la vidéo

COMMENT traduire en œuvre plastique, présentée au musée, le conflit irlandais? Comment dire la violence, la douleur, l'enfermement, la guerre, les déchirements communautaires, la mort ? Comment dire tout cela en refusant radicalement les images médiatiques de la guerre, jugées sus-

Le Musée d'art moderne de la Ville de Paris présente les réponses de Willie Doherty, Irlandais vivant à Derry, et de Nigel Rolfe, Anglais installé en Irlande depuis vingt ans. Le premier, à l'aide de photographies grands



* Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Pré-53-67-40-00.

UNE SOIRÉE À PARIS

Minino Garay

 $\gamma_{i,i_{2k}}$

Vigoureux percussionniste installé en France depuis 1990, l'Argentin Minino Garay a déjà su se faire repérer aux côtés de Raul Barboza, Raphaël Faÿs et Jean Blanchard, ou Nilda Fernandez. Avec um sens inné des rencontres effrontées et chaleureuses, il se retrouve aujourd'hui maître d'œuvre d'un vagabondage musical métissé, entouré notamment des Tambours du Sud, son ensemble de percussionnistes, de musiciens turcs, et du groupe Ombu, qui fait un patchwork avec tango, jazz et rythmes africains. Espace Hérault, 8, rue de la Harpe, Paris 5. M. Saint-Michel, 20 h 30. les 26 et 27. Tél.: 43-29-86-51. 80 F. François Raulin, Jacques

Demierre Une double soirée pour piano solo avec deux compositeurs-improvisateurs phares : Jacques Demière, natif de Genève, que l'on a souvent entendu auprès des musiciens de l'inventive scène suisse et François Raulin, originaire d'Annecy, compagnon des équipées de Louis Sclavis ou plus récemment de François Comeloup. Montreuil (93). Instants chavirés, 7. rue Richard-Lenoir, 20 h 30. le

Film franco-canadien de Christophe

Gans, avec Mark Dacascos, Julie Condra,

Tcheky Karyo, Rae Dawn Chong, Yoko

Shimada, Masaya Kato Byron Mann

VO: UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1";

Bretagne, dolby, 6 (39-17-10-00; réserva-tion : 40-30-20-10); UGC Odéon, 6 ; Gau-

mont Marignan, dolby, & (réservation :

40-30-20-10); UGC Normandie, dolby, 8°;

Gaumorit Kinopanorama, dolby, 15th (réservation: 40-30-20-10).

Film français de Jean-Marc Longval, avec Smain, Arielle Dombasie, Antoine de

LIGC Ciné-cité les Halles, dolloy, 1º : Rex.

dolby, 2 (39-17-10-00); UGC Montpar-

nasse, dolby, 6°; UGC Odéon, dolby, 6°;

Gaumont Ambassade, dolby, 8" (43-59-

19-08; réservation: 40-30-20-10);

George-V, THX, dolby, 8º: Gaurnont Oné

ra Français, dolby, 9' (47-70-33-88; reservation: 40-30-20; UGC Lyon Bastille, dolby, 12"; UGC Gobelins, dolby, 13"; Mi-

ramar, dolby, 14° (39-17-10-00; reserva-tion: 40-30-20-10); Mistral, dolby, 14°

(39-17-10-00; reservation: 40-30-20-10);

UGC Convention, dolby, 154; UGC Mail-

lot, 17°; Pathé Wepler, dolby, 18° (réser-

ation: 40-30-20-10); Le Gambetta, doi-

by. 20 (46-36-10-96; réservation:

Film italien de Michael Radford, avec

Messimo Troisi, Philippe Noiret (1 h 40). VO: Gaumont les Halles, dolby, 1* (40-39-99-40; réservation: 40-30-20-10);

Gaumont Opéra Impérial, dolby, 2º (47-

70-33-88; réservation: 40-30-20-10); 14-Juillet Beaubourg, dolby, 3°; 14-Juillet Odéon, dolby, 6° (43-25-59-83); La Pa-

gode, dolby, 7* (reservation: 40-30-20-10); Gaumont Champs-Elysées, dolby, 8*

(43-59-04-67; reservation: 40-30-20-10);

Max Linder Panorama, THX, dolby, 9* (48-24-88-88; reservation: 40-30-20-10);

14-Juillet Bastille, dolby, 11* (43-57-90-81); Les Nation, dolby, 12* (43-43-04-67; réservation: 40-30-20-10); Gaumont Gobelins

Rodin, dolby, 13* (reservation: 40-30-20-10); 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15*

(45-75-79-79); Bienvenüe Montpamasse,

(45-75-75-75); served that have a dolby, 15° (39-17-10-00; reservation; 40-30-20-10); Majestic Passy, 16° (44-24-46-24; reservation; 40-30-20-10); Pathé We-

pler, dolby, 18" (reservation: 40-30-20-10).

Film taiwanais de Hou Hsiao-hsien, avec

Annie Shizuka Inoh, Lim Giong, Jack Kao,

Vicky Wei, King Jieh-wen, Tsai Chen-nan

VO: Le Saint-Germain-des-Près, Salle G. de Beauregard, 6º (42-22-87-23); réserva-

tion: 40-30-20-10); Le Balzac, 8° (45-61-

GOOD MEN, GOOD WOMEN

LE FACTEUR

Caunes, Julie Gayet, El Kébir (1 h 25).

LES DEUX PAPAS ET LA MAMAN

CINÉMA

MOUVEAUX FILMS

CRYING FREEMAN (*)

2. 10. 200

26. Tel.: 42-87-25-91. De 35 F à

Lou Reed Après avoir clôturé en beauté le Printemps de Bourges (Le Monde vient jouer dans la capitale son dernier et brillant album Set The avec Walk On The Wild Side en rappel.

Zènith, 211, avenue Jean-Jaurès, Paris 19. Mº Porte-de-Pantin. 20 heures, le 28. Tél.: 42-08-60-00. 190 F.

Ils se sout spécialisés dans la cellent, surtout lorsqu'il y est question de grivoiseries, de barieuse et cultivée, profane ou sacrée leur échappe.

A leur tête, le contre-ténor au timbre le plus singulier qui soit, celui de l'excellent Dominique

rection),

78-00. De 70 F à 130 F.

20 heures, les 27 et 29; 15 heures, le 28.

Publicité

LES CINÉMAS

STRASBOURG

bout, immobile, sur trois pieds.

Opéra de Nancy et de Lorraine, 1, rue Sainte-Catherine, 54000 Nancy. 14 h 30, le 28; 20 h 30, le 30. Tél. : 83-85-30-63. De 45 F à 225 F.

avec lain Robertson, Joseph MacFadden, J. S. Duffy, Laura Fraser, Garry Sweeney, Clare Higgins (1 h 48). VO: UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1*; Racine Odéon, 6º (43-26-19-68; rése tion: 40-30-20-10); Elysées Lincoln, dol-by, 8 (43-59-36-14; réservation: 40-30-20-10); La Bastille, dolby, 11 (43-07-48-

LE VENT DU WYOMING (à partir de mardī 30 avril) Film franco-québécois d'André Forcier, avec François Chizet, Sarah-Jeanne Salvy, France Castel, Michel Cöté, Céline Bon-nier, Marc Messier (1 h 39).

VO: Latina, 4º (42-78-47-86); Saint-André-des-Arts L 6º (43-26-48-18). VISAGE ECRIT uisse de Daniel Schmid, Film japonais-suisse de Daniel Schmid, avec Tamasaburo Bando, Haruko Sugi-

mura, Han Takehara, Kazuo Ohno, Yajup Bando, Kai Shishido (1 h 30). VO: La Pagode, 7º (réservation: 40-30-(*) Films interdits aux moins de 12 ans.

(**) Films interdits aux moins de 16 ans.

Raflet du Rhin William Forsythe: Herman Schmerman Jiri Kylian : Stoolgame. Ivan Favier : De-Théatre municipal, Opera du Rhin, 19, place Broglie, 67000 Strasbourg. 20 heures, les 2 et 4 mai; 15 heures et 20 heures, le 5 mai, Tél. : 88-75-48-23.

THÉÀTRE **AUBUSSON et TOURS**

Cafougnette et l'défilé d'après Jules Mousseron, mise en scène de Jacques Bonnaffé, avec Jacques Bonnaffé et la Fanfare. Théâtre Jean-Lurçat, avenue des Lissiers. 23 Aubusson. 20 h 30, le 3. Tél. : 55-83-86-87, Durée : 1 h 15. 60 F° et 90 F. Centre dramatique régional Thélème, 3, rue des Tanneurs, 37000 Tours.

16 heures, le 28. Tél.: 47-38-29-29. Du-rée: 1 h 15. 50 F* et 60 F. BESANCON Les Règles du savoir-vivre dans la socié-

de Jean-Luc Lagarce, mise en scène de l'auteur, avec Mireille Herbstmeyer. Nouveau Théâtre, avenue Edouard-Droz, 25000 Besançon, 17 heures, le 27. Tél.: 81-88-55-11. Durée: 1 h 30. 80 F* et 110 E

t'Ausion comique de Pierre Corneille, mise en scène d'Eric Vigner, avec Nazim Boudjenah, Domi-nique Charpertier, Cécile Garcia-Fogel, Eric Guerin, Denis Léger-Milhau, Jérémie Oler, Gilbert Marcantognini et Grégoire Œstermann en alternance, Guy Parigot, Eric Petitiean et le Quatuor Matheus Theatre, rue du Languedoc, 84 Cavail-Ion. 20 h 30, le 27. Tél. : 90-78-64-64, Durée : 2 h 30. 90 F° et 120 F.

Madama Butterfly de Puccini. Yoko Watanabe, Rie Hamada (Madama Butterfly), Giacomo Aragall, Christian Papis (Pinkerson), René Massis (Sharpless), Alexandrina Miltcheva, Qiu Lin Zhang (Suzuki), Choeur et orchest national du Capitole de Toulouse, Michel Plasson (direction), Nicolas Joël (mise en scene).

Opera-Théâtre, place du Théâtre, 25000 Besançon. 20 h 30, le 3 mai. Tél. : Halle aux Grains, place Dupuy, 31000 Toulouse. 14 h 30, le 28 avril et les 4 et 5 mai; 20 h 30, le 30 avril et le 2 mai. Tél. : 61-63-13-13. De 150 f a 400 F.

JAZZ

6º Festival de jazz en pays d'Apt Avec le Brass Band de Michel Marre, la Fanfare d'Assier, Elvin Jones Jazz Machine, Une Anche passe, composé de musiciens-voyageurs issus du creuset Nîmes-Montpellier, le quartette d'André Jaume-Rémi Charmasson, Bruno Chevil-lon en solo, les formations de Florence Melnotte et Sylvain Kassap, ainsi qu'une série de rencontres entre la danse, les arts plastiques, la poèsie et la musique intitulées « Les Impromptus ». Jusqu'au 1º mai. Tél.: 90-75-54-27 ou Minitel 3615 LUBERON.

NANTES Workshop de Lyon La plus actuelle des formations fondatrices des musiques improvisées en France. Avec Jean-Paul Autin et Maurice Merle (saxophones), Christian Rollet (batterie) et Jean Bolcato (contrebasse). Pannonica, 9, rue Basse-Porte, 44000 Nantes . 21 heures, le 2 mai, Tél. : 40-48-74-74. De 40 F à 80 F.

TOURS François Thuillier Brass Trio Le tubiste avec ses complices Daniel Casi-mir (trombone) et Serge Adam (trom-

pette). Le Petit-Faucheux, 23 rue des Cerisiers, 37000 Tours : 21 heures, les 3 et 4 mai. Tél; : 47-38-29-34.

DANSE ANGOULÈME

Compagnie Geranium Ted Brandsen: Raining, Rinus Sprong: Dear Sweet Filthy World, Johan Greben: 5º Vierdieping. Centre Saint-Martial, boulevard Berthe lot, 16000 Angoulème. 20 h 30, les 29 et 30. Tél. : 45-38-61-62. 70 F.

Ballet de l'Opéra d'Avignon Opéra, rue Racine, 84000 Avignon, 20 h 30, le 27; 14 h 30, le 28. Tél.: 90-82-23-44. De 25 F & 100 F.

Dominique Boivin La Danse, une histoire à ma façon. Theatre Charles-Dullin, 73000 Chambéry. 18 h 30, le 3 mai.

Compagnie Philippe Genty Voyageur immobile.

Espace 44, 84, rue du Général-Buat, 44000 Nantes. 21 heures, le 30. Tél.: 51-88-25-25. De 80 F à 140 F. ROUBAIX Compagnie Tango por dos

Perfumes de Tango. Le Colisée, 33, rue de l'Epeule, 59 Roubaix. 20 h 30, les 3 et 4 mai. Tel.; 20-24CHERBOURG

de Xavier Durringer, mise en scène de l'auteur, avec Farouk Benalleg, Elsa Dourdet, Laurence Haziza, Agnès Joëspourbet, laurence Hazza, Agnes Joes-sel, Philippe Kara-Mohamed, Bruno Lo-pez, Edouard Montoute, Laurent Olme-do, Betty Teboulle et Véronique Tissier. Theâtre, place du Général-de-Gaulle, 50 Cherbourg. 20 h 45, le 3. Tél.: 33-88-55-55. Durée: 1 h 30. 80 F* et 95 F. COLMAR

Quartett de Heiner Müller, mise en scene de Marie-Noël Rio, avec Francine Bergé et Pierre Barrat. La Manufacture-Atelier du Rhin, 6, route

d'ingersheim, 68000 Colmar. 20 h 30, les 27, 30 avril, 2, 3, 4 mai, Tèl. : 89-24-31-78. Durée : 1 h 20. 80 F° et 120 F. DUON Chant pour la Volga

de Rezo Gabriadze, mise en scene de l'auteur, avec Victor Platonov, Svetlana Pavlova, Elena Kondakova, Anna Victorova et Alexandre Kirillov.

Théatre du Parvis-Saint-Jean, rue Danton, 21000 Dijon, 20 h 30, les 27, 30 avril, 3, 4 mai; 19 h 30, les 1° et 2. Tél. : 80-30-12-12. Durée : 1 h 20. 100 f° et 130 f.

d'apres Daniil Harms, mise en scène d'Olivier Maurin, avec Francis Coulaud, Stéphane Keruel, Edwige Morf, Isabelle Randrianatuavina et Rémi Rauzier.

Le Cargo-Petite Salle, 4, rue Paul-Claudel, 38000 Grenoble. 19 h 30, les 2 et 4; 20 h 30, le 3. Tél.: 76-24-49-56. Durée: 1 h 30, 60 F* et 115 E HÉROUVILLE-SAINT-CLAIR La Station Champbaude

d'Eugène Labiche, mise en scène d'Anne-Marie Lazarini, avec Laurence Février, Didier Lesour, Philippe Lebas, Jacques Bondoux, Frédérique Lazarini, Claude Guedj, Andréa Retz-Rouyet, Irène Chauve et Xavier Bouvier. Théatre, 1, square du Théatre, 14 Hérou-ville-Saint-Clair. 20 h 30, les 30 avril, 3, 4

29. Durée : 1 h 30. 85 F* et 110 F.

El Halia de Louis Arti, mise en scene de Jean-

Louis Hourdin, avec Gérard Guillaumat, Louis Arti et la Fanfare du Loup. Centre cultural Saonora, 1511, avenue Charles-de-Gaulle, 71 Mácon. 20 h 30, le 2. Tél.: 85-38-50-63, Durée: 1 h 35, 65 f* MARSFULF

Les Trois Mousquetaires (en russe) d'après Alexandre Dumas, mise en scène de louri Pogrebnitchko. Les Bernardines, 17, boulevard Garibaldi,

13000 Marseille. 21 heures, le 27. Tél.: 91-24-30-40, Durée: 1 h 45. 50 F* et 90 F. MONTBÉLIARD Eléments moins performants de Peter Turrini, mise en scène de Char-

lie Brozzoni, avec Claudio Colangelo, Thomas Destossés, Guillaume Edé, Laurent Halgand, Christian Lucas, Fabienne Monteiro-Braz, Marc Planceon. Agnès Sighicelli, Sylvain Stawski, Richard Tisserant, Dominique Vallon, Anny Vo-gel, Mathilde Wambergue et deux musi-

Centre d'art et de plaisanterie Hôtel de Sponeck, 54, rue Clemenceau, 25 Mont-béliard. 20 h 30, le 27; 17 heures, le 28.

90 F NICE et TOURS

Histoire vécue d'Artaud-Momo de et par Philippe Clévenot, d'après Antonin Artaud. Centre dramatique national, promenado

des Arts, 06000 Nice. 21 heures, le 27. Tél.: 93-80-52-60. Durée: 1 h 35. 120 F. Centre dramatique régional Thèlème, 3, rue des Tanneurs, 37000 Tours. 21 heures, le 30. Tél.: 47-38-29-29. Durée: 1 h 35, 50 F* et 60 F. ORLÉANS

de Bemard-Marie Koltés, mise en scène d'Anne-Françoise Benhamou et Denis Loubaton, avec Marc Berman, Sami Bouajila, Luc-Antoine Diquéro, Claude Duparfait, Chantal Lavallée, Michèle

Moretti, Marie-Christine Orry et Anne Le Carré Saint-Vincent, boulevard Aristide-Briand, 45000 Orléans. 20 h 30, les 27 avril, 2, 3, 4 mai. Tél.: 38-62-75-30. Durée : 2 h 15, 80 F* et 125 F.

POTTIERS de et par Johann Le Guillerm et entouré de quatre musiciens. Centre de la Blaiserie, rue des Frères-

Montgoffier, 86 Poitiers. 21 heures, du 29 au 1º1 et les 4. 5. 6. 7. Tél. : 49-41-28-33. Durée : 1 h 20, 85 F° et 135 F. TOULOUSE Le Mariage (en russe)

de Gogol, mise en scène de louri Pro-Théátre Garonne, 1, avenue du Châteaud'Eau, 31000 Toulouse. 21 heures, les 29 et 30. Tél.: 61-42-33-99. Durée: 2 h 10.

Les Trois Sceurs (en russe) d'Anton Tchekhov, mise en scène de louri Progrebnitchko. átre Garonne, 1, avenue du Châteaud'Eau, 31000 Toulouse, 21 heures, du 2

au 4. Tél.: 61-42-33-99. Durée: 2 h 40. 80 F* et 100 E ART

ALÉS-EN-CEVENNES Imre Pan, Dominique Lonchampt Musée-bibliothèque Pierre-André-Benoit, 52, montée des Lauriers, Roch belle, 30 Alés-en-Cévennes. Tél.: 66-86-98-69. De 12 heures à 19 heures. Fei

lundi et mardi. Jusqu'au 9 juin 1996. 20 F. Anne et Patrick Poiner Musée de Picardie, 48, rue de la Répu-blique, 80000 Amiens. Tél.: 22-91-36-44. De 10 heures à 12 h 30 et de 14 heures à

18 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 19 mai ARRAS

Centre culturel Noroit, 6-9, rue des Ca-pucirs, 62000 Arras. Tél. : 21-71-30-12, De 15 heures à 19 heures et sur rendez-vous. Fermė mardi. Jusqu'au 30 juin 1996.

BOURG-EN-BRESSE

BOUNG-ER-RICESC Bernard Pages Musée de Brou, 63, boulevard de Brou, 01000 Bourg-en-Bresse. Tél.: 74-45-39-00. De 9 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 19 heures. Fermé jours féries. Jusqu'au 12 mai 1996. 32 F.

CAEN Espaces construits, espaces critiques FRAC de Basse-Normandie, 9, rue Vau benard, 14000 Caen. Tél.: 31-93-09-00. De 14 heures à 18 heures, Fermé di-

Diller + Scofidio Musée des Beaux-Arts et de la Dentelle, 25, rue de Richelieu, 62000 Calais. Tél. : 21-46-48-48. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 h 30. Fermé mardi. Jus ou'au 27 mai 1996.

COLMAR Trésors celtes et gaulois Musée d'Unterlinden, 1, rue d'Unterlin-den, 68000 Colmar. Tél. : 89-20-15-50. De

Le Consortium, 37, rue de Longvic, 21000 Dijon. Tél.: 80-30-75-23. De 14 h 30 à 18 h 30. Fermé dimanche et lundi. Jusgu'au 18 mai 1996.

Quadio Parmiggiani Musée des Beaux-Arts, palais des Etatsde-Bourgagne, 21000 Dijan. Tel.: 80-74-52-70. De 10 heures à 18 heures, Fermé les 1" et 8 mai. Fermé mardi. Jusqu'au

Wide White Space

Musée d'art contemporain, galeries contemporaines, 69, avenue d'Haiffa, 13000 Marseille. Tél. : 91-25-01-07. De 10 heures à 17 heures. Fermé lundi. Jusgu'au 2 juin 1996. 15 F.

MOLIANS-SARTOLIX Devant et derrière la lumière Espace de l'art concret, château, 06 Mouans-Sartour, Tél.: 93-75-71-50. De 11 heures à 18 heures et sur rendez-vous.

Fermé lundi, mardi et mercredi. Jusqu'au 16 juin 1995. MULHOUSE

David Boeng, Brian Smith Le Quai, Ecole d'art de Mulhouse et de haute Alsace, 3, quai des Pécheurs, 68 Mulhouse. Tél.: 89-32-12-92. De 9 heures à 18 heures; samedi de 9 heures à

mė dimanche. Jusqu'au 1° juin 1996. NICE Giovanni Anselmo Musée d'art moderne et d'art contem porain, 1ª étage, promenade des Arts, 06000 Nice. Tel.: 93-62-61-62. De 11 heures à 18 heures. Noctume vendre-

di jusqu'à 22 heures. Ferme mardi. Jusqu'au 16 juin 1996. N**i**MES Jean-Pierre Bertrand

Carré d'art - Musée d'art contemporain. place de la Maison-Carrée, 30000 Nimes. Tél.: 66-76-35-70. De 10 heures à 1996. Rennes

Seamus Farrell, Daniel Faust, Nan Gol din, Raymond Hains La Criée, centre d'art contemporain place Honoré-Commeurec, 35000 nnes. Tél.: 99-78-18-20. De 14 heures à 19 heures. Fermé dimanche: lundi lus-

ROUEN Ecole de Rouen, de l'Impressionnisme à Marcel Duchamp, 1878-1914 Musée des Beaux-Arts, square Verdrel, 76000 Rouen. Tel.: 35-71-28-40. De 10 heures à 18 heures. Fermé les 1-, 8 et 16 mai. Fermé mardi. Jusqu'au 1ª juille:

Christian Jacrard Musée d'Art moderne de Saint-Etienne La Terrasse, 42000 Saint-Etienne. Tél. :

SAINT-PAUL-DE-VENCE

Fondation Maeght, , 06 Saint-Paul-de-Vence. Tél.: 93-32-81-63. De 10 heures a 12 h 30 et de 14 h 30 a 18 heures, Jusgu'au 25 juin 1996. Tourcoing

Musée des Beaux-Arts, salles d'expositions temporaires, 2, rue Paul-Doumer, 59 Tourcoing. Tél.: 20-25-38-92. De 12 heures a 19 heures. Fermé mardi, Jusqu'au 31 aout 1996. TROYES Hommage à Roger Lambert-Loubère, peintre de Jean Paulhan

11 heures à 18 heures. Ferme mardi et fètes, Jusqu'au 13 mai 1996. VILLENEUVE-D'ASCQ L'Envolée, l'enfouissement

di. Jusqu'au 28 avril 1996. 25 F. VILLEURBANNE Gérard Collin-Thiébaut Le Nouveau Musée - Institut d'art urbanne. Tél.: 78-03-47-00. De

rontemporain. 11, rue Docteur-Dolard. 13 heures à 18 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 1º juin 1996. YVETOT Jean-Pierre Bourquin, Gildas Duviella, Francis Marshall

Galerie Duchamp, école municipale d'arts plastiques, 7-9, rue Percée, 76 Yve-

Douleurs

pectes?

formats en couleurs, insiste sur le territoire - oppressant, dévasté, vide, déshumanisé, comme à l'abandon ; le second utilise la vidéo pour montrer un corps maitraité, aliéné, renvoyé à un statut

sident-Wilson, 75116, Paris. Tél.:

Du mardi au vendredi de 10 heures à 17 h 30, samedi et dimanche de 10 heures à 18 h 45. Jusqu'au 15 juin. Catalogue, 48 p., 95 F.

du 23 avril), le rocker new-yorkais Twilight Reeling et régaler ses fans

Ensemble Clément Janequin chanson polyphonique, où ils extailles et de cris d'oiseaux. Ce qui ne veut pas dire que la sphère sé-

Œuvres de Frescobaldi, Marenzio et Lefèvre. Dominique Visse (di-

Versailles (78). Chapelle royale du château. 17 h 30, le 27. Tel.: 39-20-

Film français de Filip Forgeau, Maryel Fer-raud, avec Dominick Rongère, Maryel Ferraud, Denis Imbert, Fred Gimenez, Filip Forgeau, Bô Gaultier de Kermoal (1 h 27). L'Entrepôt, 14º (45-43-41-63).

LIGUANE

LIGNE DE VIE Film franco-suisse-italien-russe de Pavel Lounguine, avec Vincent Perez. Armen Djigarkhanian, Tania Metcherkina, Alexander Balouev, Serguei Stepantchen ko, Dimitri Pievtsov (1 h 40). VO: UGC Gné-cité les Halles, dolby, 1"; L'Arlequin, dolby, 6* (45-44-28-80; réservation: 40-30-20-10); George-V, dolby,

8º: Majestic Bastille, dolby, 11º (47-00-02 48; réservation : 40-30-20-10) ; Sept Parnassiens, dolby, 14º (43-20-32-20; réservation: 40-30-20-10). SAGE DU CIEL Film chinois de Wang Junzheng, avec Shi Chen, Li Ding, Xiao Xiong (1 h 30). VO: Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20;

reservation: 40-30-20-10).

LE ROCHER D'ACAPULCO (**) Film français de Laurent Tuel, avec Margot Abascal, Antoine Chappey, Zinedine Soualem, Howard Vernon, Tara Gano, Jean-Max Causse (1 h 15). ace Saint-Michel, 5' (44-07-20-49). LA SEMAINE SAINTE Film polonais d'Andrzej Wajda, avec Bea-ta Fudalej, Wojciech Malajkat, Wojciech Pszoniak, Magdalena Warzecha, Jakub

Przebindowski, Bozena Dykiel (1 h 34). VO : Le Quartier Latin, 5 (43-26-84-65). LE SILENCE DE NETO Film quatémaltèque de Luis Argueta avec Oscar Javier Almengor, Eva Tamargo Lemus, Herbert Meneses, Julio Diaz,

Eduardo José Guerrero (1 h 50). VO: Latina, 4º (42-78-47-86). SMALL FACES (**) Film britannique de Gillies MacKinnon,

Falla: L'Amour sorcier. Piazzolia: Tan-gos. Ginesa Ortega (chant), Pablo Mai-netti (bandoneon), Josef Pons (direc-Casino, 64 Biarritz. 21 heures, le 27. Tél.: 59-22-19-19. 200 F.

RÉGION

BESANÇON

81-82-02-00.

MUSIQUE CLASSIQUE

io mudele

Scarlatti : Cantates. Vivaldi : Sonate pour

violoncelle et basse continue. Gérard Lesne (direction).

Orchestre du théâtre Lliure de Barcelone

Orchestre national Bordeaux-Aquitaine Beethoven: Concerto pour piano et or-chestre nº 1, Symphonie nº 7. Philippe Bianconi (piano), John Neschling (direc-Casino, 64 Biarritz, 17 heures, le 28. Tel. : 59-22-19-19, 120 F.

BORDEAUX Orchestre national Bordeaux-Aquitain Beethover: Coriolan, Concerto pour piano et orchestre nº 4. Symphonie nº 4. Abdel Rahman El Bacha (piano), John teschling (direction).

Palais des sports, place de la Ferme-de-Richemont, 33000 Bordeaux. 20 h 30, le 3 mai. Tél.: 56-48-58-54. 100 F. Nouvelles histoires sacrées Bon : Histoire de Tobie. Ambrosini : Histoire de Suzanne. Carissimi : Histoire de Daniel. Sophie Marin Degor (soprano), Hervé Lamy, Christophe Einhorn (té-nors), Christian Tréguier, Jean-Claude irragosse (barytons), Maîtrise de Caen. Gangneron (mise en soène). Eglise Notes Robert Weddle (direction), Christian

Notre-Dame-de-la-Gloriette, Saint-Laurent, 14000 Caen. 20 h 30, les 2 et 3 mai. Tél. : 31-30-76-20. 110 F. DUON Adrienne Krausz (piano), Jean-Pierre Leguay (orgue). Liszt : Sonate pour piano. Bach : Prélude

et fugue pour orgue, Ad nos ad saluta-Temple protestant, boulevard de Brosses, 21000 Dijon. 20 h 30, le 2 mai. Tél.: 80-30-61-00, 100 F. LYON Orchestre national de Lyon

Saint-Saëns: Concerto pour violoncelle et orchestre nº 1, Ravel: Le Tombeau de Couperin, Boléro. Stravinsky: L'Oiseau de feu. Anne Gastinel (violoncelle), Emmanuel Krivine (direction).

Auditorium Maurice-Ravel, 140, rue Garibaldi, 69 Lyon. 20 h 30, le 3 mai. Tél.: 78-60-37-13. De 70 F a 250 F.

MULHOUSE

Il Mercato di Melmantile de Cimarosa. Agnès Mellon (Lindora), isabelle Poulenard (Bita), Jean-Paul Fou-chécourt (Scassaganasce), Carlo Allema-no (le comte Della Rocca), Catherine Manandaza (la marquise Giacinta), Luc Coadou (Cecco), Martin Egel (le gouver-neur), Les Talents lyriques, Christophe Rousset (direction), Jean-Claude Berutti (mise en scène).

Théâtre de la Sinne, 68 Mulhouse.

ONT LEUR NUMÉRO.

l'escretce d'information grateit (appel manuel) pour les paggranuses et la réservation des cinémas en lie de Brance.

de Delibes. Natalie Dessay (Lakmé), Mar-cus Jérôme (Gérald), Patrick Vilet (Nilakantha), Géraldine Melac (Mallika), Jean-François Gardeil (Frédéric), Orchestre de Nancy et de Lorraine, Jérôme Kaltenbach (direction), Gilbert Blin (mise

NANCY

de Gluck, isabelle Vernet (Akeste), Mark Padmore (Admète), Matthew Best (le grand prêtre). Matthew Thomas (un héraut), Stephen Holloway (l'oracle), Chœur de l'Opéra de Nice, Orchestre nonique de Nice, Dominic When ler (direction). Yannis Kokkos (mise en

Opéra. 4-6. rue Saint-François-de-Paule.

avril et le 2 mai. Tél.: 93-85-67-31. De De la maison des morts de Janacek. Stephen Bronk (Gorianchi-kov), Sonia de Beaufort (Alieia), Valentin Jar (Louka), Richard Angas (le comman-dant), Dimiter Petkov (Chichkov), Kenneth Garrison (Skouratov), Richard Decker (le grand prisonnier), Lorentz Minth (le petit prisonnier), Aimé Besançon (le vieux prisonnier), Chœur de l'Opèra du Rhin, Orchestre philharmonique de Strasbourg, Dietfried Bernet (direction), Keith Warner (mise en scène). Théâtre municipal, Opéra du Rhin, 19, place Broglie, 67000 Strasbourg. 20 heures, les 27 et 29. Tél.: 88-75-48-23.

Et le 3 mai à 20 heures, le 5 mai

à 15 heures; au Théâtre de la Sinne à Mulhouse, Tél. : 89-36-28-28.

CAVAILLON

De 60 F à 300 F

manche. Jusqu'au 10 mai 1996 CALAIS

9 heures à 18 heures. Jusqu'au 2 juin DUON

13 mai 1996, 18 F.

Paysages photographiques Centre d'art contemporain, abbaye Saint-André, 19 Meymac, Tél.: 55-95-23-30. De 14 heures à 18 heures samedi et dimanche de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Fermé mardi. Jus-

12 heures. Colloque « Espaces pluriels; pratiques hybrides »; mercredi 24 avril.

77-79-52-52. De 10 heures a 18 heures. Fermé mercredi 1º ' mai. Jusqu'au 2 juin 1996, 26 E Dmitrij Prigow Musée d'art moderne, La Terrasse, 42000

Paul Nougé, Marcel Mariën, Joan Brossa, Leo Copers

Musée d'Art moderne, 1, aliée du Mu-sée, 59 Villeneuve-d'Ascq. Tél. : 20-05-12-46. De 10 heures à 18 heures, Fermé mar-

tot. Tél.: 35-96-36-90. De 13 h 30 à 18 h 30. Fermé dimanche. Jusqu'au 10 mai 1996.

Saint-Etienne. Tél.: 77-79-52-52. De 10 heures à 18 heures. Fermé mercredi tr mai, Jusqu'au 2 iuin 1996, 26 F. Germaine Richier

Musee d'art moderne, place Saint-Pierre, 10000 Troyes. Tél.: 25-76-26-80. De

La radio « parlée » arrive en Europe Denis Jeambar réorganise « L'Express »

Fortes de la réussite aux États-Unis des « talk radio », la CLT et Europe 1 Communication investissent dans ce format prometteur

BIEN CONNUE aux États-Unis. Talk est une avancée supplémenla « radio parlée » ou « talk radio » s'implante progressivement en Europe. Ce format, composé d'informations et d'émissions d'échange avec les auditeurs, commence à faire ses preuves en Grande-Bretagne et en Allemagne et en France séduit Europe 1 Communication et la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT).

En prenant, en 1995, une participation de 49 % dans Talk Radio station commerciale anglaise issue de la privatisation d'un réseau de la BBC - la CLT a été le premier opérateur à importer le concept de « radio parlée ». Talk Radio est écouté par deux millions d'auditeurs par semaine (plus de 15 ans) et réalise une part d'audience de 2 %. Elle offre de belles possibilités puisqu'elle peut être reçue par 55 millions de personnes.

En février, la CLT a étendu l'expérience à l'Allemagne en ache-tant 40 % de News Talk 93.6, station qui couvre la région de Berlin et du Brandebourg. Cette nouvelle radio, qui a émis en février, a également intéressé le groupe Europe développement international (EDI) filiale d'Europe 1 Communication, qui a acquis 20 % de son capital - les 40 % restants appartenant, à part égale, à Franck Otto et à une banque allemande. Associés pour la première fois sur un projet commun, la CLT et Europe 1 Communication souhaitent, en cas de réussite, étendre le format sur le reste de l'Allemagne sous forme

Pour le groupe Europe 1, News

taire sur son implantation en Allemagne et pourrait constituer un modèle de format pour sa station généraliste française (Le Monde du 20 avril). Pour la CLT, qui a souhaité se concentrer sur les marchés à fort potentiel économique, Talk Radio et News Talk représentent um marché prometteur. Les « radios pariées » out en effet l'avantage de séduire les auditeurs au pouvoir d'achat élevé qui intéressent les annonceurs.

L'EXPÉRIENCE DE LOVINFUN

«En Allemagne, comme en Grande-Bretagne, la part publicitaire accordée à la radio est nettement inférieure à ce qu'elle devrait être. Mais les choses évoluent, contrairement à la France où le marché stagne. En Grande-Bretagne, le marché publicitaire radiophonique continue de se développer avec un rythme de croissance de 25 % par an », remarque Rémy Sautter, vice-PDG de RTL et directeur des radios de la CLT.

Et même s'il ne croît pas beau-coup au succès d'une telle formule en France, qui « a la chance d'avoir de grandes généralistes privées », Rémy Sautter est confiant sur sa réussite à l'étranger. « C'est un format auquel on croit beaucoup et qui nous fait revenir aux origines de la radio, remarque-t-il. Nous le pratiquons depuis longtemps sur RTL. Des émissions comme Les Auditeurs ont la parole, Les Grosses têtes, Opinion publique, Tous les coups sont permis... invitent le public à s'exprimer. Nous avions l'expérience du dialogue chez les jeunes avec Fun Radio et son émission Lovin'fun qui a été un succès. Mais nous n'avions fait de la radio parlée que par tranches, pas en format complet. »

Le secteur radio de la CLT a connu en 1995 la stabilisation de l'onde longue en France, le décollage d'exploitations ouvertes dans les demières années (notamment Fun Radio en France, Atlantic 252 en Grande-Bretagne, Bel RTL en Belgique, 1046 RTL en Allemagne et City Radio en République tchèque) et le démarrage de nouveaux investissements. Ceux-ci ont été particulièrement significatifs en France, avec le lancement du réseau RTL2, anciennement M40.

Outre l'acquisition de Talk Radio

et l'obtention d'une licence en Grande-Bretagne, la CLT a aussi acquis en Suède une participation dans deux radios de Stockholm, 1047 RTL et Bandit Radio. Enfin, Bertelsmann, qui détient désormais 50 % du capital de la CLT, apporte dans sa corbeille de mariage quelques belles radios. « Nous aurions mis cinq ou six ans à obtenir ces stations », constate Rémy Sauttet. En tout cas, on ne peut plus dire, en matière de radio, que la CLT vit sur la monoculture de RTL, comme il y a dix ans. Nos radios internationales ont réalisé, en 1995, un chiffre d'affaires de 320 millions de francs. Si on ajoute celui de RT 2 et de Fun, cela représente 520 millions de francs, soit la moitié de celui de

Véronique Cauhapé

■ VENDREDI 26 AVRIL

13.25 La Grammaire impertinente. 13.30 Attention santé. 13.35 Défi. 14.00 Dompter les voicans. 15.30 Attila. 16.00 A l'aube des temps.

Cinetières de dinosaures [2/13] 16:30 Le Réseau des métiers. 16:35 Rintimin. Chronique. 17:30 Les En-fants de John. 18:00 Affaires publiques. Conseil

européen. 18.15 Les Clefs de la nature. Piocarpine : ouvrez l'œit. 18.30 Le Monde des animaux.

Documentaire. Un seigneur entre ciel et enfer,

des archives secrètes du Vatican) montrent

Des documents (dont certains provie

que Frédéric II (1194-1250) fut un scientifique de haut niveau.

La Cinquième

19.00 L'Empereur Prédéric II.

de Michael Gregor (60 min).

Elisabeth Schemla devait être nommée directrice adjointe de la rédaction, aux côtés de Michel Labro, alors que les relations sociales se dégradent

tête de la rédaction de L'Express, Denis Jeambar devait présenter vendredi 26 avril une réorganisation de l'organigramme du journal. Elisabeth Schemia, ancienne rédactrice en chef du Nouvel Observateur, devient directrice adjointe de la rédaction de L'Express, aux côtés de Michel Labro. Entrée à L'Express en 1971, elle devient en 1977 grand reporter au Nouvel Observateur, puis, en 1990, rédactrice en chef. Elisabeth Schemla vensit de quitter l'hebdomadaire de Jean Daniel.

Christophe Barbier, ancien du Point, qui avait suivi Denis Jeambar à Europe 1, devrait assurer la direction du service politique, en remplacement de Sylvie-Pierre Brossolette, sèchement remerciée. Tandis que Jean-Marie Pontaut, également transfuge du Point et d'Europe 1, est chargé des investigations, avec Jérôme Dupuis, ancien du Point.

Après les incertitudes et la tension qui ont entouré le feuilleton de son arrivée annoncée et du départ de Christine Ockrent, Denis Jeambar doit s'adresser à la rédaction et donner quelques

lignes de son projet. Pour le PDG, Christian Brégou, patron de CEP Communication, filiale d'Havas, l'hebdomadaire doit être « plus visuel, plus jeune, plus convivial » (Le Monde du 16 mars). « On peut réaliser un journal de qualité et d'approfondissement sans tomber dans l'élitisme. L'Express doit être plus

proche de son lectorat », expli-

UN MOIS après son arrivée à la quait-il. Impressionné par le succes du magazine aliemand Focus et voulant anticiper sur le renouvellement de VSD, après sa reprise par le groupe Prisma Presse, Christian Brégou a affiché son intention de développer les ventes de façon importante, tout en niant vouloir atteindre une diffusion de 800 000 exem-

DIRECTION IRRESPONSABLE »

Par ailleurs, la restructuration de l'entreprise, sous la houlette de la directrice générale, Anne-Marie Finkelstein, afin de la rendre conforme aux normes des autres titres du groupe CEP, se poursuit, à marche forcée, dans un climat de grande tension. Le comité d'entreprise a dénoncé une « direction irresponsable », après la décision d'arrêter l'édition internationale de L'Express une édition allégée destinée à l'exportation ~, dirigée par Christian Hoche. De même, la publication thématique Les Cahiers de L'Express serait également ar-

Les membres du comité d'entreprise contestent ces deux projets et craignent qu'ils n'abou-

tissent à des licenclements. Après le départ de Christine Ockrent et celui des responsables des ressources humaines et du marketing, deux cadres de la publicité ont été licenciés pour « situation de blocage ». Ils envitribunal des prud'hommes.

sagent un recours devant le Plusieurs témoignages dé-

Canal +

➤ En clair Jusqu'à 13,45

12.30 La Grande Famille. 13.45 Une femme

Film de Régis Wargnier

16.05 Le journal du cinéma (rediff), Magazine. 16.10 Les Ripoux & B

Film de Claude Zidi

17.50 Pas si vite ! (redift). 18.00 Le Dessin animé.

► En clair Jusqu'à 20.30

(1984, 103 min). 2219882

française

(1994, 95 min). 15.20 Babylon V. La venue des om

plorent la brutalité des méthodes employées par la directrice générale. Les cadres sont remplacés par des responsables de CEP, mais leur travail est auparavant systématiquement dévalorisé : ils ne sont pas conviés à certaines réunions, leur travail est très sévèrement critiqué, les décisions sont imposées le plus souvent sans discussion, sans dialogue.

Pour CEP Communication, il est urgent de redresser la situation de l'hebdomadaire, qui est considéré comme mal géré, malgré un résultat d'exploitation légèrement bénéficiaire en 1995.

Selon Christian Brégou, la presse magazine française doit répondre à des critères de rentabilité plus importants, conformes à ceux qui existent ailleurs, en Allemagne par exemple.

PRESSE: « La Tribune Desfossés » a enregistré, en 1995, une progression de 1,1% de sa diffusion totale payee, qui atteint 71 167 exemplaires, selon Diffusion Contrôle. Soit une hausse de 5,8 % depuis 1993. Le quotidien, qui appartient au groupe LVMH de Bernard Arnault, affiche une vente en kiosques sur le réseau des NMPP de 21 424 exemplaires. La Tribune annonce par ailleurs qu'elle va participer, de juillet à décembre, à un test (piloté par les NMPP) de mise en place de distributeurs automatiques sur

Radio

France-Culture

20.30 Le Banquet, Conversi philosophiques: L'Ironie,

22.40 Nuits insenstiques. Les cates (4)

Critiques croisées, invité Pascal Anquetil et Philips Bes-Raberia, Le blues,

0.05 Du jour au lendemain. Luden Dallenbach (La Canne de Balzac). 0.50 Coda. Herri ?ester Le parcouri d'un passour de jazz (h. List les Nutrs de Rrance-Culture (mittà). Les Nutrs de Rrance-Culture (mittà). Les

France-Musique

CONCERT
franco-allemand.
Dome le 75 mars à la unie des
Congrès, à Sarrebruck et émis
simultarièment sur les Radion
de Leipzig et Berlin, par
l'Orchestre symptonique de la
Radio de Sarrebruck, le
Marcello Viotti : Ouvertures,
solten et sint des contents.

scènes et airs des opéra italiens, Lucia Alberti,

22.00 Soliste. Robert Casadem

22.00 SOliste. Robert Casacests.
22.30 Musique pluriel,
improviste pour clarinette
base et plano, de Bosco; Als
pour mezzo-soprano et
ensemble de Dusapin, per
l'Ensemble 2E2M, dic. Paul
Métano; Ceuvres de Guérinel.

23.07 Ainsi la muit. Œuvres de Glinka, Section

0.00 jazz Chib. 1.00 Les Nuits de France-Musique.

Radio-Classique

20.00 Concert

21.32 Black and Blue.

TF 1

13.00 Journal, Météo.

Magazine. 13.40 Les Feux de l'amour.

Série. 14.25 Dallas, Feuilleton. Un cadavre encombrant 15.25 Hawai police d'Etat.

16.30 Une famille en or.

MADAME

FAMILLE.

JE VOUS AIME

Magazine présenté par isabelle Quenin. Invité : Yves Rénier. La princess

Esther Kamatari ; Patricia Candin secret de famille ; Une famille de forans ; Sonia et les ours du cjan ; leur loisir dominical : les courses. Chronique de Stéphane Bern (85 min).

23.50 Le Médecin de famille.

0.45 Journal, Météo.

Série. Pas d'excès, docteur l

1.00 et 3.05, 5.10 Histobes naturelles. 1.55 et 2.55, 3.35, 4.15, 4.50 TF1 must. 2.05 Les Aventures du jeune Patrick Pacard. 5.00 Musique.

LE CONSUL

Une Française, consul en poste

au Mexique, se lance sur la piste d'un réseau clan-

destin d'adoption d'enfants.

17.05 Rick Hunter, inspecteur choc. Série

18.00 Sydney Police, Série. 19.05 L'Or à l'appel. jeu. 19.50 et 20.45 Météo. **20.00 Journal,** Trafic info

France 2

12.55 et 13.40 Météo. 12.59 journal, Point route. 13.50 Derrick. Série.

14.55 Le Renard. Série.

15.50 et 5.25 La Chance aux chansons, Les

Les parents terribles.

17.30 C'est cool Série.

18.45 Qui est qui ? Jeu. 19.15 Bonne nuit, les petits.

19.59 Journal, Météo, Point route.

▶ LE MARCHÉ

Dans le nord de la France, deux

reporters sont sur une affaire de dopage dans le milieu sportif. Premier épisode d'une nouvelle

DU SPORT

20.55

22.35

BOUILLON

23.40 Géopolis.

DE CULTURE

DE CULT UNE
Magazine présenté
par Bernard Pivot.
Découvrez des personnages
exceptionnels. Invités : Jean-Philippe
et Marguerite Lauer, Alain Frèrejean
et Emmanuel Haymann, Besnik
Nustrafa, Caudine Le Tourneur
d'Ison : Olivier Orban, PDG de Plon
est minimales.

Niger: un bon coup d'Etat

(50 min). 841978

Uire d-dessus.
0.30 Journal, Bourse, Météo.

0.50 Le 2º muit du Camérhon. Tour de France des manifestations régionales lors du Téléthon de décembre dernier. 6.00 Dessin animé.

coulisses de la Chance. 16.25 Des chiffres

et des lettres. Jeu. 17.00 Docteur Doogle. Série.

18.05 et 4.50 Les Bons Génies, jeu.

Pimprenelle et les nuages. 19.25 Studio Gabriel.

de Remington Steele. Retour de bâton. Série. 16-10 Où est Charlie ? Le petit vampire. 16.40 Les Minikeums.

14.30 Fame.

17.45 Je passe à la télé.

France 3

13.40 Beau Fixe.

Audition. Série. 15.20 Les Enquêtes

18.20 Questions pour un

20.35 Tout le sport.

20.45 Consomag.

20.50

21.50

18.50 Un livre, un jour.

Viollet, de Marc Augé. 18.55 Le 19-20 de l'information, 19.08. Journal régional. 20.05 Fa si la chanter, leu.

dangereuses plages de Sydney.

FAUT PAS RÊVER

Australie : la barrière des ding France : les rifleurs ; Sicile : les

22.50 journal, Météo, 23.20 Comment ça va ?

Dossier : A bout de souffie ; vivre c'est respirer. Pourque

l'asthme : L'environnemer au banc des accusés

0.15 Cap'tain Café. 1.10 Dynastie. Un enregistrement de valeur. Feuilleton. 1.55 Musique Graffiri. Musique popu-laire, par l'Orchestre d'Athènes, dir. Mille Théodorales (15 min).

8994510

9890288

maîtres du feu (60 min).

(35 min).

Magazine présenté pa Sylvain Augier. Invité : Didler Decoln.

20.00 Reportage. Epilogue d'un détournement, le procès d'une pirate de l'air (30 min). 20.30 3 1/2 journal. 20.45

TRAVAIL AU NOIR THALASSA Töléfilm de Bernd Böhlich, avec Andreas Schmidt-Schafter, Gottfried John La vie quotidienne des
"lifesavers", souveteurs
benévoles qui surveillent les

22.10

GRAND FORMAT:

23.50 Cinéma de notre temps,

LES FRÈRES DES FRÈRES

Arte

to man.

En Allemagne, sur un chantier, git le corps d'un ouvrier polonais, apparemment tombé d'un échafaudage. Un commissaire de police a des doutes sur les couses de cette chute et pense qu'il

Documentaire de Richard Copans (100 min). 2678864

Solidaires en France de la lutte de libération sur le

Solidales en rance de la lutte de liberation sur le sol d'Algérie, quatre pionniers du réseau de Soutien au FLN, communément appelé le « réseau Jeanson », évoquent leur engagement auprès des combattants algériens à la fin des années 50.

Documentaire [2/2]. Eric Rohmer, preuves à l'appui, d'André S. Labarthe, avec la

Q.45 Music Pisnet. Magazine. Bion John, de Rudi Dolezahl et Hannes Rossacher (rediff.). 2.20 Coun-circui: (rediff.). Ambition. Court: métrage américalis de Hal Hartley avec. Ceorge Feaster, Patricia Sullivan (1991, v.o., 9 min). Theory of Achievement. Court: métrage américalis de Hal Hartley avec Bob Gosse, Jessica Sager (1991, v.o., 17 min) (rediff.).

14746369

oration de Jean Douchet (55 min), 956249

20.45

MISE EN SCÈNE POUR **UN MEURTRE**

13.25 L'Amour à la barre.

(91 min).

Téléfilm de Steven M. Stren

Une scientifique, soucieuse de la protection du littoral, s'éprend de

l'avocat de la partie adverse au cours d'une

affaire tiée à l'écologie.

15.00 Deux fiics à Miami.

16.30 Hit Machine, Varieties. 17.00 Filles à papas. Série. 17.30 Studio Sud. Série.

19.00 Code Quantum, série.

d'information.

20.05 Notre belle famille.

20.35 et 23.30 Capital 6.

Rallye de Tunisie.

18.00 Models Inc. Serie.

19.54 Stx minutes

20.00 et 1.10

Téléfilm de Kevin Meyer, avec Harry Hamlin, Joanna Pacula (89 min). Un inspecteur s'éprend de la

femme d'un suspect dans une affaire de meurire.

22.35 AU-DELÀ DU RÉEL, L'AVENTURE

CONTINUE Série. Un sénapeur venu d'allieurs (50 min).

23.45 Sexy Zap. Magazine (30 min). 8028775 0.15 Highlander. Série.

Descente aux enfers, avec Adrian Paul, Stan Kirsch (55 min). 1.25 Best of Groove.

RTL9

Les films sur

2.50 Jazz 6. Magazine. 3.45 Penzine. Magazine. 4.30 Prank Sinatra. Docu-mentaire (50 min).

18,24 Help I Série. 18,35 Nulle part allieurs. lovité : Albert lacquard

20.15 **FOOTBALL** Match de la 36º journée du Championnat de France : Auxerre-Saint-Etienne ; 20.30, coup

(135 min). 22.30 Les RO de Canai

(25 min). 684 22.55 Flash (Flatformation.

23.00

LÉON E Film de Luc Besson avec Jean Reno, Natalle Portman (1994, 106 min). 980693 0.45 A main armée E

Film de Jack Lee (1957, 96 min).

2.25 Le Cricket. une passion indienne. Documentaire de Grant Keir (49 min). 5136579 3.15 Veillées d'armes

Film français de Marcel Ophuls.
3.15 Premier voyage # #

(1994, 89 min). 958333 4.45 Deuxième voyage # #

20.40 Les Soirées

Les Sources
de Radio-Classique.
L'Ecosse. Ecossaises WoO 85,
de Beethoven, Brendel, piano;
Chansons populaires
écossaises, de Haydn,
Wunderfich, uthor, Schmidt,
piano, Weiler, violon, Beirli,
violoncelle; CEuvres de
Mendelssohn, Moscheles,
Schubert, Bruch, Lister, Berlioz,
Tichallovski.

22.90 Les Soinées... (Suitr.). Concert enregistré le 14 juillet 1995, à Saint-Bertrand de Comminges, par Anne Fondeville, Anne-Laure Josse-Binet et Parricia Fernandez, soorancs, Michel Bouvard, cryanister Souvares de Couperin, Marchand, Bernier, Campra, Alain, Mather et Bleuse. 400 Les Nuits de Radio-Classique.

Les soirées sur le câble et le satellite

TV 5

20.00 Fort Boyard. 21.30 itinéraire d'un gourmet. Invité: Le prince Albers de

21.55 Météo des cina continents. 22.00 Journal (France 2). 22.30 Taratata. Invité : 7ears for Fears (rediff. de France 2 du 8/10/95)

Planète

23.50 Sortie libre. 0.30 Soit 3 (France 3).

20.35 500 nations. [2/8] Vallée de Mexico. 21.25 Afrika Blues. 22.25 Sous le voile... l'islam.

23.20 1915, les champs da souvenir. 23.50 La Monnale l'Or et l'Argent. [34]. 0.45 La Mine de l'espoir (55 min).

Paris Première 20.00 20h Paris Première.

21.00 Roland Petit. De Catherine Dup 22.00 Musiques en scènes. 22.25 Opéra : Les Huguenots. En cinq aces de Giacomo Meyerbeer, enregistré à l'opéra de Sydney, en 1990

France Supervision 20.30 Taratata.

21.50 CinéActul 22.00 Voile. 22.15 Arts martiaux. Les Séquentielles.

Ciné Cinéfil

20.30 Galia 🗷 Film de Georges Lautner (1965, N., 100 mln) 5896238 22.10 Jeanne de Paris Film de Robert Steven (1942, N., v.a., 95 min)

39162171 23.45 Charlie Chan à Broadway Film d'Eugene Forde (1937, N., v.o., 65 min)

(1991, 120 min)

Ciné Cinémas 20.30 Hollywood 26. 21.00 Sang chaud pour meurtre de sang froid **M** Film de Phil Joanoù

3371220

meurtrier # Film de Pat O'Connor 988, v.o., 100 min) Série Club

23.00 Calendrier

20.45 et 23.45 Le Masque. 21.40 et 1.00 Jim Bergerac.

22.30 Sueurs froides. Demler week-end. 23.00 Mission impossible. Opération crépuscule.

Canal Jimmy 20.30 Les Envahisseurs. 21.20 M.A.S.H. Le coup de foudre.

21.50 Le Meilleur du pire 22.20 Chronique moscovite. 22.25 Dream On. Finale. 22.55 Seinfeld. 23.20 Top Bab. (400 min).

Eurosport

13.00 Formule 1.
En direct du Nürbürgring
(Allemagne).
Grand Prix d'Europe.
Essais ilbres 14.00 Tennis. En direct. Tournol messieur de Monte-Carlo. Quarts de finale

29797626 (210 min). 20.00 Hockey sur glace. En direct de Vienne (Autriche). Championnas du monde. Poule A. Russie-Canada (150 min).

8712978 22.30 Pole position.

36 15 LEMONDE

20.40 L'incontru dans la maison. Film de Georges Lautner (1992, 100 min). Avec Jean-Paul Belmondo. Policier. 23.30 Le Volent de savonnettes. Film de Mattrizio Nichetti (1988, v.o., 80 min). Avec Manufalo Nichetti. Conédie. SPECTACLES leux de mots

les chaînes européennes

RÉSERVEZ VOS PLACES SUR MINITEL 3615 LEMONDE

Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du cible sont publiés chaque semaine dans 22.40 Black Emmanuelle en Afrique. Film d'Albert Tho-mas (1975, 35 min). Erotique. 6.20 La Femme file. Film d'Yves Boisset (1979, 100 min). notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : . Signalé dans « Le Monde l'élévision-Radio-Multimédia ». M On peut voir. M No pas manquer. E E Chef-d'œuvre ou

"Colit

.

classique. ♦ Sous-titrage special pour les sourds et les malentendants. ক্রমান্ত্রাক্ত প্রস্তুল বিদ্যালয় । তালি ব

 $(1,1)^{2} \leq K(k_{1},k_{2}) \leq k_{2} k_{2}$

Seem nome. No Seem ■■

race of the second

1.0

A 14 A 15

19. 新安二年 1997

救机机 華

4.50

a road of Art

Page to 1

- 150, 2.00

Que 5 500991

1964 - 1964 - 18

"粮产"。

est un passionnant portrait de l'ancien porte-parole des Palestiniens LE PORTRAIT est un exercice difficile. Entre le panégyrique et le JE SUIS TRÈS pamphlet, la voie est souvent TOLÉRANT QUANT À SA FAÇON DE PORTER étroite. La réalisatrice palestinienne Mai Masri a choisi de porter délibé-

Vous avez dit processus de paix?

« Hanane Achraoui, une femme de son temps », diffusé dans « La 25º heure »,





sairement « mauvais » selon les critères communément admis en Occident, porté sur le terrorisme et les massacres en chaîne, logiquement ennemi de la paix. C'est une femme, chrétienne de surcroft, mariée avec un photographe féru de musique rock et de théâtre expérimental. Coqueluche des médias occidentaux depuis les heures fastes des négociations de Washington, Hanane Achraoui n'a pas la langue dans sa poche et son discours n'est

pas d'eau tiède. Enumérant les violations israéliennes des accords de paix, les destructions de maisons, les arrachages d'arbres, les confiscations

PANCHO de terres, les bouclages à répétition des territoires palestiniens occupés et autonomes, elle dénonce l'aveuglement de « la communauté internationale, qui intègre ces injustices dans ce qu'elle appelle le processus de paix ». Dès lors, l'énergique « femme de son temps » fait mieux comprendre comment un tel processus peut être ponctué d'explosions, de frustrations et d'impatiences, au sens figuré comme, hélas, au sens propre, et qui peuvent déboucher in fine sur des attentats-suicide qui participent alors d'une véritable logique de

destruction des efforts consentis.

d'étudiante à l'Université américaine de Beyrouth par la défense des droits de l'homme. Mª le député pointe un autre danger : l'ins-tauration en terre de Palestine fraichement gagnée sur Israél d'un régime ne faisant guère de façons avec la démocratie. La prison de Ramallah, non loin de sa maison, « bâtie par les Britanniques, utilisée par eux, puis par les Jordaniens, puis par les Israeliens », la laisse songeuse. « l'espère que les Palestiniers ne l'utiliseront pas », murmure-telle. La campagne électorale de janvier, postérieure au documentaire, a bien été un point d'orgue pour les tentations autoritaires de M. Ara-

«Un Etat indépendant, dans comblen de temps et à quel prix? », s'interroge Hanane Achraoui. Au moment où le Conseil national palestinien vient de supprimer les articles de sa Charte pronant la destruction d'Israël, la question reste posée. La paix ? D'accord !, dit-elle, mais une paix partagée, et non subie ou dictée par l'occupant d'hier. Question de moyens, sans aucun doute, et de rapports de force. L'ancien porte-parole palestinien sait mieux que quiconque que ceux-ci ont presque toujours été favorables aux Israéliens, au risque de ne donner aux Palestiniens qu'un Etat bancal, fragile et somme toute inquiétant.

Gilles Paris

M 6

12.55 Docteur Quinn,

13.50 Robocop. Série.

15.45 Les Champions, Série

14.45 Booker, Série.

17.05 Chapeau meion

Série. 18.00 Le Saint, Serie.

femme médecin. [2/2]

Nouveau magazine consacré aux séries : un

très nche domaine

et bottes de cruir

Le dossier : le salon

d'information.

20.00 et 4.50 Hot Forme.

AUX FRONTIÈRES

DU RÉEL

19.00 Warning, Magazine,

19.15 Turbo, Magazine,

19.50 Raffye de Tunisie.

19.54 Six minutes

* « Hanane Achraoul, une femme de son temps », France 2, samedi Mobilisée depuis ses années 27 avril à 0 h 35.

« Tchernobyl, le retour »

par Luc Rosenzweig

PEUT-ON l'avouet sans être surle-champ taxé d'irresponsabilité ou d'inconscience mettant en danger les générations futures, la grandmesse télévisuelle consacrée à célébrer le dixième anniversaire de la catastrophe de Tchernobyl commençait à devenir longuette et répétitive? La soirée de jeudi laissait peu d'espoir, pour les nonabonnés au câble, d'échapper à l'un de ces innombrables retours sur les lieux, exercice qui laisse peu de place à l'originalité.

Peu importe, répondra-t-on. puisque l'essentiel, en l'occurrence, est d'ordre pédagogique : amener les citoyens à un degré de vigilance qui empèche les gouvernements de faire n'importe quoi au nom d'une science toute-puissante. La diffusion sur la planète des images du bombardement d'Hiroshima a certainement contribué à retenir les possesseurs d'armes nucléaires d'en faire un nouvel usage. Dans le cas de Tchernobyl, l'affaire est plus compliquée, car le nucléaire civil a de bons arguments à faire valoir pour continuer à prendre une place toujours plus importante dans la fourniture d'énergie. La vraie question était donc celle-ci, débattue sur France 2 dans « Invité spécial », où avaient été conviés le commandant Cousteau, Jacques Attali et un spécialiste russe de la sécurité nucléaire: Tchernobyl est-il seulement la conséquence de la criminelle irresponsabilité de la dictature communiste, ou bien le nucléaire porte-t-il en lui la menace de catastrophes, si bien contrôlé soitil? La réponse à cette question ne peut être qu'affaire de conviction, puisque au terme de ce débat, comme de ceux qui ont occupé les écrans tout au long de cette semaine, le verdict est loin d'être lim-

S'il fallait distinguer de la masse l'un des reportages du type « retour sur les lieux », ce serait sans conteste « Oasis », de louri Chachtchwatski, présenté jeudi sur Arte. Muni de toutes les autorisations nécessaires dûment tamponnées, l'auteur a pénétré dans une zone interdite de Biélorussie. Ce qui devrait être un désert pour cause de contamination est peuplé d'êtres étranges, hors du temps, qui semblent sortir d'un roman russe du XIX siècle. Le guide, c'est Volodia, vagabond moitié fou moitié philosophe qui parcourt ce territoire devenu libre, une sorte de Far West d'après l'apocalypse. D'une maison abandonnée à l'autre, il élabore ses théories sur les rapports de la biologie et de la politique, traçant pour son vagabondage des itinéraires qui lui permettent d'éviter les sangliers redevenus maitres des lieux. Volodia ne sait pas que l'URSS a cessé d'exister, il s'en fiche, Tchemobyl hui a ouvert les grands espaces de la liberté. Cette « zone interdite » est même devenue un lieu de refuge pour une famille d'Arméniens fuyant le tremblement de terre et la guerre dans le Caucase. Insensible aux soubresauts du compteur Geiger dont le cinéaste fait le chronomètre de son film, la mère arménienne tire sa morale de l'histoire : « Où voulezvous qu'on aille? Oui a besoin de nous? Et puis, la guerre, ça se voit ; la radioactivité, ca ne se voit pas. »

Radio

22.35 Mu

France-Culture

20.00 Le Temps de la danse. Entretien avet Didier Deschamps, inspecteur general de la danse au ministère de la Culture.

29.30 Photo-portrait. Bernard Plosu, photographe. 20.45 Fiction: Le nouveau répertoire dramatique. Veloné, de Victor Haim.

l'Air du temps.

8.05 Fiction: Tard dans la nuit. L'Angle mort (1). 0.55 Chronique du bout des heures. 1.00 Les Nuits de France-Culture (Rediff.). James

From: 2.24, Les intemperies (3); 2.33, Les obseaux mycadopes (3); 2.57, Le famille à travers les âges (2); 3.56, Robert Boyer, les paradoxes de l'Europe; 5.20, Peter Handka, (1) Maura de la constitution unité. Est

France-Musique

O Opéra.
Salson internationale des opéras de l'U.E.R. Donné au Théfare Bolchol, à Moscou, par le Chour et l'Orchestre du Théfare Bolchol, dir. Stanislav lykor: La Flancée du Tsar, de Rimski-korsakov, Marina Mechtchervakova (Marta), Mikhall Agaponov (Lifovi), Vladislav Verceemikov (Griaznol), Nina Torortiova (Liubacha), Vladimir Aoudryashov (Bornelius).

Portrait de Philippe Hurei.

20.00 Opéra.

TF1 12.53 Journal, Météo. 12.59 Journal. Trafic info. 13.20 Reportages.

rément un regard sympathique et

passionné sur un personnage aty-

pique, Hanane Achraoui, qui fut le

porte-parole des Palestiniens lors

des négociations de Washington, et

trui a été élu en janvier 1996 au pre-

mier Parlement palestinien désigné

S'il est souvent flatteur, et si son

message peut apparaître de prime

abord par trop unilatéral, ce por-

trait n'en est pas moins passion-

nant pour ce qu'il donne à voir

d'une réalité trop souvent occultée

- plus ou moins consciemment -

depuis la fameuse poignée de

mains entre Hzhak Rabin et Yasser

Arafat, le 13 septembre 1993, à la

Maison Blanche. Scellée par le

geste historique des ennemis d'hier,

la Déclaration de principes signée

sous l'œil attentif de Bill Clinton a

donné à penser à l'opinion interna-

tionale que la paix venait de s'ins-

taller brusquement avec tambours

et trompettes, sur une terre mille

fois déchirée et ensangiantée, et

qu'une page tragique était, une fois

pour toutes, tournée, alors que les

événements effroyables du Liban

Le film de Mai Masri donne la

parole à un acteur palestinien « de

l'intérieur », tendu vers la paix, et

qui revendique à ce titre un droit de

regard particulièrement critique sur

la marche forcée engagée par Yas-

ser Arafat Surprise! Le contesta-

taire n'est pas un islamiste, néces-

prouvent le contraire.

au suffrage universel.

Les enfants de Christophe Colomb, de Jean-Luc Blain et Stéphane Grammont. 14.00 L'homme qui tombe as folle, la guépe.

- 7-7

The same

14.55 Mac Gyver, Série. L'aval Marié maigré lui. 16.50 Hercule. Série. La femme d'Ath 17.40 Trente millions d'amis. 18.20 Allome la télé. Jeu-

Série, Dépendance Tiercé, Météo,

ANNÉES TUBES

Hallyday, Patrick Hemi

Jean-Pierre Foucoult propose retrouver les succes d'hier et

d'aujourd'hui. Invités : John

Nino Ferrer. Clip de Dalida, hommage à Edith Piaf...

HOLLYWOOD NIGHT

iauement dans un incendie.

19.00 Beverly Hills.

20,45

(125 min).

22.50

Une femme meurt

Un suspect dispose de

්ප හනුයි.

1.00 Formule Foot.

1.40 Journal, Météo.

vinat-auatre heures pour

Grand Prix d'Europe :

1.50 Les Rendez-vous de l'entrepei (rediff.) 2.10 et 3.15, 4.15 TFI muit. 2.

Les soirées

19.30 Journal (RTBF). 20.00 Vendredi

ou la vie sauvage. 21.40 Télécinéma.

22.00 Journal (France 2).

22.30 Faites la fête. (France 2 du 6/4/96)

0.30 Solf 3 (France 3).

des cinq continents.

TV 5

21.55 Météo

LES

France 2

13.35 INC. Magazine. 13.40 Savoir plus santé. Comment vaincre l'hypertension ? Invité: professeur loël Ménard.

pécialiste de l'hyperte 14.38 L'ABC des plantes. 14.40 Histoires sauvages. 15.35 Samedi sport.

15.40. Tiercé, en direct

d'Auteuil; 16.00, Cyclisme : Amstel Gold Race 17.35 Mister T. Série. 18.00 Un privé sous les tropiques Coffre plein, Série. 19.00 Ça balance.

19.50 et 20.40 Tirage du Loto.

Sport, Championnat d'Europe des poids légers à Monaco : Angel Mona (France)-Michael Ayers (Grande-Bretagne) (70 min),

Magazine, Hanane

Achraoui, une femme

0.25 Journal, Météo.

de son temps,

de Mai Masri

23.15 500 nations. [2/8] Vallée de Mexico.

1.05 Sous le voile__l'Islam

0.05 Afrika Blues.

Paris

Première

19.30 Stars en stock.
Anthony Quins.

23.30 Paris demière.

20.00 Eco, écu et quoi ? 20.30 Rollerblade in Line.

0.25 Concert: The Brand

New Heavies. Enregistré en 1994

(50 mm). cl-dessus.

@ Lire di-de

sur le câble et le satellite

1.30Botivie. 3.451

0.35 La 25° Heure.

19.59 Journal, Météo.

20.50

NOUBLIEZ

PAS VOTRE

BROSSE À

DENTS

23.10

BOXE

France 3 11.50 et 13.01, 15.10 Télévision régionale. 12.35 Journal. 13.00 Kepo. 14.10 Faut pas rêver (rediff.).

17.40 Montagne. 18.10 Expression directe, 18-20 Questions pour un

champion. Jeu. 18.47 Un livre, un jou Desir d'Italia, de Jean-Noël 18.55 Le 19-20 de Pinformation 19.08, Journal régional.

20.05 Pa si la chanter. Jeu

20.35 Tout le sport.

20.50

DOCTEUR

SYLVESTRE

heurte à une ligue

LES DOSSIERS

DE L'HISTOIRE

23.40 Journal, Météo.

France

Supervision

19.50 et 22.50 L'Eté

22.20 Coulisses.

Ciné Cinéfil

23.00 The Romance

Q.45 Le Dompteur de femmes ■

21.40 Côté cour,

20.20 Le Club. Invité : Christophe Cans.

côté jardin. [2/2].

of Rosy Ridge E E Film de Roy Rowland (1947, N., v.o., 105 min)

des grands créateurs. 20.15 Entracte.

23.25 Les Grands Courants

de l'art italien. Venise : Le Titien et la peinture venitienne (4

En unis acres d'August Bournonville.

20.30 Ballet : A Folk Tale.

Le lancement de Lø 5 et de TV 6, la privatisation de TF 1, la crise

à Canal+, la période comprise entre 1985 et 1987 aura été très

0.00 jazz. Wyston Marealis. Eo concert à Marciac. 6.50 Dynastie. Pas de quoi fouetter un char. Feuilleton. 136 Musique Graffild. Sir bogenéles op. 126, extraits, de Beethoven, par josé Van Dam, baryton, Vardam Mami-konlam, piano (20 min).

22.20

Le docteur Sylvestre, en

remplacement en province, se

12.30 Les Lumières du music-hall. Tino Rossi. 13.00 Mag 5, 13.30 Va savoir, Les chevaliers du Mayen Age. 14.00 A tous vents. Autour du monde en quare-vingts jours. 15.00 > Guerre et Santé. 17.00 L'Aventure des sciences. Aller dans l'espace pour quoi faire ? L'histoire de l'aventure spatiale europ le point sur l'avenir. 18.00 ATTEL SUI images.

SAMEDI 27 AVRIL

La Cinquième

Arte

Série [4/8] de Bill Wilson, Geoff Posner, avec Rowan Atkinson, Pamela Stephenson (v.o., 19.25 Histoire parallèle. Semaine du 27 avril 1946 : Printemps 1946, de Vienne à Paris. Invité : Michel Cullin (50 min).

20.15 Le Dessous des cartes. nique géopolitique. Le Cambodge 1996 20.30 8 1/2 Journal.

20.45 20.45

TASSILO. LA STRATÉGIE D'UN PRIVÉ

Série [5/6]. Le fantôme de Gatthau (60 min). 4397621 21.40 Métropolis. Le Magic Circus Old Stars ; Albert Camus par Olivier Todd; revue de presse photographique ; l'abécédaire de Gilles Deleuse : L. comme littérature (1) (60 min).

##G1406 22.40 Plan séquence, Forte Tête. Court metrage.

22.50. MUSIC PLANET

Magazine, Brian Wilson : Music was my Only Friend, de Don Was (v.o., 70 min). 23.55 Terres des pères, terres des fils Téléfilm de Nico Hofmann (v.o., 85 min).

Un journaliste, fils d'un industriel allemand, enquête sur le possé de son père et sur la faillite de l'entreprise familiale. Son investigation révèle un scandale.

1.25 7 Art bis. France. Pierre Plerrot, d'Emile rynaud (1907/1993); Discs, de Marcel Duchamp (1946); Tableaux d'une exposition d'Alexandre Alexeieff (1971) ; Renaissance, d Walerlan Borowczyk (1981). 7684737 1.55 Cartoon Factory. Dessins aromés [5/10] trediff.) 2.26 Nor the 9 O'Clock News. Serie [3/8] de Bill Wilson (v.o., rediff., 35 min).

Anderson. Contamination (65 min). Anacazi (50 min). Enidémie dans une prison et

22.20 Le Guide du parfait

23.30 Le Temps des as.

0.30 Quatre en un. 1.00 Seinfeld

Eurosport

15.00 Tennis. En direct. Too

17.00 Cyclisme.

19.00 Formule 1.

21.30 Basket-ball.

17.30 Hockey sur glace.

22.30 Nonante.

petit emmerdeut. Bébé portable.

rapports secrets sur les OVNI. Fin de la deuxième saison. 22.40

HIT PARTY

En direct du Zénith en pirect au Jenno. Awec les Scorpions, Jimmy Cliff, Reciprok, Menelli, Babylon Zoo, Blu Florent Pagny, Zucchero, 3T, Pascal Obispo, Bors, Zazie, Orhélle Winter, Billy Paul, Luniz, Big Soul, LV.

Une nouvelle émission de variétés françaises et internationales, lancée en portenariat avec NR) qui la diffuse simultanément en

1.15 Rest of hits.

TSR

Canal + 12.30 L'Hebdo de Michel Field. Invité : Lionel Jospin. 14.00 Rugby. En direct de Narbonne.

Perpignan-Béziers, match Championnat de France. 16.00 Volley-ball. Match retour de la finale du Championnat de France : Cannes-PUC. 17.45 Dans la nature avec Stéphane Peyron.

Caravane du Kazakhstan (51 mint, 18.40 Les Simpson. 19.05 Flash d'information. 19.10 et 19.45, 20.20 C Net.

19.15 C'est pas le 20 heures. 19.50 Cyberculture. 20.25 Pas si vite!

20.30

PATINAGE

72.05 Flash dinformation. 22.15 Jour de foot. Buts et expraits des matei de la 36º journée du

THE REFRIGERATOR

Film de B. Tavernier (1995, 112 min). 5109517

(1994, 4, 101 min), 8964398

1992, a5 min).

Un appareil ménager cannibale.

2.15 The Mangler

4.15 Panne de cœur

5.05 Muriel

à Singapour.

Film de Tobe Hooper

0.25 L'Appat ■

D1 (45 min)

1.00 Les Nuits de France-Musique 23.00 Radio-Classique

20.40 Stendhal et la musique.
Conerto pour violon et orchestre, de Perpolese, par lei Concerto Noin, Reiler, violon i Nocharne Hob. II : 28 «Pour lei Roi de Napies», de Hayen, par lei Wiener Concert verein ; Lei Mariage secret, estratis, de I Cimarosa, par les Solisses et The English Chamber Orchestra, dir. Caniel Baremboim ; Conceno pour piano et orchestra dir. Adament Chamber Orchestra, dir. Murray Perahia, piano ; Le Barbier de Séville, le finale du premier acte, de Rossini, par

Barbier de Séville, le finale du premier acte, de Rossini, par le Chotur et l'Orchestre de la Scala de Milan, dir. Riccardo Chailly, Raquel Pierotti, soprano, Mastlyn Horne, mezzo-soprano, Paolo Barbacini, ténor, Simone Maimo et Léo Nucci, baryzon Enzo Dara et Carlo Folcia, basses.

22.40 Da Capo. Glenn Gould, piano et Vladimur Golschmann, cheë d'orchestre. Partita pour clavier nº 9 BW 829, de Bach ; Œurves de Bartois, R. Strauss, Berg, Barber. 0.00 Les Nults de Radio-Classique.

Les programmes complets

de radio, de télévision et une sélection du cable

9.10 France-Inter Rue des Entrepreneurs.

13.30 Europe 1 Il était une fois Musicorama.

Les Pâques sanglantes

de Dublin.

Détecter et conserver les talents.

les chaînes européennes

Pierre Perret.

La Tribune de l'Histoire.

14.30 Cyclisme. En direct. Coupe du monde : Amstel Gold Race : le départ 349992 Rendez-vous

Les films sur

semaine dans notre supplé ent daté dimanche-lundi. des symboles : ➤ Signalé dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimédia ». ■ On peut voir.

■ ■ Chef-d'œuvre ou classique.

• Sous-titrage spécial pour les sourds et les

■ Ne pas manquer.

Canal Jimmy 21.00 Earth Two.

Film de Joseph M. Neum (1961, N., v.o., 105 min) Ciné Cinémas

20.30 Le Prophète du mal. Téléfilm américain de Jud Taylor (1993, 90 min) 5651331 22.00 Ciné Cinécourts. 23.05 Isabelle Eberhardt Film d'Ian Pringle (1991, v.a.,

119 (men) Série Club 20.00 La Planète des singes

20.45 Jim Bergerac. 22.15 Les Têtes brûlées. 23.50 Cogne et gagne. 0.40)oséphine (so min)

22.15 Chronique du New Age.

23.00 Tennis (120 min)

Le Monde

Paris juge insuffisant le plan britannique d'abattage de bovins

L'épizootie de la « vache folle » impose un maintien de l'embargo

LONDRES vient de transmettre à la Commission européenne les derniers éléments concernant le fotur plan d'abattage du cheptel bovin britannique (Le Monde du 26 avril). Ce plan sera exposé dans le détail, lundi 29 avril, à Luxembourg lors d'un conseil des ministres de l'agriculture de l'Union européenne. Il sera ensuite analysé par le comité scientifique vétérinaire européen. On souligne, auprès de Philippe Vasseur, ministre de l'agriculture, que ce plan ne suffira pas, à lui seul, à envisager une levée rapide de l'embargo qui depuis un mois frappe la Grande-Bretagne. Le premier plan proposé par Londres il y a un mois, prévoyait l'abattage hebdomadaire puls la destruction de 15.000 vaches dites « de réforme » qui arrivent au terme de leur cycle de production de lait. Aujourd'hui, le gouvernement britannique propose, pour accélérer l'éradication de la maladie de la « vache folle », d'abattre 40.000 bovins supplémentaires.

w TROIS LOTS w

Les experts français estiment que Londres retient ici le scénario dit « des trois lots », le cheptel bovin britannique (fort de plus de huit millions de têtes) étant divisé en trois parties en fonction de l'age. Les animaux nés après 1992 ou 1993 ne seraient pas touchés et les 40 000 bovins aujourd'hui évoqués correspondraient aux bêtes considérées comme étant les plus à risque au sein des troupeaux a priori les plus contaminés. Ce plan, qui comporte encore de nombreuses inconnues, est généralement considéré à Bruxelles comme un « premier pas allant dans la bonne direc-

Plusieurs experts vétérinaires l'ampleur qui permettrait d'envisager l'extinction rapide de la maladie bovine et de calmer les craintes quant à sa transmission à l'homme. Pour Luc Guyau, président de la FNSEA, ce « premier pas » est insuffisant. M. Guyau a exprimé son souhait d'un maintien total de l'embargo. Ce dernier semble efficace si l'on en croit le bilan rendu public jeudi 25 avril par Yves Galland, ministre délégué aux Finances : sur 3 500 contrôles concernant l'origine de la viande bovine vendues en France depuis le début de la crise de la « vache folle » seuls vingt procès-verbaux ont été dressés. Il s'agissait dans cinq cas de viande britannique importée avant l'embargo et vendue pour de la viande française.

LA RÉACTION DE M. WEISSMANN Pour M. Guyau, comme pour Philippe Vasseur, il est essentiel que l'action soit ici guidée par des données scientifiques indiscutables. « Pour l'instant, on est dans l'incertitude. Les scientifiques anglais ont rajouté, hier, une couche », estime le président de la FNSEA, faisant ainsi allusion au travaux publiés dans Nature par un groupe de chercheurs d'Oxford dirigé par Mark Pagel.

accordé, le professeur Charles Weissmann (Institut de biologie moléculaire de Zurich) a qualifié d'« intéressante » cette étude qui concerne l'existence d'une parenté génétique entre les pro-téines-prions de l'espèce bovine et de l'espèce humaine. Il est toutefois, selon lui, difficile de situer des aujourd'hui l'exacte signification d'un tel phénomène et en quoi il pourrait être impliqué dans le possible passage du prion du bovin à l'homme.

« Compte-tenu de toutes les incertitudes existant dans ce domaine, j'estime qu'il y a lci une série de données assez fortes pour qu'on se conduise, collectivement, comme si le prion du bovin était bel et bien passé à l'homme », a poursuivi le professeur qui vient d'être chargé par Bruxelles de constituer un groupe d'experts sur cette question.

Pour lui, la nécessaire édiction de réglementations préventives ne peut à elle seule être suffisante. « Prenons l'exemple de l'in-

Dans un entretien qu'il nous a terdiction de la consommation des abats de bovins là où il y a des cas de la maladie de la «vache folle ». Si cette mesure est effectivement mise en œuvre, j'estime que le risque de contamination diminue par un facteur que l'on peut estimer comme étant de l'ordre de un million, estime-t-il. Mais pour obtenir cela, il faut être certain que les règles préventives sont observées. Ces règles ont été édictées mais nous n'en avons pas le contrôle. »

Pour le professeur Weismann, enfin « il importe de développer ces contrôles, notamment dans les abattoirs et, bien évidemment, en Grande-Bretagne là où le risque d'abattre une vache infectée mais pas encore malade est de loin le plus élevé. Des éléments laissent penser que tous les cas britanniques de maladie bovine n'ont pas été recensés. On peut même imaginer qu'il est possible que la chair de vaches malades continue à être commercialisée. »

Jean-Yves Nau

Les cours du blé ne cessent de monter

La politique agricole européenne est contestée

DEPUIS cent dix-neuf ans, le blé décidé de porter de 35 à 45 écus n'a jamais été aussi cher. A Chicago, le plus grand marché mondial des céréales, les cours ne cessent de monter. Jeudi 25 avril, les contrats à terme out atteint leur plus haut historique à 6,96 dollars le boisseau. Une atmosphère de panique règne chez les négociants et les agriculteurs. « Il n'y a plus de blé, plus de mais », se désespérait un trader.

Le secrétaire américain à l'agriculture, Dan Glickman, a tenté de calmer le jeu en rappelant que la situation mondiale n'était pas critique. Mais les négociants, eux. gardent les yeux fixés sur les Etats-Unis, le premier foumisseur mon-dial de céréales. Alors que les stocks sont sur le point d'atteindre leur plus bas niveau depnis 1948, les premières estimations sur la récolte de blé d'hiver sont alarmantes : à la suite d'une très longue sécheresse. près de la moitié des moissons sont de très mauvaise qualité.

Cette situation inhabituelle aux Etats-Unis pèse sur le marché mondial des céréales. Bien que l'Australie, grand exportateur de céréales, ait annoncé que ses récoltes, à l'inverse de l'année demière, seraient bonnes, le conseil international des céréales à Londres (International Grains Council), organisme qui collecte les statistiques de la profession, a révisé à la baisse ses prévisions. Les prochaines récoltes de blé s'élèveraient seulement à 561 milllons de tonnes, compte tenu des mauvaises conditions climatiques aux Etats-Unis et en Russie. Même en France, la sécheresse commence

Malgré ces tensions, la commission européenne a décidé de ne pas revenir sur sa politique. Jeudi, elle a (285 francs environ) la taxe frappant chaque tonne de céréale exportée hors de l'Europe. Cette taxe, instaurée depuis décembre dernier, vise à favoriser la reconquête du marché européen des céréales, en dissuadant les agriculteurs d'exporter hors de la communauté. Pour la troisième semaine consécutive, toutes les demandes d'exportations de blé hors de l'Union européenne ont été interdites, selon l'Office national interprofessionnel de céréales (ONIC).

Cette stratégie de limitation, iointe à la mise en jachère de terres agricoles, aboutit à la diminution du rôle de l'Europe sur le marché mondial des céréales. Faute de pouvoir s'adresser à la Communauté, les grands pays importateurs s'adressent aux Etats-Unis. De-

puis juin demier, les exportations

américaines de blé sont en hausse de 10 %, à 1,09 milliard de boisseaux. A voir le prix du blé s'envoler, des pays comme la Chine ou l'Egypte ont reporté, ces dernières semaines. leurs achats, dans l'espoir que la fièvre se calmerait. Aujourd'hui, ils reviennent. Négligeant les prix, lls ne veulent plus qu'assurer la sécurité de leurs approvisionnement en blé. L'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) se dit préoccupée par la situation sur le marché des céréales. Selon ses calculs, les hausses de prix du blé

> Martine Orange (avec l'agence Bloomberg)

pourraient coûter 3 milliards de

dollars de plus aux pays les plus

Philippe Vasseur contre la diplomatie « tonitruante »

de notre envoyé spécial

Département d'excellence des grandes cultures de blé et de betterave ou des exploitations spécialisées dans le maraîchage aux portes de l'agglomération parisienne, la Seine-et-Marne n'était sans doute pas, jeudi 25 avril, l'endroit rêvé pour ajouter une page à la chronique de la « vache folle ». Mais, comme le député qui avait invité Philippe Vasseur sur ses terres - la 4º circonscription, celle de Provins - est Christian Jacob (RPR), ancien président du Centre des jeunes agriculteurs, le ministre de l'agriculture, de la pêche et de l'alimentation était sûr de rencontrer des interlocuteurs motivés et réceptifs.

Ce qui se vérifia abondamment. Après une entrée en matière festive - la visite d'une PME très dynamique à Fontenay-Trésigny, la fromagerie Rouzaire, qui fabrique du brie de Meaux et de Melun d'appellation contrôlée -, il fallut aborder de front l'actualivéritable séisme », selon le ministre. « La France n'a rien à se reprocher et toutes les précautions possibles ont été prises. Nous avons tiré très vite et très fort puisque, dès le 21 mars, je décidais avec l'aval du premier ministre d'établir le cordon sanitaire. » Un éleveur se lève et dit pis que pendre des Anglais. Le mi-

~0,47 +9,81

359,95 +0,50 +12,45

nistre tente de le calmer : « C'est vroi que la pression diplomatique de Londres est énorme. L'ambassadeur de Grande-Bretagne est venu me voir hier. Mais soyez rassurés, il n'est pas question de lever l'embargo maintenant. Je propose de créer un comité scientifique européen chargé d'étudier le dossier. Il n'y a pas le

Evoquant le rendez-vous capital du lundi 29 avril où les Quinze se retrouveront à Luxembourg, Philippe Vasseur pense qu'« étant donné la façon dont fonctionne l'Europe avec ses règles de majorité il vaut mieux, dans une négociation visant à réclamer des indemnisations, être habile que tonitruant », d'où les contacts diplomatiques qu'il intensifie notamment avec les Beiges et les Allemands.

On passe à la discussion sur la jachère, ce qui est bien naturel dans une région ou les rendements de blé sont mirobolants. Vu la flambée actuelle des cours sur le marché mondial et la pénurie qui se que le taux actuel de 10 % passe à zéro. Pourquoi pas demander la lune I Là aussi, donc, la négociation à Quinze d'ici fin juin sera serrée. Philippe Vasseur a dans une main une vache, dans l'autre des épis.

François Grosrichard

Le commerce extérieur excédentaire de 10,2 milliards de francs en février

LE COMMERCE EXTÉRIEUR français continue de dégager de gros excédents. Selon les données publiées vendredi 26 avril par la direction des douanes, la balance a été positive de 10,2 milliards de francs en février, après 8,3 milliards de francs en janvier. Les exportations se sont élevées à 117,6 milliards de francs et les importations à 107,4 milliards de francs.

Ce très bon résultat est d'abord le fait de l'industrie, dont les échanges ont été excédentaires de 6,8 milliards de francs, contre 4 milliards en janvier. Les ventes d'Airbus (huit appareils) n'ayant pas été exceptionnelles, la tendance témoigne d'une bonne compétitivité des entreprises. En particulier, les ventes automobiles ont été très dynamiques. Le poste énergétique, lui, a accusé un déficit de 4,7 milliards de francs (5,2 milliards en janvier), et le poste agroalimentaire un excédent de 4,3 milliards (5,4 milliards en janvier). L'affaire de la « vache folle » n'a pas encore sensiblement influé sur les flux commerciaux avec la Grande-Bretagne. Au total, le commerce extérieur, qui avait dégagé un excédent historique de 104,5 milliards de francs en 1995, reste donc très bien orienté.

A nos abonnés

EN RAISON du déménagement des services du Monde, le service 29 avril à 14 heures.

Le nouveau numéro de téléphone de ce service - (1) 42-17-32-90 - sera

(Paris) TURE ACES EUROPÉENNES	
Var. ett 9 fin 95	
+13.06	
+3,33	

367,60 -0,37 +14,33 Tirage du Monde daté vendredi 26 avril 1996 : 481 551 exemplaires

Polémique sur la création par des avocats d'un « observatoire national des sectes »

DEVANT la lenteur du gouvernement à mettre en place son projet d'« observatoire interministériel sur les sectes », une équipe de juristes et d'avocats a pris les devants et créé un « observatoire national d'étude des sectes », présenté à la presse jeudi 25 avril à Paris. Présidé par Jean-Marc Florand, avocat à la cour d'appel de Paris, il bénéficie de la caution de l'ancien bâtormier Louis Pettiti, avocat à la Cour européenne des droits de l'homme. Composé d'une quarantaine de personnes, cet observatoire exclut de ses rangs les élus politiques, les représentants de l'administration et des associations anti-sectes. Sa démarche se veut « juridique et scientifique ».

Cet « observatoire national » entend mener des investigations auprès de groupes religieux présumés sectaires, observer leur statut, leur fonctionnement, leur « doctrine » et recenser leurs éventuelles violations de la législation, du droit des personnes et de l'ordre public. Un rapport sera publié chaque année, mais dès juillet 1996 devrait être connu le résultat d'enquêtes prochainement menées auprès d'une dizaine de groupes ou « sectes » réputées, comme les Témoins de Jéhovah, invitation à la vie (IVI), Eglise de scientologie, l'Eglise de l'unification du révérend Moon, le Mandarom, le Mouvement raélien, la Soka Gakkaï, Horus, etc.

Cette initiative court-circuite le projet d'observatoire interministériel, qui répondait à une suggestion contenue dans le rapport de la commission parlementaire sur les sectes, publié le 10 janvier 1996. Devant Alain Gest (UDF-Somme), président de cette commission, et Jacques Guyard (PS-Essonne), rapporteur, Alain Juppé avait pris des engagements. Matignon vient d'annoncer la publication, début mai, d'un décret créant cet observatoire, qui sera présidé par le premier ministre lui-même et associera l'ensemble des départements ministériels concernés.

Si les avocats et les juristes qui viennent de créer cet observatoire concurrent n'ont pas tort de s'impatienter - un projet gouvernemental était déjà souhaité en 1983 dans le rapport sur les sectes d'Alain Vivien -, leur initiative n'est pas au-dessus de tout soupçon. Alain Gest, président de la commission parlementaire, en a parlé, jeudi 25 avril, comme d'une « escroquerie intellectuelle » et a qualifié ses auteurs d'« avocats bien connus pour leurs sympathies envers des clients qui sont des mouvements sectaires

Mª Florand et certains de ses collègues ne nient pas avoir eu à défendre de jeunes témoins de Jéhovah, faisant valoir leur droit à l'objection de conscience. Mais leur « complicité » s'arrête là, disent-ils, Leur initiative est pourtant animée d'un solide parti pris hostile au rapport sur les sectes d'Alain Gest, « qui n'a aucune compêtence en la matière », et de Jacques Guyard, ainsi qu'aux associations de défense des victimes des sectes, accusées, jeudi soir, d'être financées par des organisations sœurs américaines.

Henri Tinca



"vache folle", énigme scientifique de cette fin de siècle.

Et avssi :

 Médecine La vie secrète du nouveau-né

• <u>Technologie</u> Bosnie: l'espionnage électronique ---

-

 Cosmologie Big Crunch: comment l'univers va finir

EN VENTE DÈS AUJOURD'HUI

Retrouvez Science & Vie sur 3615 SCV (2,19 FITC/min)